

TABLE ANALYTIQUE

DES

COMPTES RENDUS

DES SÉANCES DU SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 1895

ABATTOIRS PUBLICS. — Règlement des. V. loi 25.

ACCIDENTS. — V. loi 140.

AIN. — Imposition extraordinaire. V. loi 251.

AISNE. — Imposition extraordinaire. V. loi 201. — Imposition extraordinaire (6 c. 55). V. loi 268.

AJACCIO. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 22.

ALGÉRIE. — M. Isaac dépose le rapport de la Commission de l'Algérie chargée d'examiner les modifications à introduire dans la législation et dans l'organisation des divers services de l'Algérie (Justice française et musulmane; police et sécurité) [28 février] (A., t. I, p. 115; J.O., c.r., p. 101; I. 36). — M. le Ministre de l'Intérieur dépose le compte rendu de l'application, pendant la période comprise entre le 1^{er} juillet 1893 et le 30 juin 1894, de la loi du 25 juin 1890, qui a pour objet de maintenir pendant sept ans, aux administrateurs des communes mixtes en territoire civil de l'Algérie, le droit de répression, par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'indigénat [21 mai] (A., t. II, p. 2; J.O., c.r., p. 517).

ALLÈGRE. Martinique. — Vice-Président de la Commission de la Marine (J.O., p. 394; F. 7). — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 23 mars 1892 qui désigne les lieux de déportation (J.O., p. 697; F. 12). Dépose et donne lecture de son rapport [5 février] (A., t. I, p. 44; J.O., c.r., p. 39; I. 20). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget des Colonies, pour l'exercice 1895 [5 avril] (A., t. I, p. 465; J.O., c.r., p. 385). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Isaac, adressée à M. le Ministre des Colonies, sur divers faits se rapportant à la situation du Sénégal et du Soudan [17 juin] (A., t. II, p. 89; J.O., c.r., p. 628). — Membre de Commissions (F. 6, 12, 47; J.O. p. 254, 697, 3003).

ALLOCUTIONS. — De M. le comte de Laubespin, *Président* d'âge, à l'ouverture de la session ordinaire [8 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — De M. Challemel-Lacour, en prenant possession du fauteuil de la présidence [11 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 7).

ALPES (Basses). — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 80.
— Imposition extraordinaire. V. loi 200.

ALPES (Hautes). — Emprunt. V. loi 137.

AMNISTIE. — V. loi 18.

ANDIGNÉ (général marquis d'). Maine-et-Loire. — Communication de M. le Président relative à son décès [8 avril] (A., t. I, p. 533; J.O., c.r., p. 439).

ANGLE-BEAUMANOIR (marquis de l'). Côtes-du-Nord. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de la Légion d'honneur pour l'exercice 1895 [7 avril] (A., t. I, p. 526; J.O., c.r., p. 434). — Adresse à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, une question tendant à savoir s'il existe une loi, un décret ou un article des statuts de la Légion d'honneur conférant aux anciens Présidents de la République le droit de porter les insignes de grand-croix lorsqu'ils ont quitté leurs fonctions [12 avril] (A., t. I, p. 643; J.O., c.r., p. 530). — Demande à interpellier M. le Ministre des Finances, Président du Conseil des Ministres, sur la direction donnée à la politique extérieure de la France [21 mai] (A., t. II, p. 2; J.O., c.r., p. 547).

Développe son interpellation [31 mai] (A., t. II, p. 33; J.O., c.r., p. 573).
— Membre d'une Commission (F. 23; J.O., p. 1365).

ANGLÈS Var. — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France pour la modification des contrats qui lient cette Compagnie à l'État. Propose l'ajournement, qui est adopté au scrutin [18 juin] (A., t. II, p. 104; J.O., c.r., p. 633). — Dépose son rapport, et en donne lecture, sur l'élection de M. Depreux dans le département du Nord [27 juin] (A., t. I, p. 166; J.O., c.r., p. 682). — Secrétaire de la Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 3553; F. 60). — S'oppose à la demande de M. le Ministre des Travaux publics qui propose au Sénat de mettre à l'ordre du jour de sa prochaine séance la discussion de la convention conclue avec la Compagnie des chemins de fer du Sud [28 juin] (A., t. II, p. 196; J.O., c.r., p. 707) [2 juillet] (A., t. II, p. 203; J.O., c.r., p. 712). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 47, 59, 60; J.O., p. 168, 254, 3003, 3524, 3558).

ANOR. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 46.

ANVERS. — Récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale. V. loi 131. — Récompenses à décerner à l'occasion des Expositions de Lyon et d'Anvers (beaux-arts et arts décoratifs). V. loi 142. — Récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale de culture fruitière et d'arboriculture de Saint-Petersbourg. V. loi 143. — Récompenses à décerner à l'occasion du centenaire de la fondation de l'École normale supérieure. V. loi 144.

ANIMAUX DOMESTIQUES. — Modification aux lois du 21 juillet 1881 et du 4 août 1884, relatifs aux ventes et achats d'. V. loi 265.

ARAGO. Pyrénées-Orientales. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, à titre transitoire, pendant un an à dater du 1^{er} juillet 1895 [25 juin] (A., t. II, p. 160; J.O., c.r., p. 677).

ARDÈCHE. -- Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 164. — Imposition extraordinaire. V. loi 202. — Emprunt et imposition extraordinaire (0 c. 40). V. loi 269.

ARIÈGE. — Emprunt. V. loi 102. — Imposition extraordinaire. V. loi 250.

ARMÉE. — Service militaire des membres du Sénat et de la Chambre des Députés. V. loi 3. — Obligations des membres du Parlement relatives au service militaire. V. loi 4. — Modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement, relativement au service de deux frères. V. loi 146. — Modification aux conditions dans lesquelles le Ministre de la Guerre peut interdire les exportations d'armes, pièces d'armes et munitions de toute espèce. V. loi 150. — Règles à établir pour la mise en route des recrues. V. loi 213. — Pension militaire des fonctionnaires du service de la trésorerie et des postes aux armées. V. loi 266.

ASSEMBLÉE NATIONALE. — M. Challemel-Lacour, *Président du Sénat*, monte au fauteuil à une heure dix minutes. MM. Morel, Barrière, Gadaud, Pazat, Ollivier, Godin, Merlet, Maxime Lecomte, *Secrétaires du Sénat*, prennent place au bureau. Vu les procès-verbaux des séances du Sénat et de la Chambre des Députés du 16 janvier 1895, constatant que M. Casimir-Perier a donné sa démission de Président de la République ; vu l'article 7 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 ; vu l'article 2 de la même loi ; vu le paragraphe 2 de l'article 11 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, M. le Président déclare l'Assemblée nationale constituée pour l'élection du Président de la République. Le scrutin aura lieu à la tribune par appel nominal. M. le Président donne lecture des noms des membres de l'Assemblée s'excusant de ne pouvoir assister à la séance. Tirage au sort des trente-six scrutateurs et des douze scrutateurs suppléants, chargés d'effectuer le dépouillement du scrutin. Incidents : MM. Michelin, Baudry-d'Asson. Le scrutin, au premier tour, donne les résultats suivants : Nombre des votants, 793 ; bulletins blancs ou nuls, 6 ; suffrages exprimés, 787 ; majorité absolue, 395. Ont obtenu : MM. Brisson, 338 suffrages ; Félix Faure, 244 suffrages ; Waldeck-Rousseau, 184 suffrages ; voix diverses, 21. Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, il y a lieu de procéder à un 2^e tour de scrutin. Nombre des votants, 801 ; bulletins blancs ou nuls, 1 ; suffrages exprimés, 800 ; majorité absolue, 401. Ont obtenu : MM. Félix Faure, 430 suffrages ; Henri Brisson, 361 suffrages ; voix diverses, 9. En conséquence, M. Félix Faure ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés, est proclamé Président de la République pour sept ans. Procès-verbal : MM. Baudry-d'Asson, Viviani, Toussaint, Michelin. La séance est levée à sept heures et demie [17 janvier] (A. N., t. I, p. 5 ; J.O., c.r., p. 1).

ASSURANCE ET CRÉDIT AGRICOLES. — Son organisation.
V. loi 329.

ASTOR. Finistère. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 833).

AUBE. — Imposition extraordinaire (Chemins vicinaux ordinaires).
V. loi 270. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale.
V. loi 271.

AUDE. — Emprunt de 130.000 francs. V. loi 61. — Emprunt de
48.216 fr. 90. V. loi 97. — Emprunt et imposition extraordinaire.
V. loi 155. — Imposition extraordinaire pour le service de l'assistance
médicale gratuite. V. loi 312. — Modification partielle à l'affectation
de deux impositions extraordinaires et d'un emprunt. V. loi 327.

AUDIENCES FORAINES tenues par les juges de paix. V. loi 152.

AUDIFFRED. Loire. — Rapport de M. Volland sur son élection. Est
proclamé sénateur [11 janvier] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 8). — Lec-
ture, par M. le Président, de sa lettre de démission de sénateur
[21 janvier] (A., t. I, p. 17; J.O., c.r., p. 17).

AUDREN DE KERDREL. Morbihan. — Parle sur le règlement de
l'ordre du jour [30 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 6). — Vice-pré-
sident de la Commission de la marine (J.O., p. 394; F. 7). — Est
entendu dans la discussion en 1^{re} délibération de la proposition de loi
ayant pour objet, soit de compléter le règlement des abattoirs publics,
autorisés par un décret impérial, soit de faciliter la création d'abat-
toirs publics, surtout dans les petites localités [12 février] (A., t. I,
p. 61; J.O., c.r., p. 60). — Prend part à la discussion du projet de loi,
adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du
Ministère de la Marine pour l'exercice 1895 [3 avril] (A., t. I, p. 412;
J.O., c.r., p. 342). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 254).

AVEYRON. — Emprunt. V. loi 156.

AVIGNON. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 309.

BADUEL. Cantal. — Est entendu, comme rapporteur, dans la discus-
sion du projet de loi portant fixation du budget de la Légion d'hon-
neur [7 avril] (A., t. I, p. 528; J.O., c.r., p. 436). — Parle sur le règle-

ment de l'ordre du jour [27 mai] (A., t. II, p. 12; J.O., c.r., p. 556). — Membre de Commissions (F. 4, 52; J.O., p. 198, 3270).

BARBEDETTE. Charente-Inférieure. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 833).

BARBEY. Tarn. — Président de la Commission de la marine (J.O., p. 394; F. 7). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1895 [6 avril] (A., t. I, p. 483; J.O., c.r., p. 399). — Vice-Président de la Commission des finances (J.O., p. 3270; F. 52). — Propose, au nom d'un certain nombre de ses collègues et au sien, un ordre du jour, qui est adopté, relatif à l'interpellation de M. Pauliat, sur des concessions irrégulières de gisements de phosphate de chaux [9 juillet] (A., t. II, p. 289; J.O., c.r., p. 791). — Prend part à la discussion des projets de lois : le 1^{er}, portant ouverture d'un crédit de 10.000 francs, et annulation de la même somme sur le chapitre 60 de l'exercice 1895; le 2^e, relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1896 [12 juillet] (A., t. II, p. 353; J.O., c.r., p. 828, 836). — Membre de Commissions (F. 6, 51; J.O., p. 254, 3254).

BARDOUX. Inamovible. — Vice-président de la Commission de l'armée (J.O., p. 394; F. 7). — Dépose le rapport, et en donne lecture, sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de la Guerre, sur le budget de l'exercice 1895, d'un crédit de 20.000 francs pour la célébration des funérailles du maréchal Canrobert [1^{er} février] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 33; I. 17). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [5 février] (A., t. I, p. 44; J.O., c.r., p. 40). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, sur l'exercice 1895 [4 avril] (A., t. I, p. 427; J.O., c.r., p. 355, 358). Soutient un amendement relatif à la taxe de 30 centimes [9 avril] (A., t. I, p. 570; J.O., c.r., p. 463). — Prend part à la discussion du budget relatif à la formation d'un Conseil supérieur pour les musées nationaux [10 avril] (A., t. I, p. 603; J.O., c.r., p. 497). — Présente sur l'article 4 du budget du Ministère des Travaux publics un amendement qui n'est pas adopté [12 avril] (A., t. I, p. 642; J.O., c.r., p. 524). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [21 mai] (A., t. II, p. 4; J.O., c.r., p. 549). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [11 juin] (A., t. II, p. 60; J.O., c.r., p. 596) [13 juin] (A., t. II, p. 78;

J.O., c.r., p. 614). — Annonce que, sur la demande de M. le Président du Conseil, la Commission des accidents du travail retire la démission qu'elle avait donnée et qu'elle est prête à reprendre ses travaux [17 juin] (A., t. II, p. 100; J.O., c.r., p. 629). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [11 juillet] (A., t. II, p. 325; J.O., c.r., p. 812). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 254).

BARRIÈRE. Puy-de-Dôme. — Élu Secrétaire [10 janvier] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 5). — Secrétaire de l'Assemblée nationale [17 janvier] (A.N., p. 5; J.O., c.r., p. 1). — Membre de Commissions (F. 23, 47; J.O., p. 1365, 3003).

BARTHE (Marcel). Basses-Pyrénées. — Président de la 3^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 1404; F. 24). — Dépose une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse [25 mars] (A., t. I, p. 289; J.O., c.r., p. 242). — Président de la Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 3553; F. 60). — Président de la Commission relative à l'application de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse (J.O., p. 3917; F. 66). — Membre de Commissions (F. 23, 47, 52, 59, 60, 66; J.O., p. 1365, 3003, 3394, 3524, 3558, 3895).

BAUDENS. Hautes-Pyrénées. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministère de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 1.500.000 francs, destiné à venir en aide aux victimes des orages et des inondations dans toute la France, pendant l'année 1894 [4 mars] (A., t. I, p. 131; J.O., c.r., p. 112). — Prend part à la discussion en 2^e délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la réforme des prestations. Présente un amendement sur l'article premier [12 mars] (A., t. I, p. 219; J.O., c.r., p. 185). — Parle dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1895 [3 avril] (A., t. I, p. 405; J.O., c.r., p. 335). — Développe son amendement sur le paragraphe premier de l'article 3 de la loi de finances (Droit d'accroissement [8 avril] (A., t. I, p. 557; J.O., c.r., p. 449). Présente un amendement sur l'article 31 [9 avril] (A., t. I, p. 590; J.O., c.r., p. 485). — Demande à interpeller M. le Ministre des Travaux publics sur l'insuffisance des avant-projets et devis dressés par les ponts et chaussées : sur le défaut de surveillance personnelle des ingénieurs dans les chantiers ; sur le recrutement de certains agents subalternes dans ces chantiers, et enfin

sur les missions d'experts, incompatibles avec leurs fonctions, qui sont confiées à des ingénieurs de l'État dans les Alpes-Maritimes. Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [4 juillet] (A., t. II, p. 228; J.O., c.r., p. 722, 733). Développe sous interpellation [12 juillet] (A., t. II, p. 344; J.O., c.r., p. 828). — Membre de Commissions (F. 52, 60; J.O., p. 3270, 3558).

BEAUVAIS. — Emprunt. V. loi 26.

BÉJARRY (de). Vendée. — Membre d'une Commission (F. 59; p. 3524).

BELLE. Indre-et-Loire. — Président de la Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet la construction d'une nouvelle entrée au Sud du port de Saint-Nazaire; l'acceptation des offres de concours du département de la Loire-Inférieure, de la ville et de la Chambre de commerce, et la création des voies et moyens financiers (J.O., p. 1473; F. 25). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1895 [3 avril] (A., t. I, p. 401; J.O., c.r., p. 334) [6 avril] (A., t. I, p. 489; J.O., c.r., p. 403). — Membre de Commissions (F. 3, 23, 28; J.O., p. 168, 1365, 1543).

BENAZET. Indre. — Dépose et donne lecture du rapport sur l'élection de MM. Bourganet et Philippe Blanc, dans la Loire [6 avril] (A., t. I, p. 474; J.O., c.r., p. 392).

BENOIST. Seine-et-Marne. — Président de la 1^{re} Commission des pétitions (J.O., p. 198; F. 4). — Président de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi tendant à modifier l'article 1033 du Code de procédure civile (J.O., p. 697; F. 12). — Président de la Commission relative à la réforme de l'impôt des prestations (J.O., p. 763; F. 13). — Dépose les rapports sur cinq projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, la ville de Laon (Aisne) à emprunter une somme de 400.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2^e, le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 3^e, le département de Maine-et-Loire à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 4^e, le département du Calvados à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite : 1^o 1 centime en 1898 et 1899;

2^e 1 centime 37 millièmes en 1900; le 5^e, le département de l'Ardeche à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 697; Fa. 131, nos 275, 276, 277, 278, 279). — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser et à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite : le 1^{er}, le département de la Seine-Inférieure; le 2^e, le département de la Somme; le 3^e, le département de la Mayenne; le 4^e, le département de la Haute-Marne [2 juillet] (A., t. II, p. 200; J.O., c.r., p. 709; Fa. 135, nos 289, 290, 291, 292). — Membre de Commissions (F. 3, 4, 10, 47, 59; J.O., p. 168, 198, 615, 3003, 3524).

BÉRENGER. Inamovible. — Élu Vice-Président du Sénat [10 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Élu Vice-Président de la Commission de la Haute-Cour de Justice [14 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 12). — Dépose le rapport sur sa proposition de loi relative à la prostitution et aux bonnes mœurs [26 mars] (A., t. I, p. 312; J.O., c.r., p. 261). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1895 [3 avril] (A., t. I, p. 408; J.O., c.r., p. 335). — Préside la séance [4 avril] (A., t. I, p. 419; J.O., c.r., p. 349). — Prend la parole sur l'application de l'article 69 du Règlement, au cours de la discussion du budget, relatif au vote d'un amendement renvoyé à l'examen de la Commission et dont l'adoption ou le rejet doit être remis au lendemain [12^e avril] (J.O., c.r., p. 542). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [21 mai] (A., t. II, p. 4; J.O., c.r., p. 549). — Est entendu dans la discussion de sa proposition de loi sur la prostitution et l'outrage aux bonnes mœurs [27 mai] (A., t. II, p. 7; J.O., c.r., p. 552) [28 mai] (A., t. II, p. 20; J.O., c.r., p. 561) [30 mai] (A., t. II, p. 28; J.O., c.r., p. 567). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [11 juin] (A., t. II, p. 54; J.O., c.r., p. 597). — Présente et développe un amendement sur l'article du même projet de loi [13 juin] (A., t. II, p. 74; J.O., c.r., p. 608). — Parle dans la discussion de la loi sur la prostitution et l'outrage aux bonnes mœurs [14 juin] (A., t. II, p. 82; J.O., c.r., p. 613). — Préside la séance [21 juin] (A., t. II, p. 127; J.O., c.r., p. 651). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion de sa proposition de loi relative à la prostitution et aux outrages aux bonnes mœurs [27 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 689). — Président de la Commission relative à la durée du mandat des membres des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement (J.O., p. 3571; F. 61). — Prend part à la

discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Présente sur l'article premier un amendement qui est rejeté au scrutin de liste [4 juillet] (A., t. II, p. 221; J.O., c.r., p. 727). — Préside une partie de la séance [11 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 805). — Membre de Commissions (F. 60, 61; J.O., p. 3558, 3571).

BERNARD. Doubs. — Fait une rectification au procès-verbal [1^{er} février] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 33). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère [19 mars] (A., t. I, p. 245; J.O., c.r., p. 206). — Est entendu dans la discussion de la loi de finances (Budget de 1895). Soutient un amendement portant la taxe à 50 centimes [9 avril] (A., t. I, p. 573; J.O., c.r., p. 468). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère. Présente un amendement qui est adopté [21 juin] (A., t. II, p. 131; J.O., c.r., p. 654). — Parle dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 11 janvier 1892 sur le tarif des douanes [11 juillet] (A., t. II, p. 340; J.O., c.r., p. 800). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 254).

BERNOT. Somme. — Dépose une pétition d'un certain nombre de fabricants français d'hameçons d'Outreau et du Portel (Pas-de-Calais et d'Ault (Somme) [17 juin] (J.O., c.r., p. 629).

BERTHELOT. Inamovible. — Dépose le rapport, et en donne lecture, du projet de loi relatif à la préparation, à la vente et à la distribution des sérums thérapeutiques et autres produits analogues [11 avril] (A., t. I, p. 620; J.O., c.r., p. 511; I. 91). — Membre de Commissions (F. 43, 47, 59; J.O., p. 2015, 3003, 3524).

BESANÇON. — Échange de terrains avec l'État. V. loi 57.

BESNARD (amiral), *Ministre de la Marine.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère de la Marine [3 avril] (A., t. I, p. 410; J.O., c.r., p. 341). — Demande la déclaration de l'urgence dans la discussion du projet de loi relatif à la délimitation et à la conservation des postes électro-sémaphoriques [8 juillet] (A., t. II, p. 257; J.O. c.r., p. 756).

BIARRITZ. — Érection en chef-lieu de canton. V. loi 121.

BILLOT (général). Inamovible. — Président de la Commission de l'armée (J.O., p. 394; F. 7). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministère de la Guerre un crédit extraordinaire pour les funérailles du maréchal Canrobert [1^{er} février] (A., t. I, p. 38; J.O., c.r., p. 35). — Prend part à la discussion de la proposition de loi portant application du service militaire à l'île de la Réunion [5 juillet] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 741). — Membre de Commissions (F. 6, 59; J.O., p. 254, 3524).

BIRÉ. Vendée. — Présente un amendement sur l'article 3 de la loi de finances (Régime fiscal des associations civiles ou religieuses) [8 avril] (A., t. I, p. 546; J.O., c.r., p. 449). Prend part à la discussion. Retire son amendement [9 avril] (A., t. I, p. 566; J.O., c.r., p. 476). — Membre de Commissions (F. 14, 59; J.O., p. 833; 3524).

BISSEUIL. Charente-Inférieure. — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 [1^{er} avril] (A., t. I, p. 366; J.O., c.r., p. 304) [3 avril] (A., t. I, p. 414; J.O., c.r., p. 334) — Dépose les rapports sur quatre projets de lois tendant à autoriser: le 1^{er}, le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement de 1 c. 54; le 2^e, le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement de 1 centime; le 3^e, le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt de 220.500 francs; le 4^e, le département de l'Ardèche à emprunter 113.234 francs et à s'imposer extraordinairement [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 755; Fa. 151, nos 337, 338, 339, 340). — Dépose: 1^o le rapport de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation de la rétribution à verser par les étudiants pour les conférences dans les Facultés de droit; 2^o le rapport de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, d'un crédit supplémentaire de 10.000 francs sur le chapitre 7, 1^{re} section, du budget de l'exercice 1895, et annulation d'une somme égale sur le chapitre 60, même exercice. Parle dans la discussion de ce dernier projet de loi [12 juillet] (A., t. II, p. 350; J.O., c.r., p. 819, 833; I. 194, 195). — Membre de Commissions (F. 10, 51, 59; J.O., p. 615, 3254, 3524).

BIZOT DE FONTENY. Haute-Marne. — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de la commune de Laneuville (Haute-Marne) [31 janvier] (J.O., c.r., p. 30). — Dépose une pétition des propriétaires et viticulteurs de la commune d'Ambouville [28 février] (J.O., c.r., p. 103). — Dépose, de concert avec MM. Darbot et Danelle-Bernardin, une pétition d'un certain nombre d'habitants de la commune de Laneuville [7 mars] (J.O., c.r., p. 159). — Dépose, de concert avec MM. Darbot et Danelle-Bernardin, une pétition d'un certain nombre de propriétaires et cultivateurs des communes d'Isômes et Moutsaugeon (Haute-Marne) [11 mars] (J.O., c.r., p. 176). — Dépose, de concert avec MM. Darbot et Danelle-Bernardin, une pétition d'un certain nombre de propriétaires vigneron de la commune de Cha-toillenot (Haute-Marne) [18 mars] (J.O., c.r., p. 203). — Dépose une pétition du comice agricole du canton de Lougeau (Haute-Marne) [29 mars] (J.O., c.r., p. 289). — Membre de Commissions (F. 6, 12, 14, 59; J.O., p. 254, 697, 833, 3524).

BLANC (Philippe). Loire. — Rapport de M. Benazet sur son élection. Est proclamé sénateur [6 avril] (A., t. I, p. 475; J.O., c.r., p. 392). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à modifier les conditions dans lesquelles le Ministre de la Guerre peut interdire l'exportation d'armes, pièces d'armes et munitions de toute nature [11 avril] (A., t. I, p. 622; J.O., c.r., p. 513). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de la Somme à s'imposer extraordinairement 3 c. 48; le 2^e, le département de la Maine à s'imposer extraordinairement; le 3^e, le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement 13 centimes [8 juillet] (A., t. II, p. 275; J.O., c.r., p. 771; Fa. 160, n^{os} 365, 366, 367). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Yonne à s'imposer extraordinairement [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 776; Fa. 161, n^o 368). — Membre de Commissions (F. 47, 59, 66; J.O., p. 3003, 3524, 3895).

BLANC (Xavier). Hautes-Alpes. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministère de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 1.500.000 francs, destiné à venir en aide aux victimes des orages et des inondations dans toute la France pendant l'année 1894 [4 mars] (A., t. I, p. 130; J.O., c.r., p. 111). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 1033 du Code de procédure

civile [14 mars] (A., t. I, p. 228; J.O., c.r., p. 192). — Membre de Commissions (F. 4, 59, 67; J.O., p. 198, 3524, 3963).

BLAVIER Maine-et-Loire. — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Saint-Aubin-de-Luigné, Melay, Saint-Pierre-Mont-Dimard, Longué, Lasse, Saint-Saturnin, la Salle et Chapelle-Aubry, Savennières et Gée (Maine-et-Loire) [10 janvier] (J.O., c.r., p. 6). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes de Chalennes-sur-Loire, Drain et Murs (Maine-et-Loire) [28 janvier] (J.O., c.r., p. 24). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi tendant à la réglementation des Halles centrales [18 février] (A., t. I, p. 71; J.O., c.r., p. 70). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1894 [4 mars] (A., t. I, p. 132; J.O., c.r., p. 113). — Parle dans la discussion en 2^e délibération de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités. Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de la commune de la Ménitrie [11 mars] (J.O., c.r., p. 176). — Président de la Commission relative à la convention passée entre la ville de Paris et le Crédit foncier pour la conversion d'emprunts antérieurs (J.O., p. 1672; F. 29). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1895 [5 avril] (A., t. I, p. 450; J.O., c.r., p. 385) [7 avril] (A., t. I, p. 510; J.O., c.r., p. 432). — Déclare, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, qu'il ne saurait voter la loi de finances de 1895 sans s'associer en même temps à une politique regrettable conduisant la France à sa ruine, consacrant le dépouillement des congrégations religieuses en ouvrant ainsi la voie aux revendications socialistes [10 avril] (A., t. I, p. 596; J.O., c.r., p. 504). Prend part à la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [11 juin] (A., t. II, p. 52; J.O., c.r., p. 589). — Dépose une pétition d'un grand nombre d'habitants des communes de Maine-et-Loire [11 juin] (J.O., c.r., p. 598). — Parle sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et sur l'organisation de l'assurance obligatoire. Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de plusieurs communes du département de Maine-et-Loire [13 juin] (A., t. II, p. 64; J.O., c.r., p. 600, 612). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la

France pour la modification des contrats qui lient cette Compagnie à l'État [18 juin] (A., t. II, p. 102; J.O., c.r., p. 631). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1894; ouverture de crédits sur l'exercice 1895 et ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés au titre des budgets annexes (J.O., c.r., p. 704). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Cizay, Chemillé, Le Menitré, Saint-Christophe-du-Bois, Brissac et Saint-Juste (Maine-et-Loire) [28 juin] (J.O., c.r., p. 707). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Verrie, Montjean, Chigné et Tancoigné (Maine-et-Loire) [2 juillet] (J.O., c.r., p. 719). — Parle dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Présente un amendement qui est rejeté au scrutin. Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de Noëllet (Maine-et-Loire) [4 juillet] (A., t. II, p. 215; J.O., c.r., p. 728, 735). — Présente, sur les accidents du travail, un amendement qui est rejeté au scrutin [5 juillet] (A., t. II, p. 242; J.O., c.r., p. 744). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à approuver une convention passée entre la ville de Paris et le Crédit foncier pour la conversion d'emprunts antérieurs [8 juillet] (A., t. II, p. 259; J.O., c.r. p. 758). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de la commune de Vieil-Baugé (Maine-et-Loire) [9 juillet] (J.O., c.r., p. 792). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de la commune de la Pouëze (Maine-et-Loire) [11 juillet] (J.O., c.r., p. 813). — Membre de Commissions (F. 23, 28; J.O., p. 1365, 1543).

BLAVOSY. — Section distraite de la commune de Saint-Germain-Laprade pour l'ériger en commune distincte. V. loi 40.

BLIDAH. — Emprunt. V. loi 24.

BLOIS (comte de). Maine-et-Loire. — Rapport de M. Choivet sur son élection. Est proclamé sénateur [12 juillet] (A., t. II, p. 331; J.O., c.r., p. 818).

BOISSONS. — Réforme de l'impôt des. V. loi 308.

BONE. — Emprunt. V. loi 306.

BONNEFOY-SIBOUR. Gard. — Secrétaire de la Commission de l'armée (J.O., p. 394; F. 7). — Secrétaire de la Commission chargée

d'examiner le projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion des Expositions de Lyon et d'Anvers (J.O., p. 1892; F. 35). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à modifier l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères [5 juillet] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 739). — Membre de Commissions (F. 6, 35; J.O., p. 254, 1892).

BORRIGLIONE. Alpes-Maritimes. — Membre de Commissions (F. 14, 23, 59; J.O., p. 833, 1365, 3524).

BOUILLIEZ. Pas-de-Calais. — Membre de Commissions (F. 47; J.O., p. 3003).

BOULANGER. Meuse. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 23 mars 1872, qui désigne des lieux de déportation (J.O., p. 697; F. 12). — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet, soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par décret impérial, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités [7 mars] (A., t. I, p. 175; J.O., c.r., p. 157). — Dépose et donne lecture de son rapport, sur l'élection de M. Girard, dans le département des Deux-Sèvres [11 mars] (A., t. I, p. 190; J.O., c.r., p. 161). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1885 [25 mars] (A., t. I, p. 289; J.O., c.r., p. 243) [6 avril] (A., t. I, p. 486; J.O., c.r., p. 396) [7 avril] (A., t. I, p. 529; J.O., c.r. p. 437) [9 avril] (A., t. I, p. 565; J.O., c.r., p. 475) [12 avril] (A., t. I, p. 634; J.O., c.r., p. 531). — Dépose deux rapports, au nom de la Commission des finances, concernant : le 1^{er}, l'exploitation des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, à titre transitoire, pendant une année, à dater du 1^{er} juillet 1895; le 2^e, portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1895, d'un crédit supplémentaire de 510.000 francs pour assurer l'exécution des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc [21 juin] (A., t. II, p. 128; J.O., c.r., p. 651; I. 140). — Est entendu dans la discussion de ces deux projets de lois [25 juin] (A., t. II, p. 148; J.O., c.r., p. 667). — Dépose le rapport sur le projet de loi portant approbation d'une convention additionnelle, passée le 5 novembre 1894, entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes, pour le remaniement

des parcours et la prorogation de la concession des services maritimes postaux de la Méditerranée, des mers des Indes, de la Chine et du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie, de la côte orientale d'Afrique et de l'océan Indien, et l'introduction de stipulations spéciales au service du Brésil et de la Plata [27 juin] (A., t. II, p. 166; J.O., c.r., p. 681; I. 144). — Dépose le rapport, et en donne lecture, d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1894; l'ouverture de crédits sur l'exercice 1895; l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés, l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes [28 juin] (A., t. II, p. 185; J.O., c.r., p. 698; I. 151). — Demande, d'accord avec le Gouvernement, que M. Morel, rapporteur général de la Commission des finances, donne lecture de l'avis de cette Commission, déposé le 2 juillet, sur les services maritimes postaux [4 juillet] (A., t. II, p. 230; J.O., c.r., p. 734). — Est entendu dans cette discussion [5 juillet] (A., t. II, p. 240; J.O., c.r., p. 743). — Membre de Commissions (F. 12, 47, 51; J.O., p. 697, 3003, 3254).

BOURBOURG. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 126.

BOURGANEL. Loire. — Rapport de M. Benazet sur son élection. Est proclamé sénateur [6 avril] (A., t. I, p. 475; J.O., c.r., p. 392).

BOUTIN, *Commissaire du Gouvernement.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'impôt des prestations [28 février] (A., t. I, p. 108; J.O., c.r., p. 95). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 [2 avril] (A., t. I, p. 392; J.O., c.r., p. 325) [9 avril] (A., t. I, p. 591; J.O., c.r., p. 486). — Parle dans la discussion relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1896 [12 juillet] (A., t. II, p. 342; J.O., c.r., p. 827).

BRESLES. — Imposition extraordinaire. V. loi 98.

BREST. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 32. — Emprunt. V. loi 162.

BRICQUEBEC. — Division de cette commune en trois municipalités distinctes. V. loi 34.

BRUEL, Allier. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 833).

BRUN (Lucien). Inamovible. — Développe son amendement sur l'article 3 de la loi de finances (Régime fiscal des associations civiles et religieuses) [8 avril] (A., t. I, p. 548; J.O., c.r., p. 451). — Parle dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [11 juin] (A., t. II, p. 56; J.O., c.r., p. 596). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 14 janvier 1892, sur le tarif des douanes [11 juillet] (A., t. II, p. 308; J.O., c.r., p. 798).

BRUNET. Indre. — Dépose une pétition des membres du conseil d'administration des hospices et bureau de bienfaisance d'Issoudun (Indre) [31 janvier] (J.O., c.r., p. 30). — Fait une rectification au procès-verbal [1^{er} février] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 33). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion en 1^{re} délibération de la proposition de loi ayant pour but, soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par un décret impérial, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités [8 février] (A., t. I, p. 49; J.O., c.r., p. 45) [12 février] (A., t. I, p. 60; J.O., c.r., p. 56) [5 mars] (A., t. I, p. 159; J.O., c.r., p. 135) [7 mars] (A., t. I, p. 186; J.O., c.r., p. 155) [11 mars] (A., t. I, p. 190; J.O., c.r., p. 162). — Demande l'ajournement de la discussion de la même proposition de loi, afin de permettre à la Commission d'examiner attentivement les vœux formulés par M. le Ministre de la Guerre, relatifs au service de visite sanitaire des viandes destinées à l'alimentation de la troupe [18 mars] (A., t. I, p. 233; J.O., c.r., p. 196). — Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités. Dépose, de concert avec M. Darbot, deux pétitions : la 1^{re}, de vétérinaires chefs de service de la garnison de Lunéville; la 2^e, de M. Decroix, président de la réunion des vétérinaires militaires [25 mars] (A., t. I, p. 284; J.O., c.r., p. 239, 250). — Dépose une pétition de M. Bruandet, fabricant de cigarettes à façon, rue Aùber, 1, à Paris [29 mars] (J.O., c.r., p. 289). — Secrétaire de la Commission concernant l'abandon à l'État du canal de la Dive et du Thouet par les concessionnaires (J.O., p. 3338; F. 1 53). — Membre de Commissions (F. 14, 52; J.O., p. 833, 3270).

BRUSSET. Haute-Saône. — Est nommé président de la Commission relative aux ventes et échanges d'animaux domestiques (J.O., p. 3895; F. 66). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 28, 47, 66; J.O., p. 168, 254, 1543, 3003, 3825).

BUDGETS DE L'ÉTAT. — Règlement définitif du budget de l'exercice 1884. V. loi 42. — Crédits provisoires applicables au mois de mars 1895. V. loi 48. — Règlement définitif du budget de l'exercice 1885. V. loi 104. — Budget de l'exercice 1895. V. loi 113. — Règlement définitif du budget de l'exercice 1886. V. loi 214. — Règlement définitif du budget de l'exercice 1887. V. loi 292.

BUDGET DU SÉNAT. — V. Projets de résolution.

BUFFET. Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'amnistie [31 janvier] (A., t. I, p. 30; J.O., c.r., p. 27). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'impôt des prestations [28 février] (A., t. I, p. 102; J.O., c.r., p. 89). — Parle dans la discussion en 2^e délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la réforme de l'impôt des prestations. Propose l'ajournement de la discussion, qui est rejeté au scrutin. Présente un amendement sur l'article 5 [11 mars] (A., t. I, p. 196; J.O., c.r., p. 166). — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération sur la proposition de loi relative à la réforme du régime des prestations [12 mars] (A., t. I, p. 212; J.O., c.r., p. 183) [14 mars] (A., t. I, p. 225; J.O., c.r., p. 190). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Cousteaux, adressée à M. le Ministre des Travaux publics, relative aux résultats des conventions de 1883 [26 mars] (A., t. I, p. 306; J.O., c.r., p. 257). — Parle dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1894; l'ouverture d'un crédit supplémentaire d'un million au Ministère de la Guerre et l'annulation de la même somme au budget [29 mars] (A., t. I, p. 342; J.O., c.r., p. 286). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1895 [6 avril] (A., t. I, p. 478; J.O., c.r., p. 395). — Sur le paragraphe 2 de la loi de finances concernant les impôts et revenus autorisés [8 avril] (A., t. I, p. 534; J.O., c.r., p. 439). — Prend part à la discussion de l'article 8 [9 avril] (A., t. I, p. 567; J.O., c.r., p. 477). — Prend part à la discussion de l'amendement de l'article 43, relatif aux sommes déposées à la Caisse des dépôts et consignations [10 avril] (A., t. I, p. 599; J.O., c.r., p. 494). — Est entendu dans la discussion du règlement provisoire de la situation financière du protectorat de l'Annam et du Tonkin et des dépenses de l'expédition de Siam [11 avril] (A., t. I, p. 623; J.O., c.r., p. 512, 514). — Parle dans la discussion du budget de 1895, modifié de nouveau, après adoption, par la Chambre des

Députés [12 avril] (A., t. I, p. 633; J.O., c.r., p. 523). — Prend part à la discussion du règlement de l'ordre du jour, relatif à la nomination de la Commission des finances et à celle d'autres Commissions [21 mai] (A., t. II, p. 3; J.O., c.r., p. 548). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [31 mai] (A., t. II, p. 38; J.O., c.r., p. 577). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [13 juin] (A., t. II, p. 71; J.O., c.r., p. 606). — Demande la mise à l'ordre du jour du projet de loi relatif aux coalitions dans les exploitations industrielles de l'État [21 juin] (A., t. II, p. 140; J.O., c.r., p. 661). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [27 juin] (A., t. II, p. 178; J.O., c.r., p. 691). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [4 juillet] (A., t. II, p. 227; J.O., c.r., p. 732). — Parle dans la discussion de deux projets de lois : le 1^{er}, sur la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes; le 2^e, tendant à approuver une convention passée entre la Ville de Paris et le Crédit foncier pour la conversion d'emprunts antérieurs [8 juillet] (A., t. II, p. 271; J.O., c.r., p. 765, 767). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant modification de la loi du 11 janvier 1892 sur le tarif des douanes. Demande la mise à l'ordre du jour de la séance suivante du projet de loi autorisant la ville d'Avignon à contracter un emprunt de 9 millions et à proroger la perception d'une imposition de 40 et quelques centimes additionnels pendant un assez grand nombre d'années [11 juillet] (A., t. II, p. 305; J.O., c.r., p. 796, 803). Est entendu dans la discussion [12 juillet] (A., t. II, p. 338; J.O., c.r., p. 825). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 198).

BUREAU PROVISOIRE.

Président d'âge : M. le comte de Laubespin. *Secrétaires* : MM. de Lamarzelle, Prevet, Dellestable, Gérente, Ratier, Savary [8 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1).

BUREAU DÉFINITIF.

Président : M. Challemel-Lacour. *Vice-Présidents* : MM. Chalamet, Magnin, Bérenger, Combes. *Secrétaires* : MM. Morel, Barrière, Pazat, Gadaud, Ollivier, Godin, Merlet, Maxime Lecomte. *Questeurs* : MM. Gayot, Cazot, Tolain [10 janvier] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 5). — M. Durand-

Savoyat est élu secrétaire, en remplacement de M. Gadaud, nommé Ministre de l'Agriculture [5 février] (A., t. I, p. 44; J.O., c.r., p. 39).

BUREAUX.

DU 8 JANVIER.

Premier bureau. — MM. Allemand, Haute-Loire; Baudens, Hautes-Pyrénées; Benoist, Seine-et-Marne; Billot (général); Camescasse, Pas-de-Calais; Chauveau (Franck), Oise; Desmons, Gard; Duchesne-Fouquet, Calvados; Floquet, Seine; Galtier, Hérault; Gaudy, Doubs; Gouin; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Halgan, Vendée; Hébrard, Haute-Garonne; Isaac, Guadeloupe; Lavertujon, Gironde; Lefèvre, Seine; Levrey, Haute-Saône; Maret, Seine-et-Oise; Monis, Gironde; Pajot, Gère, Algèr; Pauliat, Cher; Peudecerf, Cher; Pénicaud, Haute-Vienne; Perras, Rhône; Prevet, Seine-et-Marne; Saint-Prix, Ardèche; Sal (de), Corrèze; Sébire, Manche; Soustre, Basses-Alpes; Thézard, Vienne.

Deuxième bureau. — MM. Audiffret-Pasquier (duc d'); Berthelot; Brunon, Loire; Buvignier, Meuse; Caduc, Gironde; Cazot; Chovet, Oise; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Delobeau, Finistère; Diancourt, Marne; Gaillard, Puy-de-Dôme; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Grévy (général), Jura; Grivart, Ille-et-Vilaine; Guibourd de Luzinai, Loire-Inférieure; Huguet, Pas-de-Calais; Labbé, Orne; Labrousse, Corrèze; Le Monnier, Sarthe; Le Royer; Loubet, Drôme; Malézieux, Aisne; Millaud, Rhône; Monier, Bouches-du-Rhône; Nioche, Indre-et-Loire; Reymond, Loire; Roger, Dordogne; Rozière (de), Lozère; Scrépel, Nord; Théry; Tirman, Ardennes; Velten, Bouches-du-Rhône; Volland, Meurthe-et-Moselle.

Troisième bureau. — MM. Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Béral, Lot; Bisseuil, Charente-Inférieure; Bizot de Fonteny, Haute-Marne; Chesnelong; Claeys, Nord; Clamageran; Constans, Haute-Garonne; Cordier; Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Dellestable, Corrèze; Denormandie; Dethou, Yonne; Dietz-Monnin; Dufay, Loir-et-Cher; Dupuy, Hautes-Pyrénées; Durand, Lot-et-Garonne; Frédéric Petit, Somme; Gailly, Ardennes; Géry-Legrand, Nord; Goujon, Ain; Guérin, Vaucluse; Haulon, Basses-Pyrénées; Hébrard (Jacques), Corse; Japy (général), Belfort; Jouffrault, Deux-Sèvres; Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; Lourties, Landes; Munier, Rhône; Pradal, Ardèche; Rouland, Seine-Inférieure; Tribert; Trystram, Nord.

Quatrième bureau. — MM. Audren de Kerdré, Morbihan; Bardoux; Barthélemy-Saint-Hilaire; Bernard, Doubs; Blanc (Xavier), Hautes-Alpes; Bouilliez, Pas-de-Calais; Bruel, Allier; Chadois (colonel de);

Chaix (Cyprien), Hautes-Alpes; Chiris, Alpes-Maritimes; Combescure, Hérault; Guvinot, Oise; Dauphin, Somme; Deschanel; Dumon; Dupouy, Gironde; Fallières, Lot-et-Garonne; Folliet, Haute-Savoie; Fousset, Loiret; Francoz, Haute-Savoie; Gauthier, Aude; Griffe, Hérault; Guindey, Eure; Hamel, Seine-et-Oise; La Sicotière (de), Orne; Laurens, Drôme; Le Play, Haute-Vienne; Mazeau, Côte-d'Or; Morellet, Ain; Roussel (Théophile), Lozère; Saisy (Hervé de); Silhol, Gard; Vilar, Pyrénées-Orientales.

Cinquième bureau. — MM. Béjarry (de), Vendée; Borriglione, Alpes-Maritimes; Brugnot, Vosges; Brusset, Haute-Saône; Buffet; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Casabianca (de), Corse; Gasimir-Périer, Seine-Inférieure; Challemel-Lacour, Bouches-du-Rhône; Cochery, Loiret; Darbot, Haute-Marne; Decauville, Seine-et-Oise; Delpech, Ariège; Déprez, Pas-de-Calais; Forest, Savoie; Fresneau, Morbihan; Gayot, Aube; Guichard, Yonne; Halléguen, Finistère; Laporte-Bisquit, Charente; Le Breton, Mayenne; Lecler, Creuse; Lecomte (Maxime), Nord; Magnin; Merlin, Nord; Mir, Aude; Poirricr (Alfred), Marne; Ranc, Seine; Régismanset, Seine-et-Marne; Rémusat (de), Haute-Garonne; Scheurer-Kestner; Spuller, Côte-d'Or; Thévenet, Rhône.

Sixième bureau. — MM. Anglès, Var; Arago (Emmanuel), Pyrénées-Orientales; Audiffred, Loire; Barbey, Tarn; Belle, Indre-et-Loire; Bérenger; Biré, Vendée; Boulanger, Meuse; Briens, Manche; Chalamet, Ardèche; Combes, Charente-Inférieure; Dovellet, Meuse; Dusolier, Dordogne; Espivent de la Villesboisnet (général comte), Loire-Inférieure; Faye, Lot-et-Garonne; Frézoul, Ariège; Huon de Penauster, Côtes-du-Nord; Jacques, Oran; Lacave-Laplagne, Gers; Lamarzelle (de), Morbihan; Lavergno (Bernard), Tarn; Lesueur, Constantine; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Mercier, Ain; Merlet, Maine-et-Loire; Monsservin, Aveyron; Ponlevoy (Frogier de), Vosges; Sébligne, Aisne; Turgis, Calvados; Vignancour, Basses-Pyrénées; Vinet, Eure-et-Loir; Voisins-Lavernière (de); Wallon.

Septième bureau. — MM. Andigné (général marquis d'), Maine-et-Loire; Astor, Finistère; Bernot, Somme; Bonnefoy-Sibour, Gard; Brunet, Indre; Cordelet, Sarthe; Demoulins de Riols, Landes; Devès, Cantal; Drumel, Ardennes; Dulac, Saône-et-Loire; Dutreil, Mayenne; Godin, Inde; Gravin, Savoie; Grévy (Albert); Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Hugot, Côte-d'Or; Kiener, Vosges; Lelièvre, Jura; Leroux, Aisne; Lesouéf, Seine-Inférieure; Macherez, Aisne, Montesquiou-Fezenzac (duc de), Gers; Morel, Manche; Pazat, Landes, Poirrier, Seine; Ratiér, Indre; Richaud, Basses-Alpes; Savary, Finistère; Simon (Jules); Tassin, Loir-et-Cher; Taulier, Vaucluse; Thurel, Jura.

Huitième bureau. — MM. Allègre, Martinique; Baduel, Cantal; Barbedette, Charente-Inférieure; Benazet, Indre; Brun (Lucien); Calvet, Charente-Inférieure; Coillot, Haute-Saône; Cornil, Allier; Couteaux, Vienne; Demôle, Saône-et-Loire; Drouillard, Finistère; Durand-Savoyat, Isère; Girard (Alfred), Nord; Guyot, Rhône; Krantz; Labiche (Émile), Eure-et-Loire; Labiche (Jules), Manche; Laubespain (comte de), Nièvre; Leporché, Sarthe; Luro; Magnier, Var; Marcère (de); Milliard, Eure; Ollivier, Côtes-du-Nord; Pauliac, Lot; Peytral, Bouches-du-Rhône; Poriquet, Orne; Rey, Isère; Ringot, Pas-de-Calais; Tézenas, Aube; Trarieux, Gironde; Villegontier (comte de la), Ille-et-Vilaine.

Neuvième bureau. — MM. Angle-Beaumanoir (marquis de l'), Côtes-du-Nord; Barrière, Puy-de-Dôme; Blavier, Maine-et-Loire; Brothier, Charente; Camparan, Haute-Garonne; Chantemille, Allier; Coste, Yonne; Drouet, la Réunion; Dufoussat, Creuse; Fabre (Joseph), Aveyron; Farinole, Corse; Fayard, Drôme; Froycinet (de), Seine; Gadaud, Dordogne; Garrisson, Tarn-et-Garonne; Girault, Cher; Gomot, Puy-de-Dôme; Martell, Charente; Martin (Félix), Saône-et-Loire; Oudet, Doubs; Ouvrier, Aveyron; Rolland, Tarn-et-Garonne; Saint-Romme, Isère; Salomon, Vienne; Savigny (comte de), Nièvre; Tolain, Seine; Verninac (de), Lot; Véron (amiral), Ille-et-Vilaine; Villard, Creuse; Vissaguet, Haute-Loire; Waddington, Seine-Inférieure; Waldeck-Rousseau, Loire (J.O., c.r., p. 2; F. 2).

Organisation des bureaux. — 1^{er} bureau : *Président*, M. Benoist; *Secrétaire*, M. Prevet. 2^e bureau : *Président*, M. de Rozière; *Secrétaire*, M. Loubet. 3^e bureau : *Président*, M. Marcel Barthe; *Secrétaire*, M. Durand. 4^e bureau : *Président*, M. Audren de Kerdel; *Secrétaire*, M. Gauthier. 5^e bureau : *Président*, M. Cochery; *Secrétaire*, M. Maxime Lecomte. 6^e bureau : *Président*, M. Emmanuel Arago; *Secrétaire*, M. de Lamarzelle. 7^e bureau : *Président*, M. Astor; *Secrétaire*, M. Savary. 8^e bureau : *Président*, M. le comte de Laubespain; *Secrétaire*, M. Baduel. 9^e bureau : *Président*, M. Drouhet; *Secrétaire*, M. Dufoussat (J.O., p. 168; F. 3).

Le 9^e bureau (formation d'octobre 1888) a nommé membre de la Commission du Code forestier M. de Casabianca, en remplacement de M. Madignier, décédé.

Le 4^e bureau (formation de mai 1894) a nommé membre de la Commission relative à la proposition de M. Bérenger, concernant la prostitution et les outrages aux bonnes mœurs, M. Gamescasse, en remplacement de M. de La Berge, décédé (J.O., p. 481; F. 8).

Le 4^e bureau (d'avril 1894) a nommé membre de la Commission des finances M. Godin, en remplacement de M. Trarieux, nommé Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (J.O., p. 615; F. 10).

DU 8 FÉVRIER.

Premier bureau. — MM. Allemand, Haute-Loire; Arago (Emmanuel), Pyrénées-Orientales; Barbedette, Charente-Inférieure; Bernot, Somme; Brugnot, Vosges; Caduc, Gironde; Camparan, Haute-Garonne; Chaix (Cyprien), Hautes-Alpes; Chalamet, Ardèche; Combescure, Hérault; Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Decauville, Seine-et-Oise; Deschanel; Drouillard, Finistère, Drumel, Ardennes; Durand-Savoyat, Isère; Fabre (Joseph), Aveyron; Fallières, Lot-et-Garonne; Fayard, Drôme; Gomot, Puy-de-Dôme; Goujon, Ain; Gravin, Savoie; Grévy (Albert); Grévy (général), Jura; Guichard, Yonne; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Laubespain (comte de), Nièvre; Lecler, Creuse; Lesouëf, Seine-Inférieure; Luro; Magnin; Oudet, Doubs; Pajot.

Deuxième bureau. — MM. Astor, Finistère; Audren de Kerdel, Morbihan; Benoist, Seine-et-Marne; Béral, Lot; Bérenger; Blanc (Xavier), Hautes-Alpes; Chadois (colonel de); Cordelet, Sarthe; Cordier; Dauphin, Somme; Desmons, Gard; Duchesne-Fournet, Calvados; Dufoussat, Creuse; Dusolier, Dordogne; Faye, Lot-et-Garonne; Francoz, Haute-Savoie; Gayot, Aube; Gouin; Guindey, Eure; Haulon, Basses-Pyrénées; Isaac, Guadeloupe; Japy (général), Belfort; Jouffrault, Deux-Sèvres; Lefèvre, Seine; Merlin, Nord; Morel, Manche; Pradal, Ardèche; Rey, Isère; Saisy (Hervé de); Soustre, Basses-Alpes; Thévenet, Rhône; Thurel, Jura; Wallon.

Troisième bureau. — MM. Bruel, Allier; Cochery, Loiret; Dellestable, Corrèze; Déprez, Pas-de-Calais; Dietz-Monnin; Dufay, Loir-et-Cher; Freycinet (de), Seine; Frézoul, Ariège; Grivart, Ille-et-Vilaine; Guérin, Vaucluse; Labbé, Orne; Lacave-Laplagne, Gers; Laporte-Bisquit, Charente; Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; La Sicotière (de), Orne; Laurens, Drôme; Le Breton, Mayenne; Le Play, Haute-Vienne; Marcère (de); Merlet, Maine-et-Loire; Monis, Gironde; Nioche, Indre-et-Loire; Prevet, Seine-et-Marne; Régismanset, Seine-et-Marne; Richaud, Basses-Alpes; Ringot, Pas-de-Calais; Salomon, Vienne; Savary, Finistère; Savigny (comte de), Nièvre; Simon (Jules); Tézenas, Aube, Vignancour; Basses-Pyrénées; Villegontier (comte de la), Ille-et-Vilaine.

Quatrième bureau. — MM. Gamescasse, Pas-de-Calais; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Cazot; Chovet, Oise; Cuvinot, Oise; Delobean, Finistère; Delpech, Ariège; Gaillard (Gilbert), Puy-de-Dôme; Gailly, Ardennes; Galtier, Hérault; Guyot, Rhône; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Kiener, Vosges; Lamazelle (de), Morbihan; Lelièvre, Jura; Leroux, Aisne; Levrey, Haute-Saône; Loubet, Drôme; Maret, Seine-et-Oise; Millaud, Rhône; Monier, Bouches-du-Rhône; Monsservin, Aveyron; Montesquiou-Fézensac (duc de), Gers; Perras, Rhône; Poirrier

(Alfred), Marne; Ranc, Seine; Scrépel, Nord; Spuller, Côte-d'Or; Verninac (de), Lot; Vilar, Pyrénées-Orientales; Villard, Creuse; Voisins-Lavernière (de); Volland, Meurthe-et-Moselle.

Cinquième bureau. — MM. Anglé-Béaumanoir (marquis de l'), Côtes-du-Nord; Bernard, Doubs; Claeys, Nord; Cornil, Allier; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Denormandie; Develle, Meuse; Frédéric Petit, Somme; Girard (Alfred), Nord; Girault, Cher; Hamel, Seine-et-Oise; Krantz; Labiche (Jules), Manche; Lecomte (Maxime), Nord; Le Royer; Magnier, Var; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Martin (Félix), Saône-et-Loire; Mir, Aude; Gérente, Alger; Pazat, Landes; Peaudecerf, Cher; Ponlevoÿ (Frogier de), Vosges; Raymond, Loire; Rolland, Tarn-et-Garonne; Rouland, Seine-Inférieure; Roussel (Théophile), Lozère; Saint-Prix, Ardèche; Sébire, Manche; Tirman, Ardennes; Vissaguet, Haute-Loire; Waldeck-Rousseau, Loire.

Sixième bureau. — MM. Billot (général); Borriglione, Alpes-Maritimes; Boulanger, Meuse; Buvignier, Meuse; Challemel-Lacour, Bouches-du-Rhône; Chauveau (Franck), Oise; Combes, Charente-Inférieure; Constans, Haute-Garonne; Dethou, Yonne; Dulac, Saône-et-Loire; Dumon; Durand, Lot-et-Garonne; Forest, Savoie; Fousset, Loiret; Fresneau, Morbihan; Géry-Légrand, Nord; Halgan, Vendée; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Hébrard (Jacques), Corse; Hugot, Côte-d'Or; Lavergne (Bernard), Tarn; Macherez, Aisne; Mercier, Ain; Morellet, Ain; Munier, Rhône; Poriquet, Orne; Sal (de), Corrèze; Silhol, Gard; Thézard, Vienne; Tribert; Velten, Bouches-du-Rhône; Vinet, Eure-et-Loir.

Septième bureau. — MM. Andigné (général marquis d'), Maine-et-Loire; Anglès, Var; Barthélémy-Saint-Hilaire; Béjarry (de), Vendée; Bizot de Fonteny, Haute-Marne; Brothier, Charente; Buffet; Chantemille, Allier; Coste, Yonne; Darbot, Haute-Marne; Demôle, Saône-et-Loire; Devès, Cantal; Drouhet, la Réunion; Dutreil, Mayenne; Floquet, Seine; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Garrisson, Tarn-et-Garonne; Halléguen, Finistère; Huguet, Pas-de-Calais; Jacques, Oran; Labiche (Émile), Eure-et-Loir; Lavertujon, Gironde; Mazeau, Côte-d'Or; Pauliac, Lot; Pauliat, Cher; Péytral, Bouches-du-Rhône; Poirrier, Seine; Roger, Dordogne; Rozière (de), Lozère; Tillaye, Calvados; Turgis, Calvados; Veron (amiral), Ille-et-Vilaine.

Huitième bureau. — MM. Allègre, la Martinique; Audiffret-Pasquier (duc d'); Barbey, Tarn; Barrière, Puy-de-Dôme; Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Baudens, Hautes-Pyrénées; Belle, Indre-et-Loire; Benazet, Indre; Berthelot; Biré, Vendée; Bouilliez, Pas-de-Calais; Brunon, Loire; Brusset, Haute-Saône; Calvet, Charente-Inférieure; Casimir-Périer, Seine-Inférieure; Chiris, Alpes-Maritimes; Demoulin de Riols, Landes;

Diancourt, Marne; Dupouy, Gironde; Espivent de la Villesboisnet (général comte), Loire-Inférieure; Gadaud, Dordogne; Gaudy, Doubs; Godin, Inde; Hébrard, Haute-Garonne; Lesueur, Constantine; Malézieux, Aisne; Martell, Charente; Ollivier, Côtes-du-Nord; Ratier, Indre; Sébligne, Aisne; Théry; Trystram, Nord.

Neuvième bureau. — MM. Baduel, Cantal; Bardoux; Bisseuil, Charente-Inférieure; Blavier, Maine-et-Loire; Bonnefoy-Sibour, Gard; Briens, Manche; Brun (Lucien); Brunet, Indre; Casabianca (de), Corse; Chesnelong; Clamageran; Coillot, Haute-Saône; Couteaux, Vienne; Dupuy, Hautes-Pyrénées; Farinole, Corse; Folliet, Haute-Savoie; Gauthier, Aude; Guibourd de Luzinai, Loire-Inférieure; Labrousse, Corrèze; Leporché, Sarthe; Lourties, Landes; Milliard, Eure, Ouvrier, Aveyron; Pénicaud, Haute-Vienne; Rémusat (de), Haute-Garonne; Saint-Romme, Isère; Scheurer-Kestner; Tassin, Loir-et-Cher; Taulier, Vaucluse; Tolain, Seine; Trarieux, Gironde; Waddington, Seine-Inférieure (J.O., p. 762; F. 13).

Organisation des bureaux. — 1^{er} bureau: *Président*, M. de Laubespín; *Secrétaire*, M. Durand-Savoyat. 2^e bureau: *Président*, M. Wallon; *Secrétaire*, M. Francoz. 3^e bureau: *Président*, M. Cochery; *Secrétaire*, M. Dellestable. 4^e bureau: *Président*, M. Cazot; *Secrétaire*, M. Vilar. 5^e bureau: *Président*, M. Le Royer; *Secrétaire*, M. Maxime Lecomte. 6^e bureau: *Président*, M. le général Billot; *Secrétaire*, M. Machercz. 7^e bureau: *Président*, M. Drouhet; *Secrétaire*, M. Tillaye. 8^e bureau: *Président*, M. Théry; *Secrétaire*, M. Ratier. 9^e bureau: *Président*, M. Lucien Brun; *Secrétaire*, M. Bonnefoy-Sibour.

Le 1^{er} bureau (formation d'octobre 1888) a nommé membre de la Commission relative aux accidents dont les ouvriers peuvent être victimes dans leur travail M. Floquet, en remplacement de M. Trarieux.

Le 3^e bureau (formation d'octobre 1888) a réélu membre de la Commission relative aux accidents dont les ouvriers peuvent être victimes dans leur travail M. Lourties (J.O., p. 833; F. 14).

Le 6^e bureau (formation de février 1890) a nommé membre de la Commission relative aux Sociétés coopératives de production et de consommation M. Lourties (J.O., p. 956; F. 15).

DU 11 MARS :

Premier bureau. — MM. Allemand, Haute-Loire; Baduel, Cantal; Bardoux; Bernot, Somme; Bisseuil, Charente-Inférieure; Briens, Manche; Brothier, Charente; Brugnot, Vosges; Brunet, Indre; Brunon, Loire; Chantemille, Allier; Coillot, Haute-Saône; Coustans, Haute-Garonne;

Decauville, Seine-et-Oise; Demoulins de Riols, Landes; Develle, Meuse; Dutreil, Mayenne; Géry-Légrand, Nord; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Gouin; Gravin, Savoie; Labiche (Émile), Eure-et-Loir; Laverujon, Gironde; Leporché, Sarthe; Martin (Félix), Saône-et-Loire; Merlin, Nord; Poirrier, Seine; Rey, Isère; Savary, Finistère; Scheurer-Kestner; Tassin, Loir-et-Cher; Tillaye, Calvados; Trarieux, Gironde.

Deuxième bureau. — MM. Andigné (général marquis d'), Maine-et-Loire; Angle-Beumanoir (marquis de l'), Côtes-du-Nord; Astor, Finistère; Audren de Kerdrel, Morbihan; Barbey, Tarn; Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Bouilliez, Pas-de-Calais; Casabianca (de), Corse; Combes, Charente-Inférieure; Danelle-Bernardin, Haute-Marne, Dufay, Loir-et-Cher; Galtier, Hérault; Gomot, Puy-de-Dôme; Hébrard (Jacques), Corse; Huguet, Pas-de-Calais; Kiener, Vosges; Lefèvre, Seine; Leroux, Aisne; Luro; Magnin; Millaud, Rhône; Monis, Gironde; Monsservin, Aveyron; Oudin, Doubs; Gérente, Alger; Prevet, Seine-et-Marne; Ratier, Indre; Rolland, Tarn-et-Garonne; Simon (Jules); Taulier, Vaucluse; Tirman, Ardennes; Tribert; Vilar, Pyrénées-Orientales.

Troisième bureau. — MM. Barrière, Puy-de-Dôme; Benoist, Seine-et-Marne; Bernard, Doubs; Blavier, Maine-et-Loire; Borriglionne, Alpes-Maritimes; Calvet, Charente-Inférieure; Casimir-Périer, Seine-Inférieure; Chaix, Hautes-Alpes; Clamageran; Cordier; Delpech, Ariège; Diancourt, Marne; Dietz-Monnin; Dupouy, Gironde; Freycinet (de), Seine; Gaillard (Gilbert), Puy-de-Dôme; Gauthier, Aude; Halléguen, Finistère; Lamarzelle (de), Morbihan; Lelièvre, Jura; Mercier, Ain; Merlet, Maine-et-Loire; Peaudecerf, Cher; Poriquet, Orne; Ringot, Pas-de-Calais; Salomon, Vienne; Soustre, Basses-Alpes; Tézenas, Aube; Théry; Trystram, Nord; Vignancour, Basses-Pyrénées; Villard, Creuse; Wallon.

Quatrième bureau. — MM. Anglès, Var; Barbedette, Charente-Inférieure; Baudens, Hautes-Pyrénées; Berthelot; Boulanger, Meuse; Buvignier, Meuse; Chalamet, Ardèche; Challemel-Lacour, Bouches-du-Rhône; Chauveau (Franck), Oise; Chovet, Oise; Cochery, Loiret; Cordelet, Sarthe; Cornil, Allier; Coste, Yonne; Dauphin, Somme; Dellestable, Corrèze; Déprez, Pas-de-Calais; Drouillard, Finistère; Dupuy, Hautes-Pyrénées; Dusolier, Dordogne; Espivent de la Villesboisnet (général comte), Loire-Inférieure; Frézoul, Ariège; Godin, Inde; Gri-vart, Ille-et-Vilaine; Krantz; Laporte-Bisquit, Charente; Martell, Charente; Mir, Aude; Monier, Bouches-du-Rhône; Reymond, Loire; Rouland, Seine-Inférieure; Scrépel, Nord; Tolain, Seine.

Cinquième bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Pyrénées-Orientales; Bruel, Allier; Brun (Lucien); Brusset, Haute-Saône; Cazot; Claeys, Nord; Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Delobeau, Finistère; Descha-

nel; Desmons, Gard; Devès, Cantal; Dufoussat, Creuse; Dumon; Durand, Lot-et-Garonne; Fabre (Joseph), Aveyron; Gayot, Aube; Goujon, Ain; Guichard, Yonne; Guindey, Eure; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Halignan, Vendée; Haulon, Basses-Pyrénées; Jacquos, Oran; Labiche (Jules), Manche; Laurens, Drôme; Le Play, Haute-Vienne; Loubet, Drôme; Montesquiou-Fézensac (duc de), Gers; Pajot; Pénicaud, Haute-Vienne; Séblin, Aisne; Verninac (de), Lot; Vinet, Eure-et-Loir.

Sixième bureau. — MM. Béjarry (de), Vendée; Bonnefoy-Sibour, Gard; Caduc, Gironde; Campanan, Haute-Garonne; Chesnelong; Chiris, Alpes-Maritimes; Couteaux, Vienne; Cuvinot, Oise; Darbot, Haute-Marne; Demôle, Saône-et-Loire; Duchesne-Fournet, Calvados; Dulac, Saône-et-Loire; Durand-Savoyat, Isère; Fayard, Drôme; Fousset, Loiret; Francoz, Haute-Savoie; Frédéric Petit, Somme; Fresneau, Morbihan; Gailly, Ardennes; Girard (Alfred), Nord; Girault, Cher; Guibourd de Luzinais, Loire-Inférieure; Jouffrault, Deux-Sèvres; Laubespain (comte de), Nièvre; Lavergne (Bernard), Tarn; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Munier, Rhône; Nioche, Indre-et-Loire; Ouvrier, Aveyron; Pauliac, Lot; Peytral, Bouches-du-Rhône; Poirrier (Alfred), Marne; Turgis, Calvados.

Septième bureau. — MM. Allègre, la Martinique; Biré, Vendée; Buffet; Camescasse, Pas-de-Calais; Drumel, Ardennes; Fallières, Lot-et-Garonne; Farinole, Corse; Floquet, Seine; Gadaud, Dordogne; Grévy (général), Jura; Guérin, Vaucluse; Hamel, Seine-et-Oise; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Isaac, Guadeloupe; Labbé, Orne; Labrousse, Corrèze; Lecler, Creuse; Lesouëf, Seine-Inférieure; Lesueur, Constantine; Levrey, Haute-Saône; Macherez, Aisne; Malézieux, Aisne; Mazeau, Côte-d'Or; Milliard, Eure; Ollivier, Côtes-du-Nord; Pauliat, Cher; Ranc, Seine; Roussel (Théophile), Lozère; Sal (de), Corrèze; Sébire, Manche; Silhol, Gard; Thurel, Jura.

Huitième bureau. — MM. Barthélemy-Saint-Hilaire; Béral, Lot; Billot (général); Bizot de Fonteny, Haute-Marne; Blanc (Xavier), Hautes-Alpes; Chadois (colonel de); Dethou, Yonne; Folliet, Haute-Savoie; Gaudy, Doubs; Grévy (Albert); Hugot, Côtes-d'Or; Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; Le Breton, Mayenne; Lecomte (Maxime), Nord; Le Royer; Lourties, Landes; Morellet, Ain; Pazat, Landes; Perras, Rhône; Régismanset, Seine-et-Marne; Rémusat (de), Haute-Garonne; Richaud, Basses-Alpes; Saint-Prix, Ardèche; Saint-Romme, Isère; Saisy (Hervé de); Savigny (comte de), Nièvre; Thévenet, Rhône; Véron (amiral), Ille-et-Vilaine; Villegontier (comte de la), Ille-et-Vilaine; Vissaguet, Haute-Loire; Waddington, Seine-Inférieure; Waldeck-Rousseau, Loire.

Neuvième bureau. — MM. Audiffret-Pasquier (duc d'); Belle, Indre-et-Loire; Benazet, Indre; Bérenger; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Combesure, Hérault; Denormandie; Drouhet, la Réunion; Faye, Lot-

et-Garonne; Forest, Savoie; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Garrisson, Tarn-et-Garonne; Guyot, Rhône; Hébrard (Adrien), Haute-Garonne; Huon de Penauster, Côtes-du-Nord; Japy (général), Belfort; Lacave-Laplagne, Gers; Magnier, Var; Marcère (de), Maret, Seine-et-Oise; Morel, Manche; Parissot, Eure; Ponlevoy (Frogier de), Vosges; Pradal, Ardèche; Rogcr, Dordogne; Rozière (de), Lozère; Spuller, Côte-d'Or; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne; Thézard, Vienne; Velten, Bouches-du-Rhône; Voisins-Lavernière (de); Volland, Meurthe-et-Moselle (J.O., c.r., p. 178; F. 16).

Organisation des bureaux. — 1^{er} bureau : *Président*, M. Brothier; *Secrétaire*, M. Savary. 2^e bureau : *Président*, M. Marcel Barthe; *Secrétaire*, M. Prevet. 3^e bureau : *Président*, M. Wallon; *Secrétaire*, M. Villard. 4^e bureau : *Président*, M. le général comte Espivent de la Villesboisnêt; *Secrétaire*, M. Mir. 5^e bureau : *Président*, M. Pajot; *Secrétaire*, M. Dufoussat. 6^e bureau : *Président*, M. Bernard Lavergne; *Secrétaire*, M. Bonnefoy-Sibour. 7^e bureau : *Président*, M. Lecler; *Secrétaire*, M. Labrousse. 8^e bureau : *Président*, M. Le Royer; *Secrétaire*, M. Saint-Romme. 9^e bureau : *Président*, M. Drouhet; *Secrétaire*, M. Parissot (J.O., p. 1365).

DU 11 AVRIL.

Premier bureau. — MM. Allemand, Haute-Loire; Berthelot; Billot (général); Borriglione, Alpes-Maritimes; Bourganel, Loire; Clamageran; Coillot, Haute-Saône; Cordelot, Sarthe; Cordier; Deschanel; Diaucourt, Marne; Drouillard, Finistère; Durand-Savoyat, Isère; Dutreil, Mayenne; Folliet, Haute-Savoie; Gayot, Aube; Géry-Légrand, Nord; Grévy (Albert); Hamel, Seine-et-Oise; Lecler, Creuse; Legludic, Sarthe; Lelièvre, Jura; Lesouëf, Seine-Inférieure; Levrey, Haute-Saône; Malézieux, Aisne; Ollivier, Côtes-du-Nord; Pénicaud, Haute-Vienne; Ponlevoy (Frogier de), Vosges; Régismanset, Seine-et-Marne; Rozière (de), Lozère; Simon (Jules); Tassin, Loir-et-Cher; Véron (amiral), Ile-et-Vilaine.

Deuxième bureau. — MM. Baudens, Hautes-Pyrénées; Blanc (Xavier), Hautes-Alpes; Boulanger, Meuse; Briens, Manche; Buvigny, Meuse; Caduc, Gironde; Camparan, Haute-Garonne; Casabianca (de), Corse; Combescure, Hérault; Deandreis, Hérault; Delobbeau, Finistère; Devès, Cantal; Dietz-Monnin; Drouhet, la Réunion; Francoz, Haute-Saône; Fresneau, Morbihan; Gaillard (Gilbert), Puy-de-Dôme; Garrisson, Tarn-et-Garonne; Gauthier, Aude; Gravin, Savoie; Hébrard (Jacques), Corse; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Magnin; Monier, Bouches-du-

Rhône; Morel, Manche; Nioche, Indre-et-Loire; Pauliat, Cher; Ranc, Seine; Reymond, Loire; Soustre, Basses-Alpes; Villegontier (comte de la), Ille-et-Vilaine; Vimet, Eure-et-Loir; Vissaguet, Haute-Loire.

Troisième bureau. — MM. Audiffret-Pasquier (duc d'); Barbedette, Charente-Inférieure; Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Barthélemy-Saint-Hilaire; Béjarry (de), Vendée; Béral, Lot; Buffet; Cuvinot, Oise; Dellestable, Corrèze; Dufoussat, Creuse; Fallières, Lot-et-Garonne; Floquet, Seine; Girard (Alfred), Nord; Girault, Cher; Gouin; Halgan, Vendée; Hugol, Côte-d'Or; Labiche (Émile), Eure-et-Loir; Lecomte (Maxime), Nord; Lefèvre, Seine; Martell, Charente; Martin (Félix), Saône-et-Loire; Mercier, Ain; Millaud, Rhône; Mir, Aude; Rey, Isère; Rolland, Tarn-et-Garonne; Scrépel, Nord; Séblin, Aisne; Théry; Tillaye, Calvados; Turgis, Calvados; Waldeck-Rousseau, Loire.

Quatrième bureau. — MM. Benazet, Indre; Brothier, Charente; Cazot; Chalamet, Ardèche; Combes, Charente-Inférieure; Cornil, Allier; Dauphin, Somme; Denormandie; Dufay, Loir-et-Cher; Dulac, Saône-et-Loire; Dupuy, Hautes-Pyrénées; Forest, Savoie; Galtier, Hérault; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Gaudy, Doubs; Guibourd de Luzinai, Loire-Inférieure; Jouffrault, Deux-Sèvres; Kiener, Vosges; Le Royer; Morellet, Ain; Ouvrier, Aveyron; Poirrier (Alfred), Marne; Roger, Dordogne; Rouland, Seine-Inférieure; Sal (de), Corrèze; Salomon, Vienne; Scheurer-Kestner; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne; Tolain, Seine; Trarioux, Gironde; Tribert; Velten, Bouches-du-Rhône; Voisins-Lavernière (de).

Cinquième bureau. — MM. Anglès, Var; Blavier, Maine-et-Loire; Bouilliez, Pas-de-Calais; Chadois (colonel de); Chaix (Cyprien), Hautes-Alpes; Chantemille, Allier; Chiris, Alpes-Maritimes; Develle, Meuse; Duchesne-Fournet, Calvados; Dumon; Durand, Lot-et-Garonne; Dusolier, Dordogne; Farinole, Corse; Gailly, Ardennes; Godin, Inde; Grivart, Ille-et-Vilaine; Guindey, Eure; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Leroux, Aisne; Loubet, Drôme; Luro; Macherez, Aisne; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Montesquiou-Fezensac (duc de), Gers; Parissot, Eure; Pauliac, Lot; Saint-Prix, Ardèche; Savigny de Moncorps (comte de), Nièvre; Verninac (de), Lot; Vignancour, Basses-Pyrénées; Wallon.

Sixième bureau. — MM. Audren de Kerdrel, Morbihan; Baduel, Cantal; Bizot de Fonteny, Haute-Marne; Bonnefoy-Sibour, Gard; Camescasse, Pas-de-Calais; Challemel-Lacour, Bouches-du-Rhône; Coste, Yonne; Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Darbot, Haute-Marne; Decauville, Seine-et-Oise; Demôle, Saône-et-Loire; Espivent de la Villeboisnet (général comte), Loire-Inférieure; Fayard, Drôme; Fousset,

Loire; Goujon, Ain; Grévy (général), Jura; Guérin, Vaucluse; Japy (général), Belfort; Labbé, Orne; Lavertujon, Gironde; Leporché, Sarthe; Milliard, Eure; Monis, Gironde; Gérente, Alger; Pradal, Ardèche; Ratier, Indre; Rémusat (de), Haute-Garonne; Richaud, Basses-Alpes; Taulier, Vaucluse; Tézenas, Aube; Trystram, Nord; Villard, Creuse; Volland, Meurthe-et-Moselle.

Septième bureau. — MM. Angle-Beaumanoir (marquis de l'), Côtes-du-Nord; Barrière, Puy-de-Dôme; Biré, Vendée; Bisseuil, Charente-Inférieure; Blanc (Philippe), Loire; Brusset, Haute-Saône; Casimir-Périer, Seine-Inférieure; Chovet, Oise; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Delpech, Ariège; Dethou, Yonne; Dupouy, Gironde; Frédéric Petit, Somme; Gadaud, Dordogne; Gomot, Puy-de-Dôme; Halléguen, Finistère; Laporte-Bisquit, Charente; Laubespain (comte de), Nièvre; Le Play, Haute-Vienne; Lesueur, Constantine; Magnier, Var; Marcère (de); Mazeau, Côte-d'Or; Munier, Rhône; Oudet, Doubs; Perras, Rhône; Peytral, Bouches-du-Rhône; Ringot, Pas-de-Calais; Saisy (Hervé de); Sébire, Manche; Silhol, Gard; Spuller, Côte-d'Or; Waddington, Seine-Inférieure.

Huitième bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Pyrénées-Orientales; Astor, Finistère; Bardoux; Benoist, Seine-et-Marne; Bérenger; Bruel, Allier; Calvet, Charente-Inférieure; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Demoulins de Riols, Landes; Déprez, Pas-de-Calais; Desmons, Gard; Drumel, Ardennes; Freycinet (de), Seine; Guyot, Rhône; Haulon, Basses-Pyrénées; Hébrard (Adrien), Haute-Garonne; Huguet, Pas-de-Calais; Isaac, Guadeloupe; Jacques, Oran; Labiche (Jules), Manche; Lacave-Laplagne, Gers; Laurens, Drôme; Le Breton, Mayenne; Monsservin, Aveyron; Pazat, Landes; Poirrier, Seine; Prevot, Seine-et-Marne; Roussel (Théophile), Lozère; Saint-Romme, Isère; Savary, Finistère; Thévenet, Rhône; Thézard, Vienne; Thurel, Jura.

Neuvième bureau. — MM. Allègre, la Martinique; Barbey, Tarn; Belle, Indre-et-Loire; Bernard, Doubs; Bernot, Somme; Brugnot, Vosges; Brun (Lucien); Brunet, Indre; Brunon, Loire; Chauveau (Franck), Oise; Chesnelong; Claeys, Nord; Cochery, Loiret; Constans, Haute-Garonne; Couteaux, Vienne; Fabre (Joseph), Aveyron; Faye, Lot-et-Garonne; Frézoul, Ariège; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Guichard, Yonne; Krantz; Labrousse, Corrèze; Lamarzelle (de), Morbihan; Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; Lavergne (Bernard), Tarn; Lourties, Landes; Maret, Seine-et-Oise; Merlet, Maine-et-Loire; Pajot; Peaudecerf, Cher; Poriquet, Orne; Tirman, Ardennes; Vilar, Pyrénées-Orientales (J.O., c.r., p. 519; F. 43).

DU 21 MAI.

Premier bureau. — MM. Barrière, Puy-de-Dôme; Béjarry (de), Vendée; Bonnefoy-Sibour, Gard; Briens, Manche; Buffet; Buvignier, Meuse; Chovet, Oise; Dauphin, Somme; Desmons, Gard; Dethou, Yonne; Durand-Savoyat, Isère; Fabre (Joseph), Aveyron; Faye, Lot-et-Garonne; Gauthier, Aude; Gomot, Puy-de-Dôme; Hamel, Seine-et-Oise; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Hébrard (Jacques), Corse; Hugot, Côte-d'Or; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Labbé, Orne; Lecomte (Maxime), Nord; Lefèvre, Seine; Leporché, Sarthe; Munier, Rhône; Pauliac, Lot; Poirrier (Alfred), Marne; Rolland, Tarn-et-Garonne; Rousset (Théophile), Lozère; Thurel, Jura; Verninac (de), Lot; Vilar, Pyrénées-Orientales; Wallon.

Deuxième bureau. — MM. Angès, Var; Bernot, Somme; Brusset, Haute-Saône; Caduc, Gironde; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Couteaux, Vienne; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Deandreis, Hérault; Drouillard, Finistère; Dupouy, Gironde; Fallières, Lot-et-Garonne; Girard (Alfred), Nord; Girault, Cher; Gravin, Savoie; Labiche (Emile), Eure-et-Loir; Labrousse, Corrèze; Lacave-Laplagne, Gers; Lecler, Creuse; Monis, Gironde; Morel, Manche; Nioche, Indre-et-Loire; Ollivier, Côtes-du-Nord; Oudet, Doubs; Ouvrier, Aveyron; Peytral, Bouches-du-Rhône; Ponlevoy (Frogier de), Vosges; Richaud, Basses-Alpes; Roger, Dordogne; Salomon, Vienne; Véron (amiral), Ile-et-Vilaine; Villard, Creuse; Vinet, Eure-et-Loir; Waldeck-Rousseau, Loire.

Troisième bureau. — MM. Allègre, la Martinique; Bourganel, Loire; Brun (Lucien); Brunet, Indre; Brunon, Loire; Chadois (colonel de); Challemel-Lacour, Bouches-du-Rhône; Combes, Charente-Inférieure; Cornil, Allier; Decauville, Seine-et-Oise; Dutreil, Mayenne; Farinole, Corse; Fousset, Loiret; Garrisson, Tarn-et-Garonne; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Grévy (général), Jura; Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Halgan, Vendée; Haulon, Basses-Pyrénées; Lamarzelle (de), Morbihan; Laurens, Drôme; Lavergne (Bernard), Tarn; Leroux, Aisne; Levrey, Haute-Saône; Mercier, Ain; Monsservin, Aveyron; Pénicaud, Haute-Vienne; Ranc, Seine; Rouland, Seine-Inférieure; Saint-Prix, Ardèche; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne; Tézéas, Aube; Tirman, Ardennes.

Quatrième bureau. — MM. Bardoux; Berthelot; Biré, Vendée; Bizot de Fonteny, Haute-Marne; Claëys, Nord; Constans, Haute-Garonne; Dellestable, Corrèze; Demoullins de Riols, Landes; Dulac, Saône-et-Loire; Dumon; Forest, Savoie; Frézoul, Ariège; Géry-Légrand, Nord; Guérin, Vaucluse; Guindcy, Eure; Halléguen, Finistère; Hébrard (Adrien), Haute-Garonne; Isaac, la Guadeloupe; Lavertujon, Gironde;

Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Lesueur, Constantine; Monier, Bouches-du-Rhône, Gérente, Alger; Ratier, Indre; Rémusat (de), Haute-Garonne; Saint-Romme, Isère; Sal (de), Corrèze; Scrépel, Nord; Sébire, Manche; Théry; Turgis, Calvados; Vissaguet, Haute-Loire; Wolland, Meurthe-et-Moselle.

Cinquième bureau. — MM. Allemand, Haute-Loire; Béral, Lot; Blanc (Philippe), Loire; Bouilliez, Pas-de-Calais; Boulanger, Meuse; Chantemille, Allier; Chauveau (Franck), Oise; Chiris, Alpes-Maritimes; Cordolet, Sarthe; Déprez, Pas-de-Calais; Espivent de la Villesboisnet (général comte), Loire-Inférieure; Fleury, Orne; Folliet, Haute-Savoie; Fresneau, Morbihan; Gadaud, Dordogne; Guibourd de Luzinai, Loire-Inférieure; Labiche (Jules), Manche; Larcinty (baron de), Loire-Inférieure; Le Play, Haute-Vienne; Magnin; Malézieux, Aisne; Mazeau, Côte-d'Or; Merlet, Maine-et-Loire; Millaud (Edouard), Rhône; Milliard, Eure; Poirrier, Seine; Rozière (de), Lozère; Savary, Finistère; Simon (Jules); Tassin, Loir-et-Cher; Tillaye, Calvados; Triberti; Vignancour, Basses-Pyrénées.

Sixième bureau. — MM. Audren de Kerdrel, Morbihan; Baduel, Cantal; Barbedette, Charente-Inférieure; Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Baudens, Hautes-Pyrénées; Bérenger; Bernard, Doubs; Bruel, Allier; Camescasse, Pas-de-Calais; Clamageran; Coillot, Haute-Saône; Coste, Yonne; Delobean, Finistère; Drumel, Ardennes; Dufay, Loir-et-Cher; Dufoussat, Creuse; Durand, Lot-et-Garonne; Dusolier, Dordogne; Fayard, Drôme; Gayot, Aube; Gouin; Goujon, Ain; Japy (général), Belfort; Kiener, Vosges; Legludic, Sarthe; Luro; Marcère (de); Raymond, Loire; Saisy (Hervé de); Soustre, Basses-Alpes; Thévenet, Rhône; Trystram, Nord; Villegontier (comte de la), Ille-et-Vilaine.

Septième bureau. — MM. Angle-Beaumanoir (marquis de l'), Côtes-du-Nord; Astor, Finistère; Audiffret-Pasquier (duc d'); Barthélemy-Saint-Hilaire; Benazet, Indre; Bisseuil, Charente-Inférieure; Blanc (Xavier), Hautes-Alpes; Brugnot, Vosges; Casabianca (de), Corse; Casimir-Périer, Seine-Inférieure; Chalamet, Ardèche; Cordier; Darbot, Haute-Marne; Denormandie; Diancourt, Marne; Drouhet, la Réunion; Duchesne-Fournet, Calvados; Dupuy, Hautes-Pyrénées; Gaudy, Doubs; Godin, Inde; Guichard, Yonne; Jouffrault, Deux-Sèvres; Laubespain (comte de), Nièvre; Le Breton, Mayenne; Lelièvre, Jura; Le Royer; Lesouëf, Seine-Inférieure; Montesquiou-Fezensac (duc de), Gers; Pajot; Prevet, Seine-et-Marne; Séblin, Aisne; Taulier, Vaucluse; Thézard, Vienne.

Huitième bureau. — MM. Barbey, Tarn; Benoist, Seine-et-Marne; Calvet, Charente-Inférieure; Chaix (Cyprien), Hautes-Alpes; Combescure, Hérault; Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Cuvinot, Oise; Demôle,

Saône-et-Loire; Develle, Meuse; Devès, Cantal; Freycinet (de), Seine; Gailly, Ardennes; Grivart, Ille-et-Vilaine; Huguet, Pas-de-Calais; Jacques, Oran; Krantz; Laporte-Bisquit, Charente; Loubet, Drôme; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Martin (Félix), Saône-et-Loire; Mir, Aude; Morellet, Ain; Pazat, Landes; Perras, Rhône; Régismanset, Seine-et-Marne; Ringot, Pas-de-Calais; Savigny (comte de), Nièvre; Silhol, Gard; Tolain, Seine; Trarieux, Gironde; Velten, Bouches-du-Rhône; Voisins-Lavernière (de); Waddington (Richard), Seine-Inférieure.

Neuvième bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Pyrénées-Orientales; Belle, Indre-et-Loire; Billot (général); Blavier, Maine-et-Loire; Borri-glione, Alpes-Maritimes; Brothier, Charente; Campanan, Haute-Garonne; Cazot; Chesnelong; Cochery, Loiret; Delpech, Ariège; Deschanel; Dietz-Monin; Floquet, Seine; Francoz, Haute-Savoie; Gaillard (Gilbert), Puy-de-Dôme; Galtier, Hérault; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Grévy (Albert); Guyot, Rhône; Lourties, Landes; Macherez, Aisne; Magnier, Var; Maret, Seine-et-Oise; Martell, Charente; Parissot, Eure; Pauliat, Cher; Peaudecerf, Cher; Poriquet, Orne; Pradal, Ardèche; Rey, Isère; Scheurer-Kestner; Spuller, Côte-d'Or (J.O., c.r., p. 550).

Organisation des bureaux. — 1^{er} bureau: *Président*, M. Wallon; *Secrétaire*, M. Bonnefoy-Sibour. 2^e bureau: *Président*, M. Danelle-Bernardin; *Secrétaire*, M. Labrousse. 3^e bureau: *Président*, M. le général Grévy; *Secrétaire*, M. Théodore Girard. 4^e bureau: *Président*, M. Halléguen; *Secrétaire*, M. Dellestable. 5^e bureau: *Président*, M. le général comte Espivent de la Villesboisnet; *Secrétaire*, M. Tillaye. 6^e bureau: *Président*, M. Marcel Barthe; *Secrétaire*, M. Thévenet. 7^e bureau: *Président*, M. le comte de Laubespain; *Secrétaire*, M. Prevot. 8^e bureau: *Président*, M. Benoist; *Secrétaire*, M. Calvet. 9^e bureau: *Président*, M. Arago; *Secrétaire*, M. Francoz (J.O., p. 3002).

Le 2^e bureau (formation de février 1895) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Marcel Barthe, ayant pour objet de prévenir les conflits entre le Sénat et la Chambre des Députés, M. Silhol, en remplacement de M. Lenoël, décédé.

Le 5^e bureau (formation de février 1885) a nommé membre de la Commission M. Fleury, en remplacement de M. de La Sicotière, décédé.

Le 7^e bureau (formation de février 1885) a nommé membre de la même Commission M. Dellestable, en remplacement de M. Lecherbonnier (J.O., p. 3407; F. 56).

Le 5^e bureau (formation de février 1886) a nommé membre de la Commission relative à la proposition de M. Marcel Barthe, sur les conditions d'admission et d'avancement dans les fonctions publiques, M. Monsservin, en remplacement de M. Lenoël, décédé.

Le 6^e bureau (formation de février 1886) a nommé membre de la Commission M. Folliet, en remplacement de M. Chardon, décédé.

Le 8^e bureau (formation de février 1886) a nommé membre de la Commission M. Desmons, en remplacement de M. Parent, décédé (J.O., p. 3442; F. 57).

DU 21 JUIN.

Premier bureau. — MM. Allègre, la Martinique; Allemand, Haute-Loire; Angle-Beaumanoir (marquis de l'), Côtes-du-Nord; Anglès, Var; Baduel, Cantal; Bernot, Somme; Brusset, Haute-Saône; Chaix (Cyprien), Hautes-Alpes; Challemel-Lacour, Bouches-du-Rhône; Chantemille, Allier; Decauville, Seine-et-Oise; Demôle, Saône-et-Loire; Drumel, Ardennes; Dufay, Loir-et-Cher; Fleury, Orne; Fresneau, Morbihan; Gailly, Ardennes; Godin, Inde; Hébrard (Adrien), Haute-Garonne; Hébrard (Jacques), Corse; Huguet, Pas-de-Calais; Krantz; Lacave-Laplagne, Gers; Lavertujon, Gironde; Marquis, Meurthe-et-Moselle; Montesquiou-Fezensac (duc de), Gers; Gérente, Alger; Pradal, Ardèche; Rey, Isère; Saint-Romme, Isère; Savigny de Moncorps (comte de), Nièvre; Vignancour, Basses-Pyrénées; Villegontier (comte de la), Ille-et-Vilaine.

Deuxième bureau. — MM. Barbey, Tarn; Bardoux; Baudens, Hautes-Pyrénées; Belle, Indre-et-Loire; Biré, Vendée; Bizot de Fonteny, Haute-Marne; Briens, Manche; Brunet, Indre; Buvignier, Meuse; Coillot, Haute-Saône; Combescure, Hérault; Coste, Yonne; Courcel (baron de), Seine-et-Oise; Darbot, Haute-Marne; Delobeaup, Finistère; Fabre (Joseph), Aveyron; Gomot, Puy-de-Dôme; Gouin; Grévy (général), Jura; Hugot, Côte-d'Or; Isaac, la Guadeloupe; Lareinty (baron de), Loire-Inférieure; Le Play, Haute-Vienne; Martin (Félix), Saône-et-Loire; Mazeau, Côte-d'Or; Milliard, Eure; Ollivier, Côtes-du-Nord; Pauliat, Cher; Roussel (Théophile), Lozère; Teisserenc de Bort, Haute-Vienne; Théry; Thévenet, Rhône; Vilar, Pyrénées-Orientales.

Troisième bureau. — MM. Arago (Emmanuel), Pyrénées-Orientales; Astor, Finistère; Barthe (Marcel), Basses-Pyrénées; Blavier, Maine-et-Loire; Bourganel, Loire; Buffet; Campanan, Haute-Garonne; Cazot; Chauveau (Franck), Oise; Chovet, Oise; Cordier; Cornil, Allier; Delpech, Ariège; Demoulins de Riols, Landes; Labbé, Orne; Labiche (Jules), Manche; Labrousse, Corrèze; Legludic, Sarthe; Lourties, Landes; Luro; Malézieux, Aisne; Morel, Manche; Pajot; Rémusat (de), Haute-Garonne; Rozière (de), Lozère; Saint-Prix, Ardèche; Saisy (Hervé de); Simon (Jules); Tassin, Loir-et-Cher; Tézenas, Aube; Tillaye, Calvados; Tolain, Seine; Villard, Creuse.

Quatrième bureau. — MM. Boulanger, Meuse; Dupouy, Gironde; Faye, Lot-et-Garonne; Girault, Cher; Grévy (Albert); Guyot-Lavaline, Puy-de-Dôme; Haulon, Basses-Pyrénées; Kiener, Vosges; Labiche (Émile), Eure-et-Loir; Laporte-Bisquit, Charente; Laurens, Drôme; Le Cour Grandmaison, Loire-Inférieure; Le Royer; Magnin; Marcère (de); Mercier, Ain; Merlet, Maine-et-Loire; Monsservin, Aveyron; Ponlevoy (Frogier de), Vosges; Prevet, Seine-et-Marne; Ratier, Indre; Reymond, Loire; Sal (de), Corrèze; Sébire, Manche; Séblin, Aisne; Silhol, Gard; Thurel, Jura; Tribert; Turgis, Calvados; Véron (amiral), Ille-et-Vilaine; Vissagnet, Haute-Loire; Volland, Meurthe-et-Moselle; Waldeck-Rousseau, Loire.

Cinquième bureau. — MM. Billot (général); Deandreis, Hérault; Desmons, Gard; Dethou, Yonne; Dietz-Monnin; Duchesne-Fournet, Calvados; Durand-Savoyat, Isère; Espivent de la Villesboisnet (général comte), Loire-Inférieure; Fayard, Drôme; Freycinet (de), Seine; Garran de Balzan, Deux-Sèvres; Gauthier, Aude; Gayot, Aube; Guyot, Rhône; Haugoumar des Portes, Côtes-du-Nord; Jacques, Oran; Lecler, Creuse; Lefèvre, Seine; Leporché, Sarthe; Levrey, Haute-Saône; Loubet, Drôme; Macherez, Aisne; Oudet, Doubs; Parissot, Eure; Pauliac, Lot; Peaudcerf, Cher; Poirrier (Alfred), Marne; Ranc, Seine; Taulier, Vaucluse; Thézard, Vienne; Verninac (de), Lot; Vinet, Eure-et-Loir; Voisins-Lavernière (de).

Sixième bureau. — MM. Barbedette, Charente-Inférieure; Berthelot; Bouilliez, Pas-de-Calais; Brun (Lucien); Comesasse, Pas-de-Calais; Dauphin, Somme; Dellestable, Corrèze; Develle, Meuse; Drouillard, Finistère; Dufoussat, Creuse; Dumon; Dutreil, Mayenne; Farinole, Corse; Gadaud, Dordogne; Galtier, Hérault; Garrisson, Tarn-et-Garonne; Gaudy, Doubs; Girard (Théodore), Deux-Sèvres; Goujon, Ain; Gravin, Savoie; Grivart, Ille-et-Vilaine; Guérin, Vaucluse; Guibourd de Luzinai, Loire-Inférieure; Guichard, Yonne; Halgan, Vendée; Huon de Penanster, Côtes-du-Nord; Lesueur, Constantine; Magnier, Var; Mir, Aude; Pénicaut, Haute-Vienne; Poirrier, Seine; Velten, Bouches-du-Rhône; Wallon.

Septième bureau. — MM. Audiffret-Pasquier (duc d'); Béjarry (de), Vendée; Béral, Lot; Bisseuil, Charente-Inférieure; Brothier, Charente; Caduc, Gironde; Calvet, Charente-Inférieure; Chadois (colonel de); Chalamet, Ardèche; Chris, Alpes-Maritimes; Clamageran; Cochery, Loiret; Cordelet, Sarthe; Couteaux, Vienne; Deschanel; Devès, Cantal; Dupuy, Hautes-Pyrénées; Fallières, Lot-et-Garonne; Forest, Savoie; Frézoul, Ariège; Gaillard (Gilbert), Puy-de-Dôme; Guindey, Eure; Jouffrault, Deux-Sèvres; Lamarzelle (de), Morbihan; Monier, Bouches-du-Rhône; Morellet, Ain; Nioche, Indre-et-Loire; Régismanset, Seine-et-Marne;

Roger, Dordogne; Rouland, Seine-Inférieure; Scheurer-Kestner; Soustre, Basses-Alpes; Trarieux, Gironde.

Huitième bureau. — MM. Barrière, Puy-de-Dôme; Barthélemy-Saint-Hilaire; Bénazet, Indre; Benoist, Seine-et-Marne; Bérenger; Bonnefoy-Sibour, Gard; Bruel, Allier; Brugnot, Vosges; Carné (marquis de), Côtes-du-Nord; Casabianca (de), Corse; Chesnelong; Combes, Charente-Inférieure; Cuvinot, Oise; Diancourt, Marne; Dronhet, la Réunion; Dulac, Saône-et-Loire; Folliet, Haute-Savoie; Halléguen, Finistère; Japy (général), Belfort; Le Breton, Mayenne; Lecomte (Maxime), Nord; Lesouéf, Seine-Inférieure; Maret, Seine-et-Oise; Martell, Charente; Perras, Rhône; Poriquet, Orne; Rolland, Tarn-et-Garonne; Salomon, Vienne; Savary, Finistère; Scrépel, Nord; Spuller, Côte-d'Or; Tirman, Ardennes; Waddington (Richard), Seine-Inférieure.

Neuvième bureau. — MM. Audren de Kerdrel, Morbihan; Bernard, Doubs; Blanc (Philippe), Loire; Blanc (Xavier), Hautes-Alpes; Borriglione, Alpes-Maritimes; Brunon, Loire; Casimir-Périer, Seine-Inférieure; Claeys, Nord; Constans, Haute-Garonne; Danelle-Bernardin, Haute-Marne; Denormandie; Déprez, Pas-de-Calais; Durand, Lot-et-Garonne; Dusolier, Dordogne; Floquet, Seine; Fousset, Loiret; Francoz, Haute-Savoie; Géry-Legrand, Nord; Girard (Alfred), Nord; Hamel, Seine-et-Oise; Laubespain (comte de), Nièvre; Lavergne (Bernard), Tarn; Lolièvre, Jura; Leroux, Aisne; Millaud, Rhône; Monis, Gironde; Munier, Rhône, Ouvrier, Aveyron; Pazat, Landes; Peytral, Bouches-du-Rhône; Ringot, Pas-de-Calais; Trystram, Nord (J.O., p. 664, F. 58).

Organisation des bureaux. — 1^{er} bureau : *Président*, M. Gailly; *Secrétaire*, M. Baduel. 2^e bureau : *Président*, M. Théry; *Secrétaire*, M. Vilar. 3^e bureau : *Président*, M. Arago; *Secrétaire*, M. Bourganel. 4^e bureau : *Président*, M. Le Royer; *Secrétaire*, M. Séblin. 5^e bureau : *Président*, M. le général comte Espivent de la Villesboisnet; *Secrétaire*, M. Gauthier. 6^e bureau : *Président*, M. Wallon; *Secrétaire*, M. Dellestable. 7^e bureau : *Président*, M. Cochery; *Secrétaire*, M. Calvet. 8^e bureau : *Président*, M. Drouhet; *Secrétaire*, M. Savary. 9^e bureau : *Président*, M. le comte de Laubespain; *Secrétaire*, M. Francoz (J.O., p. 3524; F. 59).

Le 3^e bureau (formation de juin 1893) a nommé membre de la Commission relative à la vente et aux échanges d'animaux domestiques, M. Dufoussat, en remplacement de M. Parry.

Le 8^e bureau (formation de juin 1893) a nommé membre de la Commission M. Vignancour, en remplacement de M. de La Sicotière, décédé (J.O., p. 3827; F. 64).

Le 7^e bureau (formation de janvier 1895) a nommé membre de la

Commission chargée d'examiner la proposition de loi sur les crimes et délits concernant la défense nationale, M. Pazat, en remplacement de M. Richaud, décédé (J.O., p. 3895; F. 66).

Le 6^e bureau (formation de mai 1890) a nommé membre de la Commission relative aux droits civils des femmes, M. Xavier Blanc, en remplacement de M. Trarieux.

Le 7^e bureau (formation de mai 1890) a nommé membre de la même Commission, M. Develle, en remplacement de M. Clément (J.O., p. 3963; F. 67).

BUVIGNIER. Meuse. — Dépose et donne lecture de son rapport sur l'élection de M. Paul Fleury, dans le département de l'Orne [28 mai] (A., t. II, p. 17; J.O., c.r., p. 559). — Dépose une pétition de M. Labitte, à Thury-sous-Clermont (Oise) [28 mai] (J.O., c.r., p. 565).

CAISSE DES RETRAITES. — Majoration des pensions. V. loi 171.

CALVADOS. — Imposition extraordinaire. V. loi 222. — Emprunt de 100.000 francs et imposition extraordinaire. V. loi 238.

CALVET. Charente-Inférieure. — Fait une rectification au procès-verbal [11 avril] (A., t. I, p. 616; J.O., c.r., p. 508). — Rapporteur de la Commission relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne (J.O., p. 3338; F. 53). — Dépose, de concert avec M. Combes, une pétition d'un grand nombre de viticulteurs de diverses communes de la Charente-Inférieure [17 juin] (J.O., c.r., p. 629). — Dépose, de concert avec M. Combes, une pétition d'un certain nombre de viticulteurs de diverses communes de la Charente-Inférieure [20 juin] (J.O., c.r., p. 650). — Dépose, de concert avec M. Combes, une pétition d'un certain nombre de viticulteurs de diverses communes de la Charente-Inférieure [25 juin] (J.O., c.r., p. 679). — Dépose, de concert avec M. Combes, une pétition d'un certain nombre de viticulteurs de diverses communes de la Charente-Inférieure [27 juin] (J.O., c.r., p. 692). — Dépose les rapports sur onze projets de lois déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne: le 1^{er}, dans le bassin de l'Ardèche moyenne (Ardèche); le 2^e, dans le bassin de l'Ardèche supérieure (Ardèche); le 3^e, dans le bassin de l'Ouvèze (Drôme); le 4^e, dans le bassin d'Eygues-Oule (Drôme); le 5^e, dans le bassin de la Pique (Haute-Garonne); le 6^e, dans le bassin de la basse Isère (Isère);

le 7^e, dans le périmètre de Drac-Bonne (Isère); le 8^e, dans le bassin du Tarn (Lozère); le 9^e, dans le bassin de Bastan (Hautes-Pyrénées); le 10^e, dans le bassin du Gave de Pau (Hautes-Pyrénées); le 11^e, dans le bassin de la Neste-de-Louron (Hautes-Pyrénées) [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 697; I. 149). — Dépose une proposition de loi relative à l'organisation de l'assurance et du crédit agricoles [12 juillet] (A., t. II, p. 344; J.O., c.r., p. 828; I. 200). — Membre d'une Commission (F. 52; J.O., p. 3270).

CAMBON, *Gouverneur de l'Algérie, Commissaire du Gouvernement.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'Algérie pour l'exercice 1895 [7 avril] (A., t. I, p. 513; J.O., c.r., p. 423). — Prend part, comme Commissaire du Gouvernement, à la discussion de l'interpellation de M. Pauliat sur la façon irrégulière dont les gisements de phosphate de chaux de Tébessa ont été concédés [9 juillet] (A., t. II, p. 297; J.O., c.r., p. 789).

GAMESCASSE. Pas-de-Calais.— Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la réglementation des Halles centrales [18 février] (A., t. I, p. 71; J.O., c.r., p. 64). — Parle dans la 2^e délibération [4 mars] (A., t. I, p. 136; J.O., c.r. p. 116). — Fait une rectification au procès-verbal [10 avril] (A., t. I, p. 595; J.O., c.r. p. 491). — Adresse une question à M. le Ministre de l'Agriculture au sujet de l'arrivée de moutons d'Amérique atteints de maladies contagieuses et des mesures à prendre pour empêcher l'introduction en France d'animaux qui peuvent être funestes à notre élevage [20 juin] (A., t. II, p. 123; J.O., c.r., p. 649). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 8, 14, 23, 47, 59; J.O., p. 168, 254, 481, 833, 1365, 3003, 3524).

CAMPARAN. Haute-Garonne. — Membre d'une Commission (F. 59; J.O., p. 3524).

CANAUX. — Abandon à l'État du canal de la Dive et du Thouet. V. loi 188,

CANTAL. — Imposition extraordinaire. V. loi 199.

CARCASSONNE. — Emprunt. V. loi 97.

CARNÉ (marquis de). Côtes-du-Nord. — Est entendu dans la discus-

sion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'impôt des prestations [28 février] (A., t. I, p. 105; J.O., c.r., p. 95). — Prend part à la discussion de la proposition, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet, soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par décret impérial, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités [7 mars] (A., t. I, p. 175; J.O., c.r., p. 156). Présente et développe sur l'article 5 un amendement qui n'est pas adopté [11 mars] (A., t. I, p. 192; J.O., c.r., p. 163). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1895, au Ministère de la Guerre [3 avril] (A., t. I, p. 398; J.O., c.r., p. 332). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 254).

CASABIANCA (de). Corse. — Est entendu dans la discussion de l'interpellation que M. Farinole a adressée à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur la situation judiciaire en Corse [28 mars] (A., t. I, p. 326; J.O., c.r., p. 273). — Dépose et donne lecture de son rapport sur l'élection de M. Le Cour Grandmaison, du département de la Loire-Inférieure [2 avril] (A., t. I, p. 371; J.O., c.r., p. 309). — Secrétaire de la Commission tendant à modifier l'article 174 du Code d'instruction criminelle (J.O., p. 3338; F. 53). Rapporteur de cette Commission (J.O., p. 3571; F. 61). — Rapporteur de la Commission relative à l'application de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881, sur la presse (J.O., p. 3917; F. 66). — Dépose le rapport, et en donne lecture, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'application de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881, sur la presse [11 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 805). — Membre de Commissions (F. 8, 47, 52, 61, 66; J. O., p. 481, 3003, 3270, 3571, 3895).

CASIMIR-PÉRIER. Seine-Inférieure. — Membre d'une Commission (F. 59; J.O., p. 3524).

CASTELSARRASIN. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 38.

CAUTERETS. — Création de surtaxe à son octroi. V. loi 112.

CAZOT. Inamovible. — Elu Questeur du Sénat [10 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Elu membre de la Commission de la Haute-Cour de Justice [14 juillet] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 12). — Président de la Commission chargée de l'examen : 1° de la proposition de loi sur les crimes et délits concernant la défense nationale (J.O., p. 254; F. 6);

2^o de la proposition de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les exploitations de l'État et dans les Compagnies de chemins de fer (J.O., p. 956; F. 15). — Président de la Commission tendant à modifier l'article 174 du Code d'Instruction criminelle (J.O., p. 3338; F. 53). — Membre de Commissions (F. 4, 14, 52; J.O., p. 198, 833, 3270).

CHADOIS (colonel de). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de la Légion d'honneur pour l'exercice 1895 [7 avril] (A., t. I, p. 527; J.O., c.r., p. 435). — Membre d'une Commission (F. 23; J.O., p. 1365).

CHALAMET. Ardèche. — Élu Vice-Président du Sénat [10 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Préside la séance [24 janvier] (A., t. I, p. 23; J.O., c.r., p. 21). — Préside une partie de la séance [27 mai] (A., t. II, p. 11; J.O., c.r., p. 555) [30 mai] (A., t. II, p. 27; J.O., c.r., p. 567). — Propose de faire déposer, au nom du Sénat, une couronne sur la tombe du regretté M. Carnot [20 juin] (A., t. II, p. 123; J.O., c.r., p. 648). — Préside une partie de la séance [12 juillet] (A., t. II, p. 349; J.O., c.r., p. 831).

CHALLEMEL-LACOUR. Bouches-du-Rhône — Élu Président du Sénat [10 janvier] (A. t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Préside la séance. Prononce une allocution en prenant possession du fauteuil de la Présidence. Donne communication d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés faisant connaître la constitution du bureau définitif de la Chambre des Députés [11 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 7). — Annonce les décès de MM. Le Monnier et Griffé et fait leur éloge funèbre [14 janvier] (A., t. I, p. 11; J.O., c.r., p. 11). — Donne communication d'un message de M. Casimir-Perier, donnant sa démission de Président de la République française [16 janvier] (A., t. I, p. 15; J.O., c.r., p. 15). — Préside la séance [21 janvier] (A., t. I, p. 17; J.O., c.r., p. 17) [28 janvier] (A., t. I, p. 25; J.O., c.r., p. 23) [31 janvier] (A., t. I, p. 27; J.O., c.r., p. 25) [1^{er} février] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 33) [5 février] (A., t. I, p. 43; J.O., c.r., p. 39) [8 février] (A., t. I, p. 47; J.O., c.r., p. 43) [12 février] (A., t. I, p. 59; J.O., c.r., p. 55) [18 février] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 63) [19 février] (A., t. I, p. 81; J.O., c.r., p. 73) [22 février] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 75) [28 février] (A., t. I, p. 101; J.O., c.r., p. 89) [4 mars] (A., t. I, p. 127; J.O., c.r., p. 109) [5 mars] (A., t. I, p. 149; J.O., c.r., p. 127) [7 mars] (A., t. I, p. 171; J.O., c.r., p. 145) [11 mars] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 161) [12 mars] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 179) [14 mars]

(A., t. I, p. 223; J.O., c.r., p. 189) [18 mars] (A., t. I, p. 231; J.O., c.r., p. 195) [19 mars] (A., t. I, p. 243; J.O., c.r., p. 205) [21 mars] (A., t. I, p. 257; J.O., c.r., p. 217) [22 mars] (A., t. I, p. 267; J.O., c.r., p. 225) [25 mars] (A., t. I, p. 279; J.O., c.r., p. 235) [26 mars] (A., t. I, p. 299; J.O., c.r., p. 251) [28 mars] (A., t. I, p. 313; J.O., c.r., p. 263) [1^{er} avril] (A., t. I, p. 349; J.O., c.r., p. 291) [2 avril] (A., t. I, p. 371; J.O., c.r., p. 309) [3 avril] (A., t. I, p. 395; J.O., c.r., p. 329) [5 avril] (A., t. I, p. 447; J.O., c.r., p. 374) [6 avril] (A., t. I, p. 473; J.O., c.r., p. 391) [7 avril] (A., t. I, p. 501; J.O., c.r., p. 415) [8 avril] (A., t. I, p. 533; J.O., c.r., p. 439) [9 avril] (A., t. I, p. 563; J.O., c.r., p. 463) [10 avril] (A., t. I, p. 595; J.O., c.r., p. 491) [11 avril] (A., t. I, p. 616; J.O., c.r., p. 507) [12 avril] (A., t. I, p. 631; J.O., c.r., p. 521) [13 avril] (A., t. I, p. 651; J.O., c.r., p. 537) [27 mai] (A., t. II, p. 5; J.O., c.r., p. 551) [28 mai] (A., t. II, p. 17; J.O., c.r., p. 559) [31 mai] (A., t. II, p. 33; J.O., c.r., p. 573) [10 juin] (A., t. II, p. 39; J.O., c.r., p. 579) [11 juin] (A., t. II, p. 51; J.O., c.r., p. 589) [14 juin] (A., t. II, p. 81; J.O., c.r., p. 613) [17 juin] (A., t. II, p. 87; J.O., c.r., p. 619) [18 juin] (A., t. II, p. 101; J.O., c.r., p. 631). — Communique une lettre de M. le Président du Conseil faisant connaître que lundi, 24 juin, jour anniversaire de la mort du Président Carnot, M. le Président de la [République et MM. les Ministres se rendront au Panthéon à dix heures précises [20 juin] (A., t. II, p. 124; J.O., c.r., p. 648) [27 juin] (A., t. II, p. 165; J.O., c.r., p. 681) [28 juin] (A., t. II, p. 181; J.O., c.r., p. 695) [2 juillet] (A., t. II, p. 199; J.O., c.r., p. 709) [4 juillet] (A., t. II, p. 213; J.O., c.r., p. 721) [5 juillet] (A., t. II, p. 233; J.O., c.r., p. 737). — Communique une lettre de M. le Président de la République faisant connaître qu'une revue aura lieu, le 14 juillet, sur l'hippodrome de Longchamps, et que des places spéciales seront réservées à MM. les Sénateurs [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 755) [9 juillet] (A., t. II, p. 280; J.O., c.r., p. 775). — Préside une partie de la séance [11 juillet] (A., t. II, p. 302; J.O., c.r., p. 793) [12 juillet] (A., t. II, p. 330; J.O., c.r., p. 817) [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 843).

CHALONS-SUR-MARNE. — Emprunt et surtaxe d'octroi. V. loi 233.

CHAMBÉRY. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 65.

CHAMBRES DE COMMERCE ET CHAMBRES CONSULTATIVES DES ARTS ET MANUFACTURES. — Loi concernant les. V. loi 13.

— Emprunt de la Chambre de commerce de Dijon (Côte-d'Or) pour subvenir aux frais d'installation d'une Bourse de commerce. V. loi 241.

— Autorise la concession à la Chambre de commerce d'Oran de magasins publics, sur des terrains de l'État, au port d'Oran. V. loi 305.

CHANTEMILLE. Allier. — Président de la 3^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 1404; F. 24). — Dépose son rapport fait au nom de la 3^e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Yonne à contracter un emprunt de 145.200 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 28) [21 mars] (A., t. I, p. 257; J.O., c.r., p. 217; Fa. 51, n° 101). — Membre d'une Commission (F. 22; J.O., p. 1365).

CHANTILLAC. — Imposition. V. loi 62.

CHARENTE. — Emprunt. V. loi 117.

CHARENTE-INFÉRIEURE. — Imposition extraordinaire. V. loi 223. — Imposition extraordinaire (1 c. 54) chemins vicinaux (ancien réseau). V. loi 261. — Imposition extraordinaire (1 c.) chemins vicinaux (nouveau réseau). V. loi 262. — Emprunt. V. loi 284.

CHANTENAY-SUR-LOIRE. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 127.

CHAUTEMPS, *Ministre des Colonies.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget des Colonies pour l'exercice 1895. Répond à l'interpellation déposée par M. Isaac, le 29 mars dernier, sur l'administration des colonies [5 avril] (A., t. I, p. 458; J.O., c.r., p. 379). — Prend part à la discussion du règlement provisoire de la situation financière du protectorat de l'Annam et du Tonkin et des dépenses de l'expédition du Siam [11 avril] (A., t. I, p. 623; J.O., c.r., p. 514). — Répond à l'interpellation de M. Isaac sur divers faits se rapportant à la situation du Sénégal et du Soudan [17 juin] (A., t. II, p. 95; J.O., c.r., p. 625).

CHAUVEAU (Franck). Oise. — Élu membre de la Commission de la Haute-Cour de Justice [14 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 12). — Prend part à la discussion de la loi de finances sur l'exercice 1895. Présente sur l'article 60 un amendement tendant à autoriser les travaux d'une ligne de chemin de fer sans l'assentiment des Chambres [10 avril] (A., t. I, p. 604; J.O., c.r., p. 498) [12 avril] (A., t. I, p. 638; J.O., c.r., p. 526). — Présente et développe, sur l'article 9 de la loi relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère, un amendement qui est renvoyé à l'examen de la Com-

mission [21 juin] (A., t. II, p. 139; J.O., c.r., p. 660). Développe son amendement, qui est rejeté au scrutin de liste [27 juin] (A., t. II, p. 168, J.O., c.r., p. 683). — Dépose le rapport, et en donne lecture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur le crédit de 5 millions pour le fonds de roulement de l'Annam et du Tonkin [11 juillet] (A., t. II, p. 314; J.O., c.r., p. 803; I. 184). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit de 10.000 fr. sur le chapitre 7 du budget de l'exercice 1895 et annulation d'une somme égale sur le chapitre 60 du même exercice [12 juillet] (A., t. II, p. 350; J.O., c.r., p. 833). — Membre de Commissions (F. 3, 14, 47, 51; J.O., p. 168, 833, 3003, 3524).

CHEMINS DE FER. — Modification du tracé, aux abords de Saint-Quentin, du chemin de fer de Saint-Quentin au Catelet. V. loi 21. — Établissement dans le département de la Sarthe de diverses lignes de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite. V. loi 68. — Convention passée entre l'État et la Compagnie du Midi et du Canal de la Garonne pour la concession du raccordement des lignes de Bordeaux à la frontière d'Espagne et de Bayonne à Saint-Jean-Pied-de-Port. V. loi 85. — De Paris à Lyon et à la Méditerranée et la Compagnie des chemins de fer du Vieux-Port et de la banlieue de Marseille. V. loi 118. — Établissement dans le département des Hautes-Pyrénées de deux chemins de fer d'intérêt local à voie d'un mètre, à traction électrique. V. loi 215. — Convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France. V. loi 231. — Chemin de fer d'Étampes à Beaune-la-Rollande. V. loi 264.

CHER. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 157. — Imposition extraordinaire. V. loi 207. — Imposition extraordinaire (l. c. 34) (Chemin de fer d'intérêt local). V. loi 274.

CHESNELONG. Inamovible. — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 [1^{er} avril] (A., t. I, p. 360; J.O., c.r., p. 299). — Dépose une pétition d'un grand nombre d'habitants de Tourcoing (Nord) [5 avril] (J.O., c.r., p. 390). — Est entendu sur le paragraphe 2 de la loi de finances (Impôts et revenus autorisés) [8 avril] (A., t. I, p. 540; J.O., c.r., p. 445, [12 avril] (A., t. I, p. 636; J.O., c.r., p. 525).

CHOVET. Oise. — Élu membre supplémentaire de la Commission de la Haute-Cour de Justice [14 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 12). —

Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, rendant applicable aux étrangers en matière commerciale l'article 166 du Code de procédure civile relatif à la caution *judicatum solvi* [28 février] (A., t. I, p. 116; J.O., c.r., p. 101). — Dépose et donne lecture du rapport sur l'élection de M. de Blois dans le département de Maine-et-Loire [12 juillet] (A., t. II, p. 331; J.O., c.r., p. 818). — Membre de Commissions (F. 14, 28, 60; J.O., p. 833, 1365, 3003).

CLAEYS. Nord. — Membre d'une Commission (F. 47; J.O., p. 3003).

CLAMAGERAN. Inamovible. — Demande un congé (J.O., c.r., p. 556). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 198).

COALITIONS. — Formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les exploitations de l'État et dans les Compagnies de chemins de fer. V. loi 6. — Formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les services publics de l'État. V. loi 79.

COCHERY. Loiret. — Président de la Commission des chemins de fer (J.O., p. 254; F. 6). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [21 mai] (A., t. II, p. 4; J.O., c.r., p. 549). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'établissement des conducteurs d'énergie électrique autres que les conducteurs télégraphiques et téléphoniques [11 juin] (A., t. II, p. 51; J.O., c.r., p. 589; I., n° 124). Demande l'urgence [20 juin] (A., t. II, p. 122, J.O., c.r., p. 647). — Membre de Commissions (F. 4, 47, 51; J.O., p. 198, 3003, 3270).

CODE DE COMMERCE. — Modification de l'article 549. V. loi 5.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE. — Modification de l'article 1033. V. loi 12. — Application aux étrangers de l'article 166 du Code de procédure civile relatif à la caution *judicatum solvi*. V. loi 66. — Modification de l'article 174 du Code d'instruction criminelle relatif à l'appel des jugements de simple police. V. loi 184.

CODE PÉNAL. — Modification de la 1^{re} section du chapitre premier du livre III (art. 77, 78 et 81) du Code pénal. V. loi 1.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — Modification des articles 33, 75, 156, 269, 317 et 322. V. loi 240. — Modification de l'article 174 relatif à l'appel des jugements de simple police. V. loi 184.

COLLOT. Haute-Saône. — Membre de Commissions (F. 3, 23; J.O., p. 168, 1365).

COLONISATION. — Création de Compagnies de. V. loi 211.

COLSON, *Commissaire du Gouvernement.* — Est entendu dans la discussion du budget de l'exercice 1895 du Ministère des Travaux publics [12 avril] (A., t. I, p. 632; J.O., c.r., p. 527). — Est désigné par décret pour assister le Ministre des Finances dans la discussion de la loi ayant pour objet d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France pour la modification des contrats qui lient cette Compagnie à l'État [18 juin] (A., t. II, p. 101; J.O., c.r., p. 631).

COMBES. Charente-Inférieure. — Élu Vice-Président du Sénat [10 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère de la Marine pour l'exercice 1895 [3 avril] (A., t. I, p. 404; J.O., c.r., p. 336) [6 avril] (A., t. I, p. 490; J.O., c.r., p. 405) [7 avril] (A., t. I, p. 504; J.O., c.r., p. 417). — Préside la séance [21 mai] (A., t. II, p. 1; J.O., c.r. p. 547). — Dépose, de concert avec M. Calvet, une pétition d'un grand nombre de viticulteurs de diverses communes de la Charente-Inférieure [17 juin] (J.O., c.r., p. 629). — Dépose, de concert avec M. Calvet, une pétition d'un certain nombre de viticulteurs de diverses communes de la Charente-Inférieure [20 juin] (J.O., c.r., p. 650). — Préside une partie de la séance [21 juin] (A., t. II, p. 137; J.O., c.r., p. 659) [25 juin] (A., t. II, p. 145; J.O., c.r., p. 665). — Dépose, de concert avec M. Calvet, une pétition d'un certain nombre de viticulteurs de diverses communes de la Charente-Inférieure [25 juin] (J.O., c.r., p. 679). — Dépose, de concert avec M. Calvet, une pétition d'un certain nombre de viticulteurs de diverses communes de la Charente-Inférieure [27 juin] (J.O., c.r., p. 692). — Membre de Commissions (F. 10, 43; J.O., p. 615, 2015).

COMBESCURE. Hérault. — Demande un congé [27 mai] (J.O., c.r.; p. 556). — Membre d'une Commission (F. 23; J.O., p. 1365).

COMMISSAIRES DU GOUVERNEMENT. — Décrets désignant : M. Lépine, *Préfet de police*, pour assister le Ministre de l'Intérieur, le Ministre du Commerce de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et le Ministre de l'Agriculture, dans la discussion de la proposition de loi tendant à la réglementation des Halles centrales [18 février]

(A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 64). — M Mastier, *conseiller d'État, directeur de l'administration départementale et communale*, pour assister le Ministre de l'Intérieur; M. Boutin, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général des contributions directes*, pour assister le Président du Conseil, Ministre des Finances, dans la discussion de la proposition de loi sur la réforme de l'impôt des prestations [28 février] (A., t. I, p. 101; J.O., c.r., p. 89). — M. de Liron d'Airoles, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur général de la comptabilité publique*, est désigné, en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le président du Conseil, Ministre des Finances, dans la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1884 [4 mars] (A., t. I, p. 132; J.O., c.r., p. 113). — Décret désignant M. de Liron d'Airoles, *conseiller d'État, directeur général de la comptabilité publique*, en qualité de Commissaire du Gouvernement pour assister le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1885 [25 mars] (A., t. I, p. 289; J.O., c.r., p. 243). — Sont désignés en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister M. le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1895 : M. de Liron d'Airoles, *conseiller d'État, directeur général de la comptabilité publique au Ministère des Finances*; M. Vuarnier, *directeur du contrôle des administrations financières au Ministère des Finances*; M. Rischmann, *directeur de la dette inscrite*; M. Delatour, *directeur du mouvement général des fonds*; M. Payelle, *directeur du personnel et du matériel*; M. Boutin, *conseiller d'État, directeur général des contributions directes*; M. Pallain, *conseiller d'État, directeur général des douanes*; M. Liotard-Vogt, *conseiller d'État, directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre*; M. Catusse, *conseiller d'État, directeur général des contributions indirectes*; M. Favelelli, *directeur général des manufactures de l'État*; M. Labeyrie, *directeur général de la Caisse des dépôts et consignations*; M. de Foville, *directeur des monnaies et médailles*. — Ministère de l'Intérieur : M. Monod, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques*; M. Mastier, *conseiller d'État en service extraordinaire, directeur de l'administration départementale et communale*; M. Duflos, *directeur de l'administration pénitentiaire*; M. Cambon, *Gouverneur général de l'Algérie*. — Ministère de la Guerre : M. le général de division Le Mouton de Boisdeffre, *chef d'état-major général de l'armée*; M. le général de brigade Farny, *directeur de la cavalerie*; M. le général de brigade Deloye, *directeur de l'artillerie*; M. le général de division Delambre,

directeur du génie; M. l'intendant militaire François, directeur des services administratifs; M. l'inspecteur général de 2^e classe des poudres et salpêtres Biffe, directeur des poudres et salpêtres; M. le médecin inspecteur Dujardin-Beaumetz, directeur du service de santé. — Ministère de la Marine : M. le vice-amiral Humann, *chef d'état-major général de la marine, directeur du cabinet militaire; M. le contre-amiral Roustan, directeur du personnel; M. le général de brigade de La Roque, directeur de l'artillerie; M. Lemaire, directeur des constructions navales, directeur du matériel; M. Bergis, commissaire général de la marine, directeur de la comptabilité générale; M. le capitaine de vaisseau Le Mercier-Moussaux, chef du service des défenses sous-marines; M. Fabre, administrateur de l'établissement des Invalides de la Marine.* — Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts : M. Liart, *directeur de l'enseignement supérieur; M. Rabier, directeur de l'enseignement secondaire; M. Buisson, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur de l'enseignement primaire; M. Charmes (Xavier), directeur du secrétariat de la comptabilité générale; M. Roujon (Henry), directeur des beaux-arts.* — Ministère des Colonies : M. le général Bourdiaux, *directeur de la défense; M. Dubard, inspecteur général des colonies, directeur du contrôle; M. de Lavassière de Lavergne, directeur de la comptabilité et des services pénitentiaires; M. Roume, directeur des affaires politiques et commerciales; M. Metzger, inspecteur général, directeur des travaux publics des colonies.* — Ministère des Travaux publics : M. Henry, *directeur général du personnel et de la comptabilité; M. Guillain, conseiller d'État en service extraordinaire, directeur des routes, de la navigation et des mines; M. Colson, directeur des chemins de fer; M. Comte, directeur des bâtiments civils et des palais nationaux [1^{er} avril] (A., t. I, p. 351; J.O., c.r., p. 292).* — Ministère de l'Agriculture : M. Tisserand, *conseiller d'État, directeur de l'agriculture; M. Plazen, directeur des haras; M. Philippe, directeur de l'hydraulique agricole; M. Daubrée, directeur des forêts; M. Cabaret, chef de la division du secrétariat et de la comptabilité [2 avril] (A., t. I, p. 372; J.O., c.r., p. 309).* — Décret désignant M. Lépine, *Préfet de police pour assister le Ministre de l'Intérieur dans la discussion de la proposition de loi de M. Bérenger, sur la prostitution et les outrages aux bonnes mœurs [27 mai] (A., t. II, p. 7; J.O., c.r., p. 552).* — Décret désignant M. Labeyrie, *directeur général de la Caisse d'amortissement et des dépôts et consignations, pour assister M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, dans la discussion du projet de loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [10 juin]*

(A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 579). — Décrets désignant: M. Vuarnier, *directeur du contrôle des administrations financières, de l'inspection générale et de l'ordonnancement*, et M. Colson, *directeur des chemins de fer*, pour assister le Ministre des Finances et le Ministre des Travaux publics dans la discussion du projet de loi ayant pour objet d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France [18 juin] (A., t. II, p. 101; J.O., c.r., p. 631). — Décret désignant M. de Selves, *directeur général des postes et des télégraphes*, et M. Raymond, *administrateur des postes et des télégraphes*, pour assister M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, dans la discussion du projet de loi concernant l'établissement des conducteurs d'énergie électrique autres que les conducteurs télégraphiques et téléphoniques [20 juin] (A., t. II, p. 122; J.O., c.r., p. 647). — Décret désignant M. de Selves, *directeur général des postes et des télégraphes*, et M. Ansault, *administrateur de l'exploitation postale*, pour assister M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, dans la discussion des projets de lois concernant l'exploitation des services maritimes postaux: 1° entre le continent et la Corse; 2° entre la France, l'Algérie, la Tunisie et la côte de Barbarie [25 juin] (A., t. II, p. 146; J.O., c.r., p. 665). — Décret désignant M. Vuarnier, *directeur général de la comptabilité publique*, pour assister M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, dans la discussion du projet de loi concernant: 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1894; 2° l'ouverture de crédits sur l'exercice 1895; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; et 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes [28 juin] (A., t. II, p. 185; J.O., c.r., p. 704). — Décret désignant M. Bouquet, *directeur de la prévoyance et de l'assurance sociales*, pour assister M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [4 juillet] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 722). — Décret désignant M. de Selves, *directeur général des postes et des télégraphes*, et M. Ansault, *administrateur de l'exploitation postale*, pour assister M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, dans la discussion du projet de loi portant approbation d'une convention additionnelle entre l'État et la Compagnie des messageries maritimes [5 juillet] (A., t. II, p. 239; J.O., c.r., p. 742). — Décret désignant M. Poubelle, *Préfet de la Seine*, pour assister M. le Ministre de l'Intérieur dans la discussion du projet de loi tendant à approuver une convention passée entre la

ville de Paris et le Crédit foncier pour la conversion d'emprunts antérieurs [8 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 757). — Décret désignant M. Delatour, *directeur général du mouvement des fonds*, pour assister M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, dans la discussion du projet de loi relatif au droit à pension militaire des fonctionnaires du service de la trésorerie et des postes aux armées [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 777). — Décret désignant M. Cambon, *Gouverneur général de l'Algérie*, pour assister M. le Ministre de l'Intérieur dans la discussion de l'interpellation de M. Pauliat au sujet des gisements de phosphate de chaux existant dans la région de Tébessa, département de Constantine [9 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 777). — Décrets désignant M. Pallain, *conseiller d'État, directeur général des douanes*; M. Bompard, *directeur des consulats et des affaires commerciales*; M. Chandèze, *directeur du commerce extérieur*; M. E. Tisserand, *directeur de l'agriculture*, pour assister le Président du Conseil, Ministre des Finances, le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et le Ministre de l'Agriculture, dans la discussion du projet de loi portant modification de la loi du 11 janvier 1892 (Tarif des douanes); M. Mastier, *conseiller d'État, directeur de l'administration départementale et communale*, pour assister le Ministre de l'Intérieur dans la discussion de la proposition de loi relative à la durée du mandat des membres des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement [11 juillet] (A., t. II, p. 303; J.O., c.r., p. 797, 806). — Décret désignant M. Liard, *directeur de l'enseignement supérieur*, pour assister le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes dans la discussion du projet de loi portant fixation de la rétribution à verser par les étudiants pour les conférences dans les facultés de droit [12 juillet] (A., t. II, p. 349; J.O., c.r., p. 832).

COMMISSIONS.

COMMISSION DE L'ARMÉE.

1^{er} bureau, MM. le général Billot, Guyot-Lavaline. 2^e bureau, MM. le général Grévy, Labbé. 3^e bureau, MM. le général Japy, Goujon. 4^e bureau, MM. Bardoux, Bernard. 5^e bureau, MM. le marquis de Carné, Delpech. 6^e bureau, MM. Develle, Lacave-Laplagne. 7^e bureau, MM. Lesouëf, Bonnefoy-Sibour. 8^e bureau, MM. Tézenas, Peytral. 9^e bureau, MM. de Freycinet, de Verninac (J.O., p. 254; F. 6). *Président*, M. le général Billot; *Vice-Présidents*, MM. le général Grévy et Bardoux; *Secrétaires*. MM. Delpech et Bonnefoy-Sibour (J.O., p. 394; F. 7).

COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

1^{er} bureau, MM. de Sal, Prevet. 2^e bureau, MM. Roger, Reymond. 3^e bureau, MM. Dietz-Monnin, Dethou. 4^e bureau, MM. Silhol, Xavier Blanc. 5^e bureau, MM. Cochery, Buffet. 6^e bureau, MM. Lesueur, Marquis. 7^e bureau, MM. Drumel, Poirrier (Seine). 8^e bureau, MM. Krantz, Émile Labiche. 9^e bureau, MM. Waddington, Gomot (J.O., p. 198; F. 4). *Président*, M. Cochery; *Vice-Président*, M. Émile Labiche; *Secrétaires*, MM. Lesueur et Prevet (J.O., p. 254; F. 6). *Rapporteur*, M. Richard Waddington (J.O., p. 1272; F. 21).

COMMISSION DE COMPTABILITÉ.

1^{er} bureau, M. Benoist. 2^e bureau, M. Voland. 3^e bureau, M. Gailly. 4^e bureau, M. Fousset. 5^e bureau, M. Lecler. 6^e bureau, M. Marquis. 7^e bureau, M. Ratier. 8^e bureau, M. Demôle. 9^e bureau, M. Coste (J.O., p. 198; F. 4). *Président*, M. Lecler; *Secrétaire*, M. Ratier (J.O., p. 254; F. 6).

COMMISSION DES FINANCES.

1^{er} bureau, MM. Gauthier, Hugot. 2^e bureau, MM. Morel, Peytral. 3^e bureau, MM. Saint-Prix, Decauville. 4^e bureau, MM. Guérin, Lesueur. 5^e bureau, MM. Boulanger, Franck Chauveau. 6^e bureau, MM. Gouin, de Marcère. 7^e bureau, MM. Jean Dupuy, Bisseuil. 8^e bureau, MM. Loubet, Barbey. 9^e bureau, MM. Cochery, Guyot (J.O., p. 3254; F. 51). *Président*, M. Loubet. *Vice-Présidents*, MM. Barbey et Gouin. *Secrétaires*, MM. Guérin, Gauthier, Morel (J.O., p. 3270; F. 52).

COMMISSION DE LA MARINE.

1^{er} bureau, MM. Isaac, Camecasse. 2^e bureau, MM. Velten, Delobeaue. 3^e bureau, MM. Bizot de Fonteny, Rouland. 4^e bureau, MM. Audren de Kerdrel, Laurens. 5^e bureau, MM. Mir, Brusset. 6^e bureau, MM. Barbey, Anglès. 7^e bureau, MM. Godin, Taulier. 8^e bureau, MM. Krantz, Allègre. 9^e bureau, MM. Gadaud, Coste (J.O., p. 254; F. 6). *Président*, M. Barbey. *Vice-Présidents*, MM. Audren de Kerdrel et Allègre. *Secrétaires*, MM. Godin et Taulier (J.O., p. 394; F. 7).

COMMISSIONS DES CONGÉS.

Première Commission (formation du 10 janvier). — 1^{er} bureau, M. Franck Chauveau. 2^e bureau, M. Labbé. 3^e bureau, M. Dellestable.

4^e bureau, M. Hervé de Saisy. 5^e bureau, M. Darbot. 6^e bureau, M. Belle. 7^e bureau, M. Ratier. 8^e bureau, M. Durand-Savoyat. 9^e bureau, M. Martell (J.O., p. 168; F. 3).

Deuxième Commission (formation du 12 février). — 1^{er} bureau, M. Joseph Fabre. 2^e bureau, M. Astor. 3^e bureau, M. Labbé. 4^e bureau, M. Chovet. 5^e bureau, M. Jules Labiche. 6^e bureau, M. Dumon. 7^e bureau, M. Devès. 8^e bureau, M. Martell. 9^e bureau, M. Lourties (J.O., p. 833; F. 14).

Troisième Commission (formation du 12 mars). — 1^{er} bureau, M. Merlin. 2^e bureau, M. Dancelle-Bernardin. 3^e bureau, M. de Lamarzelle. 4^e bureau, M. Scrépel. 5^e bureau, M. de Verninac. 6^e bureau, M. Ouvrier. 7^e bureau, M. Drumel. 8^e bureau, M. le colonel de Chadois. 9^e bureau, M. Combes-cure (J.O., p. 1365; F. 23).

Quatrième Commission (formation du 27 mai). — 1^{er} bureau, M. Joseph Fabre. 2^e bureau, M. Monis. 3^e bureau, M. Farinole. 4^e bureau, M. Berthelot. 5^e bureau, M. Vignancour. 6^e bureau, M. Fayard. 7^e bureau, M. Pajot. 8^e bureau, M. Laporte-Bisquit. 9^e bureau, M. Floquet (J.O., p. 3003; F. 47).

Cinquième Commission (formation du 25 juin). — 1^{er} bureau, M. Vignancour. 2^e bureau, M. Isaac. 3^e bureau, M. Delpech. 4^e bureau, M. Prevet. 5^e bureau, M. Lefèvre. 6^e bureau, M. Pénicaud. 7^e bureau, M. de Béjarry. 8^e bureau, M. Folliet. 9^e bureau, M. Borriglione (J.O., p. 3524; F. 59). *Président*, M. Vignancour; *Secrétaire*, M. Isaac; *Rapporteur*, M. Delpech (J.O., p. 3553; F. 60).

COMMISSIONS DES PÉTITIONS.

Première Commission (formation du 10 janvier). — 1^{er} bureau, M. Benoist. 2^e bureau, M. Gilbert Gaillard. 3^e bureau, M. le baron de Lareinty. 4^e bureau, M. Gauthier. 5^e bureau, M. Régismanset. 6^e bureau, M. Séblin. 7^e bureau, M. Tassin. 8^e bureau, M. Coillot. 9^e bureau, M. Joseph Fabre (J.O., p. 168; F. 3). *Président*, M. Benoist; *Secrétaire*, M. Gauthier (J.O., p. 198; F. 4).

Deuxième Commission (formation du 12 février). — 1^{er} bureau, M. Barbedette. 2^e bureau, M. Isaac. 3^e bureau, M. Brucl. 4^e bureau, M. Ranc. 5^e bureau, M. Vissaguet. 6^e bureau, M. Borriglione. 7^e bureau, M. Turgis. 8^e bureau, M. Demoulins de Riols. 9^e bureau, M. Folliet (J.O., p. 833; F. 14). *Président*, M. Demoulins de Riols; *Secrétaire*, M. Isaac (J.O., p. 956; F. 15).

Troisième Commission (formation du 12 mars). — 1^{er} bureau, M. Coillot. 2^e bureau, M. le marquis de l'Angle-Beuমানoir. 3^e bureau, M. Théry. 4^e bureau, M. Godin. 5^e bureau, M. Desmons. 6^e bureau,

M. Turgis. 7^e bureau, M. Silhol. 8^e bureau, M. Folliet. 9^e bureau, M. Drouhet (J.O., p. 1365; F. 23). *Président*, M. Théry; *Secrétaire*, M. Folliet (J.O., p. 1404; F. 24).

Quatrième Commission (formation du 27 mai). — 1^{er} bureau, M. Barrière. 2^e bureau, M. Anglès. 3^e bureau, M. Allègre. 4^e bureau, M. Gérante. 5^e bureau, M. Bouilliez. 6^e bureau, M. le comte de la Villegontier. 7^e bureau, M. Le Breton. 8^e bureau, M. Régismanset. 9^e bureau, M. Lourties (J.O., p. 3003; F. 47). *Président*, M. Le Breton; *Secrétaire*, M. le comte de la Villegontier (J.O., p. 3254; F. 51).

Cinquième Commission (formation du 25 juin). — 1^{er} bureau, M. le comte de Savigny. 2^e bureau, M. Gouin. 3^e bureau, M. Camparan. 4^e bureau, M. Laurens. 5^e bureau, M. le général Billot. 6^e bureau, M. Berthelot. 7^e bureau, M. Fallières. 8^e bureau, M. Benoist. 9^e bureau, M. Casimir-Périer (J.O., p. 3524; F. 59). *Président et Rapporteur*, M. Laurens (J.O., p. 3571; F. 61).

COMMISSIONS D'INITIATIVE PARLEMENTAIRE.

Première Commission (formation du 10 janvier). — 1^{er} bureau, MM. Camescasse, Peaudecerf. 2^e bureau, MM. Roger, Delobbeau. 3^e bureau, MM. Rouland, Gailly. 4^e bureau, MM. Hamel, Silhol. 5^e bureau, MM. Poirrier (Marne), Brusset. 6^e bureau, MM. Anglès, Monsservin. 7^e bureau, MM. Godin, Richaud. 8^e bureau, MM. Demôle, Drouillard. 9^e bureau, MM. Gadaud, Dufoussat (J.O., p. 168; F. 3). *Président*, M. Gailly; *Secrétaire*, M. Gadaud (J.O., p. 198; F. 4).

Deuxième Commission (formation du 12 février). — 1^{er} bureau, MM. Guyot-Lavaline, Gomot. 2^e bureau, MM. Haulon, Dufoussat. 3^e bureau, MM. Tézenas, Dietz-Monnin. 4^e bureau, MM. Camescasse, Alfred Poirrier. 5^e bureau, MM. Hamel, Mir. 6^e bureau, MM. Macherez, Franck Chauveau. 7^e bureau, MM. Roger, Bizot de Fonteny. 8^e bureau, MM. Trystram, Biré. 9^e bureau, MM. Ouvrier, Saint-Romme (J.O., p. 833; F. 14). *Président*, M. Dietz-Monnin; *Secrétaire*, M. Macherez (J.O., p. 956; F. 15).

Troisième Commission (formation du 12 mars). — 1^{er} bureau, MM. Demoullins de Riols, Leporché. 2^e bureau, MM. Marcel Barthe, Vilar. 3^e bureau, MM. Barrière, Willard. 4^e bureau, MM. Coste, Chovet. 5^e bureau, MM. Haulon, Joseph Fabre. 6^e bureau, MM. Poirrier (Marne), Darbot. 7^e bureau, MM. Hamel, Camescasse. 8^e bureau, MM. Perras, comte de Savigny. 9^e bureau, MM. Thézard, Parissot (J.O., p. 1365; F. 23). *Président*, M. Marcel Barthe; *Secrétaire*, M. Vilar (J.O., p. 1404; F. 24).

Quatrième Commission (formation du 27 mai). — 1^{er} bureau, MM. Hamel, Poirrier (Alfred). 2^e bureau, MM. Brusset, Roger. 3^e bureau, MM. Théodore

Girard, Monsservin. 4^e bureau, MM. Volland, Forest. 5^e bureau, MM. Philippe Blanc, Folliet. 6^e bureau, MM. Marcel Barthe, Delobeau. 7^e bureau, MM. Lelièvre, Diancourt. 8^e bureau, MM. Perras, Marquis. 9^e bureau, MM. Garran de Balzan, Macherez (J.O., p. 3003; F. 47). *Président*, M. Marcel Barthe; *Secrétaire*, M. Théodore Girard (J.O., p. 3024; F. 48).

Cinquième Commission (formation du 25 juin). — 1^{er} bureau, MM. Anglès, Drumel. 2^e bureau, MM. Delobeau, Bizot de Fonteny. 3^e bureau, MM. Marcel Barthe, Villard. 4^e bureau, MM. Dupouy, Silhol. 5^e bureau, MM. Deandreis, Alfred Poirrier. 6^e bureau, MM. Camecasse, Grivart. 7^e bureau, MM. Roger, Guindey. 8^e bureau, MM. Perras, Maxime Lecomte. 9^e bureau, MM. Xavier Blanc, Hamel (J.O., p. 3524; F. 59). *Président*, M. Marcel Barthe; *Secrétaire*, M. Anglès (J.O., p. 3553; F. 60).

COMMISSIONS D'INTÉRÊT LOCAL.

Première Commission (formation du 10 janvier). — 1^{er} bureau, M. Lefèvre. 2^e bureau, M. Danelle-Bernardin. 3^e bureau, M. Durand. 4^e bureau, M. Hamel. 5^e bureau, M. Thévenet. 6^e bureau, M. Lacave-Laplagne. 7^e bureau, M. Taulier. 8^e bureau, M. Ringot. 9^e bureau, M. Drouhet (J.O., p. 168; F. 3). *Président*, M. Drouhet; *Secrétaire*, M. Taulier (J.O., p. 198; F. 4).

Deuxième Commission (formation du 12 février). — 1^{er} bureau, M. Lesouéf. 2^e bureau, M. Lefèvre. 3^e bureau, M. Laurens. 4^e bureau, M. Scrépel. 5^e bureau, M. Develle. 6^e bureau, M. Dulac. 7^e bureau, M. Drouhet. 8^e bureau, M. Ollivier. 9^e bureau, M. Brunet (J.O., p. 833; F. 14). *Président*, M. Drouhet; *Secrétaire*, M. Laurens (J.O., p. 956; F. 15).

Troisième Commission (formation du 12 mars). — 1^{er} bureau, M. Chantemille. 2^e bureau, M. Lefèvre. 3^e bureau, M. Borriglione. 4^e bureau, M. Rouland. 5^e bureau, M. Dufoussat. 6^e bureau, M. Dulac. 7^e bureau, M. Macherez. 8^e bureau, M. Hervé de Saisy. 9^e bureau, M. Teisserenc de Bort (J.O., p. 1365; F. 23). *Président*, M. Chantemille; *Secrétaire*, M. Dulac (J.O., p. 1404; F. 24).

Quatrième Commission (formation du 27 mai). — 1^{er} bureau, M. Lefèvre. 2^e bureau, M. Labrousse. 3^e bureau, M. Laurens. 4^e bureau, M. Claeys. 5^e bureau, M. Guibourd de Luzinais. 6^e bureau, M. Dufoussat. 7^e bureau, M. Godin. 8^e bureau, M. Benoist. 9^e bureau, M. Gilbert Gaillard (J.O., p. 3003; F. 47). *Président*, M. Benoist; *Secrétaire*, M. Labrousse (J.O., p. 3024; F. 48).

Cinquième Commission (formation du 25 juin). — 1^{er} bureau,

M. Krantz. 2^e bureau, M. Biré. 3^e bureau, M. Legludic. 4^e bureau, M. Haulon. 5^e bureau, M. Taulier. 6^e bureau, M. Dellestable. 7^e bureau, M. Bisseuil. 8^e bureau, M. Dulac. 9^e bureau, M. Philippe Blanc (J.O., p. 3524; F. 59). *Président*, M. Haulon; *Secrétaire*, M. Dellestable (J.O., p. 3553; F. 60).

COMMISSION DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE D'AMORTISSEMENT ET DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS. — Dépôt du rapport sur les opérations de l'année 1894, par M. Gouin, *président de la Commission de surveillance* [11 juillet] (A., t. II; p. 51; J.O., c.r., p. 589; I. 123).

COMMUNICATIONS par M. le Président, de deux lettres de MM. Isaac et Dutreil, anciens Secrétaires du bureau, qui déclinent toute candidature nouvelle, aux prochaines élections, à l'occasion de l'ouverture de la session ordinaire [8 janvier] (A., t. I, p. 2; J.O., c.r., p. 4). — Par M. le Président, d'une lettre de M. Demôle, Vice-Président, qui décline toute candidature nouvelle de Vice-Président aux élections prochaines pour le renouvellement du bureau, à l'occasion de l'ouverture de la session ordinaire [10 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — M. le Président communique une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés faisant connaître la constitution définitive du bureau de la Chambre des Députés [11 janvier] (A., t. I, p. 7; J.O., c.r., p. 7). — D'un message de M. Casimir-Perier relative à sa démission de Président de la République Française [16 janvier] (A., t. I, p. 15; J.O., c.r., p. 15). — D'une lettre de M. le Président de la Commission de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations, faisant connaître que la Commission a entendu et approuvé le rapport sur les opérations de 1894 et qu'elle est prête à le présenter au Parlement [10 juin] (A., t. II, p. 39; J.O., c.r., p. 579). — Par M. le Président, d'une lettre du Président du Conseil lui faisant connaître que lundi, 24 juin, jour anniversaire de la mort du Président Carnot, M. le Président de la République et MM. les Ministres se rendront au Panthéon à 10 heures précises [20 juin] (A., t. II, p. 123; J.O., c.r., p. 648). — D'une lettre de M. le Président de la République, faisant connaître qu'une revue aura lieu le 14 juillet sur l'hypodrome de Longchamp et que des places spéciales seront réservées pour MM. les Sénateurs [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 755).

COMTE, *Commissaire du Gouvernement*. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget du Ministère des Tra-

vaux publics pour l'exercice 1895 [6 avril] (A., t. I, p. 485; J.O., c.r., p. 401).

CONCA. — Imposition extraordinaire. V. loi 86.

CONQUÈQUES. — Section distraite de Saint-Christoli et Conquèques pour l'ériger en commune distincte. V. loi 135.

CONSEILLERS D'ÉTAT. — Élévation de dix-huit à dix-neuf du nombre des Conseillers d'État en service extraordinaire. V. loi 29.

CONSEILS GÉNÉRAUX ET CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.
— Mandat des. V. loi 235.

CONSTANS. Haute-Garonne. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1895 [4 avril] (A., t. I, p. 441; J.O., c.r., p. 367). — Membre de Commissions (F. 14, 47; J.O., p. 833, 3003).

CONTRIBUTIONS DIRECTES et taxes y assimilées de l'exercice 1896.
V. loi 307.

CONVENTIONS. — Entre l'État, la Compagnie du Midi et le Canal de la Garonne pour la concession du raccordement des lignes de Bordeaux à la frontière d'Espagne et de Bayonne à Saint-Jean-Pied-de-Port. V. loi 85. — Entre la ville de Paris et le Crédit foncier. V. loi 103. — Entre la France et l'Espagne pour l'exercice de la pêche dans la Bidassoa. V. loi 105. — Additionnelle, entre l'État et la Compagnie des messageries maritimes, pour le remaniement des parcours et la prorogation de la concession des services maritimes postaux de la Méditerranée, des mers des Indes, de la Chine et du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie, etc. V. loi 141. — Entre l'État et la ville de Melun, en vue de la création de nouvelles casernes. V. loi 190. — Entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France. V. loi 231. — Approbation d'un article additionnel sur les rapports de voisinage et la surveillance des forêts limitrophes, du 23 février 1882, entre la France et la Suisse. V. loi 316.

CORDELET. Sarthe. — Élu membre de la Commission de la Haute-Cour de Justice [14 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 12). — Dépose

le rapport sur la proposition de loi relative à la durée du mandat des membres des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement. Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Présente une proposition tendant à fixer le taux moyen de la retenue sur les salaires, qui est adoptée [5 juillet] (A., t. II, p. 249; J.O., c.r., p. 750, 752; I. 166). Présente et développe, sur l'article 3, un amendement qui est adopté [8 juillet] (A., t. II, p. 268; J.O., c.r., p. 765). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la durée du mandat des membres des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement [11 juillet] (A., t. II, p. 317; J.O., c.r., p. 806). — Membre de Commissions (F. 14, 28, 60; J.O., p. 833, 1543, 3558).

CORRÈZE. — Emprunt. V. loi 71. — Imposition extraordinaire. V. loi 224.

CORSE. — Imposition extraordinaire. V. loi 259.

COSTE. Yonne. — Dépose deux pétitions : 1° des membres de la Commission des hospices de Sens (Yonne); 2° de la Société centrale d'agriculture de l'Yonne, à Auxerre [21 janvier] (J.O., c.r., p. 17). — Dépose une pétition du Comice agricole d'Ancy-le-Franc (Yonne) [31 janvier] (J.O., c.r., p. 30). — Dépose et donne lecture de son rapport sur l'élection de M. Teisserenc de Bort dans le département de la Haute-Vienne [5 mars] (A., t. I, p. 149; J.O., c.r., p. 127). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 23; J.O., p. 198, 254, 1365).

COTES-DU-NORD. — Emprunt. V. loi 136. — Imposition extraordinaire. V. loi 148.

COUTEAUX. Vienne. — Demande un congé [31 janvier] (J.O., c.r., p. 26). — Développe l'interpellation qu'il a déposée le 15 novembre 1894, adressée à M. le Ministre des Travaux publics, relative aux résultats des conventions de 1883 [26 mars] (A., t. I, p. 300; J.O., c.r., p. 251).

CRÉDITS.

Ministère des Affaires étrangères. — Crédit supplémentaire de 43.000 francs pour l'installation de deux postes consulaires au Siam, sur l'exercice 1895. V. loi 330.

Ministère des Colonies. — Règlement provisoire de la situation financière du protectorat de l'Annam et du Tonkin et des dépenses de l'expédition du Siam. V. loi 159. — De 180.000 francs destinés à l'établissement d'un câble sous-marin entre Obock et Djibouti (baie de Tadjourah). V. loi 160.

Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. — Crédit supplémentaire de 510.000 francs sur l'exercice 1895, pour l'exécution de services postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. V. loi 221. — Modification dans le libellé du chapitre 21 du budget des Postes et des Télégraphes concernant les services maritimes postaux de la France en Algérie, en Tunisie, en Tripolitaine et au Maroc. V. loi 328.

Ministère des Finances. — Crédit supplémentaire de 55.164 fr. 70 sur l'exercice 1894. V. loi 128. — Crédits provisoires applicables aux mois d'août 1895, montant à 393.912.477 francs; autorisation de percevoir pendant la même période les impôts indirects et revenus publics. V. loi 129. — 1° Ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1894; 2° ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos; 3° ouverture et annulation de crédits au titre des budgets annexes. V. loi 130. — 4° Ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1894; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1895; 3° ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° ouverture de crédits au titre des budgets annexes. V. loi 242. — Ouverture et annulation de divers crédits sur les exercices 1894 et 1895. V. loi 315.

Ministère de la Guerre. — Crédit extraordinaire de 20.000 francs pour les funérailles du maréchal Canrobert. V. loi 19. — Ouverture sur la 1^{re} section de l'exercice 1895 d'un crédit de 2.757.119 fr. 65, pour travaux de démantèlement de différentes places fortes; 2° annulation d'un crédit de 1.639.980 fr. 66, non employé pour lesdits travaux (Exercice 1894). V. loi 172. — Modification de la répartition par chapitre des crédits ouverts pour l'exécution des manœuvres de 1895. V. loi 317.

Ministère de l'Intérieur. — Crédit de 30.000 francs pour venir en aide aux familles des victimes de l'explosion du puits Sainte-Eugénie à Monceau-les-Mines. V. loi 27. — Crédit extraordinaire de 1.500.000 francs destiné à venir en aide aux victimes des orages et des inondations dans la région du Nord et dans toute la France pendant l'année 1894. V. loi 49. — Crédit de 20.000 francs, sur l'exercice 1895, pour secours aux victimes de l'incendie de la rue Rochechouart. V. loi 332. — Crédit extraordi-

naire d'un million pour secours aux victimes des orages et des inondations. V. loi 333.

Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes. — Crédit de 5.000 francs sur l'exercice 1895, pour la pose d'une pierre tombale à la mémoire d'Albert. V. loi 191. — Ouverture d'un crédit de 40.000 francs sur le chapitre 7, 1^{re} section, du budget de l'exercice 1895, et annulation d'une somme égale sur le chapitre 60 du même exercice. V. loi 310. — Crédit extraordinaire de 250.000 francs, sur l'exercice 1895, pour la construction d'un monument en l'honneur des morts de la Défense nationale. V. loi 335.

GREUSE. — Emprunt. V. loi 165. — Imposition extraordinaire (0 fr. 03). V. loi 197. — Imposition extraordinaire. V. loi 198.

CRIMES ET DÉLITS concernant la défense nationale. V. loi 2. — Modification de certaines règles de l'instruction préalable. V. loi 170.

CUMUL. — Suppression. V. loi 296.

DANELLE-BERNARDIN. Haute-Marne. — Demande un congé [31 janvier] (J.O., c.r., p. 27). — Dépose une pétition des propriétaires et viticulteurs de la commune d'Ambouville (Haute-Marne) [28 février] (J.O., c.r., p. 103). — Dépose, de concert avec MM. Bizot de Fonteny et Darbot, une pétition d'un certain nombre d'habitants de la commune de Laneuville [7 mars] (J.O., c.r., p. 159). — Dépose, de concert avec MM. Bizot de Fonteny et Darbot, une pétition d'un certain nombre de propriétaires et cultivateurs des communes d'Isomes et Montsaugeon (Haute-Marne) [14 mars] (J.O., c.r., p. 176). — Dépose, de concert avec MM. Bizot de Fonteny et Darbot, une pétition d'un certain nombre de propriétaires vigneron de la commune de Chatoillenot (Haute-Marne) [18 mars] (J.O., c.r., p. 203). — Dépose une pétition du Comice agricole du canton de Longeau (Haute-Marne) [29 mars] (J.O., c.r., p. 289). — Membre de Commissions (F. 3, 23, 52; J.O., p. 168, 1365, 3270).

DARBOT. Haute-Marne. — Est entendu dans la discussion en 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but, soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par un décret impérial, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités [12 février] (A., t. I, p. 61; J.O., c.r., p. 56). — Dépose une pétition des propriétaires et viticulteurs de la commune d'Ambouville [28 février] (J.O., c.r., p. 103). —

Prend part à la discussion en 2^e délibération de la proposition relative à la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités [5 mars] (A., t. I, p. 162; J.O., c.r., p. 137). — Parle dans la discussion de la même proposition de loi. Dépose, de concert avec MM. Bizot de Fonteny et Danelle-Bernardin, une pétition d'un certain nombre d'habitants de la commune de Lancuville [7 mars] (A., t. I, p. 174; J.O., c.r., p. 147, 159). — Prend part à la discussion en 2^e délibération de la proposition de loi sur les abattoirs publics, leur création, surtout dans les petites localités. Dépose une pétition, de concert avec MM. Bizot de Fonteny et Danelle-Bernardin, d'un certain nombre de propriétaires et cultivateurs des communes d'Isomes et Montsaugéon [11 mars] (A., t. I, p. 192; J.O., c.r. p. 163, 176). — Dépose une pétition, de concert avec MM. Bizot de Fonteny et Danelle-Bernardin, d'un certain nombre de propriétaires vigneronns de la commune de Chatoillenot (Haute-Marne) [18 mars] (J.O., c.r., p. 203). — Dépose deux pétitions, de concert avec M. Brunet: la 1^{re}, de vétérinaires chefs de service de la garnison de Lunéville (Meurthe-et-Moselle); la 2^e, de M. E. Decroix, président de la réunion des vétérinaires militaires [25 mars] (J.O., c.r., p. 250). — Dépose une pétition du Comice agricole du canton de Longeau (Haute-Marne) [29 mars] (J.O., c.r., p. 289). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère de la Guerre de l'exercice 1895 [3 avril] (A., t. I, p. 396; J.O., c.r., p. 333). — Dépose le rapport, et en donne lecture, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, portant modification des lois du 21 juillet 1881 et du 2 août 1884, relatives aux ventes et échanges d'animaux domestiques [9 juillet] (A., t. II, p. 285; J.O., c.r., p. 786; I. 176). — Membre de Commissions (F. 3, 23; J.O., p. 168, 1365).

DAUPHIN. Somme. — Dépose le rapport sur une proposition de loi relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère [24 janvier] (A., t. I, p. 23; J.O., c.r., p. 21; I. 8). — Est entendu dans la discussion [18 mars] (A., t. I, p. 239; J.O., c.r., p. 200) [19 mars] (A., t. I, p. 247; J.O., c.r., p. 208) [21 mars] (A., t. I, p. 264; J.O., c.r., p. 222) [22 mars] (A., t. I, p. 272; J.O., c.r., p. 229) [25 mars] (A., t. I, p. 282; J.O., c.r., p. 237). — Dépose le rapport, et en donne lecture, de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet le règlement provisoire de la situation financière du protectorat de l'Annam et du Tonkin et des dépenses de l'expédition du Siam. Est entendu dans la discussion [11 avril] (A., t. I, p. 621; J.O., c.r., p. 512; I. 92). — Parle dans la discussion de la proposition de loi relative aux droits des enfants naturels dans la

succession de leurs père et mère [21 juin] (A., t. II, p. 132; J.O., c.r., p. 655) [27 juin] (A., t. II, p. 169; J.O., c.r., p. 684). — Dépose le rapport, et en donne lecture, sur le projet de loi portant modification de la loi du 11 janvier 1892 (Tarif des douanes). Est entendu dans la discussion [11 juillet] (A., t. II, p. 303; J.O., c.r., p. 794; I. 181).

DEANDREIS. Hérault. — Rapport de M. Gaillard sur son élection. — Est proclamé sénateur [7 avril] (A., t. I, p. 511; J.O., c.r., p. 422). — Membre d'une Commission (F. 59; J.O., 3524).

DECAUVILLE. Seine-et-Oise. — Membre de Commissions (F. 35, 51; J.O., p. 1892, 3254).

DÉCÈS. — MM. Decroix (Loire-Inférieure), Le Monnier (Sarthe), Griffé (Hérault), La Sicotière (de) (Orne), Merlin (Nord), Général d'Andigné (Maine-et-Loire), Frédéric Petit (Somme), Richaud (Basses-Alpes), Sébire (Manche), Drouillard (Finistère).

DECROIX. Loire-Inférieure. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [8 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1).

DÉFENSE NATIONALE. — Crimes et délits concernant la V, loi 2.

DELLESTABLE. Corrèze. — Est appelé par son âge à la formation du bureau, comme Secrétaire provisoire, à l'ouverture de la session ordinaire [8 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen des propositions de lois : 1^o de M. Maxime Lecomte sur le service militaire des membres du Sénat et de la Chambre des Députés; 2^o de M. Fabre sur les obligations des membres du Parlement relatives au service militaire (J.O., p. 394; F. 7). — Est nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Marcel Barthé, ayant pour objet de prévenir les conflits entre le Sénat et la Chambre des Députés, en remplacement de M. Lecherbonnier (J.O., p. 3407; F. 56). — Secrétaire de la Commission d'intérêt local (J.O., p. 3553; F. 60). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Tulle à emprunter 57.400 francs [2 juillet] (A., t. II, p. 200; J.O., c.r., p. 709; Fa. 136, n^o 293). — Dépose quatre rapports sur les projets de lois tendant à autoriser à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite : le 1^{er}, le département de la Vendée; le 2^e, le département du Var; le 3^e, le département de la Haute-Loire; le 4^e, le département de l'Ariège. Dépose le

rapport de la 5^e Commission d'intérêt local sur un projet de loi tendant à approuver des engagements de la ville de Rouen (Seine-Inférieure) [4 juillet] (A., t. II, p. 213; J.O., c.r., p. 721; Fa. 143, n^{os} 313, 314, 315, 316, 317). — Dépose le rapport sur un projet de loi tendant à autoriser la ville de Tulle (Corrèze) à emprunter une somme de 27.335 fr [9 juillet] (A., t. II, p. 300; J.O., c.r., p. 791; Fa. 167, n^o 378). — Dépose neuf rapports sur les projets de lois tendant à autoriser : le département de la Marne à s'imposer extraordinairement : le 1^{er}, pour le service de la mendicité, 1 centime; le 2^e, 1 centime (chemins vicinaux); le 3^e, pour le service des enfants assistés, 2 centimes; le 4^e, 1 centime (chemins de grande communication); le 5^e, 2 centimes; le 6^e, 25 centime; le 7^e, le département de la Somme à s'imposer extraordinairement 1 centime (chemins vicinaux); le 8^e, le département de l'Yonne à s'imposer extraordinairement 3 centimes; le 9^e, le département de l'Aude à modifier partiellement l'affectation de deux impositions extraordinaires et d'un emprunt [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 820; Fa. 180, 181, 182; n^{os} 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 56, 59, 60; J.O., p. 168, 254, 3407, 3524, 3558).

DELOBEAU. Finistère. — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par un décret impérial, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités. Présente sur l'article premier un amendement, de concert avec M. Thévenet, qui n'est pas pris en considération [7 mars] (A., t. I, p. 177; J.O., c.r., p. 150, 155). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère de la Marine pour l'exercice 1895 [3 avril] (A., t. I, p. 415; J.O., c.r., p. 345). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 12, 23, 47, 59, 66; J.O., p. 168, 254, 697, 1365, 3003, 3524, 3895).

DELPECH. Ariège. — Secrétaire de la Commission de l'armée (J.O., p. 394; F. 7). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministère de la Guerre un crédit extraordinaire pour les funérailles du maréchal Canrobert [1^{er} février] (A., t. I, p. 36; J.O., c.r., p. 33). — Fait une rectification au procès-verbal [5 février] (A., t. I, p. 43; J.O., c.r., p. 39). — Prend part à la discussion de la proposition de loi sur le service militaire des membres du Sénat et de la Chambre des Députés. Présente sur l'article 2 un amendement qui est rejeté [5 mars] (A., t. I,

p. 151; J.O., c.r., p. 128). — Rapporteur de la Commission des congés, (J.O., p. 3553; F. 60). — Dépose le rapport sur le projet de loi portant modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889-1890, sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 698; I. n° 148). — Prend part à la discussion de la proposition de loi portant modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères [5 juillet] (A., t. II, p. 235; J.O., c.r., p. 737). — Membre de Commissions (F. 6, 12, 28, 59, 60; J.O., p. 254, 697, 1543, 3524, 3558).

DÉMISSIONS. — M. le Président donne lecture de la lettre de M. Audiffred, député, élu sénateur de la Loire, qui donne sa démission [21 janvier] (A., t. I, p. 17; J.O., c.r., p. 17). — M. Gadaud, nommé Ministre de l'Agriculture, donne sa démission de Secrétaire du bureau du Sénat [31 janvier] (A., t. I, p. 29; J.O., c.r., p. 27).

DEMÔLE. Saône-et-Loire. — Adresse à M. le Président une lettre par laquelle il informe le Sénat qu'il décline toute candidature nouvelle de Vice-Président aux élections prochaines pour le renouvellement du bureau, à l'occasion de l'ouverture de la session ordinaire [10 janvier] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 5). — Élu membre de la Commission de la Haute-Cour de Justice, en remplacement de M. Trarieux, Ministre de la Justice. Parle dans la discussion de la proposition de loi ayant pour but soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par un décret impérial, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités [8 février] (A., t. I, p. 62; J.O., c.r., p. 43, 49). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, rendant applicable aux étrangers, en matière commerciale, l'article 166 du Code de procédure civile, relatif à la caution *judicatum solvi* [22 février] (A., t. I, p. 118; J.O., c.r., p. 102). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [11 mars] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 176). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère. Présente et développe un contre-projet qui n'est pas adopté [18 mars] (A., t. I, p. 233; J.O., c.r., p. 196) [19 mars] (A., t. I, p. 246; J.O., c.r., p. 207) [22 mars] (A., t. I, p. 276; J.O., c.r., p. 232). — Présente et développe, sur l'article 16, un amendement qui est rejeté [25 mars] (A., t. I, p. 280; J.O., c.r., p. 235). — Dépose les rapports sur : 1° la proposition de loi de M. Merlin et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre

ou de cesser le travail dans les exploitations de l'État et dans les Compagnies de chemins de fer; 2° le projet de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les services publics de l'État [10 juin] (A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 579; L. 121). — Membre de Commissions (F. 3, 4, 6, 14; J.O., p. 168, 697, 3992).

DEMOULINS DE RIOLS. Landes. — Président de la 2^e Commission des pétitions (J.O., p. 956; F. 15). — Président de la Commission relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne (J.O., p. 3338; F. 53). — Membre de Commissions (F. 14, 23, 52; J.O., p. 833, 1365, 3270).

DÉPORTATION (Lieux de). — Modification de la loi du 23 mars 1872. V. loi 20.

DEPREUX. Nord. — Rapport de M. Anglès sur son élection. Est proclamé sénateur [27 juin] (A., t. II, p. 166; J.O., c.r., p. 682).

DESMONS. Gard. — Dépose une pétition de la Société scientifique et littéraire d'Alais (Gard) [18 mars] (J.O., c.r., p. 203). — Est nommé membre de la Commission relative à la proposition de loi de M. Marcel Barthe, sur les conditions d'admission et d'avancement dans les fonctions publiques, en remplacement de M. Parent, décédé (J.O., p. 3442; F. 57). — Demande un congé [28 juin] (J.O., c.r., p. 707). — Membre de Commissions (F. 23, 57; J.O., p. 1365, 1342).

DETHOU. Yonne. — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 19).

DEVELLE. Meuse. — Élu membre suppléant de la Commission de la Haute-Cour de Justice [14 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 12). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Chambéry (Savoie) à emprunter une somme de 2.438.340 francs et à s'imposer extraordinairement [11 mars] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 161; Fa. 34, n° 66). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, tendant à autoriser le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt de 102.900 francs; le 2^e, portant création de surtaxes à l'octroi de Villefranche (Alpes-Maritimes) [14 mars] (A., t. I, p. 223; J.O., c.r., p. 189; Fa. 41, n° 82, 83). — Membre de Commissions (F. 6, 14, 67; J. O., p. 254, 833, 3963).

DEVÈS. Cantal. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 833).

DIANCOURT. Marne. — Demande un congé [4 mars] (J.O., c.r., p. 123) [11 mars] (J.O., c.r., p. 176). — Membre d'une Commission (F. 47; J.O., p. 3003).

DIETZ-MONNIN. Inamovible. — Président de la 2^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 956; F. 15). — Membre de Commissions (F. 4, 14; J.O., p. 198, 833).

DIJON. — Emprunt de la Chambre de commerce et imposition extraordinaire. V. loi 241.

DORDOGNE. — Emprunt. V. loi 101. — Imposition extraordinaire. V. loi 260.

DOUANES. — Modification de la loi du 11 janvier 1892. V. loi 297.

DROME. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 72.

DROUHET. Réunion. — Président de la 1^{re} Commission d'intérêt local (J.O., p. 198; F. 4). — Président de la 2^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 956; F. 15). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'impôt des prestations [28 février] (A., t. I, p. 105; J.O., c.r., p. 100). — Prend part à la discussion de la proposition de loi sur le service militaire des membres du Sénat et de la Chambre des Députés [5 mars] (A., t. I, p. 150; J.O., c.r., p. 127). — Demande, d'accord avec M. Isaac, que les dispositions de la loi sur les enfants naturels soient applicables aux colonies [25 mars] (A., t. I, p. 281; J.O., c.r., p. 238). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget des colonies pour l'exercice 1895, et prend part à l'interpellation de M. Isaac sur l'administration des colonies [5 avril] (A., t. I, p. 463; J.O., c.r., p. 383). — Parle sur le procès-verbal [8 avril] (A., t. I, p. 533; J.O., c.r., p. 439). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi rendant la loi militaire applicable à l'île de la Réunion. Présente un amendement qui n'est pas adopté [5 juillet] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 739). — Fait une rectification au procès-verbal [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 755). — Membre de Commissions (F. 3, 12, 14, 23, 68; J.O., p. 168, 697, 833, 1365, 3992).

DROUILLARD. Finistère. — M. le Président annonce son décès [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 843). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 168).

DRUMEL. Ardennes. — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération sur la proposition de loi relative à la réforme du régime des prestations [12 mars] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 179). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère [22 mars] (A., t. I, p. 271; J.O., c.r., p. 228). — Parle dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [11 juin] (A., t. II, p. 54; J.O., c.r., p. 596) [13 juin] (A., t. II, p. 65; J.O., c.r., p. 608). — Membre de Commissions (F. 4, 14, 23, 47, 59, 60; J.O., p. 198, 833, 1365, 3003, 3524, 3558).

DUFOUSSAT. Creuse. — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés: le 1^{er}, tendant à autoriser la ville de Carcassonne (Aude) à emprunter une somme de 18.216 fr. 90; le 2^e, portant création de surtaxe à l'octroi de Caunterets (Hautes-Pyrénées) [26 mars] (A., t. I, p. 300; J.O., c.r., p. 251; Fa. 63, 64, n^{os} 123, 124). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 [2 avril] (A., t. I, p. 379; J.O., c.r., p. 315). — Dépose quatre rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, et tendant à autoriser: le 1^{er}, la ville de Niort (Deux-Sèvres) à emprunter une somme de 300.000 francs; le 2^e, le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 3^e, le département de la Creuse à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 4^e, le département de la Creuse à s'imposer extraordinairement 3 centimes (chemins vicinaux [21 juin] (A., t. II, p. 127; J.O., c.r., p. 651; Fa. 120, n^{os} 244, 245, 246, 247). — Dépose trois rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser: le 1^{er}, la ville de Châlons-sur-Marne à emprunter une somme de 500.000 francs et à percevoir une surtaxe d'octroi; le 2^e, le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 3^e, le département de Lot-et-Garonne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite [25 juin] (A., t. II, p. 146; J.O., c.r., p. 665; Fa. 124, n^{os} 258, 259, 260). — Est nommé membre de la Commission relative à la vente et aux échanges d'animaux domestiques, en rem-

placement de M. Parry (J.O., p. 3827; F. 64). — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, autorisant à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite : le 1^{er}, le département de la Haute-Vienne; le 2^e, le département des Basses-Pyrénées; le 3^e, le département du Jura; le 4^e, le département de la Loire [8 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 764; Fa. 159, n^{os} 361, 362, 363, 364). — Membre de Commissions (F. 3, 14, 23, 47, 52, 60, 64; J.O., p. 168, 833, 1365, 3003, 3270, 3558, 3827).

DULAC. Saône-et-Loire. — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, tendant à autoriser la ville d'Épernay (Marne) à emprunter une somme de 560.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2^e, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Saint-Cloud (Seine-et-Oise); le 3^e, tendant à établir d'office sur la commune de Podensac (Gironde) une imposition extraordinaire; le 4^e, tendant à autoriser le département de la Loire à s'imposer extraordinairement, pendant les années 1895 et 1896, 4 centimes additionnels [24 janvier] (A., t. I, p. 23; J.O., c.r., p. 21; Fa. 1, n^{os} 1, 2, 3, 4). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1^{er}, à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Agnet (Landes); le 2^e, à autoriser la ville de Toulouse (Haute-Garonne) à emprunter une somme de 43.409 francs [12 février] (A., t. I, p. 67; J.O., c.r., p. 61; Fa. 10, n^{os} 18, 19). — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne); le 2^e, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Rennes (Ille-et-Vilaine); le 3^e, tendant à distraire de la commune de Saint-Germain-Laprade, canton du Puy Sud-Est, arrondissement du Puy (Haute-Loire), la section de Blavosy pour l'ériger en commune distincte; le 4^e, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Ploudivy (Finistère) [18 février] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 71; Fa. 12, 13, n^{os} 21, 22, 23, 24). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes : le 1^{er}, à l'octroi de Plougouvelin (Finistère); le 2^e, à l'octroi de Scaër (Finistère); le 3^e, à l'octroi de Brest (Finistère) [19 janvier] (A., t. I, p. 82; J.O., c.r., p. 74; Fa. 15, n^{os} 27, 28, 29). — Dépôt et lecture des rapports sur six projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1^{er}, à autoriser une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Ploudaniel (Finistère); le 2^e, à autoriser une surtaxe d'octroi sur l'alcool à la Roche-Maurice (Finistère); le 3^e, à autoriser une prorogation de surtaxe d'octroi à Ploudalmézeau (Finistère); le 4^e, à autoriser la commune de Pouldergat

(Finistère) à proroger une surtaxe d'octroi sur l'alcool; le 5^e, à autoriser une prorogation de surtaxe sur les vins à l'octroi de la commune de Pont-de-Beauvoisin (Isère); le 6^e, à autoriser des surtaxes à l'octroi de la commune d'Ernéc (Mayenne) [22 février] (A., t. I, p. 86; J.O., c.r., p. 77; Fa. 18, 19, n^{os} 33, 34, 35, 36, 37, 38). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montélimar à emprunter une somme de 20.000 francs [28 février] (A., t. I, p. 115; J.Q., c.r., p. 101; Fa. 22, n^o 46). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser la commune de Bricquebec, canton de Bricquebec (Manche), en trois municipalités distinctes [11 mars] (A., t. I, p. 190; J.O., c.r., p. 161; Fa. 30, n^o 60). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange d'immeubles entre l'État et la ville de Besançon [12 mars] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 179; Fa. 36, n^o 63). — Secrétaire de la 3^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 1404; F. 24). — Dépose les rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Saint-Amand (Nord); le 2^e, tendant à autoriser la ville de Melun (Seine-et-Marne) à emprunter une somme de 1.402.308 francs, à s'imposer extraordinairement et à percevoir une surtaxe d'octroi [18 mai] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 203; F. 45, n^{os} 91, 92). — Dépose les rapports faits : le 1^{er}, au nom de la 2^e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à créer une imposition d'office à la section de Chantillac, dépendant de la commune de Ceyszac (Haute-Loire); le 2^e, au nom de la 3^e Commission d'intérêt local chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Saône-et-Loire à contracter un emprunt de 121.200 francs [21 mars] (A., t. I, p. 257; J.O., c.r., p. 217; Fa. 52, 53, n^{os} 102, 103). — Dépose les rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant prorogation : le 1^{er}, de surtaxe à l'octroi de Rambervilliers (Vosges); le 2^e, de surtaxes à l'octroi des Sables-d'Olonne (Vendée); le 3^e, portant création de surtaxe à l'octroi de Forcalquier (Basses-Alpes); le 4^e, tendant à autoriser le département du Var à contracter un emprunt de 87.210 francs [22 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 233; Fa. 55, 56, n^{os} 108, 109, 110, 111). — Dépose les rapports sur huit projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département d'Ille-et-Vilaine à contracter un emprunt de 200.000 francs; le 2^e, le département de la Drôme à contracter un emprunt de 292.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 78); le 3^e, le département de la Loire à contracter un emprunt de 276.600 francs; le 4^e, la ville du

Mans (Sarthe) à emprunter une somme de 1.480.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 fr. 11); le 5^e, le département des Basses-Alpes à contracter un emprunt de 66.317 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 43); le 6^e, le département de la Lozère à contracter un emprunt de 121.600 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 90); le 7^e, la création de surtaxe à l'octroi de Vidauban (Var); le 8^e, la prorogation de surtaxes à l'octroi de Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard) [25 mars] (A., t. I, p. 288; J.O., c.r., p. 242; Fa. 57, 58, 59, 60, n^{os} 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1^{er}, à autoriser le département du Finistère à contracter un emprunt de 35.747 francs pour la construction des chemins vicinaux; le 2^e, à approuver un engagement de la ville de Toulouse (Haute-Garonne); le 3^e, à autoriser le département de la Corrèze à contracter un emprunt de 129.000 francs pour la construction des chemins vicinaux [26 mars] (A., t. I, p. 300; J.O., c.r., p. 251; Fa. 61, n^{os} 120, 121, 122). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de l'Ariège à contracter un emprunt de 58.500 francs; le 2^e, le département de l'Hérault à contracter un emprunt de 342.686 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 36); le 3^e, le département de la Charente à contracter un emprunt de 40.000 francs) [28 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 275; Fa. 69, n^{os} 134, 135, 136). — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de Vaucluse à emprunter 41.250 francs; le 2^e, le département de la Dordogne à emprunter 141.000 francs; le 3^e, le département du Morbihan à emprunter 98.170 francs; le 4^e, le département de la Haute-Garonne à emprunter 120.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 125) [29 mars] (A., t. I, p. 345; J.O., c.r., p. 288; Fa. 70, n^{os} 137, 138, 139, 140). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1^{er}, à ériger la commune de Biarritz (Basses-Pyrénées) en chef-lieu d'un nouveau canton; le 2^e, à établir d'office sur la commune de Conca (Corse) une imposition extraordinaire; le 3^e, à autoriser le département de la Manche à contracter un emprunt de 88.664 francs [2 avril] (A., t. I, p. 394; J.O., c.r., p. 327; Fa. 77, n^{os} 150, 151, 152). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1^{er}, à autoriser le département de l'Yonne à emprunter une somme de 425.246 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2^e, à autoriser le département des Hautes-Alpes à emprunter une somme de 66.400 francs [3 avril] (A., t. I, p. 395; J.O., c.r., p. 329; Fa. 78, n^{os} 153, 154). — Dépose les rapports sur deux

projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1^{er}, à autoriser le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt de 135.000 francs; le 2^e, à distraire de Saint-Christoly-et-Conquèques, canton et arrondissement de Lesparre (Gironde), la section de Conquèques pour l'ériger en commune distincte [4 avril] (A., t. I, p. 420; J.O., c.r., p. 349; Fa. 81, 82, n^{os} 158, 159). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes : le 1^{er}, à l'octroi de Pont-l'Abbé (Finistère); le 2^e, à l'octroi de Bourbourg (Nord); le 3^e, à l'octroi de Chatenay-sur-Loire (Loire-Inférieure) [5 avril] (A., t. I, p. 448; J.O., c.r., p. 371; Fa. 87, n^{os} 165, 166, 167). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, portant création d'une surtaxe à l'octroi de Plouigneau (Finistère); le 2^e, portant prorogation de surtaxes à l'octroi d'Halluin (Nord); le 3^e, tendant à autoriser le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement [6 avril] (A., t. I, p. 474; J.O., c.r., p. 391; Fa. 88, n^{os} 168, 169, 170). — Dépose le rapport sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Loir-et-Cher à contracter un emprunt de 34.300 francs [9 avril] (A., t. I, p. 563; J.O., c.r., p. 463; Fa. 98, n^o 182). — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, la ville de Saint-Germain-en-Laye à emprunter une somme de 400.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2^e, le département de la Creuse à contracter un emprunt de 100.000 francs; le 3^e, la ville de Brest (Finistère) à emprunter une somme de 1.750.000 francs; le 4^e, le département de l'Aveyron à contracter un emprunt de 263.800 francs [10 avril] (A., t. I, p. 609; J.O., c.r., p. 502; Fa. 102, n^{os} 192, 193, 194, 195). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, portant érection en commune de la section de la Pointe-des-Galets, commune de la Possession (Réunion); le 2^e, tendant à autoriser le département du Lot à s'imposer extraordinairement (0 fr. 11); le 3^e, tendant à autoriser le département de l'Ardèche à contracter un emprunt de 214.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 754) [11 avril] (A., t. I, p. 616; J.O., c.r., p. 508; Fa. 103, 104; n^{os} 196, 199, 200). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Garonne à modifier l'affectation d'une partie de l'emprunt de 2 millions de francs autorisé par la loi du 21 juillet 1892 [14 juin] (A., t. II, p. 81; J.O., c.r., p. 603; Fa. 114, n^{os} 229). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, autorisant : 1^o la Chambre de commerce de Dijon (Côte-d'Or) à emprunter 162.000 francs en vue de subvenir aux frais d'installation d'une Bourse

de commerce; 2^e la perception d'une imposition extraordinaire additionnelle à la contribution des patentes pour faire face à l'amortissement de cet emprunt; le 2^e, relatif à une transaction entre l'État et les consorts de Marcellus; le 3^e, tendant à autoriser le département du Calvados à contracter un emprunt de 100.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 81) [4 juillet] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 721; Fa. 142, nos 310, 311, 312). — Dépose les rapports sur cinq projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser: le 1^{er}, le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement (1 c. 65); le 2^e, le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 3^e, le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 4^e, le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement 6 centimes (routes départementales); le 5^e, le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite [5 juillet] (A., t. II, p. 248; J.O., c.r., p. 749; Fa. 148, nos 327, 328, 329, 330, 331). — Dépose les rapports sur neuf projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser: le 1^{er}, le département de la Seine-Inférieure à créer des ressources extraordinaires en vue de contribuer aux travaux d'amélioration du port du Havre et de la basse Seine; le 2^e, le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 3^e, le département du Cher à s'imposer extraordinairement 1 c. 24 (chemin de fer d'intérêt local); le 4^e, la ville de Libourne (Gironde) à emprunter une somme de 175.000 francs; le 5^e, le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement 4 centimes (chemins vicinaux ordinaires); le 6^e, la ville de Saint-Lô (Manche) à emprunter une somme de 200.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 7^e, le département de la Dordogne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 8^e, le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement 2 c. 50; le 9^e, le département de la Loire-Inférieure à emprunter 1.474.000 francs et à s'imposer extraordinairement 1 c. 50 [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; Fa. 152, nos 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349). — Dépose les rapports sur sept projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser: le 1^{er}, la ville de Bône (département de Constantine) à contracter un emprunt de 300.000 francs; la ville d'Oran (Algérie) à emprunter une somme de 50.000 francs; le 3^e, le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 4^e, le département de l'Indre à contracter un emprunt de 89.500 francs et à s'imposer extraordinairement; le 5^e, le département d'Indre-et-Loire à

s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 6^e, le département de la Haute-Garonne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 7^e, le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement de 2 centimes [9 juillet] (A., t. II, p. 300; J.O., c.r., p. 791; Fa. 168, 169, n^{os} 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385). — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement en vue de l'assistance des enfants légitimes issus de familles pauvre; le 2^e, le département de Seine-et-Marne à s'imposer de l c. 68 pour chemins de fer d'intérêt local; le 3^e, la ville de Nantes à emprunter une somme de 95.000 francs et à s'imposer extraordinairement de 293 millièmes de centime; le 4^e, portant création d'un 3^e canton à Tourcoing (Nord) [11 juillet] (A., t. II, p. 303; J.O., c.r., p. 794; Fa. 173, n^{os} 388, 389, 390, 391). — Dépose quatre rapports faits au nom de la 5^e Commission d'intérêt local, chargée d'examiner les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département des Landes à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 2^e, le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 3^e, le département de l'Hérault à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une caserne de gendarmerie à Montpellier; le 4^e, le département de la Loire-Inférieure à créer des ressources extraordinaires pour le paiement de subventions allouées en faveur de chemins de fer d'intérêt général [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 820; Fa. 179, n^{os} 406, 407, 408, 409). — Membre de Commissions (F. 14, 23, 59; J.O., p. 833, 1365, 3524).

DUMON. Inamovible. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 833).

DUPOUY. Gironde. — Membre d'une Commission (F. 59; J.O., p. 3524).

DUPUY (Jean). Hautes-Pyrénées. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère des Colonies sur l'exercice 1895 [5 avril] (A., t. I, p. 466; J.O., c.r., p. 386) [6 avril] (A., t. I, p. 499; J.O., c.r., p. 411) [7 avril] (A., t. I, p. 504; J.O., c.r., p. 433). — Membre de Commissions (F. 10, 14, 51, 52; J.O., p. 615, 833, 3254, 3270).

DUPUY-DUTEMPS, *Ministre des Travaux publics.* — Est entendu dans la discussion de l'interpellation de M. Couteaux, adressée à M. le Ministre des Travaux publics, sur les résultats des conventions de 1883

[26 mars] (A., t. I, p. 311; J.O., c.r., p. 261). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des Travaux publics pour l'exercice 1895 [6 avril] (A., t. I, p. 477; J.O., c.r., p. 394). — Répond aux observations de M. Franck Chauveau, sur les dépenses exagérées que coûtent certaines lignes de chemins de fer improductives [10 avril] (A., t. I, p. 606; J.O., c.r., p. 499). — Déclare qu'un règlement d'administration publique déterminera les conditions de la répartition de la somme votée pour la bonification de la pension des cantonniers [12 avril] (J.O., c.r., p. 543). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France pour la modification des contrats qui lient cette Compagnie à l'État [18 juin] (A., t. II, p. 110; J.O., c.r., p. 638). — Répond à la question de M. Gauthier, sur la situation des Canaux du Midi [27 juin] (A., t. II, p. 173; J.O., c.r., p. 687). — Demande la mise à l'ordre du jour de la prochaine séance de la discussion de la convention conclue avec la Compagnie des chemins de fer du Sud [28 juin] (A., t. II, p. 196; J.O., c.r., p. 707). Est entendu dans la discussion [2 juillet] (A., t. II, p. 200; J.O., c.r., p. 710). — Répond à l'interpellation de M. Baudens, relative aux travaux publics et aux expertises qui ont eu lieu dans le département des Alpes-Maritimes [12 juillet] (A., t. II, p. 347; J.O., c.r., p. 830).

DURAND. Lot-et-Garonne. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune de Blida (département d'Alger) à convertir un emprunt de 1.133.261 fr. [4 mars] (A., t. I, p. 129; J.O., c.r., p. 110; Fa. 23, n° 47). — Membre de Commissions (F. 3, 35, 47; J.O., p. 168, 1892, 3003).

DURAND-SAVOYAT. Isère. — Dépose une proposition de loi relative aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures [31 janvier] (A., t. I, p. 29; J.O., c.r., p. 26; I. 11). — Est élu Secrétaire [5 février] (A., t. I, p. 44; J.O., c.r., p. 39). — Fait une rectification au procès-verbal [12 mars] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 179). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des Travaux publics pour l'exercice 1895 [7 avril] (A., t. I, p. 513; J.O., c.r., p. 424). — Demande un congé [4 juillet] (J.O., c.r., p. 735). — Membre de Commissions (F. 3, 52; J.O., p. 168, 3270).

DUSOLIER. Dordogne. — Élu membre de la Haute-Cour de Justice [14 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 12). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 254).

DUTREIL. Mayenne. — Adresse à M. le Président d'âge une lettre par laquelle il décline toute candidature nouvelle, aux prochaines élections, comme Secrétaire du bureau, à l'occasion de l'ouverture de la session ordinaire [8 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Adresse à M. Hanotaux, au cours de la discussion du budget du Ministère des Affaires étrangères, une question sur l'inégalité de traitement appliqué aux vins français à leur importation en Autriche-Hongrie et en Italie [5 avril] (A., t. I, p. 451; J.O., c.r., p. 389).

ÉCHANGES. — Besançon. V. loi 57. — Prémian. V. loi 58. — De terrains entre l'État et M. Lecler. V. loi 302. — De terrains entre l'État et M. Sallé. V. loi 303.

ELBEUF. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 147.

ÉLECTIONS SÉNATORIALES. — MM. Monier (Bouches-du-Rhône), Audiffred (Loire), Tillaye (Calvados), Parissot (Eure), Teisserenc de Bort (Haute-Vienne), Girard (Deux-Sèvres), Legludic (Sarthe), Le Cour Grandmaison (Loire-Inférieure), Bourganel (Loire), Philippe Blanc (Loire), Deandreis (Hérault), Fleury (Orne), Depreux (Nord), de Blois (Maine-et-Loire), Froment (Somme).

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE. — Établissement des conducteurs autres que les conducteurs télégraphiques et téléphoniques. V. loi 212.

ENFANTS NATURELS. — Leurs droits dans la succession de leurs père et mère. V. loi 7.

EPERNAY. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 8.

ERNÉE. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 55.

ESPIONNAGE et trahison. — V. loi 331.

EURE-ET-LOIR. — Imposition extraordinaire. V. loi 249.

FABRE (Joseph). Ancyron. — Dépose le rapport : 1° sur la proposition de loi de M. Maxime Lecomte, sur le service militaire des membres du Sénat et de la Chambre des Députés; 2° sur la proposition de loi de M. Joseph Fabre, sur les obligations des membres du Parlement relatives au service militaire [12 février] (A., t. I, p. 57; J.O., c.r., p. 55; I. 23). Est entendu, comme rapporteur, dans la discussion de cette

proposition de loi [22 février] (A., t. I, p. 87; J.O., c.r., p. 78) [5 mars] (A., t. I, p. 150; J.O., c.r., p. 128). — Dépose la proposition de loi sur le fonctionnement parlementaire en temps de guerre [12 mars] (A., t. I, p. 221; J.O., c.r., p. 187; I. 40). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, pour l'exercice 1895 [4 avril] (A., t. I, p. 429; J.O., c.r., p. 356). — Demande un congé [11 avril] (J.O., c.r., p. 518). — Dépose le rapport sur sa proposition de loi sur le fonctionnement parlementaire en temps de guerre [14 juin] (A., t. II, p. 81; J.O., c.r., p. 613; I. 126). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, relative aux obligations militaires des membres du Parlement [9 juillet] (A., t. II, p. 300; J.O., c.r., p. 791; I. 178) [12 juillet] (A., t. II, p. 348; J.O., c.r., p. 832). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 10, 14, 23, 47; J.O., p. 163, 254, 615, 833, 1365, 3003).

FACULTÉS DE DROIT. — Retribution des étudiants pour les conférences dans les. V. loi 311.

FALLIÈRES. Lot-et-Garonne. — Membre de Commissions (F. 52, 59; J.O., p. 3270, 3524).

FARINOLE. Corse. — Demande que le Sénat fixe le jour de l'interpellation qu'il a déposée, le 10 décembre dernier, relative à la situation judiciaire en Corse [25 mars] (A., t. I, p. 297; J.O., c.r., p. 249). Développe son interpellation [28 mars] (A., t. I, p. 314; J.O., c.r., p. 264). — Membre d'une Commission (F. 47; J.O., p. 3003).

FAURE (FÉLIX). — Est élu Président de la République, par l'Assemblée nationale réunie à Versailles, en remplacement de M. Casimir-Perier, démissionnaire [17 janvier] (A. N. I, p. 5; J.O., c.r., p. 1).

FAYARD. Drôme. — Membre d'une Commission (F. 47; J.O., p. 3003).

FINISTÈRE. — Emprunt. V. loi 95. — Imposition extraordinaire. V. loi 196.

FLEURY (Paul). Orne. — Rapport de M. Buvignier sur son élection. Est proclamé sénateur [28 mai] (A., t. II, p. 17; J.O., c.r., p. 559). — Est nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Marcel Barthe, ayant pour objet de prévenir les

conflits entre le Sénat et la Chambre des Députés, en remplacement de M. de La Sicotière, décédé (J.O., p. 3407; F. 56). — Membre d'une Commission (F. 56; J.O., p. 3407).

FLOQUET. Seine. — Demande un congé [31 janvier] (J.O., c.r., p. 27). — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet soit de compléter le règlement des abattoirs publics, autorisés par décret impérial, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités [11 mars] (A., t. I, p. 198; J.O., c.r., p. 166). — Prend part à la discussion du projet de résolution déposé par M. Le Royer, tendant à l'impression et à l'affichage du discours que M. Loubet, *président de la Commission des finances*, a prononcé au cours de la discussion générale du budget de l'exercice 1895 [3 avril] (A., t. I, p. 397; J.O., c.r., p. 345). — Parle dans la discussion générale du projet de loi concernant les responsabilités dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [10 juin] (A., t. II, p. 46; J.O. c.r., p. 585) [11 juin] (A., t. II, p. 52; J.O., c.r., p. 590) [13 juin] (A., t. II, p. 73; J.O., c.r., p. 607). — Membre de Commissions (F. 14, 47; J.O., p. 833, 3003).

FOLLIET. Haute-Savoie. — Secrétaire de la 3^e Commission des pétitions (J.O., p. 1404; F. 24). — Est entendu dans la discussion de la loi de finances sur l'exercice 1895. Demande si l'amendement de M. Franck Chauveau s'applique à toutes les lignes indistinctement [10 avril] (A., t. I, p. 600; J.O., c.r., p. 500). — Est nommé membre de la Commission relative à la proposition de loi de M. Marcel Barthe, sur les conditions d'admission et d'avancement dans les fonctions publiques, en remplacement de M. Chardon, décédé (J.O., p. 3442; F. 57). — Membre de Commissions (F. 14, 23, 28, 47, 52, 57, 59; J.O., p. 833, 1365, 1543, 3003, 3270, 3442, 3524).

FONCTIONNEMENT PARLEMENTAIRE en temps de guerre. — V. loi 83.

FORCALQUIER. — Surtaxe à son octroi. V. loi 111.

FOREST. Savoie. — Membre de Commissions (F. 47, 52; J.O., p. 3003, 4270).

FOUSSET. Loiret. — Membre de Commissions (F. 4, 6; J.O., p. 198, 254).

FRANCOZ. Haute-Savoie. — Dépose et donne lecture du rapport de l'élection de M. Tillaye dans le département du Calvados [31 janvier] (A., t. I, p. 27; J.O., c.r., p. 25). — Dépose une pétition des membres de la commission des hospices et bureau de bienfaisance d'Annecy (Haute-Savoie) [12 mars] (J.O., c.r., p. 187). — Secrétaire de la Commission relative à la convention conclue entre la France et l'Espagne pour l'exercice de la pêche dans la Bidassoa (J.O., p. 1672; F. 29). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 11 janvier 1892 sur le tarif des douanes [11 juillet] (A., t. II, p. 305; J.O., c.r., p. 798). — Membre de Commissions (F. 28, 60; J.O., p. 1543, 3558).

FRÉDÉRIC PETIT. Somme. — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par décret impérial, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités [11 mars] (A., t. I, p. 200; J.O., c.r., p. 166). — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [21 mai] (A., t. II, p. 1; J.O., c.r., p. 547).

FRESNEAU. Morbihan. — Est entendu dans la discussion en 1^{re} délibération de la proposition de loi ayant pour but soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par un décret impérial, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités [12 février] (A., t. I, p. 63; J.O., c.r., p. 58). — Présente et développe un contre-projet sur cette proposition de loi, dans la 2^e délibération. La prise en considération est rejetée [5 mars] (A., t. I, p. 155; J.O., c.r., p. 132). — Parle dans la discussion de la même proposition, sur le règlement et la création d'abattoirs publics [25 mars] (A., t. I, p. 286; J.O., c.r., p. 241). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, pour l'exercice 1895 [4 avril] (A., t. I, p. 425; J.O., c.r., p. 353). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de la loi du 11 janvier 1892 sur le tarif des douanes [11 juillet] (A., t. II, p. 305; J.O., c.r., p. 796).

FREYCINET (de). Seine. — Est entendu dans la discussion de l'interpellation de M. Couteaux, adressée à M. le Ministre des Travaux publics, sur les résultats des conventions de 1883 [26 mars] (A., t. I, p. 308; J.O., c.r., p. 258). — Demande un congé [2 juillet] (J.O., c.r., p. 719). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 254).

FROMENT. Somme. — Rapport de M. Isaac sur son élection. Est proclamé sénateur [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 820).

GADAÜD. Dordogne. — Élu Secrétaire [10 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Secrétaire de la 1^{re} Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 198; F. 4). — Secrétaire du bureau de l'Assemblée nationale [17 janvier] (A. N., p. 5; J.O., c.r., p. 1). — Est nommé Ministre de l'Agriculture (J.O., 27 janvier, p. 514). — Donne, par lettre, sa démission de Secrétaire [31 janvier] (A., t. I, p. 29; J.O., c.r., p. 27). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 1.500.000 francs destiné à venir en aide aux victimes des orages et des inondations dans toute la France, pendant l'année 1894 [4 mars] (J.O., c.r., p. 112). — Prend part à la discussion en 2^e délibération de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par décret impérial, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités [7 mars] (A., t. I, p. 179; J.O., c.r., p. 151) [11 mars] (A., t. I, p. 193; J.O., c.r., p. 164) [25 mars] (A., t. I, p. 285; J.O., c.r., p. 239). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des Travaux publics pour l'exercice 1895 [7 avril] (A., t. I, p. 512; J.O., c.r., p. 424). — Donne lecture du décret de M. le Président de la République, déclarant close la session ordinaire de 1895, du Sénat et de la Chambre des Députés [13 juillet] (A., t. II, p. 371; J.O., c.r., p. 851). — Membre de Commissions (F. 3, 4, 6; J.O. p. 168, 198, 254).

GAILLARD (Gilbert). Puy-de-Dôme. — Dépose et donne lecture du rapport sur l'élection de M. Deandreis, dans l'Hérault [7 avril] (A., t. I, p. 511; J.O., c.r., p. 422). — Demande un congé [25 juin] (J.O., c.r., p. 679). — Membre de Commissions (F. 3, 47, 66; J.O., p. 168, 3003, 3895).

GAILLY. Ardennes. — Président de la 1^{re} Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 198; F. 4). — Demande un congé [27 juin] (J.O., c.r., p. 691). — Membre de Commissions (F. 3, 4; J.O., p. 168, 198).

GARONNE (Haute). — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 109. — Modification d'une partie d'un emprunt. V. loi 167. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 289.

GARRAN DE BALZAN. Deux-Sèvres. — Dépose et développe un projet de résolution tendant à exclure de la Commission des finances les sénateurs qui émargent au budget des Compagnies de chemins de fer [21 mai] (A. t. II, p. 3; J.O., c.r., p. 548). — Parle dans la discussion relative aux obligations militaires des membres du Parlement [12 juillet] (A. t. II, p. 348; J.O., c.r., p. 831). — Membre d'une Commission (F. 47; J.O., p. 3003).

GAUTHIER. Aude. — Secrétaire de la 1^{re} Commission des pétitions (J.O., p. 198; F. 4). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 23 mars 1872, qui désigne les lieux de déportation (J.O., p. 697; F. 12). — Dépose une pétition du sieur L. Peyras, ancien marin, à la Nouvelle (Aude) [12 février] (J.O., c.r., p. 61). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ériger en commune distincte la section de l'Oie, canton des Essarts, arrondissement de la Roche-sur-Yon (Vendée) [18 février] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 63; Fa. 11, n° 20). — Secrétaire de la Commission des finances (J.O., p. 3270; F. 52). — Adresse une question à M. le Ministre des Travaux publics, sur la situation des Canaux du Midi [27 juin] (A., t. II, p. 171; J.O., c.r., p. 686). — Membre de Commissions (F. 3, 12, 35, 43, 51; J.O., p. 168, 697, 1897, 2015, 3254).

GAYOT. Aube. — Elu Questeur du Sénat [10 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants et de propriétaires vigneron de la commune de Mées [7 mars] (J.O., c.r., p. 159). — Dépose une pétition d'un grand nombre de propriétaires et cultivateurs de la commune de Bucey-en-Othe (Aube) [14 mars] (J.O., c.r., p. 194). — Dépose une pétition d'un certain nombre de propriétaires cultivateurs et vigneron de la commune de Moussey (Aude) [4 avril] (J.O., c.r., p. 369). — Dépose une pétition de M. Paul Meunier, avocat à la Cour d'appel de Paris [31 mai] (J.O., c.r., p. 577).

GÉNOS. — Imposition extraordinaire. V. loi 35.

GÉRENTE. Alger. — Est appelé par son âge à la formation du bureau provisoire comme Secrétaire, à l'ouverture de la session ordinaire [8 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'Algérie pour l'exercice 1895 [6 avril] (A., t. I, p. 491; J.O., c.r., p. 406) [7 avril] (A., t. I, p. 512; J.O., c.r., p. 423). — Adresse une question au Rapporteur

général ou au Gouvernement [9 avril] (A., t. I, p. 586; J.O., c.r., p. 481).
 Membre d'une Commission (F. 47; J.O., p. 3003).

GIRARD (Théodore). Deux-Sèvres. — Dépôt et lecture de son rapport par M. Boulanger. Est proclamé sénateur [11 mars] (A., t. I, p. 190; J.O., c.r., p. 161). — Secrétaire de la Commission relative à l'application de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse (J.O., p. 3917; F. 56). — Membre de Commissions (F. 47, 66; J.O., p. 3003, 3895).

GIRAULT. Cher. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministère de la Guerre un crédit extraordinaire pour les funérailles du maréchal Canrobert [1^{er} février] (A., t. I, p. 37; J.O., c.r., p. 34). — Prend part à la discussion de la proposition de loi sur les obligations des membres du Parlement relatives au service militaire [22 février] (A., t. I, p. 92; J.O., c.r., p. 82). — Parle dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'impôt des prestations [28 février] (A., t. I, p. 101; J.O., c.r., p. 90). — Présente et développe un amendement qui n'est pas adopté [11 mars] (A., t. I, p. 204; J.O., c.r., p. 173). — Fait une rectification au procès-verbal [12 mars] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 179). — Présente plusieurs amendements sur l'article 31, au cours de la loi de finances (Budget de 1895) [9 avril] (A., t. I, p. 586; J.O., c.r., p. 482). — Fait une observation sur le règlement, en ce qui concerne les amendements relatifs au droit d'initiative du Sénat dans les lois de finances [10 avril] (A., t. I, p. 595; J.O., c.r., p. 491). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et sur l'organisation de l'assurance obligatoire [13 juin] (A., t. II, p. 73; J.O., c.r., p. 601) [4 juillet] (A.t. II, p. 228; J.O., c.r., p. 732).

GIRONDE. — Emprunt. V. loi 158.

GODIN. Inde. — Élu Secrétaire [10 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Secrétaire du bureau de l'Assemblée nationale [17 janvier] (A. N. p. 5; J.O., c.r., p. 1). — Secrétaire de la Commission de la Marine (J.O., p. 394; F. 7). — Demande un congé [12 février] (J.O., c.r., p. 61) [22 février] (J.O., c.r., p. 87). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère de la Justice pour l'exercice

1895. Présente, avec plusieurs de ses collègues, un amendement qui n'est pas maintenu [3 avril] (A., t. I., p. 400; J.O., c.r., p. 330). — Présente un amendement relatif aux colonies [9 avril] (A., t. I, p. 584; J.O., c.r., p. 480). — Dépose dix rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1^{er}, à autoriser la ville du Puy (Haute-Loire) à emprunter une somme de 2.200.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2^e, à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Laruscade (Gironde); le 3^e, à autoriser le département du Finistère à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 4^e, à autoriser le département de l'Indre à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 5^e, à autoriser le département du Nord à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 6^e, à autoriser le département de Vaucluse à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 7^e, à autoriser le département de l'Yonne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 8^e, à autoriser le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 9^e, à autoriser le département des Basses-Alpes à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 10^e, à autoriser le département du Cantal à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite [21 juin] (A., t. II, p. 139; J.O., c.r., p. 661; Fa. 121, 122, n^{os} 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant approbation d'une convention additionnelle passée entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes pour le remaniement de tous les services postaux des mers des Indes, de la Chine, du Japon, de l'Océan indien, etc., et stipulation spéciale pour le service du Brésil et de la Plata [5 juillet] (A., t. II, p. 239; J.O., c.r., p. 743). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 10, 23, 35, 47, 66; J.O., p. 168, 254, 615, 1365, 1892, 3003, 3895).

GOMOT. Puy-de-Dôme. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, pour l'exercice 1895 [4 avril] (A., t. I, p. 432; J.O., c.r., p. 359) [7 avril] (A., t. I, p. 522; J.O., c.r., p. 431). — Membre de Commissions (F. 4, 14, 35; J.O., p. 198, 833, 1892).

GOUIN. Inamovible. — Dépose, comme président de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations, le rapport fait par la Commission de surveillance de la

- Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1894 et sur la situation, au 31 décembre 1894, de ces deux établissements [11 juin] (A., t. II, p. 51; J.O., c.r., p. 589; I. 123). — Vice-président de la Commission des finances (J.O., p. 3270; F. 52). — Membre de Commissions (F. 51, 59; J.O., p. 3254, 3524).

GOUJON. Ain. — Membre de Commissions (F. 6, 43; J.O., p. 254, 2015).

GRAVIN. Savoie. — Dépose et donne lecture du rapport sur l'élection de M. Legludic dans le département de la Sarthe [29 mars] (A., t. I, p. 334; J.O., c.r., p. 279).

GRÉVY (général). Jura. — Vice-président de la Commission de l'armée (J.O., p. 394; F. 7). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 254).

GRIFFE. Hérault. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [14 janvier] (A., t. I, p. 12; J.O., c.r., p. 11).

GRIVART. Ille-et-Vilaine. — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 1033 du Code de procédure civile [5 mars] (A., t. I, p. 154; J.O., c.r., p. 131; I. 39). — Est entendu dans la discussion de cette proposition de loi [14 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 191). — Dans la discussion de la proposition de loi relative aux droits des enfants naturels [21 mars] (A., t. I, p. 258; J.O., c.r., p. 207) [22 mars] (A., t. I, p. 271; J.O., c.r., p. 226). — Développe son amendement sur l'article 3 de la loi de finances (Régime fiscal des associations civiles et religieuses) [8 avril] (A., t. I, p. 551; J.O., c.r., p. 453). — Présente et développe sur l'article 43 un amendement relatif aux sommes déposées à la Caisse des dépôts et consignations, qui n'est pas adopté [10 avril] (A., t. I, p. 596; J.O., c.r., p. 492). — Est entendu dans la discussion de la loi relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère. Présente un amendement qui n'est pas adopté [21 juin] (A., t. II, p. 133; J.O., c.r., p. 656). — Membre de Commissions (F. 10, 23, 28, 47, 52, 59; J.O., p. 615, 1365, 1543, 3003, 3270, 3524).

GUÉRIN. Vancluse. — Secrétaire de la Commission des finances (J.O., p. 3270; F. 52). — Dépose et donne lecture du rapport relatif à l'abrogation de la loi du 4 août 1887, qui a substitué le nécessaire individuel du système dit « Bouthéon » aux ustensiles collectifs de campe-

ment (marmite et gamelle à quatre hommes) et à la gamelle individuelle pour l'infanterie et les autres troupes à pied [27 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 689; I. 145). — Dépose et donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la répartition par chapitre des crédits ouverts au Ministre de la Guerre pour l'exécution des manœuvres de 1895 [12 juillet] (A., t. II, p. 333; J.O., c.r., p. 819; I. 197). — Membre de Commissions (F. 47, 51; J.O., p. 3003, 3254).

GUIBOURD DE LUZINAIS. Loire-Inférieure. — Adresse à M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, une question pour le prier de faire étudier, de concert avec tous les Ministères, dans quelle mesure il sera tenu compte aux fonctionnaires publics entrés dans les divers services avant d'être appelés sous les drapeaux, du temps qu'ils y auront passé, et ce, afin de constituer leur droit à l'avancement ou à l'ancienneté [7 avril] (A., t. I, p. 525; J.O., c.r., p. 434). — Prend part à la discussion de la loi de finances (Budget de 1895) [9 avril] (A., t. I, p. 580; J.O., c.r., p. 477). — Membre d'une Commission (F. 47; J.O., p. 3003).

GUICHARD. Yonne. — Demande un congé [14 janvier] (J.O., c.r., p. 12). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'Algérie pour l'exercice 1895 [6 avril] (A., t. I, p. 491; J.O., c.r., p. 405).

GUINDEY. Eure. — Dépose une pétition, de concert avec M. Milliard, d'un certain nombre d'habitants de 334 communes du département de l'Eure [11 avril] (J.O., c.r., p. 518). — Fait remarquer que, dans la discussion des responsabilités relatives aux accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, la loi actuelle n'indique pas si elle sera appliquée d'une façon générale ou restreinte à certaines industries [11 juin] (A., t. II, p. 54; J.O., c.r., p. 598). — Membre d'une Commission (F. 59; J.O., p. 3524).

GUYOT. Rhône. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1894, un crédit extraordinaire de 1.500.000 francs, destiné à venir en aide aux victimes des orages et des inondations dans la région du Nord et dans toute la France pendant l'année 1894 [22 février] (A., t. I, p. 86; J.O., c.r., p. 77; I. 31). — Parle dans la discussion de ce projet de loi [4 mars] (A., t. I,

p. 129; J.O., c.r., p. 110). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministre des Travaux publics pour l'exercice 1895 [6 avril] (A., t. I, p. 475; J.O., c.r., p. 392). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la majoration des pensions de la Caisse nationale des retraites [8 juillet] (A., t. II, p. 257; J.O., c.r., p. 757; I. 168). — Dépose et donne lecture du rapport sur le projet de loi portant répartition du fonds de subvention aux départements inscrit au chapitre 27 du budget général de l'exercice 1896, en exécution de l'article 58, paragraphe 7, de la loi du 10 août 1871 [13 juillet] (A., t. II, p. 368; J.O., c.r., p. 848; I. 212). — Membre de Commissions (F. 47, 51; J.O., p. 3003, 3254).

GUYOT-LAVALINE. Puy-de-Dôme. — Membre de Commissions (F. 6, 14; J.O., p. 254, 833).

HALGAN. Vendée. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1885 [25 mars] (A., t. I, p. 292; J.O., c.r., p. 243). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'exercice 1895 [2 avril] (A., t. I, p. 374; J.O., c.r., p. 324) [6 avril] (A., t. I, p. 479; J.O., c.r., p. 396) [9 avril] (A., t. I, p. 565; J.O., c.r., p. 467). — Parle dans la discussion sur le règlement provisoire de la situation financière du Protectorat de l'Annam et du Tonkin et des dépenses de l'expédition du Siam [11 avril] (A., t. I, p. 623; J.O., c.r., p. 513). — Prend part à la discussion du budget de l'exercice 1895, adopté par le Sénat et modifié par la Chambre des Députés [12 avril] (A., t. I, p. 633; J.O., c.r., p. 525).

HALLES CENTRALES. — Réglementation des. V. loi 37.

HALLUIN. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 138.

HAMEL. Seine-et-Oise. — Président de la Commission chargée de l'examen du projet de loi sur l'amnistie (J.O., p. 615; F. 10). — Président de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la préparation, à la vente et à la distribution des sérums thérapeutiques et autres produits analogues (J.O., p. 2015). — Dépose, de concert avec M. Isaac, un projet de résolution tendant à la nomination par le Sénat de trois Commissions spéciales chargées d'étudier: 1° la réforme administrative proprement dite; 2° la réorganisation judiciaire; 3° la réforme de l'administration fiscale [27 mai] (A., t. II, p. 6; J.O., c.r.,

p. 551). — Membre de Commissions (F. 3, 10, 14, 23, 43, 47, 59; J.O., p. 168, 615, 833, 1365, 2015, 3003, 3524).

HANOTAUX, *Ministre des Affaires étrangères*. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation de son budget pour l'exercice 1895. Répond également aux questions posées : 1° par M. de Lamarzelle, dans la discussion soulevée au Parlement anglais relative à l'influence de cette puissance dans la vallée du Nil; 2° par M. Dutreil, sur l'inégalité de traitement appliqué à l'exportation de nos vins en Autriche-Hongrie et en Italie [5 avril] (A., t. I, p. 469; J.O., c.r., p. 388). — Répond à l'interpellation de M. le marquis de l'Angle-Beaumanoir sur la direction donnée à la politique extérieure de la France [31 mai] (A., t. II, p. 36; J.O., c.r., p. 575). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification de la loi du 11 janvier 1892 sur le tarif des douanes [11 juillet] (A., t. II, p. 309; J.O., c.r., p. 796).

HAUBOURDIN. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 47.

HAULON, Basses-Pyrénées. — Rapporteur de la Commission relative à la convention conclue entre la France et l'Espagne pour l'exercice de la pêche dans la Bidassoa (J.O., p. 1672; F. 29). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 4 de la convention conclue, le 18 février 1886, entre la France et l'Espagne, pour l'exercice de la pêche dans la Bidassoa [28 mars] (A., t. I, p. 313; J.O., c.r., p. 263; I. 51). — Demande un congé [27 mai] (J.O., c.r., p. 556). — Président de la Commission d'intérêt local (J.O., p. 3553; F. 60). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'un hôtel des Postes et des Télégraphes à Montargis (Loiret) [5 juillet] (A., t. II, p. 249; J.O., c.r., p. 749; Fa. 150, n° 336). — Dépose les rapports sur six projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de la Corse à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 2^e, le département des Hautes-Pyrénées à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 3^e, le département des Hautes-Pyrénées à s'imposer extraordinairement (chemins vicinaux); le 4^e, le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement 6 c. 55; le 5^e, le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement 3 centimes; le 6^e, le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite [8 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 761; Fa. 158, nos 355, 356, 357, 358, 359, 360).

— Dépose et donne lecture du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Avignon (Vaucluse) à emprunter une somme de 8 millions et à s'imposer extraordinairement [11 juillet] (A., t. II, p. 313; J.O., c.r., p. 803; Fa. 174, n° 392). — Est entendu dans la discussion de ce projet de loi [12 juillet] (A., t. II, p. 339; J.O., c.r., p. 823). — Membre de Commissions (F. 14, 23, 28, 59, 60; J.O., p. 833, 1365, 1543, 3524, 3558).

HAUTE-COUR DE JUSTICE. — Sont élus membres de la Commission : MM. Cordélet, Trarieux, Isaac, Franck Chauveau, Dusolier, Cazot, Merlin, Lavertujon, Morçlet. Membres suppléants : MM. de Rozière, Tolain, Develle, Choquet, de Verninac. Élu vice-président : M. Bérenger [14 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 12). — Élection d'un membre de la Commission en remplacement de M. Trarieux, nommé Ministre de la Justice : M. Demôle [8 février] (A., t. I, p. 49; J.O., c.r., p. 43). — M. Munier est élu membre de la Commission en remplacement de M. Merlin, décédé [27 mai] (A., t. II, p. 5; J.O., c.r., p. 556).

HAVRE. — Dépenses du magasin de sauvetage du V. loi 133.

HÉBRARD (Jacques). Corse. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [25 mars] (A., t. II, p. 297; J.O., c.r., p. 249).

HÉRAULT. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 100. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 290. — Ressources extraordinaires pour la construction d'une caserne de gendarmerie à Montpellier. V. loi 314.

HOPITAL-CAMFRONT. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 16.

HOTEL DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES à Montargis. V. loi 288.

HUGUET. Pas-de-Calais. — Demande un congé [25 juin] (J.O.; c.r., p. 679). — Membre de Commissions (F. 23, 28; J.O., p. 1365, 1543).

HUGOT. Côte-d'Or. — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 [1^{er} avril] (A., t. I, p. 353; J.O., c.r., p. 294). — Fait une rectification au procès-

verbal [20 juin] (A., t. II, p. 121; J.O., c.r., p. 647). — Membre d'une Commission (F. 51; J.O., p. 3254).

ILLE-ET-VILAINE. — Emprunt. V. loi 73. — Emprunt et imposition extraordinaire (0 c. 85). V. loi 166.

INDRE. — Imposition extraordinaire. V. loi 195. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 294.

INDRE-ET-LOIRE. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale gratuite. V. loi 291.

ISAAC. Guadeloupe. — Adresse à M. le Président d'âge une lettre par laquelle il décline toute candidature nouvelle, aux prochaines élections, comme Secrétaire du bureau, à l'occasion de l'ouverture de la session ordinaire [8 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Elu membre de la Haute-Cour de Justice [14 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 12). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen du projet de loi sur l'amnistie (J.O., p. 615; F. 10). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'amnistie [31 janvier] (A., t. I, p. 32; J.O., c.r., p. 29). — Dépose une pétition de Dinah Salifou, roi des Nalous [18 février] (J.O., c.r., p. 71). — Secrétaire de la 2^e Commission des pétitions (J.O., p. 956; F. 15). — Prend part à la discussion de la proposition de loi sur les obligations des membres du Parlement relatives au service militaire [22 février] (A., t. I, p. 93; J.O., c.r., p. 83). — Parle dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'impôt des prestations. Dépose le rapport fait au nom de la Commission de l'Algérie, chargée d'examiner les modifications à introduire dans la législation et dans l'organisation des divers services de l'Algérie (Justice française et musulmane; police et sécurité) [28 février] (A., t. I, p. 115; J.O., c.r., p. 100, 101; I. 36). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi sur le service militaire des membres du Sénat et de la Chambre des Députés [5 mars] (A., t. I, p. 150; J.O., c.r., p. 128). — Demande à interpeller le Gouvernement sur l'administration des colonies [29 mars] (A., t. I, p. 334; J.O., c.r., p. 279). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1895. Développe l'interpellation qu'il a déposée le 29 mars dernier sur l'administration des colonies [5 avril] (A., t. I, p. 448; J.O., c.r., p. 371). — Prend part à la discussion du règlement provisoire de la situation financière du Protectorat de l'Annam et du

Tonkin et des dépenses de l'expédition du Siam [11 avril] (A., t. I, p. 625; J.O., c.r., p. 515). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [21 mai] (A., t. II, p. 4; J.O., c.r., p. 549). — Dépose, de concert avec M. Hamel, un projet de résolution tendant à la nomination par le Sénat de trois Commissions spéciales chargées d'étudier : 1° la réforme administrative proprement dite; 2° la réorganisation judiciaire; 3° la réforme de l'administration fiscale [27 mai] (A., t. II, p. 6; J.O., c.r., p. 551). — Demande à interpeller M. le Ministre des Colonies sur divers faits se rapportant à la situation du Sénégal et du Soudan [31 mai] (A., t. II, p. 37; J.O., c.r., p. 576). — Développe son interpellation [17 juin] (A., t. II, p. 88; J.O., c.r., p. 619). — Secrétaire de la Commission des congés (J.O., p. 3553; F. 60). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant une convention nouvelle relative au remaniement de tous les services maritimes postaux [5 juillet] (A., t. II, p. 241; J.O., c.r., p. 743). — Dépose et donne lecture du rapport de l'élection de M. Froment dans le département de la Somme [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 820). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 10, 14, 59, 60; J.O., p. 198, 254, 615, 833, 3524, 3558).

INTERPELLATIONS. — Adressée par M. Couteaux à M. le Ministre des Travaux publics, sur les résultats des conventions de 1883 [15 novembre]. Sur la demande de M. Barthou, *Ministre des Travaux publics*, cette interpellation a été ajournée jusqu'après la décision du Conseil d'État, du conflit qui s'est élevé entre les Compagnies d'Orléans et du Midi et le Gouvernement, au sujet de l'expiration de ces conventions [20 novembre 1894]. Discussion : M. Couteaux développe son interpellation. Sont entendus : MM. Buffet, de Freycinet, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, Ollivier [26 mars] (A., t. I, p. 300; J.O., c.r., p. 251). — Déposée par M. Farinole, adressée à M. le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, sur la situation judiciaire en Corse [10 décembre 1894]. Demande au Sénat de vouloir bien fixer le jour de la discussion de son interpellation. D'accord avec M. le Ministre de la Justice, cette discussion est renvoyée au 28 mars [25 mars] (A., t. I, p. 297; J.O., c.r., p. 249). M. Farinole développe son interpellation. Sont entendus : MM. Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, de Casabianca [28 mars] (A., t. II, p. 314; J.O., c.r., p. 264). — Adressée par M. Isaac au Gouvernement, sur l'administration coloniale. Discussion renvoyée à l'époque où s'ouvriront les débats sur le budget des Colonies [29 mars] (A., t. I, p. 334; J.O., c.r., p. 279). — De M. le marquis de l'Angle-Beauvernois, adressée à M. le Ministre des Finances, Président du Conseil, sur la direction donnée à la politique extérieure de la France. Sont entendus : MM. Trarieux, *Garde*

des Sceaux, Ministre de la Justice, marquis de l'Angle-Beaumanoir [21 mai] (A., t. II, p. 2; J.O., c.r., p. 547). Fixation au 31 mai de la discussion de l'interpellation [27 mai] (A., t. II, p. 5; J.O., c.r., p. 551). M. le marquis de l'Angle-Beaumanoir développe son interpellation. M. Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*, lui répond [31 mai] (A., t. II, p. 33; J.O., c.r., p. 573). — Adressée par M. Isaac à M. le Ministre des Colonies sur divers faits se rapportant à la situation du Sénégal et du Soudan [31 mai] (A., t. II, p. 37; J.O., c.r., p. 576). Fixation au 17 juin de la discussion de l'interpellation [4 juin] (A., t. II, p. 62; J.O., c.r., p. 598). M. Isaac développe son interpellation. M. Chautemps, *Ministre des Colonies*, lui répond. M. Allègre est entendu. Adoption de l'ordre du jour de M. Godin [17 juin] (A., t. II, p. 88; J.O., c.r., p. 619). — Adressée par M. Pauliat au Gouvernement au sujet de gisements de phosphate de chaux existant dans la région de Tébessa (Constantine) et sur la façon irrégulière dont trois de ces gisements ont été concédés [18 juin] (A., t. II, p. 101; J.O., c.r., p. 631). Ajournement de la fixation du jour de l'interpellation [20 juin] (A., t. II, p. 123; J.O., c.r., p. 648). Fixation de la discussion de l'interpellation au 9 juillet [27 juin] (A., t. II, p. 178; J.O., c.r., p. 691). M. Pauliat développe son interpellation. Sont entendus : MM. Cambon, *Gouverneur général de l'Algérie, Commissaire du Gouvernement*, Pauliat, Cambon, *Gouverneur général de l'Algérie*, Leygues, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption de l'ordre du jour proposé par M. Barbey [9 juillet] (A., t. II, p. 286; J.O., c.r., p. 781). — Adressée par M. Baudens à M. le Ministre des Travaux publics, sur l'insuffisance des avant-projets et devis dressés par les ponts et chaussées; sur le défaut de surveillance personnelle des ingénieurs dans les chantiers; sur le recrutement de certains agents subalternes dans ces chantiers, et enfin sur les missions d'experts, incompatibles avec leurs fonctions, qui sont confiées à des ingénieurs de l'Etat dans les Alpes-Maritimes [4 juillet] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 722). M. Baudens développe son interpellation. M. Dupuy-Dutemps lui répond. Adoption de l'ordre du jour pur et simple [12 juillet] (A., t. II, p. 344; J.O., c.r., p. 823).

JACQUES. Oran. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de l'Algérie pour l'exercice 1895. Dépose sur le chapitre 5 un amendement qu'il ne maintient pas [6 avril] (A., t. I, p. 479; J.O., c.r., p. 409, 441) [7 avril] (A., t. I, p. 505; J.O., c.r., p. 421). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, à titre transitoire, pendant un an, à dater du 4^{er} juillet 1895 [25 juin] (A., t. II, p. 159; J.O., c.r., p. 675).

JAPY (général). Belfort. — Dépose une pétition d'un certain nombre de propriétaires demeurant à Pérouse (Territoire de Belfort) [12 mars] (J.O., c.r., p. 176). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 254).

JOUFFRAULT. Deux-Sèvres. — Demande un congé [31 janvier] (J.O., c.r., p. 26). — Membre d'une Commission (F. 47; J.O., p. 3003).

JUGES DE PAIX. — Tenue d'audiences foraines des. V. loi 152.

JURA. — Imposition extraordinaire. V. loi 203.

KRANTZ. Inamovible. — Président de la Commission concernant l'abandon à l'État du canal de la Dive et du Thouet par les concessionnaires (J.O., p. 3338; F. 53). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 52, 59; J.O., p. 198, 254, 3270, 3524).

LABBÉ. Orne. — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de la commune de Mesnil-Bérard (Orne) [5 février] (J.O., c.r., p. 41). — Demande un congé [14 mars] (J.O., c.r., p. 189). — Est nommé rapporteur de la proposition de loi tendant à modifier l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée, en ce qui concerne les obligations militaires des étudiants en droit, en médecine et en pharmacie (J.O., p. 3537; F. 59). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, en ce qui touche les obligations militaires des étudiants en droit, en médecine et en pharmacie [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 698; I. 147). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 14, 59; J.O., p. 168, 254, 833, 3524).

LABICHE (Émile). Eure-et-Loire. — Vice-Président de la Commission des chemins de fer (J.O., p. 254; F. 6). — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet la réforme de l'impôt des prestations [19 février] (A., t. I, p. 81; J.O., c.r., p. 73; I. 27). — Est entendu dans la discussion [28 février] (A., t. I, p. 102; J.O., c.r., p. 90). [11 mars] (A., t. I, p. 198; J.O., c.r., p. 168) [12 mars] (A., t. I, p. 218; J.O., c.r., p. 183) [14 mars] (A., t. I, p. 223; J.O., c.r., p. 189). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 198).

LABICHE (Jules). Manche. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 833).

LABROUSSE. Corrèze. — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite : le 1^{er}, le département de Loir-et-Cher ; le 2^e, le département du Lot ; le 3^e, le département du Cher ; le 4^e, le département de la Corrèze [5 juillet] (A., t. II, p. 248 ; J.O., c.r., p. 749 ; Fa. 149, nos 332, 333, 334, 335). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Orange (Vaucluse) à changer l'affectation d'un fonds d'emprunt [11 juillet] (A., t. II, p. 302 ; J.O., c.r., p. 793 ; Fa. 170, n^o 386). — Membre de Commissions (F. 23, 47 ; J.O., p. 1365, 3003).

LACAVE-LAPLAGNE. Gers. — Membre de Commissions (F. 3, 6 ; J.O., p. 168, 254).

LAMARZELLE (de). Morbihan. — Est appelé par son âge à la formation du bureau provisoire, en qualité de Secrétaire, à l'ouverture de la session ordinaire [8 janvier] (A., t. I, p. 1 ; J.O., c.r., p. 1). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, pour l'exercice 1895 [4 avril] (A., t. I, p. 435 ; J.O., c.r., p. 361). — Prend part à la discussion des budgets des Ministères des Colonies et des Affaires étrangères [5 avril] (A., t. I, p. 467 ; J.O., c.r., p. 385, 387). — Parle sur le budget du Ministère des Travaux publics. Présente sur le chapitre 29 un amendement qui est rejeté au scrutin [6 avril] (A., t. I, p. 481 ; J.O., c.r., p. 397). — Demande un congé [13 juin] (J.O., c.r., p. 611). — Membre d'une Commission (F. 23 ; J.O., p. 1365).

LANDES. — Imposition extraordinaire pour le service de l'assistance médicale gratuite. V. loi 313.

LANNION. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 124.

LAON. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 206.

LAPORTE-BISQUIT. Charente. — Demande un congé [18 février] (J.O., c.r., p. 71) [4 mars] (J.O., c.r., p. 123). — Membre d'une Commission (F. 47 ; J.O., p. 3003).

LAREINTY (baron de). Loire-Inférieure. — Présente, de concert avec MM. Frogier de Ponlevoy et Leporché, un amendement tendant à

l'unification des retraites des officiers et sous-officiers admis dans cette situation sous le régime des lois antérieures à celles de 1878 et 1879 [2 avril] (A., t. I, p. 391; J.O., c.r., p. 325). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget des Colonies pour l'exercice 1895 [5 avril] (A., t. I, p. 452; J.O., c.r., p. 384) [9 avril] (A., t. I, p. 565; J.O., c.r., p. 467) [12 avril] (A., t. I, p. 636; J.O., c.r., p. 523). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 168).

LA ROCHE-MAURICE. — Prorogation de surtaxe à son octroi. — V. loi 51.

LARUSCADE. — Imposition extraordinaire sur cette commune. — V. loi 185.

LA SICOTIÈRE (de). Orne. — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [4 mars] (A., t. I, p. 127; J.O., c.r., p. 109).

LAUBESPIN (comte de). Nièvre. — Préside la séance d'ouverture de la session, en qualité de doyen d'âge. Prononce une allocution et l'éloge funèbre de M. Decroix, sénateur de la Loire-Inférieure. Donne lecture des lettres de MM. Isaac et Dutreil, Secrétaires de l'ancien bureau, qui déclinent toute candidature nouvelle [8 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Donne lecture d'une lettre de M. Demôle, Vice-Président, par laquelle il décline toute candidature nouvelle aux élections prochaines pour le renouvellement du bureau à l'occasion de l'ouverture de la session ordinaire. Proclame la constitution définitive du bureau du Sénat [10 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5).

LAURENS. Drôme. — Secrétaire de la 2^e Commission d'intérêt local (J.O., p. 956; F. 15). — Secrétaire de la Commission relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne (J.O., p. 3338; F. 53). — Président et rapporteur de la Commission des pétitions (J.O., p. 3571; F. 61). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la détermination et la conservation des postes électro-sémaphoriques [4 juillet] (A., t. II, p. 226; J.O., c.r., p. 731; I. 164 — Membre de Commissions (F. 6, 14, 47, 52, 59, 61; J.O., p. 254, 833, 3003, 3270, 3524, 3571).

LAVERTUJON. Gironde. — Élu membre de la Commission de la Haute-Cour de Justice [14 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 12). —

Président de la Commission relative à l'article 4 de la convention conclue entre la France et l'Espagne pour l'exercice de la pêche dans la Bidassoa (J.O., p. 1672; F. 29). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget des Colonies pour l'exercice 1895 et prend part à l'interpellation de M. Isaac sur l'administration des colonies [5 avril] (A., t. I, p. 448; J.O., c.r., p. 381). — Dépose le rapport sur le projet de loi concernant la création de Compagnies de colonisation [10 juin] (A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 579; I. 120). — Membre d'une Commission (F. 28; J.O., p. 1543).

LEBON (André), *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de son Ministère pour l'exercice 1895 [4 avril] (A., t. I, p. 421; J.O., c.r., p. 350). — Demande l'urgence dans la discussion du projet de loi tendant à modifier les conditions dans lesquelles le Ministre de la Guerre peut interdire l'exportation d'armes, pièces d'armes et munitions de toute nature [11 avril] (A., t. I, p. 622; J.O., c.r., p. 513). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [10 juin] (A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 580) [11 juin] (A., t. II, p. 54; J.O., c.r., p. 591) [13 juin] (A., t. II, p. 65; J.O., c.r., p. 600). — Parle dans la discussion du projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, à titre transitoire, pendant un an à dater du 1^{er} juillet 1895 [25 juillet] (A., t. II, p. 149; J.O., c.r., p. 671). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [4 juillet] (A., t. II, p. 224; J.O., c.r., p. 727). — Parle dans la discussion de deux propositions de lois : la 1^{re}, concernant une convention relative aux services maritimes postaux; la 2^e, relatif aux responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail [5 juillet] (A., t. II, p. 245; J.O., c.r., p. 744, 752).

LE BRETON, *Mayenne*. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi tendant à la réglementation des Halles centrales. Présente deux amendements qui ne sont pas adoptés [18 février] (A., t. I, p. 73; J.O., c.r., p. 66). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'impôt

des prestations [28 février] (A., t. I, p. 135 ; J.O., c.r., p. 98). — Parle dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la réglementation des Halles centrales. Présente deux amendements qui ne sont pas adoptés [4 mars] (A., t. I, p. 137 ; J.O., c.r., p. 117). — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par décret impérial, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités [7 mars] (A., t. I, p. 174 ; J.O., c.r., p. 158) [11 mars] (A., t. II, p. 194 ; J.O., c.r., p. 165). — Présente et développe sur l'article 16 un amendement qui n'est pas pris en considération [25 mars] (A., t. I, p. 284 ; J.O., c.r., p. 239). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 [2 avril] (A., t. I, p. 393 ; J.O., c.r., p. 326) [3 avril] (A., t. I, p. 400 ; J.O., c.r., p. 333) [7 avril] (A., t. I, p. 521 ; J.O., c.r., p. 430). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [11 juin] (A., t. II, p. 59 ; J.O., c.r., p. 592). — Membre d'une Commission (F. 47 ; J.O., p. 3003).

LECLER. Creuse. — Président de la Commission de comptabilité (J.O., p. 254 ; F. 6). — Dépose deux projets de résolution : le 1^{er}, portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1893 ; le 2^e, portant règlement du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour la période du 1^{er} janvier au 25 juillet 1894 [31 janvier] (A., t. I, p. 29 ; J.O., c.r., p. 26 ; I. 12, 13). — Dépose le rapport sur le projet de résolution portant : 1^o fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1895 ; 2^o évaluation des recettes de la Caisse de retraites des employés du Sénat [12 février] (A., t. I, p. 67 ; J.O., c.r., p. 61 ; I. 25). — Président de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion des Expositions de Lyon et d'Anvers (J.O., p. 1892 ; F. 35). — Membre de Commissions (F. 4, 35 ; J.O., p. 198, 1892).

LECOMTE (Maxime). Nord. — Élu Secrétaire [10 janvier] (A., t. I, p. 4 ; J.O., c.r., p. 5). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi sur les crimes et délits concernant la défense nationale (J.O., p. 254 ; F. 6). — Secrétaire du bureau de l'Assemblée nationale [17 janvier] (A. N., p. 5 ; J.O., c.r., p. 1). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [5 février] (A., t. I, p. 44 ;

J.O., c.r., p. 40). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi sur les obligations des membres du Parlement relatives au service militaire. Présente un amendement qui est rejeté [22 février] (A., t. I, p. 92; J.O., c.r., p. 183) [5 mars] (A., t. I, p. 154; J.O., c.r., p. 131). — Demande un congé [11 mars] (J.O., c.r., p. 176). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, pour l'exercice 1895. Présente sur le chapitre 44 un amendement qui est rejeté au scrutin [4 avril] (A., t. I, p. 428; J.O., c.r., p. 356). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [4 juillet] (A., t. II, p. 229; J.O., c.r., p. 732). — Est entendu dans la discussion du projet de loi tendant à modifier l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée, en ce qui touche les obligations militaires des étudiants en droit, en médecine et en pharmacie [5 juillet] (A., t. II, p. 234; J.O., c.r., p. 738). — Parle dans la discussion relative aux obligations militaires des membres du Parlement [12 juillet] (A., t. II, p. 348; J.O., c.r., p. 832). — Membre de Commissions (F. 4, 6, 47, 59; J.O., p. 198, 254, 3003, 3524).

LE COUR GRANDMAISON. Loire-Inférieure. — Rapport de M. de Casabianca sur son élection. Est proclamé sénateur [2 avril] (A., t. I, p. 372; J.O., c.r., p. 309). — Demande un congé [13 juin] (J.O., c.r., p. 614).

LEFÈVRE. Seine. — Dépose et donne lecture de son rapport sur l'élection de M. Monier dans le département des Bouches-du-Rhône [11 janvier] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 8). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, la ville de Beauvais (Oise) à emprunter une somme de 4.871.500 francs; le 2^e, la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à emprunter une somme de 265.000 francs et à s'imposer extraordinairement [11 mars] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 161; Fa. 31, 32, n^{os} 61, 62). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant : le 1^{er}, à autoriser le département de la Haute-Loire à contracter un emprunt de 58.000 francs; le 2^e, à établir d'office sur la commune de Génos (Hautes-Pyrénées) une imposition extraordinaire [12 mars] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 179; Fa. 37, n^{os} 69, 70). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet

soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités [25 mars] (A., t. I, p. 294; J.O., c.r., p. 240). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Paris à changer l'affectation d'une somme de 1.482.500 francs sur l'emprunt de 250 millions [26 mars] (A., t. I, p. 300; J.O., c.r., p. 251; Fa. 65, n° 125). — Dépose les rapports sur deux projets de lois tendant à autoriser : le 1^{er}, la commune de Pantin (Seine) à emprunter une somme de 850.000 francs; le 2^e, la ville de Paris à recevoir une avance de 750.000 francs et à percevoir une taxe de tonnage [3 avril] (A., t. I, p. 418; J.O., c.r., p. 347; Fa. 80, n° 157). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1^{er}, prorogation de surtaxe à l'octroi de Plounéour-Trez (Finistère); le 2^e, prorogation de surtaxe à l'octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure) [5 avril] (A., t. I, p. 448; J.O., c.r., p. 371; Fa. 86, n° 163, 164). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Lillebonne (Seine-Inférieure) [6 avril] (A., t. I, p. 475; J.O., c.r., p. 392; Fa. 90, n° 172). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de l'Aude à contracter un emprunt de 371.100 francs et à s'imposer extraordinairement (1 c. 65); le 2^e, le département de la Nièvre à contracter un emprunt de 528.000 francs et à s'imposer extraordinairement (1 c. 21) [11 avril] (A., t. I, p. 627; J.O., c.r., p. 517; Fa. 105, nos 201, 202). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département du Cher à emprunter une somme de 3.673.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2^e, le département de la Seine à étendre l'affectation d'une imposition extraordinaire [12 avril] (A., t. I, p. 640; J.O., c.r., p. 528; Fa. 108, nos 206, 207). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver une convention passée entre la ville de Paris et le Crédit foncier pour la conversion d'emprunts antérieurs [2 juillet] (A., t. II, p. 207; J.O., c.r., p. 715; I. 157). Est entendu dans la discussion [8 juillet] (A., t. II, p. 258; J.O., c.r., p. 757). — Membre de Commissions (F. 3, 14, 23, 28, 47, 59; J.O., p. 168, 833, 1365, 1543, 3003, 3524).

LEGLUDIC. Sarthe. — Rapport de M. Gravin sur son élection. Est proclamé sénateur [29 mars] (A., t. I, p. 334; J.O., c.r., p. 279). — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département de la Sarthe à contracter un emprunt de 5 millions de francs; le 2^e, le département

de Seine-et-Marne à s'imposer extraordinairement 2 centimes (chemins vicinaux); le 3^e, le département de la Sarthe à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite; le 4^e, l'établissement d'office d'une imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Nicolas (Haute-Vienne) [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; Fa. 155, n^{os} 350, 351, 352, 353). — Membre de Commissions (F. 43, 59; J.O., p. 2015, 3524).

LELÉVRE. Jura. — Demande un congé [25 juin] (J.O., c.r., p. 679). — Membre d'une Commission (F. 47; J.O., p. 3003).

LE MONNIER. Sarthe. — M. le Président annonce son décès et fait son éloge funèbre [14 janvier] (A., t. I, p. 11; J.O., c.r., p. 11).

LÉPINE, Préfet de police, Commissaire du Gouvernement. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi tendant à la réglementation des Halles centrales [18 février] (A., t. I, p. 71; J.O., c.r., p. 66) [4 mars] (A., t. I, p. 137; J.O., c.r., p. 117). — Est désigné par décret, comme Commissaire du Gouvernement, pour assister M. le Ministre de l'Intérieur dans la discussion de la proposition de loi de M. Bérenger sur la prostitution et les outrages aux bonnes mœurs [27 mai] (A., t. II, p. 7; J.O., c.r., p. 552). — Prend part à la discussion de la même proposition de loi [30 mai] (A., t. II, p. 27; J.O., c.r., p. 567) [14 juin] (A., t. II, p. 82; J.O., c.r., p. 614).

LEPORCHÉ. Sarthe. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. Présente, de concert avec M. Frogier de Ponlevoy et le baron de Larcinty, un amendement qui n'est pas maintenu par leurs auteurs [2 avril] (A., t. I, p. 391; J.O., c.r., p. 325). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la durée du mandat des membres des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement [11 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 808). — Membre de Commissions (F. 23, 52, 60; J.O., p. 1365, 3270, 3558).

LE ROYER. Inamovible. — Président de la Commission chargée de l'examen des propositions de lois : 1^o de M. Maxime Lecomte sur le service militaire des membres du Sénat et de la Chambre des Députés; 2^o de M. Fabre sur les obligations des membres du Parlement relatives au service militaire (J.O., p. 394; F. 7). — Propose le

projet de résolution tendant à l'impression et à l'affichage du discours que M. Loubet, président de la Commission des finances, a prononcé au cours de la discussion générale du budget de l'exercice 1895 [3 avril] (A., t. I, p. 414; J.O., c.r., p. 344). — Propose de fixer au 10 juin la nomination de la Commission des finances [31 mai] (A., t. II, p. 38; J.O., c.r., p. 577). — Membre d'une Commission (F. 6; J.O., p. 254).

LESOUËF. Seine-Inférieure. — Demande un congé [31 janvier] (J.O., c.r., p. 27). — Dépose une pétition de 3.344 habitants des communes suivantes : Allouville-Bellefosse, Alvimare, Angerville-la-Martel, Angiens, Anglesqueville-la-Bras-Long, Anquetierville, Aureville, Aubevielle-la-Manuel, Angouville-Auberbosc, Auzouville-l'Esneval, Baons-le-Conte, Bénésville, Bermonville, Beuzeville-le-Guérand, Blosserville, Bois-Himont, Boudeville, Bourdainville, Bourrille, Brametot, Bretteville-Saint-Laurent, Cailleville, Canville-les-Deux-Églises, Carville-Pot-de-Fer, la Chapelle-sur-Dun, Clasville, Cleuville, Cliponville, Colleville, Contremoulins, Criquetot-le-Mauconduit, Criquetot-sur-Ouville, Doudeville, Drosay, Écretteville-sur-Mer, Ectot-l'Auber, Ectot-les-Baons, Eletot, Ermenonville, Etoutteville, Fontaine-le-Dun, La Gaillarde, Gonzeville, Grainville-la-Teinturière, Guerboville, Grémonville, Le Hanouar, Harcanville, Hattenville, Hautot-Saint-Sulpicc, Hautot-le-Valois, Héberville, Héricourt-en-Caux, Houdetot, Ingouville, Limpiville, Lindebeuf, Loudetot, Maulévrier, Mesnil-Durdent, Natteville, Notre-Dame-de-Bliquetuit, Oherville, Onainville, Ouville-l'Abbaye, Paluel, Pleinc-Sève, Prétot-Bique-Mare, Reuville, Ricarville, Riville, Rocquefort, Robertot, Saint-Gilles-de-Crétot, Saint-Martin-aux-Arbres, Saint-Martin-aux-Buniaux, Saint-Nicolas-de-Bliquetuit, Saint-Nicolas-de-la-Haie, Saint-Pierre-Lavis, Saint-Pierre-en-Port, Saint-Silvain, Saint-Valery-en-Caux, Sainte-Colombe, Sainte-Hélène-Boudeville, Sainte-Marguerite-sur-Jaunille, Sainte-Marie-des-Champs, Senneville-sur-Fécamp, Sotteville-sur-Mer, Thérouldville, Touffreville-la-Cable, Theuville-aux-Maillots, Thiergeville, Thiouville, Torpmesnil, Trémauville, Veauville-les-Baons, Veules, Veulettes, Vinemerville, Yvecricque et Ypreville-Biville (Seine-Inférieure) [12 mars] (J.O., c.r., p. 176). — Demande un congé [25 mars] (J.O., c.r., p. 249). — Dépose deux pétitions : 1° d'un certain nombre d'habitants de la commune de Touffreville-la-Corbeline (Seine-Inférieure); 2° d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Fultot, Manneville-ès-Plains, Néville et Sassetot-le-Mauconduit (Seine-Inférieure) [6 avril] (J.O., c.r., p. 412). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes de Sasseville et Veauville-Lesquelles (Seine-Infé-

rieur) [27 juin] (J.O., c.r., p. 692). — Membre de Commissions (F. 6, 14, 52; J.O., p. 254, 833, 3270).

LESUEUR, Constantine. — Secrétaire de la Commission des chemins de fer (J.O. p. 254; F. 6). — Membre de Commissions (F. 4, 47, 51; J.O., p. 198, 3003, 3254).

LEYGUES, *Ministre de l'Intérieur*. — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la réforme du régime des prestations [14 mars] (A., t. I, p. 225; J.O., c.r., p. 191). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Pauliat sur la façon irrégulière dont les gisements de phosphate de chaux de Tébessa ont été concédés [9 juillet] (A., t. II, p. 298; J.O., c.r., p. 790).

LIARD, *directeur de l'enseignement, Commissaire du Gouvernement*. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, pour l'exercice 1895 [4 avril] (A., t. I, p. 430; J.O., c.r., p. 359). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit de 10.000 francs et annulation de la même somme sur le chapitre 60 de l'exercice 1895 [12 juillet] (A., t. II, p. 351; J.O., c.r., p. 834).

LIBOURNE. — V. loi 280.

LILLEBONNE. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 123.

LIOTARD-VOGT, *directeur de l'enregistrement des domaines et du timbre, Commissaire du Gouvernement*. — Répond à M. Grivart et à M. Baudens sur l'article 3 de la loi de finances (Associations civiles et religieuses) [8 avril] (A., t. I, p. 555; J.O., c.r., p. 456). — Répond à M. Bardoux [9 avril] (A., t. I, p. 572; J.O., c.r., p. 470).

LOC-MARIA-PLOUZANÉ. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 23.

LOIR-ET-CHER. — Emprunt. V. loi 134. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 216.

LOIRE. — Imposition extraordinaire pendant les années 1895 et 1896.

V. loi 11. — Emprunt. V. loi 70. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 219.

LOIRE (Haute). — Emprunt. V. loi 59. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 186. — Imposition extraordinaire (assistance médicale). V. loi 244.

LOIRE-INFÉRIEURE. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 375. — Création de ressources extraordinaires pour le paiement de subventions allouées en faveur des chemins de fer d'intérêt général. V. loi 319.

LOIS.

1. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi tendant à modifier la 1^{re} section du chapitre premier du livre III (art. 77, 78 et 81) du Code pénal. Déposée par M. Monsservin [11 janvier] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 9; I. 3).

2. Proposition de loi sur les crimes et délits concernant la défense nationale. Déposée par M. Morellet [24 décembre 1894]. — Commission : 1^{er} bureau, M. Isaac. 2^e bureau, M. Cazot. 3^e bureau, M. Glamageran. 4^e bureau, M. Morellet. 5^e bureau, M. Maxime Lecomte. 6^e bureau, M. Monsservin. 7^e bureau, M. Richaud. 8^e bureau, M. Baduel. 9^e bureau, M. Gadaud (J.O., p. 198; F. 4). *Président*, M. Cazot; *Secrétaire*, M. Maxime Lecomte (J.O., p. 254; F. 6). — Membre de la Commission : M. de Verninac, en remplacement de M. Gadaud (J.O., p. 1148; F. 18).

3. Proposition de loi sur le service militaire des membres du Sénat et de la Chambre des Députés. Déposée par M. Maxime Lecomte [12 novembre]. Rapport sommaire de M. Gadaud [10 décembre]. Adoption de la prise en considération [24 décembre 1894]. Commission : 1^{er} bureau, M. le général Billot. 2^e bureau, M. Le Royer. 3^e bureau, M. Dellestable. 4^e bureau, M. Fousset. 5^e bureau, M. Maxime Lecomte. 6^e bureau, M. Dusolier. 7^e bureau, M. Ratier. 8^e bureau, M. Demôle. 9^e bureau, M. Fabre (J.O., p. 254; F. 6). *Président*, M. Le Royer; *Secrétaire*, M. Dellestable (J.O., p. 394; F. 7). — M. Joseph Fabre dépose son rapport [12 février] (A., t. I, p. 57; J.O., c.r., p. 55; I. 23^f). — 1^{re} délibération : MM. Joseph Fabre, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Girault, Maxime Lecomte. Clôture de la discussion générale.

Article premier: MM. Isaac, Joseph Fabre, *rapporteur*, Maxime Lecomte, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet de l'amendement de M. Maxime Lecomte. Adoption de l'article premier. Articles 2 à 4. Adoption. Vote sur l'ensemble. Adoption [22 février] (A., t. I, p. 87; J.O., c.r., p. 78). 2^e délibération. Article premier: MM. Drouhet, Joseph Fabre, *rapporteur*, Isaac. Adoption de l'article premier. Article 2. Amendement de M. Delpech: MM. Delpech, Joseph Fabre, *rapporteur*, Maxime Lecomte. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 2. Articles 3 et 4. Adoption. Vote sur l'ensemble. Adoption de la proposition de loi [5 mars] (A., t. I, p. 150; J.O., c.r., p. 127).

4. Proposition de loi sur les obligations des membres du Parlement relatives au service militaire. Déposée par M. Fabre [20 novembre]. Rapport sommaire de M. Gadaud [10 décembre]. Adoption de la prise en considération [24 décembre 1894]. Commission: 1^{er} bureau, M. le général Billot. 2^e bureau, M. Le Royer. 3^e bureau, M. Dellestable. 4^e bureau, M. Fousset. 5^e bureau, M. Maxime Lecomte. 6^e bureau, M. Dusolier. 7^e bureau, M. Ratier. 8^e bureau, M. Demôle. 9^e bureau, M. Joseph Fabre (J.O., p. 254; F. 6). *Président*, M. Le Royer; *Secrétaire*, M. Dellestable (J.O., p. 394; F. 7). — M. Joseph Fabre dépose son rapport [12 février] (A., t. I, p. 57; J.O., c.r., p. 55; I. 23). — 1^{re} délibération: MM. Joseph Fabre, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, Girault, Maxime Lecomte. Clôture de la discussion générale. Article premier: MM. Isaac, Joseph Fabre, *rapporteur*, Maxime Lecomte, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet de l'amendement de M. Maxime Lecomte. Adoption de l'article premier. Articles 2 à 4. Adoption. Vote sur l'ensemble de la proposition de loi. Adoption [22 février] (A., t. I, p. 87; J.O., c.r., p. 78). 2^e délibération. Article premier: MM. Joseph Fabre, *rapporteur*, Isaac. Adoption de l'article premier. Article 2. Amendement de M. Delpech: MM. Delpech, Joseph Fabre, *rapporteur*, Maxime Lecomte. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 2. Articles 3 et 4. Adoption. Vote sur l'ensemble. Adoption [5 mars] (A., t. I, p. 150; J.O., c.r., p. 127). — Proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modification par la Chambre des Députés, relative aux obligations militaires des membres du Parlement. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 719; I. 159). — M. Joseph Fabre dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 300; J.O., c.r., p. 791; I. 178). — 1^{re} délibération. L'urgence est déclarée. Article premier. Adoption. Article 2: MM. Garran de Balzan, le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*, Maxime Lecomte, Joseph Fabre, *rapporteur*. Adoption. Articles 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble [12 juillet]

(A., t. II, p. 347; J.O., c.r., p. 631). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4274).

5. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 549 du Code de commerce [12 juillet 1894]. M. Thézard dépose son rapport [21 janvier] (A., t. I, p. 17; J.O., c.r., p. 17; I. 6). — 1^{re} délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [1^{er} février] (A., t. I, p. 40; J.O., c.r., 36). — Promulgation (J.O., 9 février, p. 761).

6. Proposition de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de faire cesser le travail dans les exploitations de l'État et des Compagnies de chemins de fer [21 décembre 1894]. M. Marquis dépose son rapport [21 janvier] (A., t. I, p. 18; J.O., p. 17; I. 7). — Discussion de la prise en considération : MM. Edouard Milland, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Adoption de la prise en considération [3 février] (A., t. I, p. 55, J.O., c.r., p. 49). — Commission : 1^{er} bureau, M. Drumel. 2^e bureau, M. Cordelet. 3^e bureau, M. de Marcère. 4^e bureau, M. Cazot. 5^e bureau, M. Marquis. 6^e bureau, M. Constans. 7^e bureau, M. Demôle. 8^e bureau, M. Ratier. 9^e bureau, M. Jean Dupuy (J.O., p. 833; F. 44). *Président*, M. Cazot; *Secrétaire*, M. Ratier (J.O., p. 956; F. 15). — M. Demôle dépose son rapport [10 juin] (A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 579; I. 121).

7. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère [17 janvier 1894]. M. Dauphin dépose son rapport [24 janvier] (A., t. I, p. 23; J.O., c.r., p. 21; I. 8). — 1^{re} délibération. Contre-projet de M. Demôle : MM. Demôle, Dauphin, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Rejet du contre-projet [18 mars] (A., t. I, p. 233, J.O., c.r., p. 196). — Article premier. Articles 756, 757, 758. Adoption. Article 759 : MM. Bernard, Demôle, Dauphin, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Tillaye. Scrutins sur les diverses parties de l'article 759 et vote sur l'ensemble de l'article (rédaction de la Commission). Adoption [19 mars] (A., t. I, p. 245; J.O., c.r., p. 206). Articles 760 à 765 (nouvelle rédaction). Adoption. Vote sur l'ensemble de l'article premier. Adoption. Article 2. Adoption. Article 3 : MM. Grivart, Thézard, Dauphin, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice* [21 mars] (A., t. I, p. 257; J.O., c.r., p. 217). Article 3 : MM. Pauliac, Grivart, Drumel, Thézard, Dauphin, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, le *Président*, Thévenet. Rejet de divers amendements. Adoption de l'article 3. Article 4 :

M. Dauphin. Adoption. Article 5 : MM. Thézard, Dauphin, *rapporteur*, Grivart, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Adoption de l'article 5. Article 6 : MM. Thézard, Drumel, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Dauphin, Demôle. Adoption de l'article 6. Articles 7, 8 et 9. Adoption. Article 10 : MM. Demôle, le Président [22 mars] (A., t. I, p. 268; J.O., c.r., p. 225). Article 10. Disposition transitoire. Amendement de M. Demôle : MM. Demôle, Dauphin, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article. Article additionnel de MM. Drouhet et Isaac : M. Drouhet. Adoption en 1^{re} délibération de la proposition de loi [25 mars] (A., t. I, p. 279; J.O., c.r., p. 235). — 2^e délibération. Article premier : articles 756 à 758. Adoption. Article 759. Amendement de M. Bernard : MM. Bernard, Dauphin, *rapporteur*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article premier. Article 2 (article 766) : M. Dauphin, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article 2. Article 3 : MM. Grivart, Dauphin, *rapporteur*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Article 4. Adoption. Article 5. Disposition additionnelle proposée par M. Thézard : MM. Thézard, Dauphin, *rapporteur*. Rejet au scrutin. Rejet de l'amendement de M. Thézard. Articles 6, 7 et 9. Adoption : M. Franck Chauveau. Renvoi à la Commission de l'article avec l'amendement de M. Franck Chauveau [21 juin] (A., t. II, p. 131; J.O., c.r., p. 654). Article 9 (nouvelle rédaction). Amendement de M. Franck Chauveau : MM. Franck Chauveau, Dauphin, *rapporteur*. Adoption, au scrutin, de la rédaction proposée par la Commission. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [27 juin] (A., t. II, p. 168; J.O., c.r., p. 683). — Promulgation (J.O., 28 mars 1896, p. 1733).

8. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Épernay (Marne) à emprunter une somme de 560.000 francs et à s'imposer extraordinairement [17 décembre 1894]. M. Dulac dépose son rapport [24 janvier] (A., t. I, p. 23; J.O., c.r. p. 21; Fa. 1, n° 1). — Adoption [31 janvier] (A., t. I, p. 28; J.O., c.r., p. 26). — Promulgation (J.O., 3 février, p. 646).

9. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Saint-Cloud (Seine-et-Oise) [6 décembre 1894]. M. Dulac dépose son rapport [24 janvier] (A., t. I, p. 23; J.O., c.r., p. 21; Fa. 1, n° 2). — Adoption [31 janvier] (A., t. I, p. 28; J.O., c.r., p. 26). — Promulgation (J.O., 6 février, p. 689).

10. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'établissement d'office sur la commune de Podensac (Gironde)

d'une imposition extraordinaire [26 novembre 1894]. M. Dulac dépose son rapport [24 janvier] (A., t. I, p. 23; J.O., c.r., p. 21; Fa. 1, n° 3). — Adoption [31 janvier] (A., t. I, p. 28; J.O., c.r., p. 26). — Promulgation (J.O., 3 février, p. 646).

11. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire à s'imposer extraordinairement, pendant les années 1895 et 1896, 0 fr. 04 additionnels [27 décembre 1894]. M. Dulac dépose son rapport [24 janvier] (A., t. I, p. 23; J.O., c.r., p. 21; Fa. 2, n° 4). — Adoption [31 janvier] (A., t. I, p. 28; J.O., c.r., p. 26). — Promulgation (J.O., 3 février, p. 645).

12. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 1033 du Code de procédure civile. Présenté à la Chambre des Députés [28 juillet]. Rapport de M. Sauzet [17 novembre 1894]. Adoption [12 janvier]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [21 janvier] (A., t. I, p. 17; J.O., c.r., p. 17; I. 5). — Commission: 1^{er} bureau, M. Benoist. 2^e bureau, M. Grivart. 3^e bureau, M. Dupuy. 4^e bureau, M. Mazeau. 5^e bureau, M. Régismanset. 6^e bureau, M. Marquis. 7^e bureau, M. Richaud. 8^e bureau, M. Ringot. 9^e bureau, M. Saint-Rome (J.O., p. 615; F. 10). *Président*, M. Benoist; *Secrétaire*, M. Régismanset (J.O., p. 697; F. 12). — M. Grivart dépose son rapport [5 mars] (A., t. I, p. 154; J.O., c.r., p. 131; I. 39). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence: MM. Grivart, *rapporteur*, Xavier Blanc, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Adoption [14 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 191). — Promulgation (J.O., 17 avril, p. 2154).

13. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi relative aux Chambres de commerce et aux Chambres consultatives des arts et manufactures. Déposée par M. Durand-Savoyat [31 janvier] (A., t. I, p. 29; J.O., c.r., p. 26; I. 11).

14. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Roscanvel (Finistère) [24 décembre 1894]. M. Tirman dépose son rapport [31 janvier] (A., t. I, p. 29; J.O., c.r., p. 26; Fa. 3, n° 5). — Adoption [18 février] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 63). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1092).

15. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Tréglonou (Finistère) [24 décembre 1894]. M. Tirman dépose son rapport [31 janvier] (A., t. I, p. 29; J.O., c.r.,

p. 26; Fa. 3, n° 6). — Adoption [18 février] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 63). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1092).

16. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de l'Hôpital-Camfront (Finistère) [24 décembre 1894]. M. Tirman dépose son rapport [31 janvier] (A., t. I, p. 29; J.O., c.r., p. 26; Fa. 3, n° 7). — Adoption [18 février] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 63). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1090).

17. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation d'une surtaxe à l'octroi de Plouarzel (Finistère) [20 décembre 1894]. M. Tirman dépose son rapport [31 janvier] (A., t. I, p. 29; J.O., c.r., p. 26; Fa. 3, n° 8). — Adoption [18 février] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 63). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1091).

18. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'amnistic. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport et adoption [28 janvier]. — Déposé par M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et au sien. Déclaration de l'urgence. Commission : 1^{er} bureau, M. Isaac. 2^e bureau, M. Millaud. 3^e bureau, M. Bisseuil. 4^e bureau, M. Hamel. 5^e bureau, M. Thévenet. 6^e bureau, M. Combes. 7^e bureau, M. Poirrier (Seine). 8^e bureau, M. Milliard. 9^e bureau, M. Joseph Fabre. *Président* : M. Hamel; *Secrétaire* : M. Isaac; *Rapporteur* : M. Milliard (J.O., p. 615; F. 10). — M. Milliard dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate : MM. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, Buffet, le Président. Article premier, jusqu'au paragraphe 2. Adoption. Paragraphe 3 : MM. Buffet, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Paragraphe 4 : MM. Buffet, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Vote sur l'ensemble de l'article premier. Adoption. Article 2. Adoption : MM. Isaac, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption au scrutin de l'ensemble du projet [31 janvier] (A., t. I, p. 29; J.O., c.r., p. 27; I. 14). — Promulgation (J.O., 2 février, p. 630).

19. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de la Guerre un crédit extraordinaire de 20.000 francs pour les funérailles du maréchal Canrobert. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport et adoption [31 janvier]. — Déposé par M. le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*, au nom de M. le Président du Conseil, *Ministre des Finances*, et au sien : MM. le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*, Loubet, *président*

de la Commission des finances. Déclaration de l'urgence [31 janvier] (A., t. I, p. 33; J.O., c.r., p. 30; I. 15). — M. Bardoux dépose son rapport et en donne lecture. Ouverture de la discussion immédiate : MM. Delpech, Girault, le général Billot, Tolain, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* Article unique. Rejet de la demande de scrutin à la tribune. Adoption au scrutin [1^{er} février] (A., t. I, p. 35; J.O., c.r., p. 33; I. 17). — Promulgation (J.O., 3 février, p. 646).

20. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 2 de la loi du 23 mars 1872, qui désigne les lieux de déportation. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport et adoption [31 janvier]. — Déposé par M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, au nom de M. le Ministre des Colonies et au sien. Déclaration de l'urgence [1^{er} février] (A., t. I, p. 40; J.O., c.r., p. 37). — Commission : 1^{er} bureau, M. Thézard. 2^e bureau, M. Delobéau. 3^e bureau, M. Bizot de Fonteny. 4^e bureau, M. Gauthier. 5^e bureau, M. Delpech. 6^e bureau, M. Boulanger. 7^e bureau, M. Taulier. 8^e bureau, M. Allègre. 9^e bureau, M. Drouhet. *Président*, M. Boulanger; *Secrétaire*, M. Gauthier; *Rapporteur*, M. Allègre (J.O., p. 697; F. 12). — M. Allègre dépose et donne lecture de son rapport. Discussion immédiate. Adoption [5 février] (A., t. I, p. 44; J.O., c.r., p. 39; I. 20). — Promulgation (J.O., 12 février, p. 805).

21. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier, aux abords de Saint-Quentin, le tracé du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Quentin au Catelet. Présenté à la Chambre des Députés [23 novembre 1893]. Rapport de M. Descubes [13 mars 1894]. Adoption [14 janvier]. — Déposé par M. Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics* [5 février] (A., t. I, p. 43; J.O., c.r., p. 39; I. 19). — M. Prevet dépose son rapport [6 avril] (A., t. I, p. 473; J.O., c.r., p. 391; I. 80). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 626; J.O., c.r., p. 516). — Promulgation (J.O., 5 mai, p. 2592).

22. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Ajaccio (Corse) à emprunter une somme de 312.000 francs et à s'imposer extraordinairement [27 décembre 1894]. M. Silhol dépose son rapport [5 février] (A., t. I, p. 44; J.O., c.r., p. 39; Fa. 4, n° 10). — Adoption [12 février] (A., t. I, p. 60; J.O., c.r., p. 55). — Promulgation (J.O., 20 février, p. 965).

23. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant proro-

gation de surtaxe à l'octroi de Loc-Maria-Plouzané (Finistère) [27 décembre 1894]. M. Silhol dépose son rapport [5 février] (A., t. I, p. 44; J.O., c.r., p. 39; Fa. 4, n° 9). — Adoption [12 février] (A., t. I, p. 60; J.O., c.r., p. 55). — Promulgation (J.O., 16 février, p. 897).

24. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune de Blidah, département d'Alger) à contracter un emprunt de 1.133.261 francs. Présenté à la Chambre des Députés [27 décembre 1894]. Rapport de M. Bourlier [12 janvier]. Adoption [31 janvier]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [5 février] (A., t. I, p. 45; J.O., c.r., p. 41; Fa. 5, n° 11). — M. Durand dépose son rapport [4 mars] (A., t. I, p. 129; J.O., c.r., p. 110; Fa. 23, n° 47). — Adoption [11 mars] (A., t. I, p. 190; J.O., c.r., p. 161). — Promulgation (J.O., 14 mars, p. 1377).

25. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par un décret impérial en date du 1^{er} avril 1864, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités [15 juin] Rapport de M. Brunet [4 décembre 1894]. 1^{re} délibération. Discussion générale : MM. le Président, Brunet, *rapporteur*. Article premier, paragraphe premier : M. Brunet, *rapporteur*. Adoption du paragraphe premier modifié. Paragraphe 2. Amendement de MM. Thévenet et Delobea : MM. Thévenet, Trystram, *président de la Commission*. Renvoi de l'amendement à la Commission. Articles 2 à 5. Adoption. Article 6 : M. Demôle. Renvoi de l'article 6 à la Commission. Articles 7 à 10. Adoption [8 février] (A., t. I, p. 59; J.O., c.r., p. 45). — M. le Président. Article premier. Amendement de MM. Thévenet et Delobea : MM. Brunet, *rapporteur*, Darbot. MM. Fresneau, Thévenet, Audren de Kerdrel. Brunet, *rapporteur*. Rejet au scrutin de l'amendement. Adoption de l'article premier (rédaction de la Commission). Article 6 : M. Brunet, *rapporteur*. Adoption de l'article 6 modifié. Adoption de la loi en 1^{re} délibération [12 février] (A., t. I, p. 60; J.O., c.r., p. 56). — 2^e délibération. Contre-projet de M. Fresneau : MM. Fresneau, Brunet, *rapporteur*. Rejet de la prise en considération du contre-projet de M. Fresneau. Article premier : MM. Thévenet, Brunet, *rapporteur*, Darbot, Prevet, Pauliat [5 mars] (A., t. I, p. 155; J.O., c.r., p. 131). — Article premier : MM. Prevet, Darbot, Delobea, Brunet, *rapporteur*, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*, Pauliat. Amendements de MM. Thévenet et Delobea. Rejet. Amendement de M. Prevet. Rejet de la prise en considération. Amendement de M. Pauliat. Rejet. Adoption de l'article premier (texte la Commission). Article 2 : MM. Merlet, Brunet, *rapporteur*. Adoption.

Articles 3 et 4. Adoption. Article 5 : MM. le marquis de Carné, Brunet, *rapporteur*, de Verninac, Boulanger, Trystram, *président de la Commission*. Renvoi de l'article 5 à la Commission. Articles 6 et 7. Renvoi à la Commission. Article 8. Adoption. Article 9 : MM. le marquis de Carné, le Président. Retrait de l'amendement de M. Pauliat par son auteur : MM. Le Breton, Brunet, *rapporteur*. Articles 9 et 10. Renvoi à la Commission. Article 11. Adoption [7 mars] (A., t. I, p. 171; J.O., c.r., p. 145). — MM. le Président, Brunet, *rapporteur*. Article 5. Suppression. Article 5 nouveau : MM. Brunet, *rapporteur*, marquis de Carné, Blavier, Darbot, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*. Demande de renvoi à la Commission. Rejet. Adoption de l'article 5. Amendement de M. de Carné. Rejet. Article 7 ancien. Suppression. Article 9 nouveau : MM. Le Breton, Floquet, Lefèvre, Frédéric Petit. Renvoi de l'article 9 à la Commission [11 mars] (A., t. I, p. 190; J.O., c.r., p. 162). — M. Brunet, *rapporteur*, demande l'ajournement de la discussion, afin de permettre à la Commission d'examiner attentivement les vœux formulés par M. le Ministre de la Guerre, relatifs au service de visites sanitaires des viandes destinées à l'alimentation de la troupe [18 mars] (A., t. I, p. 232; J.O., c.r., p. 196). — Article 7 : M. Brunet, *rapporteur*, Le Breton, Lefèvre, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*. Rejet de l'amendement de M. Le Breton. Adoption de l'article 7. M. Fresneau. Vote sur l'ensemble du projet de loi. Adoption [25 mars] (A., t. I, p. 284; J.O., c.r., p. 239).

26. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Beauvais (Oise) à emprunter une somme de 1.871.500 francs. Présenté à la Chambre des Députés [27 décembre 1894]. Rapport de M. Bourlier [12 janvier]. Adoption [31 janvier]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [8 février] (A., t. I, p. 56; J.O., c.r., p. 50; Fa. 6, n° 12). — M. Lefèvre dépose son rapport [11 mars] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 161; Fa. 31, n° 61). — Adoption [18 mars] (A., t. I, p. 231; J.O., c.r., p. 195). — Promulgation (J.O., 23 mars, p. 1538).

27. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir un crédit de 30.000 francs pour venir en aide aux familles des victimes de l'explosion du puits Sainte-Eugénie à Montceau-les-Mines. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport et adoption [8 février]. — Déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Finances. Déclaration de l'urgence. Rapport verbal de M. Loubet, *président de la Commission des finances*. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [8 février] (A., t. I, p. 57; J.O., c.r., p. 50, 51; I. 21, 22). — Promulgation (J.O., 10 février p. 777).

28. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Moutiers (Savoie) [24 décembre 1894]. M. Nioche dépose son rapport [8 février] (A., t. I, p. 57; J.O., c.r., p. 51; Fa. 7, n° 13). — Adoption [18 février] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 63). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1090).

29. Projet de loi élevant de dix-huit à dix-neuf le nombre des conseillers d'État en service extraordinaire. [26 novembre]. M. Tirman dépose son rapport [12 février] (A., t. I, p. 59; J.O., c.r., p. 55; I. 24). — 1^{re} délibération. Adoption [19 février] (A., t. I, p. 82; J.O., c.r., p. 73). — 2^e délibération. Adoption [28 février] (A., t. I, p. 118; J.O., c.r., p. 102). — Promulgation (J.O., 1^{er} décembre, p. 6741).

30. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'établissement d'office d'une imposition extraordinaire sur la commune de Saint-Agnet (Landes) [20 décembre 1894]. M. Dulac dépose son rapport [12 février] (A., t. I, p. 67; J.O., c.r., p. 61; Fa. 10, n° 18). — Adoption [19 février] (A., t. I, p. 81; J.O., c.r., p. 73). — Promulgation (J.O., 2 mars, p. 1161).

31. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Toulouse (Haute-Garonne) à emprunter une somme de 43.409 francs [20 décembre]. M. Dulac dépose son rapport [12 février] (A., t. I, p. 67; J.O., c.r., p. 61; Fa. 10, n° 19). — Adoption [19 février] (A., t. I, p. 81; J.O., c.r., p. 73). — Promulgation (J.O., 2 mars, p. 1161).

32. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe établie sur l'alcool à l'octroi de Brest (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [20 décembre 1894]. Rapport de M. Cosmao-Dumenez [12 janvier]. Adoption [31 janvier]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [12 février] (A., t. I, p. 60; J.O., c.r., p. 58; Fa. 8, n° 15). — M. Dulac dépose son rapport [19 février] (A., t. I, p. 82; J.O., c.r., p. 74; Fa. 16, n° 29). — Adoption [22 février] (A., t. I, p. 97; J.O., c.r., p. 86). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1089).

33. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Mende (Lozère). Présenté à la Chambre des Députés [20 décembre 1894]. Rapport de M. Cosmao-Dumenez [12 janvier]. Adoption [31 janvier]. —

Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [12 février] (A., t. I, p. 60; J.O., c.r., p. 56; Fa. 8, n° 14). — M. Ollivier dépose son rapport [11 mars] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 161; Fa. 33, n° 64). — Adoption [18 mars] (A., t. I, p. 232; J.O., c.r., p. 195). — Promulgation (J.O., 24 mars, p. 1557).

34. Exposé des motifs, et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser la commune de Bricquebec, arrondissement de Valognes (Manche), en trois municipalités distinctes. Présenté à la Chambre des Députés [20 décembre 1894]. Rapport de M. Lefoulon [12 janvier]. Adoption [31 janvier]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [12 février] (A., t. I, p. 63; J.O., c.r., p. 58; Fa. 9, n° 16). — M. Dulac dépose son rapport [11 mars] (A., t. I, p. 190; J.O., c.r., p. 161; Fa. 30, n° 60). — Adoption [19 mars] (A., t. I, p. 243; J.O., c.r., p. 205). — Promulgation (J.O., 23 mars, p. 1539).

35. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'établissement d'office sur la commune de Géros (Hautes-Pyrénées) d'une imposition extraordinaire. Présenté à la Chambre des Députés [20 décembre 1894]. Rapport de M. Michelin [12 janvier]. Adoption [31 janvier]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [12 février] (A., t. I, p. 63; J.O., c.r., p. 58; Fa. 9, n° 17). — M. Lefèvre dépose son rapport [12 mars] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 179; Fa. 37, n° 70). — Adoption [19 mars] (A., t. I, p. 244; J.O., c.r., p. 206). — Promulgation (J.O., 23 mars, p. 1539).

36. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ériger en commune distincte la section de l'Oie, canton des Essarts, arrondissement de la Roche-sur-Yon (Vendée) [27 décembre 1894]. M. Gauthier dépose son rapport [18 février] (A., t. I, p. 69; J.O., c.r., p. 63; Fa. 11, n° 20). — Adoption [22 février] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 75). — Promulgation (J.O., 8 mars, p. 1249).

37. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la réglementation des Halles centrales [27 juin]. Rapport de M. Camescasse [13 juillet 1893]. Rapport supplémentaire de M. Camescasse [21 décembre 1894]. — 1^{re} délibération. Décret désignant M. Lépine, *Préfet de police*, en qualité de Commissaire du Gouvernement : M. Camescasse, *rapporteur*. Article premier, paragraphe premier. Adoption. Paragraphe 2. Amendement de M. Le Breton : MM. Le Breton, Lépine, *Commissaire du Gouvernement*. Réjet de l'amendement.

dement. Adoption du paragraphe 2 et de l'ensemble de l'article premier. Article 2. Adoption. Article 3. Amendement de M. Le Breton : MM. Le Breton, Lépine, *Commissaire du Gouvernement*. Rejet au scrutin de l'amendement. Adoption de l'article 3. Articles 4 à 16. Adoption. Article 17 : MM. Le Breton, Lépine, *Commissaire du Gouvernement*, Blavier, Camescasse, *rapporteur*. Adoption de l'article 17 modifié. Articles 18 et 19. Adoption. Adoption en 1^{re} délibération [18 février] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 64). — 2^e délibération. Article premier : MM. Poirrier, Camescasse, *rapporteur*, Le Breton, Lépine, *Commissaire du Gouvernement*. Retrait de l'amendement de M. Poirrier par son auteur. Adoption de celui de M. Le Breton. Adoption de l'article premier modifié. Article 2 : MM. Le Breton, Camescasse, *rapporteur*, Lépine, *Commissaire du Gouvernement*. Rejet de l'amendement de M. Le Breton. Articles 3 à 5. Adoption. Article 6 : MM. Hervé de Saisy, Camescasse, *rapporteur*. Adoption de l'article 6. Article 7 : MM. Le Breton, Camescasse, *rapporteur*. Adoption. Articles 8 à 15. Adoption. Article 16. Amendement de M. Poirrier : M. Poirrier. Adoption de l'amendement. Adoption de l'article 16 modifié. Article 17. Adoption des deux premiers paragraphes : M. Le Breton. Rejet de l'amendement de M. Le Breton. Amendement de M. Poirrier : MM. Poirrier, Lépine, *Commissaire du Gouvernement*. Rejet de l'amendement au scrutin. Adoption de l'article 17 (texte de la Commission). Articles 18 et 19. Adoption. Adoption de l'ensemble [4 mars] (A., t. I, p. 135; J.O., c.r., p. 115).

38. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne) [20 décembre]. M. Dulac dépose son rapport [18 février] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 71; Fa. 12, n° 21). — Adoption [22 février] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 76). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1090).

39. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création de surtaxe à l'octroi de Rennes (Ille-et-Vilaine) [20 décembre]. M. Dulac dépose son rapport [18 février] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 71; Fa. 12, n° 22). — Adoption [22 février] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 76). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1092).

40. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Saint-Germain-Laprade, canton du Puy sud-est, arrondissement du Puy (Haute-Loire), la section de Blavozy pour l'ériger en commune distincte [4 décembre 1894]. M. Dulac dépose son rapport [18 février] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 71; Fa. 12, n° 23). —

Adoption [22 février] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 76). — Promulgation (J.O., 7 mars, p. 1233).

41. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Ploudivy (Finistère) [20 décembre 1894]. M. Dulac dépose son rapport [18 février] (A., t. I, p. 79; J.O., c.r., p. 71; Fa. 13, n° 24). — Adoption [22 février] (A., t. I, p. 97; J.O., c.r., p. 86). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1091).

42. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1884 [25 mai 1893]. M. Marquis dépose son rapport [19 février] (A., t. I, p. 81; J.O., c.r., p. 73; I. 28). — Sont entendus : MM. Blavier, Marquis, *rapporteur*. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [4 mars] (A., t. I, p. 132; J.O., c.r., p. 113). — Promulgation (J.O., 24 mars, p. 1558).

43. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'impôt des prestations [28 avril]. Rapport de M. Émile Labiche [20 juillet 1893]. M. Émile Labiche dépose un rapport supplémentaire [19 février] (A., t. I, p. 81; J.O., c.r., p. 73; I. 27). — 1^{re} délibération. Décrets désignant comme Commissaires du Gouvernement M. Mastier, *directeur de l'administration départementale et communale au Ministère de l'Intérieur*, et M. Boutin, *directeur général des contributions directes au Ministère des Finances* : MM. Buffet, le Président, Labiche, *rapporteur*. Rejet de la proposition de renvoi à la Commission. Discussion générale : MM. Girault, Labiche, *rapporteur*, Buffet, le marquis de Carné, Boutin, *Commissaire du Gouvernement*. Article premier : MM. Mastier, *Commissaire du Gouvernement*, Labiche, *rapporteur*, Morel. Adoption de l'article premier. Articles 2 et 3. Adoption. Article 4 : MM. Mastier, *Commissaire du Gouvernement*, Buffet, Labiche, *rapporteur*. Adoption. Article 5. Amendement de M. de Verninac : MM. de Verninac, Labiche, *rapporteur*. Adoption de l'amendement et de l'article 5 modifié. Article 6. Adoption des deux premiers paragraphes. Amendement de M. Hervé de Saisy sur le troisième paragraphe : MM. Hervé de Saisy, Labiche, *rapporteur*, Le Breton. Adoption de l'amendement et de l'article 6 modifié. Article 7. Adoption. Article 8, paragraphe premier. Amendement de M. Hervé de Saisy : MM. Hervé de Saisy, Labiche, *rapporteur*. Retrait de l'amendement par son auteur : MM. de Verninac, Labiche, *rapporteur*. Adoption de l'article 8. Article 9 : MM. Drouhet, Isaac, Labiche, *rapporteur*. Adoption de l'article 9. Articles 10 et 11. Adoption. Adoption en 1^{re} délibération [28 février] (A., t. I, p. 101; J.O., c.r., p. 89). — 2^e délibé-

ration : MM. Buffet, Labiche, *rapporteur*. Demande d'ajournement. Rejet au scrutin. Article premier. Amendement de M. Hervé de Saisy : MM. Hervé de Saisy, Waddington, *membre de la Commission*. Rejet. Amendement de M. Girault : MM. Girault, Labiche. Rejet. Amendement de M. Buffet : MM. Buffet, Labiche, *rapporteur* [11 mars] (A., t. I, p. 196 ; J.O., c.r., p. 166). — MM. Drumel, Richard Waddington, Buffet, Labiche, *rapporteur*, Séblinc. Amendement de M. Baudens : MM. Baudens, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Amendement de M. Séblinc : MM. Séblinc, Labiche, *rapporteur*. Prise en considération de l'amendement de M. Séblinc. Renvoi de l'amendement à la Commission [12 mars] (A., t. I, p. 211 ; J.O., c.r., p. 179). — MM. Labiche, *rapporteur*, Buffet, Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [14 mars] (A., t. I, p. 223 ; J.O., c.r., p. 189).

44. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Plougouvelin (Finistère) [20 décembre 1894]. M. Dulac dépose son rapport [19 février] (A., t. I, p. 82 ; J.O., c.r., p. 74 ; Fa. 15, n° 27). — Adoption [22 février] (A., t. I, p. 97 ; J.O., c.r., p. 86). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1091).

45. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Scaër (Finistère) [20 décembre 1894]. M. Dulac dépose son rapport [19 février] (A., t. I, p. 82 ; J.O., c.r., p. 74 ; Fa. 15, n° 28). — Adoption [22 février] (A., t. I, p. 97 ; J.O., c.r., p. 86). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1092).

46. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi d'Anor (Nord) [24 décembre 1894]. M. Trystram dépose son rapport [19 février] (A., t. I, p. 82 ; J.O., c.r., p. 74 ; Fa. 14, n° 25). — Adoption [22 février] (A., t. I, p. 97 ; J.O., c.r., p. 86). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1089).

47. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi d'Haubourdin (Nord) [24 décembre 1894]. M. Trystram dépose son rapport [19 février] (A., t. I, p. 82 ; J.O., c.r., p. 74 ; Fa. 14, n° 26). — Adoption [22 février] (A., t. I, p. 97 ; J.O., c.r., p. 86). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1090).

48. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1895, des crédits provisoires applicables au mois de mars 1895 et montant à 254.929.195 francs ; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période,

les impôts indirects et revenus publics. Présenté à la Chambre des Députés [19 février]. Rapport de M. Cochery [21 février]. Adoption [22 février]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble [22 février] (A., t. I, p. 85; J.O., c.r., p. 76; I. 29, 30). — Promulgation (J.O., 25 février, p. 1057).

49. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1894, un crédit extraordinaire de 1.500.000 francs destiné à venir en aide aux victimes des orages et des inondations dans la région du Nord et dans toute la France pendant l'année 1894 [27 décembre 1894]. M. Guyot dépose son rapport [22 février] (A., t. I, p. 86; J.O., c.r., p. 77; I. 31). — MM. Guyot, *rapporteur*, Xavier Blanc, Baudens, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble [4 mars] (A., t. I, p. 129; J.O., c.r., p. 110).

50. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Ploudaniel (Finistère) [6 décembre 1894]. M. Dulac dépose son rapport. Adoption [22 février] (A., t. I, p. 86; J.O., c.r., p. 77, 87; Fa. 18, n° 33). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1091).

51. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de La Roche-Maurice (Finistère) [13 décembre 1894]. M. Dulac dépose son rapport. Adoption [22 février] (A., t. I, p. 86; J.O., c.r., p. 77, 87; Fa. 18, n° 34). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1090).

52. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Ploudalmézeau (Finistère) [20 décembre 1894]. M. Dulac dépose son rapport. Adoption [22 février] (A., t. I, p. 86; J.O., c.r., p. 77, 87; Fa. 18, n° 35). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1091).

53. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Pouldergat (Finistère) [20 décembre 1894]. M. Dulac dépose son rapport. Adoption [22 février] (A., t. I, p. 86; J.O., c.r., p. 77, 87; Fa. 19, n° 36). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1092).

54. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Pont de-Beauvoisin (Isère) [24 décembre 1894]. M. Dulac dépose son rapport. Adoption [22 février] (A., t. I, p. 86; J.O., c.r., p. 77, 86; Fa. 19, n° 37). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1091).

55. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi d'Ernée (Mayenne) [24 décembre 1894]. M. Dulac dépose son rapport. Adoption [22 février] (A., t. I, p. 86; J.O., c.r., p. 77, 86; Fa. 19, n° 38). — Promulgation (J.O., 26 février, p. 1090).

56. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création de surtaxes à l'octroi de Villefranche (Alpes-Maritimes). Présenté à la Chambre des Députés [10 janvier]. Rapport de M. Desjardins [9 février]. Adoption [12 février]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [22 février] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 75; Fa. 17, n° 30). — M. Develle dépose son rapport [14 mars] (A., t. I, p. 223; J.O., c.r., p. 189; Fa. 41, n° 83). — Adoption [19 mars] (A., t. I, p. 244; J.O., c.r., p. 206). — Promulgation (J.O., 24 mars, p. 1637).

57. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange d'immeubles entre l'État et la ville de Besançon. Présenté à la Chambre des Députés [17 décembre]. Rapport de M. Michelin [24 décembre]. Adoption [27 décembre]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [22 février] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 75; Fa. 17, n° 31). — M. Dulac dépose son rapport [12 mars] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 179; Fa. 36, n° 68). — Adoption [19 mars] (A., t. I, p. 244; J.O., c.r., p. 205). — Promulgation (J.O., 24 mars, p. 1557).

58. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains entre l'État et la commune de Prémian (Hérault). Présenté à la Chambre des Députés [30 octobre]. Rapport de M. Michou [13 décembre]. Adoption [18 décembre]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [22 février] (A., t. I, p. 84; J.O., c.r., p. 75; Fa. 17, n° 32). — M. Ollivier dépose son rapport [11 mars] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 161; Fa. 33, n° 65). — Adoption [18 mars] (A., t. I, p. 232; J.O., c.r., p. 196). — Promulgation (J.O., 24 mars, p. 1558).

59. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Loire à contracter un emprunt de 58.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [4 février]. Rapport de M. Vival [14 février]. Adoption [16 février]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [22 février] (A., t. I, p. 98; J.O., c.r., p. 87; Fa 20, n° 39). — M. Lefèvre dépose son rapport [12 mars] (A., t. I, p. 211; J.O., c.r., p. 179; Fa. 37, n° 69). — Adoption [19 mars] (A., t. I, p. 244; J.O., c.r., p. 205). — Promulgation (J.O., 23 mars, p. 1538).

60. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Meurthe-et-Moselle à contracter un emprunt de 102.900 francs. Présenté à la Chambre des Députés [4 février]. Rapport de M. Vival [14 février]. Adoption [16 février]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [22 février] (A., t. I, p. 98; J.O., c.r., p. 87; Fa. 20, n° 40). — M. Develle dépose son rapport [14 mars] (A., t. I, p. 223; J.O., c.r., p. 189; Fa. 41, n° 82). — Adoption [19 mars] (A., t. I, p. 244; J.O., c.r., p. 206). — Promulgation (J.O., 23 mars, p. 1538).

61. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aude à contracter un emprunt de 130.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [4 février]. Rapport de M. Vival [14 février]. Adoption [16 février]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [22 février] (A., t. I, p. 98; J.O., c.r., p. 87; Fa. 20, n° 41). — M. Ollivier dépose son rapport [11 mars] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 161; Fa. 33, n° 63). — Adoption [18 mars] (A., t. I, p. 231; J.O., c.r., p. 195). — Promulgation (J.O., 23 mars, p. 1537).

62. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'imposition d'office de la section de Chantillac, dépendant de la commune de Cleysac (Haute-Loire). Présenté à la Chambre des Députés [4 février]. Rapport de M. Desjardins [14 février]. Adoption [16 février]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [22 février] (A., t. I, p. 98; J.O., c.r., p. 87; Fa. 21, n° 42). — M. Dulac dépose son rapport [21 mars] (A., t. I, p. 257; J.O., c.r., p. 217; Fa. 52, n° 102). — Adoption [28 mars] (A., t. I, p. 313; J.O., c.r., p. 263). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1807).

63. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à emprunter une somme de 265.000 francs et à s'imposer

extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [4 février]. Rapport de M. Desjardins [12 février]. Adoption [15 février]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [22 février] (A., t. I, p. 98; J.O., c.r., p. 87; Fa. 21, n° 43). — M. Lefèvre dépose son rapport [11 mars] (A., t. I, p. 189; J.O. c.r., p. 161; Fa. 32, n° 62). — Adoption [18 mars] (A., t. I, p. 231; J.O., c.r., p. 195). — Promulgation (J.O., 23 mars, p. 1538).

64. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Montélimar (Drôme) à emprunter une somme de 200.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [10 janvier]. Rapport de M. Vival [14 février]. Adoption [16 février]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [22 février] (A., t. I, p. 98; J.O., c.r., p. 87; Fa. 21, n° 44). — M. Dulac dépose son rapport [28 février] (A., t. I, p. 116; J.O., c.r. p. 101; Fa. 22, n° 46). — Adoption [5 mars] (A., t. I, p. 149; J.O. c.r., p. 127). — Promulgation (J.O., 10 mars, p. 1297).

65. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Chambéry (Savoie) à contracter un emprunt de 2.438.340 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [10 janvier]. Rapport de M. Delaunay [11 février]. Adoption [14 février]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [22 février] (A., t. I, p. 98; J.O., c.r., p. 87; Fa. 21, n° 45). — M. Develle dépose son rapport [11 mars] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 161; Fa. 34, n° 66). — Adoption [18 mars] (A., t. I, p. 231; J.O., c.r., p. 196). — Promulgation (J.O., 23 mars, p. 1538).

66. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, rendant applicable aux étrangers, en matière commerciale, l'article 166 du Code de procédure civile, relatif à la caution *judicatum solvi* [17 mars 1894]. Rapport de M. Chovet [8 juin 1894]. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Chovet, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, de Sal, Demôle. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition [28 février] (A., t. I, p. 116; J.O., c.r., p. 101). — Promulgation (J.O., 6 mars, p. 1221).

67. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique d'une nouvelle entrée au Sud du port de Saint-Nazaire; 2° l'acceptation des offres de concours du département de la Loire-Inférieure, de la ville et de la Chambre de commerce de Saint-Nazaire; 3° la créa-

tion des voies et moyens financiers destinés à assurer la réalisation des offres de concours. Présenté à la Chambre des Députés [28 juillet]. Rapport de M. Simon [11 décembre 1894]. Adoption [19 février]. — Déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et M. le Président du Conseil, Ministre des Finances [28 février] (A., t. I, p. 116; J.O., c.r., p. 101; I. 35). — Commission : 1^{er} bureau, M. Rey. 2^e bureau, M. A. Huguet. 3^e bureau, M. Blavier. 4^e bureau, M. Grivart. 5^e bureau, M. Delobean. 6^e bureau, M. Dulac. 7^e bureau, M. Labrousse. 8^e bureau, M. Saint-Romme. 9^e bureau, M. Belle [12 mars] (J.O., p. 1365; F. 23). *Président*, M. Belle; *Secrétaire*, M. Saint-Romme (J.O., p. 1473; F. 25). — M. Saint-Romme dépose son rapport [2 avril] (A., t. I, p. 393; J.O., c.r., p. 327; I. 72).

68. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Sarthe, de diverses lignes de chemin de fer d'intérêt local à voie étroite. Présenté à la Chambre des Députés [18 décembre 1894]. Rapport de M. Krantz [7 février]. Adoption [14 février]. — Déposé par M. Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, et au sien [28 février] (A., t. I, p. 116; J.O., c.r., p. 101; I. 34). — M. Marquis dépose son rapport [28 mars] (A., t. I, p. 313; J.O., c.r., p. 263; I. 52). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 626; J.O., c.r., p. 516). — Promulgation (J.O., 5 mai, p. 2582).

69. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Lozère à contracter un emprunt de 121.600 francs et à s'imposer extraordinairement (0 fr. 90). Présenté à la Chambre des Députés [16 février]. Rapport de M. Raymond Gendre [27 février]. Adoption [1^{er} mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [4 mars] (A., t. I, p. 129; J.O., c.r., p. 110; Fa. 24, n° 48). — M. Dulac dépose son rapport [25 mars] (A., t. I, p. 288; J.O., c.r., p. 242; Fa. 59, n° 117). — Adoption [1^{er} avril] (A., t. I, p. 349; J.O., c.r., p. 292). — Promulgation (J.O., 6 avril, p. 1918).

70. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt de 276.600 francs. Présenté à la Chambre des Députés [16 février]. Rapport de M. Raymond Gendre [27 février]. Adoption [1^{er} mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur*

[4 mars] (A., t. I, p. 129; J.O., c.r., p. 110; Fa. 24, n° 48). — M. Dulac dépose son rapport [25 mars] (A., t. I, p. 288; J.O., c.r., p. 242; Fa. 57, n° 114). — Adoption [1^{er} avril] (A., t. I, p. 349; J.O., c.r., p. 291). — Promulgation (J.O., 6 avril, p. 1919).

71. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corrèze à contracter un emprunt de 129.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [16 février]. Rapport de M. Gendro [27 février]. Adoption [1^{er} mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [4 mars] (A., t. I, p. 129; J.O., c.r., p. 110; Fa. 24, n° 50). — M. Dulac dépose son rapport [26 mars] (A., t. I, p. 300; J.O., c.r., p. 251; Fa. 62, n° 122). — Adoption [1^{er} avril] (A., t. I, p. 349; J.O., c.r., p. 292). — Promulgation (J.O., 6 avril, p. 1917).

72. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Drôme à contracter un emprunt de 292.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 fr. 78). Présenté à la Chambre des Députés [14 février]. Rapport de M. Desjardins [27 février]. Adoption [1^{er} mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [4 mars] (A., t. I, p. 129; J.O., c.r., p. 110; Fa. 25, n° 51). — M. Dulac dépose son rapport [25 mars] (A., t. I, p. 288; J.O., c.r., p. 242; Fa. 57, n° 113). — Adoption [1^{er} avril] (A., t. I, p. 349; J.O., c.r., p. 291). — Promulgation (J.O., 6 avril, p. 1918).

73. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à contracter un emprunt de 200.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [12 février]. Rapport de M. Desjardins [21 février]. Adoption [23 février]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [4 mars] (A., t. I, p. 129; J.O., c.r., p. 110; Fa. 25, n° 52). — M. Dulac dépose son rapport [25 mars] (A., t. I, p. 288; J.O., c.r., p. 242; Fa. 57, n° 112). — Adoption [1^{er} avril] (A., t. I, p. 349; J.O., c.r., p. 291). — Promulgation (J.O., 6 avril, p. 1918).

74. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création de surtaxes à l'octroi de Vidauhan (Var). Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Gaussorgues [18 février]. Adoption [21 février]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [4 mars] (A., t. I, p. 129; J.O., c.r., p. 110; Fa. 26, n° 53). — M. Dulac dépose son rapport [25 mars]

(A., t. I, p. 288; J.O., c.r., p. 242; Fa. 60, n° 118). — Adoption [29 mars] (A., t. I, p. 332; J.O., c.r., p. 277). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1807).

75. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard). Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Gaussorgues [18 février]. Adoption [21 février]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [4 mars] (A., t. I, p. 129; J.O., c.r., p. 110; Fa. 26, n° 54). — M. Dulac dépose son rapport [25 mars] (A., t. I, p. 288; J.O., c.r., p. 242; Fa. 60, n° 119). — Adoption [29 mars] (A., t. I, p. 332; J.O., c.r., p. 277). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1807).

76. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Saint-Amand (Nord). Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Gaussorgues [18 février]. Adoption [21 février]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [4 mars] (A., t. I, p. 129; J.O., c.r., p. 110; Fa. 26; n° 55). — M. Dulac dépose son rapport [18 mars] (A., t. I, p. 241; J.O., c.r., p. 203; Fa. 45, n° 91). — Adoption [22 mars] (A., t. I, p. 267; J.O., c.r., p. 225). — Promulgation (J.O., 27 mars, p. 1693).

77. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Rambervillers (Vosges). Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Gaussorgues [18 février]. Adoption [21 février]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [4 mars] (A., t. I, p. 129; J.O., c.r., p. 110; Fa. 27, n° 56). — M. Dulac dépose son rapport [22 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 233; Fa. 55, n° 109). — Adoption [26 mars] (A., t. I, p. 259; J.O., c.r., p. 251). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1808).

78. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi des Sables-d'Olonne (Vendée). Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Gaussorgues [18 février]. Adoption [21 février]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [4 mars] (A., t. I, p. 129; J.O., c.r., p. 110; Fa. 27, n° 57). — M. Dulac dépose son rapport [22 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 233; Fa. 55, n° 108). — Adoption [26 mars] (A., t. I, p. 299; J.O., c.r., p. 251). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1807).

79. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les services publics de l'État. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport et adoption. Déposé par M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, qui en donne lecture [4 mars] (A., t. I, p. 134; J.O., c.r., p. 115; I, 38). — M. Demôle dépose son rapport [10 juin] (A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 579; I, 121).

80. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à contracter un emprunt de 66.317 francs et à s'imposer extraordinairement (0 fr. 43). Présenté à la Chambre des Députés [14 février]. Rapport de M. Desjardins [28 février]. Adoption [2 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [5 mars] (A., t. I, p. 159; J.O., c.r., p. 135; Fa. 28, n° 58). — M. Dulac dépose son rapport [25 mars] (A., t. I, p. 288; J.O., c.r., p. 242; Fa. 59, n° 116). — Adoption [1^{er} avril] (A., t. I, p. 349; J.O., c.r., p. 292). — Promulgation (J.O., 6 avril, p. 1917).

81. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Paris à changer l'affectation d'une somme de 1.482.500 francs sur l'emprunt de 250 millions. Présenté à la Chambre des Députés [10 janvier]. Rapport de M. Desjardins [12 mars]. Adoption [5 mars]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [7 mars] (A., t. I, p. 188; J.O., c.r., p. 158; Fa. 29, n° 59). — M. Lefèvre dépose son rapport [26 mars] (A., t. I, p. 300; J.O., c.r., p. 254; Fa. 65, n° 125). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 620; J.O., c.r., p. 510). — Promulgation (J.O., 19 avril, p. 2210).

82. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la location à la ville du Tréport (Seine-Inférieure), pour une durée de trente années, des portions de la plage destinées à l'exploitation des bains de mer. Présenté à la Chambre des Députés [11 février]. Rapport de M. Fouquet [18 février]. Adoption [22 février]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [11 mars] (A., t. I, p. 208; J.O., c.r., p. 176; Fa. 35, n° 67). — M. Rouland dépose son rapport [19 mars] (A., t. I, p. 243; J.O., c.r., p. 205; Fa. 47, n° 93). — Adoption [22 mars] (A., t. I, p. 268; J.O., c.r., p. 225). — Promulgation (J.O., 28 mars, p. 1709).

83. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi relative au fonctionnement parlementaire en temps de guerre. Déposée par M. Fabre [12 mars] (A., t. I, p. 221; J.O., c.r., p. 187; I, 40). —

M. Fabre dépose son rapport [14 juin] (A., t. II, p. 81; J.O., c.r., p. 613; I. 126). — Adoption de la prise en considération [20 juin] (A., t. II, p. 123; J.O., c.r., p. 648).

84. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Melun (Seine-et-Marne) à contracter un emprunt de 1.402.308 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [16 février]. Rapport de M. Desjardins [7 mars]. Adoption [9 mars]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [14 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 189; Fa. 38, n° 72). — M. Dulac dépose son rapport [18 mars] (A., t. I, p. 241; J.O., c.r., p. 203; Fa. 46, n° 92). — Adoption [22 mars] (A., t. I, p. 267; J.O., c.r., p. 225). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1806).

85. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, pour la concession à cette Compagnie du chemin de fer de raccordement des lignes de Bordeaux à la frontière d'Espagne et de Bayonne à Saint-Jean-Pied-de-Port, avec une gare maritime à établir sur les quais de la rive gauche de l'Adour, aux Allées Marines, à Bayonne. Présenté à la Chambre des Députés [22 décembre 1894]. Rapport de M. Lavertujon [7 février]. Adoption [5 mars]. — Déposé par M. Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics* [14 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 191; I. 41). — M. Marquis dépose son rapport [6 avril] (A., t. I, p. 473; J.O., c.r., p. 391; I. 81). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 626; J.O., c.r., p. 516). — Promulgation (J.O., 5 mai, p. 2581).

86. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office sur la commune de Conca (Corse) une imposition extraordinaire. Présenté à la Chambre des Députés [16 février]. Rapport de M. Desjardins [8 mars]. Adoption [11 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [14 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 191; Fa. 38, n° 71). — M. Dulac dépose son rapport [2 avril] (A., t. I, p. 394; J.O., c.r., p. 327; Fa. 77, n° 151). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 620; J.O., c.r., p. 509). — Promulgation (J.O., 19 avril, p. 2211).

87. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nice (Alpes-Mari-

times) à emprunter une somme de 1.600.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [12 février]. Rapport de M. Gaussorgues [7 mars]. Adoption [9 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [14 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 191; Fa. 38, n° 73). — M. Macherez dépose son rapport [1^{er} avril] (A., t. I, p. 351; J.O., c.r., p. 292; Fa. 75, n° 145). — Adoption [7 avril] (A., t. I, p. 502; J.O., c.r., p. 416). — Promulgation (J.O., 17 avril, p. 2154).

88. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Vaucluse à contracter un emprunt de 41.250 francs. Présenté à la Chambre des Députés [4 février]. Rapport de M. Froment [2 mars]. Adoption [9 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [14 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 191; Fa. 38, n° 74). — M. Dulac dépose son rapport [29 mars] (A., t. I, p. 345; J.O., c.r., p. 288; Fa. 70, n° 138). — Adoption [7 avril] (A., t. I, p. 502; J.O., c.r., p. 415). — Promulgation (J.O., 17 avril, p. 2154).

89. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Yonne à contracter un emprunt de 145.200 francs et à s'imposer extraordinairement de 0 c. 28. Présenté à la Chambre des Députés [4 février]. Rapport de M. Froment [2 mars]. Adoption [9 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [14 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 191; Fa. 39, n° 75). — M. Chantemille dépose son rapport [21 mars] (A., t. I, p. 257; J.O., c.r., p. 217; Fa. 51, n° 101). — Adoption [28 mars] (A., t. I, p. 313; J.O., c.r., p. 263). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1806).

90. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Var à contracter un emprunt de 87.210 francs. Présenté à la Chambre des Députés [4 février]. Rapport de M. Gaussorgues [7 mars]. Adoption [9 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [14 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 191; Fa. 39, n° 76). — M. Dulac dépose son rapport [22 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 233; Fa. 56, n° 111). — Adoption [28 mars] (A., t. I, p. 313; J.O., c.r., p. 264). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1806).

91. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt de 135.000 francs et à s'imposer extraordinairement de 0 c. 53. Présenté à la Chambre des Députés

[4 février]. Rapport de M. Gaussorgues [7 mars]. Adoption [9 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [14 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 191; Fa. 39, n° 77). — M. Dulac dépose son rapport [4 avril] (A., t. I, p. 420; J.O., c.r., p. 349; Fa. 81, n° 158). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 620; J.O., c.r., p. 510). — Promulgation (J.O., 19 avril, p. 2210).

92. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville du Mans (Sarthe) à emprunter une somme de 1.480.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [23 octobre 1894]. Rapport de M. Mougeot [9 mars]. Adoption [12 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [14 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 191; Fa. 40, n° 78). — M. Dulac dépose son rapport [25 mars] (A., t. I, p. 288, J.O., c.r., p. 242; Fa. 58, n° 115). — Adoption [29 mars] (A., t. I, p. 331; J.O., c.r., p. 277). — Promulgation (J.O., 2 avril, p. 1853).

93. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office sur la commune de Simeyrols (Dordogne) une imposition extraordinaire de 40 centimes 97 centièmes. Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Vival [9 mars]. Adoption [12 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [14 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 191; Fa. 40, n° 79). — M. Macherez dépose son rapport [11 avril] (A., t. I, p. 616; J.O., c.r., p. 508; Fa. 104, n° 197). — Adoption [12 avril] (A., t. I, p. 645; J.O., c.r., p. 532). — Promulgation (J.O., 19 avril, p. 2211).

94. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver un engagement de la ville de Toulouse (Haute-Garonne). Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Vival [9 mars]. Adoption [12 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [14 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 191; Fa. 40, n° 80). — M. Dulac dépose son rapport [26 mars] (A., t. I, p. 300; J.O., c.r., p. 251; Fa. 61, n° 121). — Adoption [29 mars] (A., t. I, p. 331; J.O., c.r., p. 277). — Promulgation (J.O., 2 avril, p. 1853).

95. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Finistère à contracter un emprunt de 35.747 francs. Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Vival [9 mars]. Adoption [12 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [14 mars] (A., t. I, p. 226; J.O., c.r., p. 191; Fa. 40, n° 81). — M. Dulac dépose son rapport

[26 mars] (A., t. I, p. 300; J.O., c.r., p. 251; Fa. 61, n° 120). — Adoption [1^{er} avril] (A., t. I, p. 349; J.O., c.r., p. 292). — Promulgation (J.O., 6 avril, p. 1918).

96. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création de surtaxe à l'octroi de Loperhet (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Froment [5 mars]. Adoption [9 mars]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [18 mars] (A., t. I, p. 241; J.O., c.r., p. 203; Fa. 42, n° 84). — M. Rouland dépose son rapport [1^{er} avril] (A., t. I, p. 351; J.O. c.r., p. 292; Fa. 72, n° 142). — Adoption [5 avril] (A., t. I, p. 448; J.O., c.r., p. 371). — Promulgation (J.O., 11 avril, p. 1997).

97. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Carcassonne (Aude) à emprunter une somme de 18.216 fr. 90. Présenté à la Chambre des Députés [21 février]. Rapport de M. Brune [14 mars]. Adoption [16 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [18 mars] (A., t. I, p. 241; J.O., c.r., p. 203; Fa. 43, n° 85). — M. Dufoussat dépose son rapport [26 mars] (A., t. I, p. 300; J.O., c.r., p. 251; Fa. 64, n° 124). — Adoption [29 mars] (A., t. I, p. 331; J.O., c.r., p. 278). — Promulgation (J.O., 4 avril, p. 1885).

98. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Bresle (Somme). Présenté à la Chambre des Députés [21 février]. Rapport de M. Desjardins [14 mars]. Adoption [16 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [18 mars] (A., t. I, p. 241; J.O., c.r., p. 203; Fa. 43, n° 86). — M. Macherez dépose son rapport [11 avril] (A., t. I, p. 616; J.O., c.r., p. 508; Fa. 104, n° 198). — Adoption [12 avril] (A., t. I, p. 645; J.O., c.r., p. 533). — Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 2210).

99. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Saône-et-Loire à contracter un emprunt de 121.200 francs. Présenté à la Chambre des Députés [21 février]. Rapport de M. Desjardins [14 mars]. Adoption [16 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [18 mars] (A., t. I, p. 241; J.O., c.r., p. 203; Fa. 43, n° 86). — M. Dulac dépose son rapport [21 mars] (A., t. I, p. 257; J.O., c.r., p. 217; Fa. 53, n° 103). — Adoption [28 mars] (A., t. I, p. 313; J.O., c.r., p. 263). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1805).

100. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Hérault à contracter un emprunt de 342.686 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [27 février]. Rapport de M. Gendre [12 mars]. Adoption [15 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [18 mars] (A., t. I, p. 241; J.O., c.r., p. 203; Fa. 44, n° 88). — M. Dulac dépose son rapport [28 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 275; Fa. 69, n° 135). — Adoption [6 avril] (A., t. I, p. 474; J.O., c.r., p. 391). — Promulgation (J.O., 10 avril, p. 1983).

101. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Dordogne à contracter un emprunt de 141.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [22 février]. Rapport de M. Gendre [12 mars]. Adoption [15 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [18 mars] (A., t. I, p. 241; J.O., c.r., p. 203; Fa. 44, n° 89). — M. Dulac dépose son rapport [29 mars] (A., t. I, p. 345; J.O., c.r., p. 288; Fa. 70, n° 139). — Adoption [7 avril] (A., t. I, p. 502; J.O., c.r., p. 416). — Promulgation (J.O., 17 avril, p. 2154).

102. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ariège à contracter un emprunt de 58.500 francs. Présenté à la Chambre des Députés [21 février]. Rapport de M. Gendre [14 mars]. Adoption [16 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [18 mars] (A., t. I, p. 241; J.O., c.r., p. 203; Fa. 44, n° 90). — M. Dulac dépose son rapport [28 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 275; Fa. 69, n° 134). — Adoption [6 avril] (A., t. I, p. 474; J.O., c.r., p. 391). — Promulgation (J.O., 10 avril, p. 1983).

103. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver une convention passée entre la ville de Paris et le Crédit foncier pour la conversion d'emprunts antérieurs. Présenté à la Chambre des Députés [10 janvier]. Rapport de M. Desjardins [12 mars]. Adoption [15 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [18 mars] (A., t. I, p. 241; J.O., c.r., p. 203; I. 43). — Commission : 1^{er} bureau, M. Poirrier (Seine). 2^e bureau, M. Lefèvre. 3^e bureau, M. Blavier. 4^e bureau, M. Grivart. 5^e bureau, M. Brusset. 6^e bureau, M. Ouvrier. 7^e bureau, M. Silhol. 8^e bureau, M. Folliet. 9^e bureau, M. Belle (J.O., p. 1543; F. 28). *Président*, M. Blavier; *Secrétaire*, M. Ouvrier (J.O., p. 1672; F. 29). — M. Lefèvre dépose son rapport [2 juillet] (A., t. II, p. 207; J.O., c.r., p. 715; I. 157). — 1^{re} dé-

libération. Déclaration de l'urgence : MM. Lefèvre, *rapporteur*, Blavier, Poubelle, *Préfet de la Seine*, Commissaire du Gouvernement, Blavier, Buffet, Lefèvre, *rapporteur*. Adoption du projet de loi [8 juillet] (A., t. II, p. 257; J.O., c.r., p. 757). — Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 3945).

104. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1885 [25 mai 1893]. M. Marquis dépose son rapport [18 mars] (A., t. I, p. 233; J.O., c.r., p. 196; I. 48). — Discussion : MM. Halgan, le Président, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Rejet de la demande d'ajournement. Discussion générale : MM. Boulanger, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Halgan, Marquis, *rapporteur*. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet [25 mars] (A., t. I, p. 289; J.O., c.r., p. 243). — Promulgation (J.O., 22 avril, p. 2297).

105. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 4 de la convention conclue le 18 février 1886, entre la France et l'Espagne, pour l'exercice de la pêche dans la Bidassoa. Présenté à la Chambre des Députés [27 novembre 1894]. Rapport de M. Lafon [27 décembre 1894]. Adoption [2 mars]. — Déposé par M. Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères* [19 mars] (A., t. I, p. 244; J.O., c.r., p. 206; I. 44). — Commission : 1^{er} bureau, M. Lavertujon. 2^e bureau, M. Huguet, 3^e bureau, M. Delpech. 4^e bureau, M. Cordelet. 5^e bureau, M. Haulon. 6^e bureau, M. Francoz, 7^e bureau, M. Ollivier. 8^e bureau, M. Pazat. 9^e bureau, M. Velten (J.O., p. 1543; F. 28). *Président*, M. Lavertujon; *Secrétaire*, M. Francoz; *Rapporteur*, M. Haulon (J.O., p. 1672; F. 29). — M. Haulon dépose son rapport [28 mars] (A., t. I, p. 313; J.O., c.r., p. 263; I. 51). — 1^{re} délibération. Adoption [2 avril] (A., t. I, p. 371; J.O., c.r., p. 309). 2^e délibération. Adoption [7 avril] (A., t. I, p. 503; J.O., c.r., p. 416). — Promulgation (J.O., 11 mai, p. 2673).

106. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine à étendre l'affectation d'une imposition extraordinaire. Présenté à la Chambre des Députés [22 février]. Rapport de M. Legrand [15 mars]. Adoption [18 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [19 mars] (A., t. I, p. 244; J.O., c.r., p. 206; Fa. 48, n^o 94). — M. Lefèvre dépose son rapport [12 avril] (A., t. I, p. 640; J.O., c.r., p. 528; Fa. 108, n^o 207). — Adoption [27 mai] (A., t. II, p. 6; J.O., c.r., p. 552). — Promulgation (J.O., 2 juin, p. 3098).

107. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt de 57.200 francs. Présenté à la Chambre des Députés [22 février]. Rapport de M. Legrand [15 mars]. Adoption [18 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [19 mars] (A., t. I, p. 244; J.O., c.r., p. 206; Fa. 48, n° 95). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [4 avril] (A., t. I, p. 423; J.O., c.r., p. 352; Fa. 84, n° 161). — Adoption [11 avril] (A., t. II, p. 620; J.O., c.r., p. 510). — Promulgation (J.O., 19 avril, p. 2209).

108. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Manche à contracter un emprunt de 88.664 francs. Présenté à la Chambre des Députés [22 février]. Rapport de M. Legrand [15 mars]. Adoption [18 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [19 mars] (A., t. I, p. 244; J.O., c.r., p. 206; Fa. 48, n° 96). — M. Dulac dépose son rapport [2 avril] (A., t. I, p. 394; J.O., c.r., p. 327; Fa. 77, n° 152). — Adoption [11 avril] (A., t. II, p. 620; J.O., c.r., p. 509). — Promulgation (J.O., 19 avril, p. 2209).

109. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Garonne à contracter un emprunt de 120.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 125). Présenté à la Chambre des Députés [4 mars]. Rapport de M. Legrand [15 mars]. Adoption [18 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [19 mars] (A., t. I, p. 244; J.O., c.r., p. 206; Fa. 49, n° 97). — M. Dulac dépose son rapport [29 mars] (A., t. I, p. 345; J.O., c.r., p. 288; Fa. 70, n° 140). — Adoption [7 avril] (A., t. I, p. 502; J.O., c.r., p. 416). — Promulgation (J.O., 17 avril, p. 2154).

110. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : 1° la commune de Pantin (Seine) à emprunter une somme de 850.000 francs; 2° la ville de Paris à recevoir une avance de 750.000 francs et à percevoir une taxe de tonnage. Présenté à la Chambre des Députés [4 mars]. Rapport de M. Legrand [15 mars]. Adoption [18 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [19 mars] (A., t. I, p. 244; J.O., c.r., p. 206; Fa. 49, n° 98). — M. Lefèvre dépose son rapport [3 avril] (A., t. I, p. 418; J.O., c.r., p. 347; Fa. 80, n° 157). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 620; J.O., c.r., p. 510). — Promulgation (J.O., 19 avril, p. 2211).

111. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, portant création de surtaxes à l'octroi de Forcalquier (Basses-Alpes). Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Desjardins [23 février]. Adoption [16 mars]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [21 mars] (A., t. I, p. 257; J.O., c.r., p. 217; Fa. 50, n° 100). — M. Dulac dépose son rapport [22 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 233; Fa. 56, n° 110). — Adoption [26 mars] (A., t. I, p. 299; J.O., c.r., p. 251). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1807).

112. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création de surtaxes à l'octroi de Caunterets (Hautes-Pyrénées). Présenté à la Chambre des Députés [5 mars]. Rapport de M. Gendre [12 mars]. Adoption [15 mars]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [21 mars] (A., t. I, p. 257; J.O., c.r., p. 217; Fa. 50, n° 99). — M. Dufoussat dépose son rapport [26 mars] (A., t. I, p. 300; J.O., c.r., p. 251; Fa. 63, n° 123). — Adoption [29 mars] (A., t. I, p. 332; J.O., c.r., p. 277). — Promulgation (J.O., 31 mars, p. 1807).

113. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. Renvoyé à la Commission des finances [21 mars] (A., t. I, p. 257; J.O., c.r., p. 217; I. 45). — M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport [26 mars] (A., t. I, p. 299; J.O., c.r., p. 251; I. 49). — Discussion générale: MM. Hugot, Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, Chesnelong, Bisseuil [1^{er} avril] (A., t. I, p. 351; J.O., c.r., p. 294). — MM. Loubet, *président de la Commission des finances*, Dufoussat, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. Clôture de la discussion générale. Article premier. Ministère des Finances. Chapitres 1 à 37. Adoption. Chapitre 38: M. Halgan. Adoption. Chapitres 39 à 42. Adoption. Chapitre 43. Amendement de MM. Leporché, Frogier de Ponlevoy et le baron de Lareinty: MM. Leporché, le Président. Retrait de l'amendement. Adoption du chapitre 43. Chapitres 44 à 64. Adoption. Chapitre 65: M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption du chapitre 65 rectifié. Chapitre 66. Adoption. Chapitre 67: MM. Hervé de Saisy, Boutin, *Commissaire du Gouvernement*, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. Adoption du chapitre 67. Chapitres 68 à 84. Adoption. Chapitre 85: MM. Le Breton, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. Adoption des chapitres 85 à 109. Motion de M. Le Royer: MM. Le Royer, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, le Président [2 avril] (A., t. I, p. 372;

J.O., c.r., p. 309). — Ministère de la Justice. Chapitres 1 à 23. Adoption. — Ministère de l'Intérieur. Chapitres 1 à 17. Adoption. Chapitre 18 : MM. Godin, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. Adoption du chapitre 18. Chapitres 19 à 78. Adoption. MM. Loubet, *président de la Commission des finances*, Mastier, *Commissaire du Gouvernement*. — Ministère de la Guerre. Discussion générale : MM. le marquis de Carné, le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*. Chapitres 1 à 17. Adoption. Chapitre 18 : MM. Darbot, le Ministre de la Guerre. Adoption du chapitre 18. Chapitres 19 à 24. Adoption. Chapitre 25 : MM. Le Breton, le Ministre de la Guerre. Adoption du chapitre 25. Chapitres 26 à 36. Adoption. Chapitre 37 : MM. Belle, le Ministre de la Guerre. Adoption du chapitre 37. Chapitres 38 à 43. Adoption. Chapitre 44 : MM. le marquis de Carné, le Ministre de la Guerre, Bandens, le Ministre de la Guerre. Adoption du chapitre 44. Chapitre 45 à 62. Adoption. Dépenses extraordinaires. Chapitres 14 à 60. Adoption. MM. Bérenger, le Ministre de la Guerre, Hervé de Saisy, le Ministre de la Guerre. — Ministère de la Marine : MM. Combes, l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*, Audren de Kerdrel, l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*, Audren de Kerdrel, l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*, Audren de Kerdrel, Bisseuil. Chapitres 1 à 12. Adoption. Chapitre 13 : MM. Delobeaup, l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*, Morel, *rapporteur général*. Adoption du chapitre 13. Chapitres 14 à 18. Adoption. Chapitre 19 : M. Morel, *rapporteur général*. Adoption du chapitre 19. Chapitres 20 à 33. Adoption. Chapitre 33 bis : MM. Bisseuil, l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*. Adoption du chapitre 33 bis. Chapitres 34 à 55. Adoption [3 avril] (A., t. I, p. 396; J.O., c.r., p. 329). — Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. 1^{re} section. Service du Commerce et de l'Industrie. Chapitres 1 à 45. Adoption. 2^e section. Service des Postes et des Télégraphes. Chapitres 1 à 4. Adoption. Chapitre 5 : M. André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption du chapitre 5. Chapitres 6 à 11. Adoption. Chapitre 12 : MM. Hervé de Saisy, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption du chapitre 12. Chapitres 13 à 27. Adoption. — Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes. 1^{re} section. Service de l'Instruction publique. Chapitres 1 à 9. Adoption. Chapitre 10 : MM. Wallon, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*. Adoption du chapitre 10. Chapitre 11. Adoption. Chapitre 12 : MM. Fresneau, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*, le Président. Adoption du chapitre 12. Chapitres 13 à 42. Adoption. Chapitre 43 : MM. Bardoux, *rapporteur*, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et*

des Cultes. Adoption du chapitre 43. Chapitre 44. Amendement de M. Maxime Lecomte : MM. Maxime Lecomte, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. MM. Joseph Fabre, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*. Adoption du chapitre 44. Chapitres 45 à 57. Adoption. Chapitre 58 : MM. Bardoux, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*. Adoption du chapitre 58. Chapitres 59 à 69. Adoption. Chapitre 70 : MM. Hervé de Saisy, Bardoux, *rapporteur*, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux Arts et des Cultes*, Wallon, Liard, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption du chapitre 70. 2^e Section. Service des Beaux-Arts. Discussion générale : MM. Gomot, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*, Bardoux, *rapporteur*. Chapitres 1 à 41. Adoption. 3^e Section. Service des Cultes. Chapitres 1 à 24. Adoption. — Ministère des Colonies. Discussion générale : MM. de Lamarzelle, Constans [4 avril] (A. t. I, p. 420; J.O., c.r., p. 349). — Interpellation de M. Isaac sur la politique coloniale : MM. Isaac, Chauteemps, *Ministre des Colonies*, Lavertujon, Drouhet, le baron de Lareinty. Chapitre 1 à 5. Adoption. Chapitre 6 : MM. Drouhet, Chauteemps, *Ministre des Colonies*. Adoption. Chapitre 7. Adoption. Chapitre 8 : MM. Drouhet, Chauteemps, *Ministre des Colonies*. Adoption. Chapitres 9 à 23. Adoption. Chapitre 24 : M. Blavier, Adoption. Chapitre 25 : MM. Allègre, de Lamarzelle. Adoption. Chapitres 26 à 30. Adoption. Chapitre 31 : MM. Jean Dupuy, Chauteemps, *Ministre des Colonies*. Adoption. Chapitres 32 à 37. Adoption. Chapitre 38 : MM. Hervé de Saisy, Chauteemps, *Ministre des Colonies*. Adoption. — Ministère des Affaires étrangères. Discussion générale : MM. de Lamarzelle, Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*. Question adressée par M. Dutreil à M. le Ministre des Affaires étrangères au sujet de l'inégalité des traitements appliquée aux vins français à leur importation en Autriche-Hongrie : MM. Dutreil, Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*. Chapitres 1 à 22. Adoption. Chapitres 1 à 4. Adoption. (Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus publics.) Chapitre unique. Adoption [5 avril] (A., t. I, p. 448; J.O., c.r., p. 371). — Ministère des Travaux publics : MM. Guyot, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, Buffet, Halgan, Boulanger. Chapitres 1 à 28. Adoption. Chapitre 29. Amendement de M. de Lamarzelle : MM. de Lamarzelle, Reymond, Barbey, *rapporteur*, Loubet, *président de la Commission des finances*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption du chapitre 29. Chapitres 30 à 35. Adoption. Chapitre 36 : MM. Hervé de Saisy, Comte, *Commissaire du Gouvernement*, Boulanger. Adoption du chapitre 36. Chapitre 37. Adoption. Chapitre 38 : MM. Wallon, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitres 39

à 49, Adoption. Chapitre 50 : MM. Boulanger, Reymond. Chapitre 50 réservé. Chapitres 51 à 60. Adoption. Chapitre 61 : MM. Reymond, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, Belle. Adoption. Chapitre 62. Adoption. Chapitre 50 : MM. Boulanger, Loubet, *président de la Commission des finances*. Chapitre 50 de nouveau réservé. Chapitres 63 à 79. Adoption. Chapitre 80 : MM. Hervé de Saisy, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, Boulanger. Adoption. — Budget de l'Algérie : MM. Combes, Guichard, Gérente. Chapitres 1 à 4. Adoption. Chapitre 5. Amendement de M. Jacques : MM. Jacques, Dupuy, *rapporteur*, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. Retrait de l'amendement par son auteur : M. Loubet, *président de la Commission des finances* [6 avril] (A., t. I, p. 475 ; J.O., c.r., p. 392). Chapitres 5 à 25. Adoption. — Ministère de la Justice. Chapitres 1 à 8. Adoption. Service de l'Intérieur. Chapitres 1 à 13. Adoption. Remboursements, restitutions, non-valeurs et primes. Chapitre unique. Adoption. Service du Gouvernement général de l'Algérie. Chapitres 1 à 17. Adoption. Service de l'Instruction publique. Chapitres 1 à 20. Adoption. Chapitre 21. Amendement de M. Combes : MM. Combes, Jacques, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*. Retrait de l'amendement. Adoption du chapitre 21. Chapitre 22. Adoption. Service des Beaux-Arts. Chapitres 1 et 2. Adoption. Service des Cultes. Chapitres 1 et 2. Adoption. Chapitre 3 : MM. le comte de la Villegontier, Cambon, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption du chapitre 3. Chapitres 4 à 15. Adoption. Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Adoption successive des chapitres. Ministère de l'Agriculture. Discussion générale : MM. Gérente, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*. Chapitre 1 à 16. Adoption. Ministère des Travaux publics. Chapitres 1 à 15. Adoption. — Ministère de l'Agriculture. Discussion générale : MM. Durand-Savoyat, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*, Turgis, Théophile Roussel, Poriquet, Morel, *rapporteur général*, Le Breton, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*. Chapitres 1 à 7. Adoption. Chapitre 8 : MM. Gomot, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption du chapitre 8. Chapitres 9 et 10. Adoption. Chapitre 11 : MM. Blavier, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Chapitres 12 à 30. Adoption. Chapitre 31 : MM. Le Breton, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*, Durand-Savoyat. Adoption. Chapitres 32 et 33. Adoption. Chapitre 34 : M. Jean Dupuy. Adoption du chapitre 34. Chapitres 35 à 55. Adoption. Chapitre 50 réservé : MM. Boulanger, le Président. Chapitre 50 de nouveau réservé. — Budgets annexes. Monnaies et médailles. Adoption. Imprimerie nationale. Adoption. Légion d'honneur. Discussion générale : MM. le marquis de l'Angle-Beaumanoir, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Chapitres 1 et 2. Adoption. Chapitre 3.

Amendement de M. le colonel Tézenas : MM. le colonel Tézenas, le colonel de Chadois, Baduel, *rapporteur*, Boulanger. Adoption de l'amendement. M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption du chapitre 3. Invalides de la Marine. Adoption. Chemins de fer et port de la Réunion. Adoption. Chemins de fer de l'État. Adoption. Article 32. Adoption [7 avril] (A., t. I., p. 503 ; J.O., c.r., p. 416). — Loi de finances. Article 3 du projet de la Chambre des Députés. Rejet. Articles 3 à 10 de la loi de finances, concernant le droit d'accroissement : MM. Buffet, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Chesnelong. Amendement de M. Biré sur l'article 3 : MM. Biré, Morel, *rapporteur général*. Retrait, par M. Biré, de son amendement. Amendement de M. Lucien Brun : M. Lucien Brun. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Grivart : MM. Grivart, Liotard-Vogt, *Commissaire du Gouvernement*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Baudens et plusieurs de ses collègues : MM. Baudens, Liotard-Vogt, *Commissaire du Gouvernement*. Rejet de l'amendement (Scrutin sur la 1^{re} partie). Adoption du premier paragraphe de l'article 3. Renvoi de la discussion [8 avril] (A., t. I., p. 534 ; J.O., c.r., p. 439). — Article 3, paragraphe 2. Adoption. Paragraphe 3. Amendement de M. de Marcère et plusieurs de ses collègues : M. de Marcère, Ribot, *Président du Conseil*, Halgan, le baron de Lareinty. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption du paragraphe 3. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de l'article 3. Article 4. Amendement de M. Bardoux : MM. Bernard, le Président, Bardoux, Liotard-Vogt, *Commissaire du Gouvernement*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de M. Bernard : MM. Bernard, Morel, *rapporteur général*, Ribot, *Président du Conseil*, Thévenet, Boulanger, le Rapporteur général. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article 4. Article 5. Retrait par M. Biré de son amendement sur cet article. Adoption des articles 5 à 7. Article 8 : MM. le Rapporteur général, Guibourd de Luzinaïs, Ribot, *Président du Conseil*, Buffet. Adoption. Adoption des articles 9 à 12 de la loi de finances. Article 13. Retrait de l'amendement de M. Camescasse : M. le Président du Conseil. Adoption, des articles 13 à 20. Article 21 : MM. Hervé de Saisy, le Président du Conseil. Adoption. Adoption des articles 22 à 26. Article 27. Amendement de M. Godin et plusieurs de ses collègues : MM. Godin, le Rapporteur général, Hervé de Saisy. Rejet de l'amendement. Adoption des articles 27 et 28. Article 29 : MM. Gérente, le Président du Conseil. Adoption. Article 30. Adoption. Article 31. Amendement de M. Girault : MM. le Président, Girault, Loubet, *président de la Commission des finances*, Buffet, le baron de Lareinty. Retrait de ses amendements par M. Girault. Amendement de M. Baudens : MM. Baudens, le Président

du Conseil, le baron de Lareinty, Alfred Poirrier, Boutin, *Commissaire du Gouvernement*, Prevet, Trarieux, *Garde des Sceaux*, le Rapporteur général, Boulanger. Adoption de l'article 31 [9 avril] (A., t. I, p. 570; J.O., c.r., p. 463). — Articles 33 à 42. Adoption. Article 43. Amendement de M. Grivart : MM. Grivart, Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*, Morel, *rapporteur général*. Rejet de l'amendement. Paragraphes 1 à 4 de l'article 43. Adoption. Paragraphe 5 (rédaction de M. Grivart). Adoption. Paragraphe 6 : MM. Buffet, Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*. Adoption. Vote sur l'ensemble de l'article 43. Adoption. Articles 44, 45 et 46. Adoption. Article 47. Amendement de M. Hervé de Saisy : MM. Hervé de Saisy, Morel, *rapporteur général*. Rejet de la prise en considération de l'amendement. Adoption de l'article 47. Articles 48 à 52. Adoption. Article 53 : MM. Bardoux, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*. Adoption. Articles 54 à 57. Adoption. Article 58 : MM. Waddington, Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*. Adoption. Articles 59 et 60. Adoption. Article 61. Amendement de M. Franck Chauveau : MM. Franck Chauveau, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, Folliet, Loubet, *président de la Commission des finances*, Buffet. Prise en considération de l'amendement. Renvoi à la Commission. Articles 62 à 65. Adoption. Article 66 : M. Morel, *rapporteur général*. Disjonction de l'article 66. Article 68 de la Chambre des Députés : M. Morel, *rapporteur général*. Rejet de l'article 68. Articles 67 et 69. Adoption. Chapitre 50 du budget des Travaux publics. Adoption. Article premier de la loi de finances. Adoption. Article 2. Adoption. MM. Morel, *rapporteur général*, Franck Chauveau, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, Buffet. Article 61 (nouvelle rédaction). Adoption. MM. Blavier, Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [10 avril] (A., t. I, p. 595; J.O., c.r., p. 491). — M. Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*, dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1895. Discussion immédiate. Article premier. Etat A : Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, chapitre 54. Adoption. Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Chapitre 13. Adoption : MM. le baron de Lareinty, Wallon. Ministère des Travaux publics. Rejet du chiffre de la Chambre des Députés. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitre 30 : MM. Boulanger, Loubet, *président de la Commission des finances*. Rejet du chiffre de la Chambre des Députés. Adoption du chiffre de la Commission. MM. Buffet, Morel, *rapporteur général*. Chapitres 31 et 32.

Rejet du chiffre de la Chambre des Députés. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitre 50 : M. Morel, *rapporteur général*. Réserve du chapitre 50. Chapitre 55 : M. Morel, *rapporteur général*. Adoption. Article 3. Vote de la disjonction. Article 4. Amendement de MM. Bardoux et Jules Simon : MM. Jules Simon, Bardoux, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. MM. Chesnelong, le baron de Lareinty, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. Adoption, au scrutin, de l'article 4. M. Halgan. Article 8. Adoption. Article 10. Adoption. Article 32. Adoption. Article 56. Adoption. Article 61 : MM. Franck Chauveau, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Colson, *Commissaire du Gouvernement*. Adoption de l'article 61 (chiffre de la Chambre des Députés. Article 62. Adoption. Article 67. Rejet. Chapitre 50 : MM. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Morel, *rapporteur général*. Adoption du chiffre de la Commission. Adoption de l'article premier. Article 2. Adoption. Article 3. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet [12 avril] (A., t. I, p. 632; J.O., c.r., p. 521; I. 95). — Dépôt et lecture, par M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, du rapport sur le projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, portant modification du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. Discussion immédiate. Article premier : MM. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Loubet, *président de la Commission des finances*, Peytral. Amendement de M. Peytral sur le chapitre 26 : MM. Peytral, Morel, *rapporteur général*, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Bérenger, Loubet, *président de la Commission des finances*, le Président, Peytral, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*. Scrutin sur l'amendement de M. Peytral. Adoption. Chapitre 30, 31 et 32 (chiffres proposés par la Commission des finances). Adoption. Article 3 : MM. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Morel, *rapporteur général*. Adoption de la disjonction. Rejet de l'article 3. Article 7. Adoption. Scrutin sur l'ensemble du projet. Adoption [13 avril] (A., t. I, p. 651; J.O., c.r., p. 557; I. 99). — Promulgation (J.O., 17 avril, p. 2089).

114. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Morbihan à contracter un emprunt de 98.170 francs. Présenté à la Chambre des Députés [11 mars]. Rapport de M. Brune [18 mars]. Adoption [20 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [22 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 233; Fa. 54, n° 104). — M. Dulac dépose son rapport [29 mars] (A., t. I, p. 345; J.O., c.r., p. 288; Fa. 70, n° 137). — Adoption

[6 avril] (A., t. I, p. 474; J.O., c.r., p. 392). — Promulgation (J.O., 10 avril, p. 1984).

115. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Vaucluse à contracter un emprunt de 2.057.508 fr. 66. Présenté à la Chambre des Députés [11 mars]. Rapport de M. Brune [18 mars]. Adoption [20 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [22 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 233; Fa. 54, n° 105). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [1^{er} avril] (A., t. I, p. 351; J.O., c.r., p. 29; Fa. 74, n° 144). — Adoption [5 avril] (A., t. I, p. 447; J.O., c.r., p. 371). — Promulgation (J.O., 9 avril, p. 1969).

116. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Yonne à contracter un emprunt de 425.246 fr. 76 et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [11 mars]. Rapport de M. Brune [18 mars]. Adoption [20 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [22 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 233; Fa. 54, n° 106). — M. Dulac dépose son rapport [3 avril] (A., t. I, p. 395; J.O., c.r., p. 329; Fa. 78, n° 153). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 620; J.O., c.r., p. 509). — Promulgation (J.O., 19 avril, p. 2210).

117. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente à contracter un emprunt de 40.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [11 février]. Rapport de M. Canille Fouquet [16 mars]. Adoption [19 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [22 mars] (A., t. I, p. 277; J.O., c.r., p. 223; Fa. 54, n° 107). — M. Dulac dépose son rapport [28 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 275; Fa. 69, n° 136). — Adoption [6 avril] (A., t. I, p. 474; J.O., c.r., p. 392). — Promulgation (J.O., 10 avril, p. 1983).

118. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'un avenant au traité du 10 octobre 1884, passé entre la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée et la Compagnie concessionnaire des chemins de fer du Vieux-Port et de la banlieue Sud de Marseille. Présenté à la Chambre des Députés [30 avril 1894]. Rapport de M. Bourlier [17 décembre]. Adoption [15 mars]. — Déposé par M. Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics* [25 mars] (A., t. I, p. 284; J.O., c.r., p. 239; I. 46).

119. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Déposé par M. Marcel Barthe [25 mars] (A., t. I, p. 289; J.O., c.r., p. 242; I. 47).

120. Proposition de loi de M. Bérenger sur la prostitution et les outrages aux bonnes mœurs [27 avril]. Commission : 1^{er} bureau, M. Silhol. 2^e bureau, M. Morellet. 3^e bureau, M. Gérente. 4^e bureau, M. Gamescasse. 5^e bureau, M. Bérenger. 6^e bureau, M. Francoz. 7^e bureau, M. Fallières. 8^e bureau, M. Ouvrier. 9^e bureau, M. Régismanset. M. Lefèvre dépose un rapport sommaire [28 mai]. Adoption de la prise en considération [7 juin 1894]. M. Bérenger dépose son rapport [26 mars] (A., t. I, p. 312; J.O., c.r., p. 261; I. 50). — 1^{re} délibération. Article premier : MM. Bérenger, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, le Président [27 mai] (A., t. II, p. 7; J.O., c.r., p. 552). — MM. Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Bérenger, *rapporteur*, Tillay. Rejet, au scrutin, de l'article premier [28 mai] (A., t. II, p. 17; J.O., c.r., p. 559). — Article 2 : MM. Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Lépine, *Préfet de police*, *Commissaire du Gouvernement*, Bérenger, *rapporteur*. Adoption de l'article 2. Article 3 : MM. Bérenger, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Lépine, *Commissaire du Gouvernement*. Retrait de l'article 3 par la Commission. Article 4. Adoption. Article 5 : MM. Lépine, *Commissaire du Gouvernement*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Bérenger, *rapporteur*, le Président. Renvoi à la Commission [30 mai] (A., t. II, p. 27; J.O., c.r., p. 567). — MM. Bérenger, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Adoption successive des articles (nouvelle rédaction de la Commission) et de l'ensemble de la proposition [27 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 689).

121. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ériger la commune de Biarritz (Basses-Pyrénées) en chef-lieu d'un nouveau canton. Présenté à la Chambre des Députés [20 novembre 1894]. Rapport de M. Michou [2 mars]. Adoption [7 mars]. — Déposé par MM. Leygues, *Ministre de l'Intérieur*, et Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice* [28 mars] (A., t. I, p. 313; J.O., c.r., p. 275; Fa. 66, n° 126). — M. Dulac dépose son rapport [2 avril] (A., t. I, p. 394; J.O., c.r., p. 327; Fa. 77, n° 150). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 618; J.O., c.r. p. 509). — Promulgation (J.O., 27 avril, p. 2457).

122. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de

Plounéour-Trez (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Froment [7 mars]. Adoption [28 mars]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [28 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 275; Fa. 68, n° 133). — M. Lefèvre dépose son rapport [5 avril] (A., t. I, p. 448; J.O., c.r., p. 371; Fa. 86, n° 163). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 617; J.O., c.r., p. 508). — Promulgation (J.O., 21 avril, p. 2274).

123. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Lillebonne (Seine-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Froment [5 mars]. Adoption [28 mars]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [28 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 275; Fa. 68, n° 132). — M. Lefèvre dépose son rapport [6 avril] (A., t. I, p. 475; J.O., c.r., p. 391; Fa. 90, n° 172). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 617; J.O., c.r., p. 509). — Promulgation (J.O., 21 avril, p. 2275).

124. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Lannion (Côtes-du-Nord). Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Desjardins [23 février]. Adoption [28 mars]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [28 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 275; Fa. 67, n° 131). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [4 avril] (A., t. I, p. 423; J.O., c.r., p. 352; Fa. 83, n° 160). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 617; J.O., c.r. p. 508). — Promulgation (J.O., 21 avril, p. 2273).

125. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Pont-Labbé (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Froment [7 mars]. Adoption [28 mars]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [28 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 275; Fa. 67, n° 130). — M. Dulac dépose son rapport [5 avril] (A., t. I, p. 448; J.O., c.r., p. 371; Fa. 87, n° 165). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 617; J.O., c.r., p. 508). — Promulgation (J.O., 21 avril, p. 2274).

126. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Bourbourg (Nord). Présenté à la Chambre des Députés [4 février]. Rapport de M. Desjardins [22 février]. Adoption [28 mars]. — Déposé

par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [28 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 275; Fa. 67, n° 129). — M. Dulac dépose son rapport [5 avril] (A., t. I, p. 448; J.O., c.r., p. 371; Fa. 87, n° 166). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 617; J.O., c.r., p. 509). — Promulgation (J.O., 21 avril, p. 2274).

127. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Chatenay-sur-Loire (Loire-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Desjardins [22 février]. Adoption [28 mars]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [28 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 275; Fa. 67, n° 128). — M. Dulac dépose son rapport [5 avril] (A., t. I, p. 448; J.O., c.r., p. 371; Fa. 87, n° 167). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 617; J.O., c.r., p. 509). — Promulgation (J.O., 21 avril, p. 2274).

128. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre des Finances un crédit supplémentaire de 55.164 fr. 70 sur l'exercice 1894. Transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [28 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 275; I. 53). M. Morel dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin, de l'article unique de la proposition de loi [29 mars] (A., t. I, p. 332; J.O., c.r., p. 279; I. 57). — Promulgation (J.O., 30 mars, p. 1773).

129. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1° ouverture, sur l'exercice 1894, des crédits provisoires applicables au mois d'avril 1895 et montant à 393 millions 912.477 francs; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts indirects et revenus publics. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Cochery. Adoption [28 mars]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [28 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 275; I. 54). — M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (A., t. I, p. 332; J.O., c.r., p. 278; I. 56). — Promulgation (J.O., 30 mars, p. 1773).

130. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant: 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1894; 2° l'ouverture de crédits spéciaux d'exer-

cices clos. 3^e l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes. Présenté à la Chambre des Députés [5 mars]. Rapport de M. Cochery [20 mars]. Adoption [28 mars]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [28 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 275; I. 55). — M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate : MM. Buffet, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Loubet, *président de la Commission des finances*. Adoption successive des articles, et, au scrutin, de l'ensemble du projet [29 mars] (A., t. I, p. 334; J.O., c.r., p. 280; I. 58). — Promulgation J.O., 30 mars, p. 1789).

131. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale qui a eu lieu en 1894 à Anvers. Présenté à la Chambre des Députés [27 novembre 1894]. Rapport de M. G. Berger [28 janvier]. Adoption [28 mars]. — Déposé par M. André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes* [29 mars] (A., t. I, p. 345; J.O., c.r., p. 288; I. 59). — Commission : 1^{er} bureau, M. Decauville. 2^e bureau, M. Gomot. 3^e bureau, M. Gauthier. 4^e bureau, M. Godin. 5^e bureau, M. Durand. 6^e bureau, M. Bonnefoy-Sibour. 7^e bureau, M. Lecler. 8^e bureau, M. Lourties. 9^e bureau, M. Frogier de Ponlevoy. *Président*, M. Lecler; *Secrétaire*, M. Bonnefoy-Sibour; *Rapporteur*, M. Lourties (J.O., p. 1892; F. 35). — M. Lourties dépose son rapport [5 avril] (A., t. I, p. 471; J.O., c.r., p. 390; I. 79). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 620; J.O., c.r., p. 511). — Promulgation (J.O., 14 avril p. 2058).

132. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale qui a eu lieu en 1894 à Lyon. Présenté à la Chambre des Députés [27 novembre 1894]. Rapport de M. Berger [28 janvier]. Adoption [28 mars]. — Déposé par M. André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes* [29 mars] (A., t. I, p. 345; J.O., c.r., p. 288; I. 60). — Commission : 1^{er} bureau, M. Decauville. 2^e bureau, M. Gomot. 3^e bureau, M. Gauthier. 4^e bureau, M. Godin. 5^e bureau, M. Durand. 6^e bureau, M. Bonnefoy-Sibour. 7^e bureau, M. Lecler. 8^e bureau, M. Lourties. 9^e bureau, M. Frogier de Ponlevoy. *Président*, M. Lecler; *Secrétaire*, M. Bonnefoy-Sibour; *Rapporteur*, M. Lourties (J.O., p. 1892; F. 35). — M. Lourties dépose son rapport [5 avril] (A., t. I, p. 471; J.O., c.r., p. 390; I. 79). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 620; J.O., c.r., p. 511). — Promulgation (J.O., 14 avril, p. 2058).

133. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au mode d'application des droits à établir au port du Havre, par la loi du 16 septembre 1807, pour subvenir aux dépenses du magasin de sauvetage. Présenté à la Chambre des Députés [14 février]. Rapport de M. Legrand [11 mars]. Adoption [15 mars]. — Déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, au nom de MM. les Ministres des Travaux publics, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et au sien [29 mars] (A., t. I, p. 345; J.O., c.r., p. 288; Fa. 71, n° 141). — M. Rouland dépose son rapport [1^{er} avril] (A., t. I, p. 351; J.O., c.r., p. 292; Fa. 73, n° 143). — Adoption [5 avril] (A., t. I, p. 448; J.O., c.r., p. 371). — Promulgation (J.O., 10 avril, p. 1984).

134. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Loir-et-Cher à contracter un emprunt de 34.300 francs. Présenté à la Chambre des Députés [11 mars]. Rapport de M. Gendre [20 mars]. Adoption [30 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [1^{er} avril] (A., t. I, p. 370; J.O., c.r., p. 308; Fa. 76, n° 146). — M. Dulac dépose son rapport [9 avril] (A., t. I, p. 563; J.O., c.r., p. 463; Fa. 98, n° 182). — Adoption [12 avril] (A., t. I, p. 645; J.O., c.r., p. 532). — Promulgation (J.O., 20 avril, p. 2243).

135. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de Saint-Christoly et Conquèques, canton et arrondissement de Lesparre (Gironde), la section de Conquèques pour l'ériger en commune distincte. Présenté à la Chambre des Députés [11 février]. Rapport de M. Gaussorgues [19 mars]. Adoption [28 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [1^{er} avril] (A., t. I, p. 370; J.O., c.r., p. 308; Fa. 76, n° 147). — M. Dulac dépose son rapport [4 avril] (A., t. I, p. 420; J.O., c.r., p. 349; Fa. 82, n° 159). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 645; J.O., c.r., p. 510). — Promulgation (J.O., 19 avril, p. 2211).

136. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Côtes-du-Nord à contracter un emprunt de 121.200 francs. Présenté à la Chambre des Députés [11 mars]. Rapport de M. Gendre [20 mars]. Adoption [30 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [1^{er} avril] (A., t. I, p. 370; J.O., c.r., p. 308; Fa. 76, n° 148). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [6 avril] (A., t. I, p. 474; J.O., c.r., p. 391; Fa. 89, n° 171). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 645; J.O., c.r., p. 510). — Promulgation (J.O., 20 avril, p. 2242).

137. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Hautes-Alpes à contracter un emprunt de 66.400 francs. Présenté à la Chambre des Députés [11 mars]. Rapport de M. Gendre [20 mars]. Adoption [30 mars]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [1^{er} avril] (A., t. I, p. 370; J.O., c.r., p. 308; Fa. 76, n° 149). — M. Dulac dépose son rapport [3 avril] (A., t. I, p. 395; J.O., c.r., p. 329; Fa. 78, n° 154). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 645; J.O., c.r., p. 509). — Promulgation (J.O., 20 avril p. 2241).

138. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi d'Halluin (Nord). Présenté à la Chambre des Députés [1^{er} mars]. Rapport de M. Brune [18 mars]. Adoption [28 mars]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [3 avril] (A., t. I, p. 395; J.O., c.r., p. 229; Fa. 79, n° 155). — M. Dulac dépose son rapport [6 avril] (A., t. I, p. 474; J.O., c.r., p. 391; Fa. 88, n° 169). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 617; J.O., c.r., p. 509). — Promulgation (J.O., 21 avril, p. 2274).

139. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes à l'octroi de Plouigneau (Finistère). Présenté à la Chambre des Députés [12 mars]. Rapport de M. Gendre [20 mars]. Adoption [30 mars]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [3 avril] (A., t. I, p. 395; J.O., c.r., p. 229; Fa. 79, n° 156). — M. Dulac dépose son rapport [6 avril] (A., t. I, p. 474; J.O., c.r., p. 391; Fa. 88, n° 168). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 617; J.O., c.r., p. 509). — Promulgation (J.O., 21 avril, p. 2274).

140. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Présenté à la Chambre des Députés [28 juin 1890]. Adoption [10 juin 1893]. — Déposé par M. Viger, *Ministre de l'Agriculture* [26 juin 1893]. M. Poirrier dépose son rapport [3 avril] (A., t. I, p. 418; J.O., c.r., p. 347; I. 73). — 1^{re} délibération. Décret désignant M. Labeyrie, *directeur général des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations*, en qualité de Commissaire du Gouvernement. MM. André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Milliard. Rejet de l'urgence. Discussion générale : MM. Poirrier (Seine), *rapporteur*, Floquet [10 juin] (A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 579). —

MM. Blavier, Floquet. Clôture de la discussion générale. Article premier : MM. Blavier, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Poirrier, *rapporteur*, Lè Breton, Milliard, Séblin, Lucien Brun, Bardoux, *président de la Commission*, Drumel, Bérenger. Renvoi de l'article premier à la Commission : M. le Président [11 juin] (A., t. II, p. 52; J.O., c.r., p. 589). — M. le Président. Article premier (nouvelle rédaction) : MM. Poirrier, *rapporteur*, Blavier, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Pauliac, Ratier, Girault, Tillaye, Volland, André Lebon, *Ministre du Commerce*, Séblin, Bérenger, Buffet, Floquet, Drumel, Prevet, Waddington, Bardoux, *président de la Commission*. Amendements de M. Bérenger, de M. Ratier, de M. Séblin : M. le Président. Renvoi de l'article premier à la Commission : M. Poirrier, *rapporteur* [13 juin] (A., t. II, p. 63; J.O., c.r., p. 599). — M. Poirrier dépose un rapport supplémentaire [28 juin] (A., t. II, p. 181; J.O., c.r., p. 695; I. 146). — Décret désignant M. Bouquet, *directeur de la Prévoyance*, en qualité de Commissaire du Gouvernement. Article premier, nouvelle rédaction. Amendement de M. Salomon. Retrait. Amendement de M. Teisserenc de Bort. Retrait. Amendement de M. Félix Martin. Retrait. Amendement de M. Blavier : MM. Blavier, Poirrier, *rapporteur*, Waddington, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Bérenger. Amendement de M. Bérenger : MM. Bérenger, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Bérenger, Buffet, Blavier. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Bérenger. Article premier : MM. Silhol, Poirrier, *rapporteur*, Blavier, Buffet, Maxime Lecomte, le Président. Amendement de M. Ratier. Retrait de l'amendement : MM. Girault, le Président. Amendement de M. Baudens : MM. Baudens, Perras, Maxime Lecomte, Poirrier, *rapporteur*. Rejet des amendements de MM. Teisserenc de Bort et Girault. Adoption de l'amendement de M. Baudens. Adoption de l'ensemble de l'article premier [4 juillet] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 722). — Article 2 : MM. Félix Martin, Poirrier, *rapporteur*, le Président. Ajournement de l'article 2 réservé. Article 3 : MM. Blavier, Poirrier, *rapporteur*, Morellet, Félix Martin, Silhol, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Félix Martin, Blavier, Cordelet, Poirrier, *rapporteur*, André Lebon, *Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Blavier. Retrait de divers amendements. Adoption de la proposition de M. Cordelet. Adoption de divers paragraphes de l'article 3 rectifiés [5 juillet] (A., t. II, p. 241; J.O., c.r., p. 744). — Article 3. Amendement de M. Félix Martin. Retrait. Amendement de M. Blavier. Retrait. Amendement de M. Cordelet : MM. Cordelet, Poirrier, *rapporteur*. Adoption

de l'amendement, Amendement de M. Félix Martin : MM. Poirrier, *rapporteur*, Félix Martin, Labeyrie, *Commissaire du Gouvernement*, Waddington, Buffet. Adoption successive des divers paragraphes de l'article 3 et de l'ensemble de l'article modifié. Article 4 : MM. Félix Martin, Buffet, Poirrier, *rapporteur*. Amendement de M. Silhol : MM. Silhol, Poirrier, *rapporteur*, Buffet, Labeyrie, *Commissaire du Gouvernement*. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Silhol. Adoption de l'article 4, rédaction de la Commission [8 juillet] (A., t. II, p. 268 ; J.O., c.r., p. 765).

141. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une convention additionnelle passée, le 5 novembre 1894, entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes, pour le remaniement des parcours et la prorogation de la concession des services maritimes postaux de la Méditerranée, des mers des Indes, de la Chine et du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie, de la côte orientale d'Afrique et de l'océan Indien, et l'introduction des stipulations spéciales au service du Brésil et de la Plata. Présenté à la Chambre des Députés [6 novembre 1894]. Rapport de M. Mesureur [28 mars]. Adoption [1^{er} avril]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, au nom de MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Affaires étrangères, de la Marine, des Colonies et au sien [3 avril] (A., t. I, p. 418 ; J.O., c.r., p. 347 ; I. 74). — Commission : 1^{er} bureau, M. Vilar. 2^e bureau, M. Peytral. 3^e bureau, M. Tirman. 4^e bureau, M. Lesueur. 5^e bureau, M. Boulanger. 6^e bureau, M. Camescasse. 7^e bureau, M. Pevet. 8^e bureau, M. Grivart. 9^e bureau, M. Cochery [27 mai] (J.O., p. 3003 ; F. 47). *Président*, M. Cochery ; *Secrétaire*, M. Pevet (J.O., p. 3024 ; F. 48). — M. Boulanger dépose son rapport [27 juin] (A., t. II, p. 166 ; J.O., c.r., p. 681 ; I. 144). — M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose l'avis de cette Commission [2 juillet] (A., t. II, p. 207 ; J.O., c.r., p. 715 ; I. 156). — M. Morel donne lecture de l'avis de la Commission des finances [4 juillet] (A., t. II, p. 230 ; J.O., c.r., p. 734). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Article premier : MM. Godin, Boulanger, *rapporteur*, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption de l'article premier : MM. Isaac, Boulanger, *rapporteur*. Article 2. Adoption. Vote sur l'ensemble. Adoption [5 juillet] (A., t. II, p. 239 ; J.O., c.r., p. 743). — Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 4002).

142. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner à l'occasion des Expositions de Lyon et d'Anvers (Beaux-Arts et Arts décoratifs).

Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Berger [28 janvier]. Adoption [28 mars]. — Déposé par M. Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes* [3 avril] (A., t. I, p. 418; J.O., c.r., p. 347; I. 75). — Commission : 1^{er} bureau, M. Decauville. 2^e bureau, M. Gomot. 3^e bureau, M. Gauthier. 4^e bureau, M. Godin. 5^e bureau, M. Durand. 6^e bureau, M. Bonnefoy-Sibour. 7^e bureau, M. Lecler. 8^e bureau, M. Lourties. 9^e bureau, M. Frogier de Ponlevoy (J.O., p. 1892; F. 35). — M. Lourties dépose son rapport [5 avril] (A., t. I, p. 471; J.O., c.r., p. 390; I. 79). — 1^{re} délibération. L'urgence est déclarée. Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 620; J.O., c.r., p. 511). — Promulgation (J.O., 14 avril, p. 2057).

143. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale de culture fruitière et d'arboriculture de Saint-Pétersbourg. Présenté à la Chambre des Députés [3 décembre 1894]. Rapport de M. Berger [28 janvier]. Adoption [28 mars]. — Déposé par M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture* [4 avril] (A., t. I, p. 423; J.O., c.r., p. 352; I. 77). — Commission : 1^{er} bureau, M. Decauville. 2^e bureau, M. Gomot. 3^e bureau, M. Gauthier. 4^e bureau, M. Godin. 5^e bureau, M. Durand. 6^e bureau, M. Bonnefoy-Sibour. 7^e bureau, M. Lecler. 8^e bureau, M. Lourties. 9^e bureau, M. Frogier de Ponlevoy (J.O., p. 1892; F. 35). — M. Lourties dépose son rapport [5 avril] (A., t. I, p. 471; J.O., c.r., p. 390; I. 79). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 620; J.O., c.r., p. 511). — Promulgation (J.O., 20 avril, p. 2244).

144. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner à l'occasion du centenaire de la fondation de l'École normale supérieure. Présenté à la Chambre des Députés [18 mars]. Rapport de M. Berger [30 mars]. Adoption [4 avril]. — Déposé par M. Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes* [4 avril] (A., t. I, p. 423; J.O., c.r., p. 355; I. 78). — Commission : 1^{er} bureau, M. Decauville. 2^e bureau, M. Gomot. 3^e bureau, M. Gauthier. 4^e bureau, M. Godin. 5^e bureau, M. Durand. 6^e bureau, M. Bonnefoy-Sibour. 7^e bureau, M. Lecler. 8^e bureau, M. Lourties. 9^e bureau, M. Frogier de Ponlevoy (J.O., p. 1892; F. 35). — M. Lourties dépose son rapport [7 avril] (A., t. I, p. 511; J.O., c.r., p. 422; I. 84). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 620; J.O., c.r., p. 511). — Promulgation (J.O., 14 avril, 2057).

145. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement (0 fr. 07). Présenté à la Chambre des Députés [19 mars]. Rapport de M. Gendre [30 mars]. Adoption [2 avril]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [4 avril] (A., t. I, p. 444; J.O., c.r., p. 369; Fa. 85, n° 162). — M. Dulac dépose son rapport [6 avril] (A., t. I, p. 474; J.O., c.r., p. 391; Fa. 88, n° 170). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 620; J.O., c.r., p. 510). — Promulgation (J.O., 20 avril, p. 2243).

146. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 31 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères. Présenté à la Chambre des Députés [27 octobre 1894]. Rapport de M. de Montfort [30 mars]. Adoption [2 avril]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [4 avril] (A., t. I, 419; J.O., c.r., p. 349; I. 76). — M. Delpech dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 698; I. 148). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence: MM. Delpech, *rapporteur*, Bonnefoy-Sibour, le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*. Adoption avec une disposition additionnelle [5 juillet] (A., t. II, p. 235; J.O., c.r., p. 738). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4274).

147. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi d'Elbeuf (Seine-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [7 février]. Rapport de M. Desjardins [22 février]. Adoption [28 mars]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances* [28 mars] (A., t. I, p. 328; J.O., c.r., p. 275; Fa. 67, n° 127). — M. Lefèvre dépose son rapport [5 avril] (A., t. I, p. 448; J.O., c.r., p. 371; Fa. 86, n° 164). Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 617; J.O., c.r., p. 508). — Promulgation (J.O., 21 avril, p. 2275).

148. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Côtes-du-Nord à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [19 mars]. Rapport de M. Leteurtre [1^{er} avril]. Adoption [4 avril]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [6 avril] (A., t. I, p. 485, J.O., c.r., p. 400; Fa. 91, n° 173). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [7 avril] (A., t. I, p. 560; J.O., c.r., p. 422; Fa. 92, n° 174). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 620; J.O., c.r., p. 511). — Promulgation (J.O., 20 avril, p. 2242).

149. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de plusieurs dispositions légales relatives au mariage, dans le but de le rendre plus facile. Présenté à la Chambre des Députés [15 mars 1894]. Rapport de M. Bertrand [17 juillet]. Adoption [4 avril]. — Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [7 avril] (A., t. I, p. 502; J.O., c.r., p. 415; I. 82). — Commission : 1^{er} bureau, M. Chovet. 2^e bureau, M. Roger. 3^e bureau, M. Ranc. 4^e bureau, M. Ratier. 5^e bureau, M. Franck Chauveau. 6^e bureau, M. Drumel. 7^e bureau, M. Taulier. 8^e bureau, M. Pazat. 9^e bureau, M. Pauliat [27 mai] (J.O., p. 3003; F. 47). *Président*, M. Chovet; *Secrétaire*, M. Ratier (J.O., p. 3124; F. 48); *Rapporteur*, M. Ratier (J.O., p. 4017; F. 1, sess. extr. 1894).

150. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les conditions dans lesquelles le Ministre de la Guerre peut interdire les exportations d'armes, pièces d'armes et munitions de toute espèce. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport et adoption [6 avril]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, au nom de MM. les Ministres de la Guerre, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et au sien [7 avril] (A., t. I, p. 502; J.O., c.r., p. 416; I. 83). — M. Tézenas dépose son rapport [9 avril] (A., t. I, p. 569; J.O., c.r., p. 468; I. 87). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence : MM. Philippe Blanc, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 622; J.O., c.r., p. 513). — Promulgation (J.O., 14 avril, p. 2057).

151. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la préparation, à la vente et à la distribution des sérums thérapeutiques et autres produits analogues. Présenté à la Chambre des Députés [4 mars]. Rapport de M. Bourillon [28 mars]. Adoption [6 avril]. — Déposé par M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, au nom de M. le Ministre de l'Intérieur et au sien [8 avril] (A., t. I, p. 557; J.O., c.r., p. 458; I. 85). — Commission : 1^{er} bureau, M. Félix Martin. 2^e bureau, M. Combes. 3^e bureau, M. Gauthier. 4^e bureau, M. Berthelot. 5^e bureau, M. Goujon. 6^e bureau, M. Ouvrier. 7^e bureau, M. Hamel. 8^e bureau, M. Lourties. 9^e bureau, M. Legludic. *Président*, M. Hamel; *Secrétaire*, M. Ouvrier; *Rapporteur*, M. Berthelot (J.O., p. 2015). — M. Berthelot dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 620; J.O., c.r., p. 511; I. 91). — Promulgation (J.O., 26 avril, p. 2441).

152. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la tenue, par les juges de paix, d'audiences foraines. Présenté à la Chambre des Députés [19 février]. Rapport de M. Vallé [30 mars]. Adoption [4 avril]. — Déposé par M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [8 avril] (A., t. I, p. 557; J.O., c.r., p. 458; I. 86). — Commission : 1^{er} bureau, M. Pauliac. 2^e bureau, M. Brusset. 3^e bureau, M. Monsservin. 4^e bureau, M. Guérin. 5^e bureau, M. Mazeau. 6^e bureau, M. Thévenet. 7^e bureau, M. de Casabianca. 8^e bureau, M. Mir. 9^e bureau, M. Pradal [27 mai] (J.O., p. 3003; F. 47). *Président*, M. Mazeau; *Secrétaire*, M. Guérin; *Rapporteur*, M. Mir (J.O., p. 3024; F. 48).

153. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Maine-et-Loire à contracter un emprunt de 2.817.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [19 mars]. Rapport de M. le comte du Périer de Larsan [4 avril]. Adoption [6 avril]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [8 avril] (A., t. I, p. 557; J.O., c.r., p. 458; Fa. 93, n° 175). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [8 avril] (A., t. I, p. 560; J.O., c.r., p. 460; Fa. 97, n° 181). — Adoption [11 avril] (A., t. I, p. 620; J.O., c.r., p. 511). — Promulgation (J.O., 20 avril, p. 2243).

154. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Germain-en-Laye à emprunter une somme de 400.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [28 mars]. Rapport de M. Berteaux. Adoption [8 avril]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [8 avril] (A., t. I, p. 557; J.O., c.r., p. 458; Fa. 94, n° 176). — M. Dulac dépose son rapport [10 avril] (A., t. I, p. 609; J.O., c.r., p. 502; Fa. 102, n° 192). — Adoption [12 avril] (A., t. I, p. 645; J.O., c.r., p. 532). — Promulgation (J.O., 20 avril, p. 2244).

155. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aude à contracter un emprunt de 371.100 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [21 février]. Rapport de M. Guillemin [2 avril]. Adoption [8 avril]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [8 avril] (A., t. I, p. 557; J.O., c.r., p. 458; Fa. 95, n° 177). — M. Lefèvre dépose son rapport [11 avril] (A., t. I, p. 627; J.O., c.r., p. 517; Fa. 105, n° 201). — Adoption [12 avril]

(A., t. I, p. 645; J.O., c.r., p. 533). — Promulgation (J.O., 20 avril, p. 2242).

156. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aveyron à contracter un emprunt de 263.800 francs. Présenté à la Chambre des Députés [21 février]. Rapport de M. Guillemin [2 avril]. Adoption [8 avril]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [8 avril] (A., t. I, p. 557; J.O., c.r., p. 458; Fa. 95, n° 178). — M. Dulac dépose son rapport [10 avril] (A., t. I, p. 609; J.O., c.r., p. 502; Fa. 102, n° 195.) — Adoption [12 avril] (A., t. I, p. 645; J.O., c.r., p. 532). — Promulgation (J.O., 20 avril, p. 2242).

157. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cher à emprunter une somme de 3.673.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [28 mars]. Rapport de M. Berteaux. Adoption [8 avril]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [8 avril] (A., t. I, p. 557; J.O., c.r., p. 458; Fa. 96, n° 179). — M. Lefèvre dépose son rapport [12 avril] (A., t. I, p. 640; J.O., c.r., p. 528; Fa. 108, n° 206). — Adoption [27 mai] (A., t. II, p. 6; J.O., c.r., p. 551). — Promulgation (J.O., 2 juin, p. 3097).

158. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Gironde à contracter un emprunt 51.500 francs. Présenté à la Chambre des Députés [21 février]. Rapport de M. Guillemin [2 avril]. Adoption [8 avril]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [8 avril] (A., t. I, p. 557; J.O., c.r., p. 458; Fa. 96, n° 180). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [11 avril] (A., t. I, p. 627; J.O., c.r., p. 517; Fa. 107, n° 205). — Adoption [12 avril] (A., t. I, p. 645; J.O., c.r., p. 534). — Promulgation (J.O., 20 avril, p. 2243).

159. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet le règlement provisoire de la situation financière du protectorat de l'Annam et du Tonkin et des dépenses de l'expédition du Siam. Présenté à la Chambre des Députés [27 février]. Rapport de M. P. Doumer [28 mars]. Adoption [9 avril]. — Déposé par M. Chautemps, *Ministre des Colonies*, au nom de M. le Président du Conseil, *Ministre des Finances*, et au sien [9 avril] (A., t. I, p. 682; J.O., c.r., p. 478; I. 88). — M. Dauphin dépose son rapport et en

donne lecture. Discussion immédiate : MM. Halgan, Chautemps, *Ministre des Colonies*, Buffet, Wallon, Dauphin, *rapporteur*, Isaac. Adoption au scrutin [11 avril] (A., t. I, p. 621; J.O., c.r., p. 512; I. 92). — Promulgation (J.O., 24 avril, p. 2409).

160. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère des Colonies, sur l'exercice 1895, d'un crédit de 180.000 francs destiné à l'établissement d'un câble sous-marin entre Obock et Djibouti (baie de Tadjourah). Présenté à la Chambre des Députés [5 février]. Rapport de M. Terrier [15 février]. Adoption [18 février]. — Déposé par M. Chautemps, *Ministre des Colonies*, au nom de M. le Président du Conseil, *Ministre des Finances*, et au sien [9 avril] (A., t. I, p. 682; J.O., c.r., p. 478; I. 89). — Décret portant retrait du projet de loi [13 juillet] (A., t. II, p. 371; J.O., c.r., p. 851; I. 213).

161. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant érection en commune de la section de la Pointe-des-Galets, commune de la Possession (Réunion). Présenté à la Chambre des Députés [10 décembre 1894]. Rapport de M. Charonnat [17 décembre]. Adoption [18 décembre]. — Déposé par M. Chautemps, *Ministre des Colonies* [9 avril] (A., t. I, p. 682; J.O., c.r., p. 478; Fa. 101, n° 191). — M. Dulac dépose son rapport [11 avril] (A., t. I, p. 616; J.O., c.r., p. 508; Fa. 103, n° 196). — Adoption [12 avril] (A., t. I, p. 646; J.O., c.r., p. 533). — Promulgation (J.O., 23 avril, p. 2377).

162. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Brest (Finistère) à emprunter une somme de 1.750.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [2 avril]. Rapport de M. Gendre. Adoption [9 avril]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [9 avril] (A., t. I, p. 682; J.O., c.r., p. 478; Fa. 99, n° 183). — M. Dulac dépose son rapport [10 avril] (A., t. I, p. 609; J.O., c.r., p. 502; Fa. 102, n° 194). — Adoption [12 avril] (A., t. I, p. 645; J.O., c.r., p. 532). — Promulgation (J.O., 25 avril, p. 2426).

163. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Sidi-bel-Abbès (département d'Oran) à emprunter une somme de 1.871.048 francs. Présenté à la Chambre des Députés [4 avril]. Rapport de M. Demalvilain. Adoption [9 avril]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de*

l'Intérieur [9 avril] (A., t. I, p. 682; J.O., c.r., p. 478; Fa. 99, n° 184). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate [11 avril] (A., t. I, p. 627; J.O., c.r., p. 517; Fa. 106, n° 203). — Adoption [12 avril] (A., t. I, p. 645; J.O., c.r., p. 533). — Promulgation (J.O., 25 avril, p. 2426).

164. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ardèche à contracter un emprunt de 214.000 francs et à s'imposer extraordinairement de 0 c. 754. Présenté à la Chambre des Députés [15 mars]. Rapport de M. Gendre [6 avril]. Adoption [9 avril]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [9 avril] (A., t. I, p. 682; J.O., c.r., p. 478; Fa. 99, n° 185). — M. Dulac dépose son rapport [11 avril] (A., t. I, p. 616; J.O., c.r., p. 508; Fa. 104, n° 200). — Adoption [12 avril] (A., t. I, p. 645; J.O., c.r., p. 533). — Promulgation (J.O., 25 avril, p. 2425).

165. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Creuse à contracter un emprunt de 100.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [2 avril]. Rapport de M. Gendre. Adoption [8 avril]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [9 avril] (A., t. I, p. 682; J.O., c.r., p. 478; Fa. 99, n° 186). — M. Dulac dépose son rapport [10 avril] (A., t. I, p. 609; J.O., c.r., p. 502; Fa. 102, n° 193). — Adoption [12 avril] (A., t. I, p. 645; J.O., c.r., p. 532). — Promulgation (J.O., 20 avril, p. 2242).

166. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Ille-et-Vilaine à contracter un emprunt de 650.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 fr. 85). Présenté à la Chambre des Députés [2 avril]. Rapport de M. Alfred Faure. Adoption [9 avril]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [9 avril] (A., t. I, p. 682; J.O., c.r., p. 478; Fa. 100, n° 187). — M. Hervé de Saisy dépose son rapport [11 avril] (A., t. I, p. 627; J.O., c.r., p. 517; Fa. 107, n° 204). — Adoption [12 avril] (A., t. I, p. 645; J.O., c.r., p. 533). — Promulgation (J.O., 25 avril, p. 2425).

167. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Garonne à modifier l'affectation d'une partie de l'emprunt de 2 millions autorisé par la loi du 21 juillet 1872. Présenté à la Chambre des Députés [15 mars]. Rapport de M. Gendre [6 avril]. Adoption [9 avril]. — Déposé

par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [9 avril] (A., t. I, p. 682; J.O., c.r., p. 478; Fa. 100, n° 188). — M. Dulac dépose son rapport [14 juin] (A., t. II, p. 81; J.O., c.r., p. 603; Fa. 114, n° 229). — Adoption [20 juin] (A., t. II, p. 122; J.O., c.r., p. 647). — Promulgation (J.O., 27 juin, p. 3533).

168. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Lot à s'imposer extraordinairement (0 fr. 11). Présenté à la Chambre des Députés [28 mars]. Rapport de M. Berteaux. Adoption [9 avril]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [9 avril] (A., t. I, p. 682; J.O., p. 478; Fa. 100, n° 189). — M. Dulac dépose son rapport [11 avril] (A., t. I, p. 616; J.O., c.r., p. 508; Fa. 104, n° 199). — Adoption [12 avril] (A., t. I, p. 645; J.O., c.r., p. 533). — Promulgation (J.O., 25 avril, p. 2426).

169. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Nièvre à contracter un emprunt de 528.000 francs et à s'imposer extraordinairement (1 c. 21). Présenté à la Chambre des Députés [2 avril]. Rapport de M. Alfred Faure. Adoption [9 avril]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [9 avril] (A., t. I, p. 682; J.O., c.r., p. 278; Fa. 100, n° 190). — M. Lefèvre dépose son rapport [11 avril] (A., t. I, p. 627; J.O., c.r., p. 517; Fa. 105, n° 202). — Adoption [12 avril] (A., t. I, p. 645; J.O., c.r. p. 533). — Promulgation (J.O., 7 mai, p. 2613).

170. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière de délits et de crimes. Déposé par M. Constans [10 avril] (A. t. I, p. 609; J.O., c.r., p. 502; I. 90). — M. Thézard dépose son rapport [27 juin] (A., t. II, p. 166; J.O., c.r., p. 681; I. 143). — Adoption de la prise en considération [4 juillet] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 721).

171. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la majoration des pensions de la Caisse nationale des retraites. Transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [11 avril] (A., t. I, p. 627; J.O., c.r., p. 517; I. 93). — Commission : 1^{er} bureau, M. Lecomte. 2^e bureau, M. Morel. 3^e bureau, M. Saint-Prix. 4^e bureau, M. Constans. 5^e bureau, M. Poirrier (Seine). 6^e bureau, M. Durand. 7^e bureau, M. Jouffrault, 8^e bureau, M. Marquis. 9^e bureau, M. Guyot [27 mai] (J.O., p. 3003; F. 47). — *Président*, M. Constans; *Secrétaire*, M. Morel (J.O., p. 3025; F. 48). —

M. Guyot dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 257; J.O., c.r., p. 757; I. 168).

172. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1^{re} ouverture sur la 1^{re} section de l'exercice 1895 d'un crédit de 2.757.119 fr. 65, applicable aux travaux de démantèlement de différentes places fortes; 2^e annulation d'un crédit de 1.639.980 fr. 66, non employé pour lesdits travaux, sur l'exercice 1894. Présenté à la Chambre des Députés [6 avril]. Adoption [11 avril]. — Déposé par M. le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*. Rapport de M. Morel. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [12 avril] (A., t. I, p. 640; J.O., c.r., p. 528; I. 96, 97). — Promulgation (J.O., 1^{er} mai, p. 2505).

173. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin de l'Ardèche moyenne (Ardèche). Présenté à la Chambre des Députés [3 mars 1894]. Rapport de M. Jourdan [3 juillet]. Adoption [14 mai 1895]. — Déposé par M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture* [21 mai] (A., t. II, p. 2; J.O., c.r., p. 547; I. 100). — Commission : 1^{er} bureau, M. Durand-Savoyat. 2^e bureau, M. Ouvrier. 3^e bureau, M. Laurens. 4^e bureau, M. Demoulin de Riols. 5^e bureau, M. Folliet. 6^e bureau, M. Baudens. 7^e bureau, M. Jean Dupuy. 8^e bureau, M. Calvet. 9^e bureau, M. Pradal (J.O., p. 3270; F. 52). *Président*, M. Demoulin de Riols; *Secrétaire*, M. Laurens; *Rapporteur*, M. Calvet (J.O., p. 3338; F. 53). — M. Calvet dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 697; I. 149). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 283; J.O., c.r., p. 778). — Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 4408).

174. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin de l'Ardèche supérieure (Ardèche). Présenté à la Chambre des Députés [3 mars 1894]. Rapport de M. Jourdan [3 juillet]. Adoption [14 mai 1895]. — Déposé par M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture* [21 mai] (A., t. II, p. 2; J.O., c.r., p. 547; I. 101). — Commission : 1^{er} bureau, M. Durand-Savoyat. 2^e bureau, M. Ouvrier. 3^e bureau, M. Laurens. 4^e bureau, M. Demoulin de Riols. 5^e bureau, M. Folliet. 6^e bureau, M. Baudens. 7^e bureau, M. Jean Dupuy. 8^e bureau, M. Calvet. 9^e bureau, M. Pradal (J.O., p. 3270; F. 52). *Président*, M. Demoulin de Riols; *Secrétaire*, M. Laurens; *Rapporteur*, M. Calvet (J.O., p. 3338; F. 53). — M. Calvet dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184;

J.O., c.r., p. 697; I. 149). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 283; J.O., c.r., p. 778). — Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 4408).

175. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin de l'Ouvèze (Drôme). Présenté à la Chambre des Députés [3 mars 1894]. Rapport de M. Jourdan [3 juillet]. Adoption [14 mai]. — Déposé par M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture* [21 mai] (A., t. II, p. 2; J.O., c.r., p. 547; I. 102). — Commission : 1^{er} bureau, M. Durand-Savoyat. 2^e bureau, M. Ouvrier. 3^e bureau, M. Laurens. 4^e bureau, M. Demoulins de Riols. 5^e bureau, M. Folliet. 6^e bureau, M. Baudens. 7^e bureau, M. Jean Dupuy. 8^e bureau, M. Calvet. 9^e bureau, M. Pradal (J.O., p. 3270; F. 52). *Président*, M. Demoulins de Riols; *Secrétaire*, M. Laurens; *Rapporteur*, M. Calvet (J.O., p. 3338; F. 53). — M. Calvet dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 697; I. 149). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 283; J.O., c.r., p. 778). — Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 4408).

176. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin d'Eygues-Oule (Drôme). Présenté à la Chambre des Députés [3 mars 1894]. Rapport de M. Jourdan [3 juillet]. Adoption [14 mai]. — Déposé par M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture* [21 mai] (A., t. II, p. 2; J.O., c.r., p. 547; I. 103). — Commission : 1^{er} bureau, M. Durand-Savoyat. 2^e bureau, M. Ouvrier. 3^e bureau, M. Laurens. 4^e bureau, M. Demoulins de Riols. 5^e bureau, M. Folliet. 6^e bureau, M. Baudens. 7^e bureau, M. Jean Dupuy. 8^e bureau, M. Calvet. 9^e bureau, M. Pradal (J.O., p. 3270; F. 52). *Président*, M. Demoulins de Riols; *Secrétaire*, M. Laurens; *Rapporteur*, M. Calvet (J.O., p. 3338; F. 53). — M. Calvet dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 697; I. 149). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 283; J.O., c.r., p. 778). — Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 4408).

177. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin de la Pique (Haute-Garonne). Présenté à la Chambre des Députés [3 mars 1894]. Rapport de M. Jourdan [3 juillet]. Adoption [14 mai 1895]. — Déposé par M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture* [21 mai] (A., t. II, p. 2; J.O. c.r., p. 547; I. 104). —

Commission : 1^{er} bureau, M. Durand-Savoyat. 2^e bureau, M. Ouvrier, 3^e bureau, M. Laurens. 4^e bureau, M. Demoullins de Riols. 5^e bureau, M. Folliet. 6^e bureau, M. Baudens. 7^e bureau, M. Jean Dupuy. 8^e bureau, M. Calvet. 9^e bureau, M. Pradal (J.O., p. 3270; F. 52). *Président*, M. Demoullins de Riols; *Secrétaire*, M. Laurens; *Rapporteur*, M. Calvet (J.O., p. 3338; F. 53). — M. Calvet dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 697; I. 149). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 283; J.O., c.r., p. 779). — Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 4409).

178. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin de la basse Isère (Isère). Présenté à la Chambre des Députés [3 mars 1894]. Rapport de M. Jourdan [3 juillet]. Adoption [14 mai 1895]. — Déposé par M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture* [21 mai] (A., t. II, p. 2; J.O., p. 547; I. 105). — Commission : 1^{er} bureau, M. Durand-Savoyat. 2^e bureau, M. Ouvrier. 3^e bureau, M. Laurens. 4^e bureau, M. Demoullins de Riols. 5^e bureau, M. Folliet. 6^e bureau, M. Baudens. 7^e bureau, M. Jean Dupuy. 8^e bureau, M. Calvet. 9^e bureau, M. Pradal (J.O., p. 3270; F. 52). *Président*, M. Demoullins de Riols; *Secrétaire*, M. Laurens; *Rapporteur*, M. Calvet (J.O., p. 3338; F. 53). — M. Calvet dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 697; I. 149). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 283; J.O., c.r., p. 779). — Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 4409).

179. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de Drac-Bonne (Isère). Présenté à la Chambre des Députés [3 mars 1894]. Rapport de M. Jourdan [3 juillet]. Adoption [14 mai]. — Déposé par M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture* [21 mai] (A., t. II, p. 2; J.O., c.r., p. 547; I. 106). — Commission : 1^{er} bureau, M. Durand-Savoyat. 2^e bureau, M. Ouvrier. 3^e bureau, M. Laurens. 4^e bureau, M. Demoullins de Riols. 5^e bureau, M. Folliet. 6^e bureau, M. Baudens. 7^e bureau, M. Jean Dupuy. 8^e bureau, M. Calvet. 9^e bureau, M. Pradal (J.O., p. 3270; F. 52). *Président*, M. Demoullins de Riols; *Secrétaire*, M. Laurens; *Rapporteur*, M. Calvet (J.O., p. 3338; F. 53). — M. Calvet dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 697; I. 149). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 283; J.O., c.r., p. 779). — Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 4408).

180. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la

Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin du Tarn (Lozère). Présenté à la Chambre des Députés [3 mars 1894]. Rapport de M. Jourdan [3 juillet]. Adoption [14 mai]. — Déposé par M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture* [21 mai] (A., t. II, p. 2; J.O., c.r., p. 547; I. 107). — Commission : 1^{er} bureau, M. Durand-Savoyat. 2^e bureau, M. Ouvrier. 3^e bureau, M. Laurens. 4^e bureau, M. Demoulins de Riols. 5^e bureau, M. Folliet. 6^e bureau, M. Baudens. 7^e bureau, M. Jean Dupuy. 8^e bureau, M. Calvet. 9^e bureau, M. Pradal (J.O., p. 3270; F. 52). *Président*, M. Demoulins de Riols; *Secrétaire*, M. Laurens; *Rapporteur*, M. Calvet (J.O., p. 3338; F. 53). — M. Calvet dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 697; I. 149). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 283; J.O., c.r., p. 779). — Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 4409).

181. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin du Bastan (Hautes-Pyrénées). Présenté à la Chambre des Députés [9 mars 1894]. Rapport de M. Jourdan [2 avril]. Adoption [14 mai]. — Déposé par M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture* [21 mai] (A., t. II, p. 2; J.O., c.r., p. 547; I. 108). — Commission : 1^{er} bureau, M. Durand-Savoyat. 2^e bureau, M. Ouvrier. 3^e bureau, M. Laurens. 4^e bureau, M. Demoulins de Riols. 5^e bureau, M. Folliet. 6^e bureau, M. Baudens. 7^e bureau, M. Jean Dupuy. 8^e bureau, M. Calvet. 9^e bureau, M. Pradal (J.O., p. 3270; F. 52). *Président*, M. Demoulins de Riols. *Secrétaire*, M. Laurens, *Rapporteur*, M. Calvet (J.O., p. 3338; F. 53). — M. Calvet dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 697; I. 149). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 283; J.O., c.r., p. 779). — Promulgation (J.O., 30 juillet, 4409).

182. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin du Gave de Pau (Hautes-Pyrénées). Présenté à la Chambre des Députés [9 mars 1894]. Rapport de M. Jourdan [2 avril]. Adoption [14 mai]. — Déposé par M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture* [21 mai] (A., t. II, p. 2; J.O., c.r., p. 547; I. 109). — Commission : 1^{er} bureau, M. Durand-Savoyat. 2^e bureau, M. Ouvrier. 3^e bureau, M. Laurens. 4^e bureau, M. Demoulins de Riols. 5^e bureau, M. Folliet. 6^e bureau, M. Baudens. 7^e bureau, M. Jean Dupuy. 8^e bureau, M. Calvet. 9^e bureau, M. Pradal (J.O., p. 3270; F. 52). *Président*, M. Demoulins de Riols. *Secrétaire*, M. Laurens. *Rapporteur*, M. Calvet (J.O., p. 3338; F. 53).

— M. Calvet dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 697; I. 149). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juillet] (A. t. II, p. 283; J.O., c.r., p. 779). — Promulgation (J.O., 30 juin, p. 4410).

183. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le bassin de la Neste de Louron (Hautes-Pyrénées). Présenté à la Chambre des Députés [9 mars 1894]. Rapport de M. Jourdan [2 avril]. Adoption [14 mai]. — Déposé par M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture* [21 mai] (A., t. II, p. 2; J.O., c.r., p. 547; I. 110). — Commission : 1^{er} bureau, M. Durand-Savoyat. 2^e bureau, M. Ouvrier. 3^e bureau, M. Laurens. 4^e bureau, M. Demoullins de Riols. 5^e bureau, M. Folliet. 6^e bureau, M. Baudens. 7^e bureau, M. Jean Dupuy. 8^e bureau, M. Calvet. 9^e bureau, M. Pradal (J.O., p. 3270; F. 52). *Président*, M. Demoullins de Riols; *Secrétaire*, M. Laurens; *Rapporteur*, M. Calvet (J.O., p. 3338; F. 53). — M. Calvet dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 697; I. 149). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 283; J.O., c.r. p. 779). — Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 4410).

184. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 174 du Code d'instruction criminelle relatif à l'appel des jugements de simple police. Déposé par M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [27 mai] (A., t. II, p. 6; J.O., c.r., p. 551; I. 113). — Commission : 1^{er} bureau, M. Leporché. 2^e bureau, M. Fallières. 3^e bureau, M. Monsservin. 4^e bureau, M. Volland. 5^e bureau, M. Tillaye. 6^e bureau, M. Baduel. 7^e bureau, M. de Casabianca. 8^e bureau, M. Grivart. 9^e bureau, M. Cazot (J.O., p. 3270; F. 52). *Président*, M. Cazot; *Secrétaire*, M. de Casabianca (J.O., p. 3338; F. 53). *Rapporteur*, M. de Casabianca (J.O., p. 3571; F. 61).

185. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Laruscade (Gironde). Présenté à la Chambre des Députés [8 avril]. Rapport de M. Du vigneau [20 mai]. Adoption [25 mai]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [27 mai] (A. t. II, p. 6; J.O., c.r., p. 551; Fa. 109, n° 208). — M. Godin dépose son rapport [21 juin] (A., t. II, p. 139; J.O., c.r., p. 661; Fa. 121, n° 249). — Adoption [27 juin] (A., t. II, p. 166; J.O., c.r., p. 682). — Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 3707).

186. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville du Puy (Haute-Loire) à emprunter une somme de 2.200.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [10 avril]. Rapport de M. Gendré [18 mai]. Adoption [25 mai]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [27 mai] (A., t. II, p. 6; J.O., c.r., p. 551; Fa. 109, n° 209). — M. Godin dépose son rapport [21 juin] (A., t. II, p. 139; J.O., c.r., p. 661; Fa. 121, n° 248). — Adoption [27 juin] (A., t. II, p. 166; J.O., c.r., p. 682). — Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 3707).

187. Projet de loi ayant pour objet le recouvrement des frais dus aux notaires, avoués et huissiers [18 janvier]. Rapport de M. Bisseuil [2 mars]. 1^{re} délibération [13 mars 1894].

188. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'abandon à l'État du canal de la Dive et du Thouet par les concessionnaires. Présenté à la Chambre des Députés [28 juillet 1894]. Rapport de M. Boudenoot [13 avril]. Adoption [18 mai]. — Déposé par M. Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, au nom de M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, et au sien [30 mai] (A., t. II, p. 27; J.O., c.r., p. 567; I. 116). — Commission : 1^{er} bureau, M. Leporché. 2^e bureau, M. Danelle-Bernardin. 3^e bureau, M. Brunet. 4^e bureau, M. Forest. 5^e bureau, M. Merlet. 6^e bureau, M. Dufoussat. 7^e bureau, M. Lesouëf. 8^e bureau, M. Krantz. 9^e bureau, M. Maret (J.O., p. 3270; F. 52). *Président*, M. Krantz; *Secrétaire*, M. Brunet; *Rapporteur*, M. Merlet (J.O., p. 3338; F. 53). — M. Merlet dépose son rapport [4 juillet] (A., t. II, p. 226; J.O., c.r., p. 731; I. 163). — Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 302; J.O., c.r., p. 794). — Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 4406).

189. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la détermination et la conservation des postes électro-sémaphoriques. Présenté à la Chambre des Députés [30 mars]. Rapport de M. Cabart-Danneville [14 mai]. Adoption [25 mai]. — Déposé par M. l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine* [30 mai] (A., t. II, p. 32; J.O., c.r., p. 571; I. 117). — M. Laurens dépose son rapport [4 juillet] (A., t. II, p. 226; J.O., c.r., p. 731; I. 164). — 1^{re} délibération : M. l'amiral Besnard, *Ministre de la Marine*. Déclaration de l'urgence. Adoption [8 juillet] (A., t. II, p. 257; J.O., c.r., p. 756). — Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 4093).

190. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation d'une convention passée, le 22 novembre 1893, entre l'État et la ville de Melun, en vue de la création de nouvelles casernes. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Montaut. Adoption [20 mai]. — Déposé par M. le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*, au nom de MM. Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*, Leygues, *Ministre de l'Intérieur*, et au sien [31 mai] (A., t. II, p. 33; J.O., c.r., p. 573; I. 118).

191. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, sur l'exercice 1895, d'un crédit de 5.000 francs pour la pose d'une pierre tombale à la mémoire d'Albert. Transmise par une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés [31 mai] (A., t. II, p. 37; J.O., c.r., p. 576; I. 119). — M. Morel dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate [11 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 805; I. 186). — Discussion. Adoption au scrutin [12 juillet] (A., t. II, p. 347; J.O., c.r., p. 831). — Promulgation (J.O., 3 août, p. 4502).

192. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Yonne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Demalvilain [27 mai]. Adoption [30 mai]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [31 mai] (A., t. II, p. 38; J.O., c.r., p. 576; Fa. 110, n° 210). — M. Godin dépose son rapport [21 juin] (A., t. II, p. 139; J.O., c.r., p. 661; Fa. 123, n° 254). — Adoption [27 juin] (A., t. II, p. 166; J.O., c.r., p. 683). — Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 3707).

193. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Vaucluse à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Demalvilain [27 mai]. Adoption [30 mai]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [31 mai] (A., t. II, p. 38; J.O., c.r., p. 576; Fa. 110, n° 211). — M. Godin dépose son rapport [21 juin] (A., t. II, p. 139; J.O., c.r., p. 661; Fa. 122, n° 253). — Adoption [27 juin] (A., t. II, p. 166; J.O., c.r., p. 683). — Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 3707).

194. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Nord à

s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Demalvilain [27 mai]. Adoption [30 mai]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [31 mai] (A., t. II, p. 38; J.O., c.r., p. 576; F. 110, n° 212). — M. Godin dépose son rapport [21 juin] (A., t. II, p. 139; J.O., c.r., p. 661; Fa. 122, n° 252). — Adoption [27 juin] (A., t. II, p. 166; J.O., c.r. p. 683). — Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 3706).

195. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Indre à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Demalvilain [27 mai]. Adoption [30 mai]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [31 mai] (A., t. II, p. 38; J.O., c.r., p. 576; Fa. 110, n° 213). — M. Godin dépose son rapport [21 juin] (A., t. II, p. 139; J.O., c.r., p. 661; Fa. 122, n° 251). — Adoption [27 juin] (A., t. II, p. 166; J.O., c.r., p. 683). — Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 3706).

196. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Finistère à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Demalvilain [27 mai]. Adoption [30 mai]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [31 mai] (A., t. II, p. 38; J.O., c.r., p. 576; Fa. 110, n° 214). — M. Godin dépose son rapport [21 juin] (A., t. II, p. 139; J.O., c.r., p. 661; Fa. 121, n° 250). — Adoption [27 juin] (A., t. II, p. 166; J.O., c.r., p. 682). — Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 3706).

197. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Creuse à s'imposer extraordinairement 0 fr. 03 (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Demalvilain [27 mai]. Adoption [30 mai]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [31 mai] (A., t. II, p. 38; J.O., c.r., p. 576; Fa. 111, n° 215). — M. Dufoussat dépose son rapport [21 juin] (A., t. II, p. 127; J.O., c.r., p. 651; Fa. 120, n° 247). — Adoption [27 juin] (A., t. II, p. 166; J.O., c.r., p. 682). — Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 3706).

198. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Creuse à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de

M. Demalvilain [27 mai]. Adoption [30 mai]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [31 mai] (A., t. II, p. 38; J.O., c.r., p. 576; Fa. 111, n° 216). — M. Dufoussat dépose son rapport [21 juin] (A., t. II, p. 127; J.O., c.r., p. 651; Fa. 120, n° 246). — Adoption [27 juin] (A., t. II, p. 127; J.O., c.r., p. 682). — Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 3706).

199. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cantal à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Demalvilain [27 mai]. Adoption [30 mai]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [31 mai] (A., t. II, p. 38; J.O., c.r., p. 576; Fa. 111, n° 217). — M. Godin dépose son rapport [21 juin] (A., t. II, p. 139; J.O., c.r., p. 661; Fa. 123, n° 257). — Adoption [27 juin] (A., t. II, p. 127; J.O., c.r., p. 683). — Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 3705).

200. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Demalvilain [27 mai]. Adoption [30 mai]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [31 mai] (A., t. II, p. 38; J.O., c.r., p. 576; Fa. 111, n° 218). — M. Godin dépose son rapport [21 juin] (A., t. II, p. 139; J.O., c.r., p. 661; Fa. 123, n° 256). — Adoption [27 juin] (A., t. II, p. 127; J.O., c.r., p. 683). — Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 3705).

201. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Demalvilain [27 mai]. Adoption [30 mai]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [31 mai] (A., t. II, p. 38; J.O., c.r., p. 576; Fa. 111, n° 219). — M. Godin dépose son rapport [21 juin] (A., t. II, p. 139; J.O., c.r., p. 661; Fa. 123, n° 255). — Adoption [27 juin] (A., t. II, p. 127; J.O., c.r., p. 683). — Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 3705).

202. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ardèche à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [18 mai]. Rapport de M. Duvigneau [30 mai]. Adoption [5 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [10 juin] (A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 579; Fa. 112,

n° 220). — M. Benoist dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 697; Fa. 131, n° 279). — Adoption [5 juillet] (A., t. II, p. 234; J.O., c.r. p. 738). — Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 3861).

203. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Jura à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [18 mai]. Rapport de M. Duvigneau [30 mai]. Adoption [5 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [10 juin] (A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 579; Fa. 112, n° 221). — M. Dufoussat dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 761; Fa. 159, n° 363). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 823). — Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 4077).

204. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Savoie à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [18 mai]. Rapport de M. Duvigneau [30 mai]. Adoption [5 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [10 juin] (A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 579; Fa. 112, n° 222). — M. Benoist dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 697; Fa. 131, n° 276). — Adoption [5 juillet] (A., t. II, p. 234; J.O., c.r., p. 737). — Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 3861).

205. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Somme à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [18 mai]. Rapport de M. Duvigneau [30 mai]. Adoption [5 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [10 juin] (A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 579; Fa. 112, n° 223). — M. Benoist dépose son rapport [2 juillet] (A., t. II, p. 200; J.O., c.r., p. 709; Fa. 135, n° 290). — Adoption [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756). — Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 3978).

206. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Laon (Aisne) à emprunter une somme de 400.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Gendre [30 mai]. Adoption [5 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [10 juin] (A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 579; Fa. 113, n° 224). — M. Benoist dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O.,

c.r., p. 697; Fa. 131, n° 275). — Adoption [5 juillet] (A., t. II, p. 234; J.O., c.r., p. 737). — Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 3862).

207. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cher à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Coudreuse [5 juin]. Adoption [8 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [10 juin] (A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 579; Fa. 113, n° 225). — M. Labrousse dépose son rapport [5 juillet] (A., t. II, p. 248; J.O., c.r., p. 749; Fa. 149, n° 334). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 778). — Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 4050).

208. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Maine-et-Loire à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Coudreuse [5 juin]. Adoption [8 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [10 juin] (A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 579; Fa. 113, n° 226). — M. Benoist dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184, J.O., c.r., p. 697; F. 131, n° 277). — Adoption [5 juillet] (A., t. II, p. 234; J.O., c.r., p. 737). — Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 3861).

209. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Coudreuse [5 juin]. Adoption [8 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [10 juin] (A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 579; Fa. 113, n° 227). — M. Dufoussat dépose son rapport [21 juin] (A., t. II, p. 127; J.O., c.r., p. 651; Fa. 120, n° 245). — Adoption [27 juin] (A., t. II, p. 166; J.O., c.r., p. 682)* — Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 3706).

210. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Niort (Deux-Sèvres) à emprunter une somme de 300.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [7 mai]. Rapport de M. Coudreuse [5 juin]. Adoption [8 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [10 juin] (A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 579; Fa. 113, n° 228). — M. Dufoussat dépose son rapport [21 juin] (A., t. II, p. 127; J.O., c.r., p. 651; Fa. 120, n° 244)

— Adoption [27 juin] (A., t. II, p. 166; J.O., c.r., p. 682). — Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 3707).

211. Projet de loi concernant la création de Compagnies de colonisation [16 juillet 1891]. — M. Lavertujon dépose son rapport [10 juin] (A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 579; I. 120).

212. Projet de loi concernant l'établissement des conducteurs d'énergie électrique autres que les conducteurs télégraphiques et téléphoniques [29 novembre 1894]. Commission : 1^{er} bureau, M. Barbey, 2^e bureau, M. Reymond. 3^e bureau, M. Gilbert Gaillard. 4^e bureau, M. Goujon. 5^e bureau, M. Prevet. 6^e bureau, M. Cochery. 7^e bureau, M. Berthelot. 8^e bureau, M. de Sal. 9^e bureau, M. Ouvrier. *Président*, M. Berthelot; *Secrétaire*, M. Prevet; *Rapporteur*, M. Cochery (J.O., p. 6126; F. 22). — M. Cochery dépose son rapport [11 juin] (A., t. II, p. 51; J.O., c.r., p. 589; I. 124) — 1^{re} délibération. Sont entendus : MM. Cochery, *rapporteur*, de Selves, *Commissaire du Gouvernement*. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des articles et de l'ensemble du projet [20 juin] (A., t. II, p. 122; J.O., c.r., p. 647). — Promulgation (J.O., 26 juin, p. 3517).

213. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux règles à établir pour la mise en route des recrues. Présenté à la Chambre des Députés [17 décembre 1894]. Rapport de M. Sauzet [30 mai]. Adoption [6 juin]. — Déposé par M. le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre* [11 juin] (A., t. II, p. 62; J.O., c.r., p. 598; I. 125). — *Rapporteur* : M. le colonel Tézenas [14 juin] (J.O., p. 3362; F. 54). — M. Tézenas dépose son rapport [17 juin] (A., t. II, p. 100; J.O., c.r., p. 629; I. 131). — 1^{re} délibération : MM. le colonel Tézenas, *rapporteur*, Zurlinden, *Ministre de la Guerre*. Déclaration de l'urgence. Adoption [21 juin] (A., t. II, p. 128; J.O., c.r., p. 651). — Promulgation (J.O., 30 juin, p. 3586).

214. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1886 [8 juin 1893]. M. Marquis dépose son rapport [14 juin] (A., t. II, p. 81; J.O., c.r., p. 613; I. 127). — Adoption au scrutin [28 juin] (A., t. II, p. 182; J.O., c.r., p. 696). — Promulgation (J.O., 22 juillet, p. 4169).

215. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Hautes-Pyrénées, de deux

chemins de fer d'intérêt local, à voie d'un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails et à traction électrique, de Pierrefitte à la Raillière par Cauterets, et de Pierrefitte à Luz-Saint-Sauveur. Présenté à la Chambre des Députés [20 mai]. Rapport de M. Alicot [30 mai]. Adoption [5 juin]. — Déposé par M. Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics* [14 juin] (A., t. II, p. 86; J.O., c.r., p. 617; I. 128). — M. Silhol dépose son rapport [4 juillet] (A., t. II, p. 226; J.O., c.r., p. 731; I. 162). — Discussion. L'urgence est déclarée. Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 302; J.O., c.r., p. 793). — Promulgation (J.O., 26 juillet, p. 4313).

216. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Loir-et-Cher à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Coudreuse [10 juin]. Adoption [13 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [14 juin] (A., t. II, p. 86; J.O., c.r., p. 613; Fa. 115, n° 233). — M. Labrousse dépose son rapport [5 juillet] (A., t. II, p. 248; J.O., c.r., p. 749; Fa. 149, n° 335). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 778). — Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 4050).

217. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Lot-et-Garonne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Coudreuse [10 juin]. Adoption [13 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [14 juin] (A., t. II, p. 86; J.O., c.r., p. 613; Fa. 115, n° 232). — M. Dufoussat dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 146; J.O., c.r., p. 665; Fa. 124, n° 260). — Adoption [28 juin] (A., t. II, p. 182; J.O., c.r., p. 695). — Promulgation (J.O., 5 juillet, p. 3801).

218. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Lot à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Coudreuse [10 juin]. Adoption [13 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [14 juin] (A., t. II, p. 86; J.O., c.r., p. 613; Fa. 115, n° 231). — M. Labrousse dépose son rapport [5 juillet] (A., t. II, p. 248; J.O., c.r., p. 749; Fa. 149, n° 333). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 778). — Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 3050).

219. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Coudreuse [10 juin]. Adoption [13 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [14 juin] (A., t. II, p. 86; J.O., c.r., p. 613; Fa. 115, n° 20). — M. Dufoussat dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 761; Fa. 159, n° 364). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 823). — Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 4077).

220. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, à titre transitoire, pendant un an à dater du 1^{er} juillet 1895. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Saint-Germain [28 janvier]. Rapport supplémentaire [25 mai]. M. Doumer [5 juin]. Adoption [14 juin]. — Déposé par M. André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, au nom de MM. le Président du Conseil, Ministre des Finances, de la Guerre, de la Marine et au sien [17 juin] (A., t. II, p. 87; J.O., c.r., p. 619; I. 129). — M. Boulanger dépose son rapport au nom de la Commission des finances [21 juin] (A., t. II, p. 128; J.O., c.r., p. 651; I. 140). — 1^{re} délibération. Demande d'urgence : MM. Boulanger, *rapporteur*, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Peytral, le Rapporteur, Vilar, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Jacques, Emmanuel Arago, le Président. Adoption de l'urgence. Article premier. Rejet, au scrutin, du projet [25 juin] (A., t. II, p. 146; J.O., c.r., p. 665).

221. — Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1895, d'un crédit supplémentaire de 510.000 francs pour assurer l'exécution des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. Présenté à la Chambre des Députés [14 juin]. Rapport de M. Doumer [5 juin]. Adoption [14 juin]. — Déposé par M. André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, au nom de M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, et au sien [17 juin] (A., t. II, p. 87; J.O., c.r., p. 619; I. 130). — M. Boulanger dépose son rapport au nom de la Commission des finances [21 juin] (A., t. II, p. 128; J.O., c.r., p. 651; I. 140). — 1^{re} délibération. Demande d'urgence : MM. Boulanger, *rapporteur*, André Lebon, *Ministre du Commerce, de*

l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, Peytral, le Rapporteur, Vilar, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Jacques, Emmanuël Arago, le Président. Déclaration de Purgence. Article premier. Rejet, au scrutin, du projet [25 juin] (A., t. II, p. 146; J.O., c.r., p. 665).

222. Exposé des motifs et texte d'un projet des loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Calvados à s'imposer extraordinairement: 1^o 1 centime en 1898 et 1899; 2^o 1 centime 37 millièmes en 1900. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Bézine [13 juin]. Adoption [15 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [17 juin] (A., t. II, p. 87; J.O., c.r., p. 619; Fa. 116, n^o 234). — M. Benoist dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 697; Fa. 131, n^o 278). — Adoption [5 juillet] (A., t. II, p. 234; J.O., c.r., p. 738). — Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 3861).

223. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Vacherie [13 juin]. Adoption [15 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [17 juin] (A., t. II, p. 87; J.O., c.r., p. 619; Fa. 116, n^o 235). — M. Dufoussat dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 146; J.O., c.r., p. 665; Fa. 124, n^o 259). — Adoption [23 juin] (A., t. II, p. 182; J.O., c.r., p. 695). — Promulgation (J.O., 6 juillet, p. 3817).

224. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corrèze à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Vacherie [13 juin]. Adoption [15 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [17 juin] (A., t. II, p. 87; J.O., c.r., p. 619; Fa. 116, n^o 236). — M. Labrousse dépose son rapport [5 juillet] (A., t. II, p. 248; J.O., c.r., p. 749; Fa. 149, n^o 332). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 778). — Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 4050).

225. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Marne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport

de M. Bézine [13 juin]. Adoption [15 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [17 juin] (A., t. II, p. 87; J.O., c.r., p. 619; Fa. 117, n° 237). — M. Benoist dépose son rapport [2 juillet] (A., t. II, p. 200; J.O., c.r., p. 709; Fa. 135, n° 292). — Adoption [8 juillet] (A., t. II, p. 257; J.O., c.r., p. 756). — Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 3945).

226. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Bézine [11 juin]. Adoption [14 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [17 juin] (A., t. II, p. 87; J.O., c.r., p. 619; Fa. 117, n° 238). — M. Benoist dépose son rapport [2 juillet] (A., t. II, p. 200; J.O., c.r., p. 709; Fa. 135, n° 291). — Adoption [8 juillet] (A., t. II, p. 257; J.O., c.r., p. 756). — Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 3977).

227. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Bézine [14 juin]. Adoption [14 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [17 juin] (A., t. II, p. 87; J.O., c.r., p. 619; Fa. 117, n° 239). — M. Dufoussat dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 761; Fa. 159, n° 362). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 823). — Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 4077).

228. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine-Inférieure à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Bézine [11 juin]. Adoption [14 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [17 juin] (A., t. II, p. 87; J.O., c.r., p. 619; Fa. 118, n° 240). — M. Benoist dépose son rapport [2 juillet] (A., t. II, p. 200; J.O., c.r., p. 709; Fa. 135, n° 289). — Adoption [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756). — Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 3977).

229. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Vienne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Vacherie [13 juin]. Adoption [15 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [17 juin] (A., t. II, p. 87; J.O., c.r., p. 619; Fa. 118,

n° 241). — M. Dufoussat dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 761; Fa. 159, n° 361). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 823). — Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 3051).

230. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Orange (Vaucluse) à échanger l'affectation de fonds d'emprunt. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Vacherie [11 juin]. Adoption [14 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [17 juin] (A., t. II, p. 87; J.O., c.r., p. 619; Fa. 118, n° 242). — M. Labrousse dépose son rapport [11 juillet] (A., t. II, p. 302; J.O., c.r., p. 793; Fa. 170, n° 386). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 837). — Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 4142).

231. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du sud de la France pour la modification des contrats qui lient cette Compagnie à l'État [24 décembre 1894]. Rapport de M. Waddington [29 mars] (A., t. I, p. 345; J.O., c.r., p. 288; I. 61). — 1^{re} délibération : MM. Blavier, Anglès, Waddington, *rapporteur*, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*. Adoption, au scrutin, de la demande d'ajournement proposée par M. Anglès [18 juin] (A., t. II, p. 101; J.O., c.r., p. 631). — MM. Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, Anglès, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Article premier. Adoption au scrutin. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet en 1^{re} délibération [2 juillet] (A., t. II, p. 200; J.O., c.r., p. 709). — 2^e délibération. Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 302; J.O., c.r., p. 794). — Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 4378).

232. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, rendant la loi militaire applicable à l'île de la Réunion. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [18 juin] (A., t. II, p. 101; J.O., c.r., p. 631; I. 132). — M. le colonel Tézenas dépose son rapport [2 juillet] (A., t. II, p. 207; J.O., c.r., p. 3588; I. 155). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Article premier. Amendement de M. Drouhet : MM. Drouhet, le colonel Tézenas, *rapporteur*, le général Billot, *président de la Commission de l'armée*. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article premier. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble [5 juillet] (A., t. II, p. 236; J.O., c.r., p. 739). — Promulgation (J.O., 3 août, p. 4501).

233. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Châlons-sur-Marne (Marne) à emprunter une somme de 500.000 francs et à percevoir une surtaxe d'octroi. Présenté à la Chambre des Députés [8 juin]. Rapport de M. Coudreuse [14 juin]. Adoption [17 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [18 juin] (A., t. II, p. 112; J.O., c.r., p. 639; Fa. 119, n° 243). — M. Dufoussat dépose son rapport [25 juin] (A., t. II, p. 146; J.O., c.r., p. 665; Fa. 124, n° 258). — Adoption [28 juin] (A., t. II, p. 182; J.O., c.r., p. 695). — Promulgation (J.O., 10 juillet, p. 3873).

234. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, en ce qui touche les obligations militaires des étudiants en droit, en médecine et en pharmacie. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [20 juin] (A., t. II, p. 121; J.O., c.r., p. 647; I. 137). — M. Labbé est nommé rapporteur (J.O., p. 3537; F. 59). — M. Labbé dépose son rapport [28 juin] (A., t. II, p. 184; J.O., c.r., p. 698; I. 147). — 1^{re} délibération : M. Labbé, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence : MM. Maxime Lecomte, le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*. Adoption [5 juillet] (A., t. II, p. 234; J.O., c.r., p. 738). — Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 3051).

235. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la durée du mandat des membres des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [20 juin] (A., t. II, p. 121; J.O., c.r., p. 647; I. 136). — Commission : 1^{er} bureau, M. Drumel. 2^e bureau, M. Baudens. 3^e bureau, M. Tillaye. 4^e bureau, M. Prevet. 5^e bureau, M. Leporché. 6^e bureau, M. Dufoussat. 7^e bureau, M. Cordelet. 8^e bureau, M. Bérenger. 9^e bureau, M. Francoz (J.O., p. 3553; F. 60). *Président*, M. Bérenger; *Secrétaire*, M. Prevet (J.O., p. 3571; F. 61). — M. Cordelet dépose son rapport [5 juillet] (A., t. II, p. 249; J.O., c.r., p. 752; I. 166). — 1^{re} délibération : MM. Mastier, *Commissaire du Gouvernement*. Cordelet, Poriquet, Leporché, Séblin. Rejet au scrutin [11 juillet] (A., t. II, p. 317; J.O., c.r., p. 805).

236. Projet de loi relatif à la constitution d'Universités [22 juillet 1890]. Rapport de M. Bardoux [19 janvier 1892]. 1^{re} délibération [10 mars]. Contre-projet de M. Bernard [15 mars]. Retrait du projet de loi par décret [20 juin] (A., t. II, p. 123; J.O., c.r., p. 648; I. 138).

237. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier, en faveur des portiers-consignes, la loi du 13 mars 1875, relative à la constitution des cadres et effectifs de l'armée. Présenté à la Chambre des Députés [10 avril]. Rapport de M. Étienne [30 mai]. Adoption [14 juin]. — Déposé par M. Zurlinden, *Ministre de la Guerre* [21 juin] (A., t. II, p. 127; J.O., c.r., p. 651; I. 139).

238. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Calvados à contracter un emprunt de 100.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [18 mai]. Rapport de M. Duviigneau [18 juin]. Adoption [22 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [25 juin] (A., t. II, p. 146; J.O., c.r., p. 665; Fa. 125, n° 261). — M. Dulac dépose son rapport [4 juillet] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 721; Fa. 142, n° 312). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 776). — Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 4019).

239. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Tulle (Corrèze) à emprunter une somme de 57.400 francs. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Disleau [20 juin]. Adoption [22 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [25 juin] (A., t. II, p. 146; J.O., c.r., p. 665; Fa. 125, n° 262). — M. Dellestable dépose son rapport [2 juillet] (A., t. II, p. 200; J.O., c.r., p. 709; Fa. 136, n° 293). — Adoption [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756). — Promulgation (J.O., 12 juillet, p. 3946).

240. Proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 33, 75, 156, 269, 317 et 322 du Code d'instruction criminelle [21 mai 1891]. M. Anglès dépose son rapport [11 juin]. Adoption de la prise en considération [18 juin]. Commission: 1^{er} bureau, M. Godin. 2^e bureau, M. Thézard. 3^e bureau, M. Nioche. 4^e bureau, M. Volland. 5^e bureau, M. de Casabianca. 7^e bureau, M. Millaud. 8^e bureau, M. Anglès. 9^e bureau, M. Wallon. *Président*, M. Wallon; *Secrétaire*, M. de Casabianca. M. Thézard est nommé rapporteur (J.O., p. 3524, F. 59). — M. Thézard dépose son rapport [4 juillet] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 721; I. 161).

241. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant: 1^o la Chambre de commerce de Dijon (Côte-d'Or) à emprunter 162.000 francs en vue de subvenir aux frais

d'installation d'une bourse de commerce; 2° la perception d'une imposition extraordinaire additionnelle à la contribution des patentes pour faire face à l'amortissement de cet emprunt. Présenté à la Chambre des Députés [20 mai]. Rapport de M. Duvigneau [14 juin]. Adoption [17 juin]. Déposé par MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Finances, et de l'Intérieur [27 juin] (A., t. II, p. 166; J.O., c.r., p. 682; F. 126, n° 263). — M. Dulac dépose son rapport [4 juillet] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 721; Fa. 142, n° 310). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 776). — Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 4003).

242. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1894; 2° l'ouverture de crédits sur l'exercice 1895; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes. Présenté à la Chambre des Députés (1^{er} juin). Rapport de M. Cochery [18 juin]. Adoption [26 juin]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [27 juin] (A., t. II, p. 166; J.O., c.r., p. 682; I. 142). — MM. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, le Président. Dépôt et lecture du rapport par M. Boulanger. Discussion immédiate. Décret désignant M. Vuarnier, *directeur général de la comptabilité publique*, en qualité de Commissaire du Gouvernement. MM. Blavier, Boulanger, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet [28 juin] (A., t. II, p. 185; J.O., c.r., p. 698). — Promulgation (J.O., 30 juin, p. 3581).

243. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Var à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Disleau [20 juin]. Adoption [25 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [27 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 689; Fa. 127, n° 264). — M. Dollestable dépose son rapport [4 juillet] (A., t. II, p. 213; J.O., c.r., p. 721; Fa. 143, n° 315). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 777). — Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 3050).

244. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Loire à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [30 mai]. Rapport

de M. Disleau [20 juin]. Adoption [25 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [27 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 689; Fa. 127, n° 265). — M. Dellestable dépose son rapport [4 juillet] (A., t. II, p. 213; J.O., c.r., p. 721; Fa. 143, n° 316). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 777). — Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 4050).

245. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Disleau [20 juin]. Adoption [25 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [27 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 689; Fa. 127, n° 266). — M. Dellestable dépose son rapport [4 juillet] (A., t. II, p. 213; J.O., c.r., p. 721; Fa. 143, n° 314). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 777). — Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 3051).

246. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement (1 c. 66). Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Coudreuse [22 juin]. Adoption [26 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [27 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 689; Fa. 127, n° 267). — M. Dulac dépose son rapport [5 juillet] (A., t. II, p. 248; J.O., c.r., p. 749; Fa. 148, n° 327). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 777). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4127).

247. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement 0 fr. 06 (Routes départementales). Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Coudreuse [22 juin]. Adoption [26 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [27 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 689; Fa. 128, n° 268). — M. Dulac dépose son rapport [5 juillet] (A., t. II, p. 248; J.O., c.r., p. 749; Fa. 148, n° 331). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 777). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4127).

248. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Savoie à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Coudreuse [22 juin]. Adoption [26 juin]. — Déposé par M. Leygues,

Ministre de l'Intérieur [27 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 689; Fa. 128, n° 269). — M. Dulac dépose son rapport [5 juillet] (A., t. II, p. 248; J.O., c.r., p. 749; Fa. 148, n° 329). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 777). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4127).

249. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Eure-et-Loir à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Coudreuse [22 juin]. Adoption [26 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [27 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 689; Fa. 129, n° 270). — M. Dulac dépose son rapport [5 juillet] (A., t. II, p. 248; J.O., c.r., p. 749; Fa. 148, n° 330). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 777). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4126).

250. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ariège à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Coudreuse [22 juin]. Adoption [26 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [27 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 689; Fa. 129, n° 271). — M. Dellestable dépose son rapport [4 juillet] (A., t. II, p. 213; J.O., c.r., p. 721; Fa. 143, n° 317). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 777). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4126).

251. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Coudreuse [22 juin]. Adoption [26 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [27 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 689; Fa. 129, n° 272). — M. Dulac dépose son rapport [5 juillet] (A., t. II, p. 248; J.O., c.r., p. 749; Fa. 148, n° 328). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 777). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4125).

252. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'approbation des engagements de la ville de Rouen (Seine-Inférieure). Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Disleau [20 juin]. Adoption [25 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [27 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 689; Fa. 129, n° 273). — M. Dellestable dépose son rapport [4 juillet] (A., t. II, p. 213; J.O., c.r., p. 721; Fa. 143, n° 313). — Adop

tion [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 777). — Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 3051).

253. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à une transaction entre l'État et les consorts de Marcellus. Présenté à la Chambre des Députés [1^{er} avril]. Rapport de M. Duvigneau [8 avril]. Adoption [9 avril]. — Déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, et le Ministre de l'Agriculture [27 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 689; Fa. 130, n° 274). — M. Dulac dépose son rapport [4 juillet] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 721; Fa. 142, n° 311). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 776). — Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 4143).

254. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant abrogation de la loi du 4 août 1887, qui a substitué le nécessaire individuel du système « dit Bouthéon » aux ustensiles collectifs de campement et à la gamelle individuelle pour l'infanterie et les autres troupes à pied [27 novembre 1894]. — M. Guérin dépose son rapport et en donne lecture. L'urgence est déclarée. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin [27 juin] (A., t. II, p. 175; J.O., c.r., p. 688; I. 145). — Promulgation (J.O., 30 juin, p. 3586).

255. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Sarthe à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Disleau [22 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [28 juin] (A., t. II, p. 185; J.O., c.r., p. 618; Fa. 132, n° 280). — M. Legludic dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; Fa. 155, n° 352). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 822). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4126).

256. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Hautes-Pyrénées à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Disleau [22 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [28 juin] (A., t. II, p. 185; J.O., c.r., p. 698; Fa. 132, n° 281). — M. Haulon dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 761; Fa. 158, n° 359). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 822). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4126).

257. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Hautes-Pyrénées à s'imposer extraordinairement (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Disleau [22 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [28 juin] (A., t. II, p. 185; J.O., c.r., p. 698; Fa. 132, n° 282). — M. Haulon dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 761; Fa. 158, n° 358). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 822). — Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 4142).

258. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement (2 c. 50). Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Disleau [22 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [28 juin] (A., t. II, p. 185; J.O., c.r., p. 698; Fa. 133, n° 283). — M. Dulac dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; Fa. 154, n° 348). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 821). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4127).

259. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Corse à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Disleau [22 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [28 juin] (A., t. II, p. 185; J.O., c.r., p. 698; Fa. 133, n° 284). — M. Haulon dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 761; Fa. 158, n° 360). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 823). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4126).

260. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Dordogne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Disleau [22 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [28 juin] (A., t. II, p. 185; J.O., c.r., p. 698; Fa. 133, n° 285). — M. Dulac dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; Fa. 154, n° 347). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 821). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4126).

261. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Cha-

rente-inférieure à s'imposer extraordinairement (1 c. 54) (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Disleau [22 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [28 juin] (A., t. II, p. 185; J.O., c.r., p. 698; Fa. 134, n° 286). — M. Bisseuil dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 755; Fa. 151, n° 337). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 820). — Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 4142).

262. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01) (Chemins vicinaux. Nouveau réseau). Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Disleau [22 juin]. Adoption [27 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [28 juin] (A., t. II, p. 185; J.O., c.r., p. 698; Fa. 134, n° 287). — M. Bisseuil dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 755; Fa. 151, n° 338). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 820). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4127).

263. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Oran (Algérie) à emprunter une somme de 50.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [30 mai]. Rapport de M. Disleau [20 juin]. Adoption [25 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [28 juin] (A., t. II, p. 185; J.O., c.r., p. 698; Fa. 134, n° 288). — M. Dulac dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 300; J.O., c.r., p. 791; Fa. 168, n° 380). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 824). — Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 3051).

264. — Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'Étampes à Beaune-la-Rolande. Présenté à la Chambre des Députés [11 avril]. Rapport de M. Lavertujon [13 juin]. Adoption [20 juin]. — Déposé par M. Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics* [28 juin] (A., t. II, p. 185; J.O., c.r., p. 698; I. 150).

265. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, portant modification aux lois du 21 juillet 1881 et du 2 août 1884, relatives aux ventes et achats d'animaux domestiques. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [2 juillet] (A., t. II, p. 199; J.O., c.r., p. 709; I. 153). — M. Darbot dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de

l'urgence [9 juillet] (A., t. II, p. 285; J.O., c.r., p. 786; I. 176). — Discussion: M. Lourties. Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 324; J.O., c.r., p. 811). — Promulgation (J.O., 2 août, p. 4473).

266. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au droit à pension militaire des fonctionnaires du service de la trésorerie et des postes aux armées. Présenté à la Chambre des Députés [15 juin]. Rapport de M. Delombre [22 juin]. Adoption [1^{er} juillet]. — Déposé par M. le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre* [2 juillet] (A., t. II, p. 207; J.O., c.r., p. 715; I. 154). — M. Morel dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 257; J.O., c.r., p. 757; I. 170). — Discussion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate: M. Morel, *rapporteur*. Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 776). — Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 4405).

267. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Vendée à s'imposer extraordinairement (0 fr. 02). Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Bézine [26 juin]. Adoption [1^{er} juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 718; Fa. 137, n° 294). — M. Dulac dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 300; J.O., c.r., p. 791; Fa. 169, n° 385). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 837). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4278).

268. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement (6 c. 55). Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Coudreuse [26 juin]. Adoption [1^{er} juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 718; Fa. 137, n° 295). — M. Haulon dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 761; Fa. 157, n° 357). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 822). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4275).

269. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Ardèche à emprunter 113.234 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 40). Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Coudreuse [26 juin]. Adoption [1^{er} juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 718; Fa. 137, n° 296). — M. Bisseuil dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r.,

p. 755; Fa. 151, n° 340). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 820). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4275).

270. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement (0 fr. 04) (Chemins vicinaux ordinaires). Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Coudreuse [26 juin]. Adoption [1^{er} juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 718; Fa. 137, n° 296). — M. Dulac dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; Fa. 153, n° 345). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 821). — Promulgation (J.O. 24 juillet, p. 4275).

271. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Coudreuse [26 juin]. Adoption [1^{er} juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 718; Fa. 138, n° 298). — M. Dulac dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; Fa. 152, n° 342). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 821). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 4289).

272. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Somme à s'imposer extraordinairement (3 c. 48). Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Bézine [26 juin]. Adoption [1^{er} juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 718; Fa. 138, n° 299). — M. Philippe Blanc dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 275; J.O., c.r., p. 771; Fa. 160, n° 365). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r. p. 823). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 4290).

273. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Seine-et-Marne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 02) (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Alfred Faure [27 juin]. Adoption [1^{er} juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 718; Fa. 138, n° 300). — M. Legludic dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; Fa. 155, n° 351). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 822). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4127).

274. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département du Cher à s'imposer extraordinairement (1 c. 24) (Chemin de fer d'intérêt local). Présenté à la Chambre des Députés [30 mai]. Rapport de M. Coudreuse [25 juin]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 718; Fa. 138, n° 301). — M. Dulac dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; Fa. 152, n° 343). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 821). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4276).

275. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure à emprunter 1.474.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Coudreuse [25 juin]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 718; Fa. 139, n° 302). — M. Dulac dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; Fa. 154, n° 349). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 821). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4276).

276. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Coudreuse [25 juin]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 718; Fa. 139, n° 303). — M. Philippe Blanc dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 275; J.O., c.r., p. 771; Fa. 160, n° 366). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 823). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4276).

277. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Mayenne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 13) Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Coudreuse [25 juin]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 718; Fa. 139, n° 304). — M. Philippe Blanc dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 275; J.O., c.r., p. 771; Fa. 160, n° 367). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 823). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4277).

278. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Meuse à s'imposer extraordinairement (0 fr. 12). Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Coudreuse [25 juin]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 718; Fa. 140, n° 305). — M. Haulon dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O. c.r., p. 761; Fa. 157, n° 355). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 822). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4277).

279. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Yonne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 06) (Chemin de fer d'intérêt local). Présenté à la Chambre des Députés [30 mai]. Rapport de M. Coudreuse [25 juin]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O. c.r., p. 719; Fa. 140, n° 306). — M. Philippe Blanc dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 776; Fa. 161, n° 368). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 837). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 2478).

280. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Libourne (Gironde) à emprunter une somme de 175.000 francs. Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Coudreuse [25 juin]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 719; Fa. 140, n° 307). — M. Dulac dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; Fa. 153, n° 344). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 821). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 2479).

281. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Sarthe à contracter un emprunt de 5 millions. Présenté à la Chambre des Députés [11 avril]. Rapport de M. Alfred Faure [27 juin]. Adoption [2 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 719; Fa. 140, n° 308). — M. Lecludic dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; Fa. 155, n° 350). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 822). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4277).

282. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de porter de 10 à 15 millions le

fonds de roulement du Protectorat de l'Annam et du Tonkin. Présenté à la Chambre des Députés [27 février]. Rapport de M. Doumer [29 juin]. Adoption [2 juillet].— Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [2 juillet] (A., t. II, p. 211; J.O., c.r., p. 719; I. 158). — M. Franck Chauveau dépose son rapport et en donne lecture : M. Chaumont, *Ministre des Colonies*. L'urgence est déclarée [11 juillet] (A., t. II, p. 314; J.O., c.r., p. 803; I. 184).— Discussion immédiate. Adoption, au scrutin, du projet de loi. La Commission des finances fait adopter un projet de résolution invitant le Gouvernement à présenter, avant le 1^{er} janvier 1896, un projet de liquidation de la situation financière du Protectorat de l'Annam et du Tonkin [12 juillet] (A., t. II, p. 347; J.O., c.r., p. 831). — Promulgation (J.O., 2 août, p. 4473).

283. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine-Inférieure à créer des ressources extraordinaires en vue de contribuer aux travaux d'amélioration du port du Havre et de la basse Seine. Présenté à la Chambre des Députés [22 juin]. Rapport de M. Coudreuse [27 juin]. Adoption [2 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [4 juillet] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 721; Fa. 144, n° 318). — M. Dulac dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; Fa. 152, n° 341). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 821). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4278).

284. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Charente-Inférieure à contracter un emprunt de 220.500 francs. Présenté à la Chambre des Députés [20 juin]. Rapport de M. Coudreuse. Adoption [2 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [4 juillet] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 721; Fa. 144, n° 319). — M. Bisseuil dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 755; Fa. 151, n° 339). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 820). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4275).

285. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Basses-Pyrénées à s'imposer extraordinairement (0 fr. 03). Présenté à la Chambre des Députés [20 juin]. Rapport de M. Coudreuse [27 juin]. Adoption [2 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [4 juillet] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 721; Fa. 145, n° 320). — M. Haulon dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 761; Fa. 157, n° 356). —

Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 822). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4277).

286. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Saint-Lô (Manche) à emprunter une somme de 200.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [20 juin]. Rapport de M. Coudreuse [27 juin]. Adoption [2 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [4 juillet] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 721; Fa. 145, n° 321). — M. Dulac dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; Fa. 153, n° 346). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O. c.r., p. 821). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4279).

287. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'établissement d'office d'une imposition sur la commune de Saint-Nicolas (Haute-Vienne). Présenté à la Chambre des Députés [20 juin]. Rapport de M. Coudreuse [27 juin]. Adoption [2 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [4 juillet] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 721; Fa. 145, n° 322). — M. Legludic dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; Fa. 155, n° 353). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 822). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4280).

288. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la construction d'un hôtel des postes et des télégraphes à Montargis (Loiret). Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Coudreuse [25 juin]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. André Lebon, *Ministre du Commerce, des Postes et des Télégraphes*, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, et au sien [4 juillet] (A., t. II, p. 214; J.O., c.r., p. 721; Fa. 141, n° 309). — M. Haulon dépose son rapport [5 juillet] (A., t. II, p. 249; J.O., c.r., p. 749; Fa. 150, n° 336). — Adoption [9 juillet] (A., t. II, p. 283; J.O., c.r., p. 778). — Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 4004).

289. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Haute-Garonne à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Gendre [1^{er} juillet]. Adoption [4 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [5 juillet] (A., t. II, p. 241; J.O., c.r., p. 743; Fa. 147, n° 324). — M. Dulac dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II,

p. 300; J.O., c.r., p. 791; Fa. 169, n° 384). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 844). — Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 4142).

290. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Hérault à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Gendre [1^{er} juillet]. Adoption [4 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [5 juillet] (A., t. II, p. 241; J.O., c.r., p. 743; Fa. 147, n° 325). — M. Dulac dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 300; J.O., c.r., p. 791; Fa. 168, n° 381). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 824). — Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 4142).

291. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département d'Indre-et-Loire à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Gendre [1^{er} juillet]. Adoption [4 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [5 juillet] (A., t. II, p. 241; J.O., c.r., p. 743; Fa. 147, n° 326). — M. Dulac dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 300; J.O., c.r., p. 791; Fa. 169, n° 383). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 843). — Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 4142).

292. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1887. M. Marquis dépose son rapport [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; I. 167).

293. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant arrangement pour la répression des fausses indications sur la provenance des marchandises, signé à Bucharest le 11 mars 1895 entre la France et la Roumanie. Présenté à la Chambre des Députés [20 mai]. Rapport de M. Vallé [29 juin]. Adoption [4 juillet]. — Déposé par M. André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, au nom de M. le Ministre des Affaires étrangères et au sien [8 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 760; I. 171). — M. Poirrier dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 321; J.O., c.r., p. 809; I. 190). — Promulgation (J.O., 9 août, p. 4605).

294. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Indre à contracter un emprunt de 89.500 francs et à s'imposer extraordinairement

ment (0 fr. 36). Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Loyer [2 juillet]. Adoption [6 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [8 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 760; Fa. 156, n° 354). — M. Dulac dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 300; J.O., c.r., p. 791; Fa. 169, n° 382). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 837). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4296).

295. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'application de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [8 juillet] (A., t. II, p. 275; J.O., c.r., p. 771; I. 172). — Commission : 1^{er} bureau, M. Godin. 2^e bureau, M. Delobeau. 3^e bureau, M. Marcel Barthe. 4^e bureau, M. Silhol. 5^e bureau, M. Thézard. 6^e bureau, M. Girard. 7^e bureau, M. Gilbert Gaillard. 8^e bureau, M. de Casabianca. 9^e bureau, M. Philippe Blanc (J.O., p. 3895; F. 66). *Président*, M. Marcel Barthe; *Secrétaire*, M. Th. Girard; *Rapporteur*, M. de Casabianca (J.O., p. 3917; F. 66). — M. de Casabianca dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [11 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 805; I. 185). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4274).

296. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant interdiction du cumul des traitements des sénateurs avec l'indemnité législative. Transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [9 juillet] (A., t. II, p. 280; J.O., c.r., p. 776; I. 173).

297. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 11 janvier 1892 (Tarif des douanes), Présenté à la Chambre des Députés [26 juin]. Rapport de M. Méline [6 juillet]. Adoption [8 juillet]. — Déposé par M. André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, des Finances, de l'Agriculture et au sien [9 juillet] (A., t. II, p. 281; J.O., c.r., p. 776; I. 174). — M. Dauphin dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate : MM. Buffet, Fresneau, le Président, Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*. Discussion générale. Décrets désignant comme Commissaires du Gouvernement : MM. Pallain, *directeur général des douanes*, Bompard, *directeur des consulats*, Chandèze, *directeur du commerce extérieur*, et Tisserand, *directeur de l'agriculture*. MM. Fresneau, Morellet, Lucien Brun, Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*.

Adoption de la proposition de M. Morellet et plusieurs de ses collègues. Article unique. Discussion du tableau des droits: MM. Bernard, Pallain, Reymond, Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*, le Président. Adoption successive des divers numéros du tableau et, au scrutin, du projet [11 juillet] (A., t. II, p. 303; J.O., c.r., p. 794; I. 181). — Promulgation (J.O., 17 août, p. 4729).

298. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Nièvre à s'imposer extraordinairement en vue de l'assistance des enfants légitimes issus des familles pauvres. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Gendre [4 juillet]. Adoption [8 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [9 juillet] (A., t. II, p. 285; J.O., c.r., p. 779; Fa. 162, n° 369). — M. Dulac dépose son rapport [11 juillet] (A., t. II, p. 303; J.O., c.r., p. 794; Fa. 173, n° 391). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r. p. 844). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4277).

299. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Seine-et-Marne à s'imposer extraordinairement (1 c. 68) (Chemin de fer d'intérêt local). Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Gendre [4 juillet]. Adoption [8 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [9 juillet] (A., t. II, p. 285; J.O. c.r., p. 779; Fa. 162, n° 370). — M. Dulac dépose son rapport [11 juillet] (A., t. II, p. 303; J.O., cr., p. 794; Fa. 173, n° 390). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 844). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4278).

300. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nantes (Loire-Inférieure) à emprunter une somme de 95.000 francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [29 juin]. Rapport de M. du Halgouët [6 juillet]. Adoption [8 juillet]. — Déposé par M. Leygues *Ministre de l'Intérieur* [9 juillet] (A., t. II, p. 285; J.O., c.r., p. 779; Fa. 162, n° 371). — M. Dulac dépose son rapport [11 juillet] (A., t. II, p. 303; J.O., c.r., p. 794; Fa. 173, n° 389). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 844). — Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 4290).

301. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Tulle (Corrèze)

à emprunter une somme de 27.335 francs. Présenté à la Chambre des Députés [25 juin]. Rapport de M. Louis Blanc [2 juillet]. Adoption [8 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur*. M. Dellestable dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 285, 300; J.O., c.r., p. 779, 781; Fa. 162, 167, nos 372, 378). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 823). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4279).

302. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet un échange de terrains entre l'État et M. Lecler. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Demalvilain [6 juin]. Adoption [18 juin]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [9 juillet] (A., t. II, p. 285; J.O., c.r., p. 779; Fa. 163, n° 373).

303. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet un échange de terrains entre l'État et M. Sallé. Présenté à la Chambre des Députés [25 mai]. Rapport de M. Duvigneau [18 juin]. Adoption [22 juin]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [9 juillet] (A., t. II, p. 285; J.O., c.r., p. 779; Fa. 163, n° 374).

304. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un troisième canton à Tourcoing (Nord). Présenté à la Chambre des Députés [27 juin]. Rapport de M. du Halgouët [1^{er} juillet]. Adoption [4 juillet]. — Déposé par MM. Leygues, *Ministre de l'Intérieur*, et Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [9 juillet] (A., t. II, p. 285; J.O., c.r., p. 779; Fa. 164, n° 375). — M. Dulac dépose son rapport [11 juillet] (A., t. II, p. 303; J.O., c.r., p. 794; Fa. 172, n° 388). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 844). — Promulgation (J. O., 21 juillet, p. 4141).

305. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la concession à la Chambre de commerce d'Oran de magasins publics, sur des terrains de l'État, au port d'Oran. Présenté à la Chambre des Députés [29 juin]. Rapport de M. Brune [6 juillet]. Adoption [9 juillet]. — Déposé par M. Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, au nom de MM. les Ministres du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Finances et au sien. M. Dulac dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 300; J.O., c.r., p. 791; Fa. 165, 166, nos 376, 377). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 623). — Promulgation (J.O., 2 août, p. 4469).

306. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Bône (département de Constantine) à contracter un emprunt de 300.000 francs Présenté à la Chambre des Députés [16 mai]. Rapport de M. Alfred Faure [27 juin]. Adoption [1^{er} juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [4 juillet] (A., t. II, p. 226; J.O., c.r., p. 731; Fa. 146, n° 323). — M. Dulac dépose son rapport [9 juillet] (A., t. II, p. 300, J.O., c.r., p. 791; Fa. 168, n° 379). — Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 823). — Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 4127).

307. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1896. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai, 5 juillet]. Rapport de M. Antonin Dubost [6 juillet]. Adoption [9 juillet]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. M. Morel dépose son rapport et en donne lecture. Discussion immédiate [11 juillet] (A., t. II, p. 303, 321; J.O., c.r., p. 794; I. 179, 191). — Articles 1 à 15. Adoption. Article 16 : MM. Boutin, *Commissaire du Gouvernement*, Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Barbey, *vice-président de la Commission des finances*. Adoption de l'article 16 de la Chambre des Députés. Article 17. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet [12 juillet] (A., t. II, p. 341; J.O., c.r., p. 826). — Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 4078).

308. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la réforme de l'impôt des boissons. Présenté à la Chambre des Députés [14 mai]. Rapport de M. Salis [16 mai]. Adoption [6 juillet]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances* [11 juillet] (A., t. II, p. 303; J.O., c.r., p. 794; I. 180).

309. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Avignon (Vaucluse) à emprunter une somme de 8 millions de francs et à s'imposer extraordinairement. Présenté à la Chambre des Députés [8 juillet]. Rapport de M. Descubes. Adoption [9 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [11 juillet] (A., t. II, p. 303; J.O., c.r., p. 794; Fa. 171, n° 387). — M. Haulon dépose son rapport et en donne lecture. Déclaration de l'urgence. M. Buffet. Renvoi de la discussion [11 juillet]. (A., t. II, p. 313; J.O., c.r., p. 803; Fa. 174, n° 392). — MM. Buffet, Haulon, *rappor-*

teur. Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 824). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4279).

310. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit de 10.000 francs sur le chapitre 7 (1^{re} section du budget de l'exercice 1895) et annulation d'une somme égale sur le chapitre 60 du même exercice. Présenté à la Chambre des Députés [4 juillet]. Rapport de M. Delpuch [9 juillet]. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, et au sien [11 juillet] (A., t. II, p. 321; J.O., c.r., p. 809; I. 189). — M. Bisseuil dépose son rapport au nom de la Commission des finances. L'urgence est prononcée. Sont entendus : MM. Franck Chauveau, Thézard, Bisseuil, *rapporteur*, Liard, *Commissaire du Gouvernement*, Barbey. Adoption, au scrutin, du projet [12 juillet] (A., t. II, p. 332; J.O., c.r., p. 819, 833; I. 195) — Promulgation (J.O., 3 août, p. 4501).

311. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant la rétribution à verser par les étudiants pour des conférences dans les Facultés de droit. Présenté à la Chambre des Députés [4 juillet]. Rapport de M. Delpuch [9 juillet]. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*, au nom de M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, et au sien [11 juillet] (A., t. II, p. 321; J.O., c.r., p. 809; I. 188). — M. Bisseuil dépose le rapport de la Commission des finances. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin, du projet [12 juillet] (A., t. II, p. 332; J.O., c.r., p. 832; I. 194). — Promulgation (J.O., 3 août, p. 4502).

312. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [1^{er} juillet]. Rapport de M. Brune [6 juillet]. Adoption [9 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [11 juillet] (A., t. II, p. 321; J.O., c.r., p. 809; Fa. 175, n° 393). — M. Dulac dépose son rapport [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 820; Fa. 179, n° 407). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 844). — Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 4454).

313. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Landes à

s'imposer extraordinairement pour le service de l'assistance médicale gratuite. Présenté à la Chambre des Députés [1^{er} juillet]. Rapport de M. Brune [6 juillet]. Adoption [9 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [11 juillet] (A., t. II, p. 321; J.O., c.r., p. 809; Fa. 175, n° 394). — M. Dulac dépose son rapport [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.C., c.r., p. 820; Fa. 179, n° 406). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 844). — Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 4454).

314. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Hérault à créer des ressources extraordinaires pour la construction d'une caserne de gendarmerie à Montpellier. Présenté à la Chambre des Députés [25 juin]. Rapport de M. Brune [6 juillet]. Adoption [9 juillet]. Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [11 juillet] (A., t. II, p. 321; J.O., c.r., p. 809; Fa. 175, n° 395). — M. Dulac dépose son rapport [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 820; Fa. 179, n° 408). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 844). — Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 4454).

315. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de divers crédits sur les exercices 1894 et 1895. Présenté à la Chambre des Députés [1^{er} juin]. Rapport de M. Cochery [9 juillet]. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. [12 juillet] (A., t. II, p. 331; J.O., c.r., p. 818; I. 196). — Dépôt et lecture du rapport par M. Morel. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [13 juillet] (A., t. II, p. 365; J.O., c.r., p. 846; I. 210). — Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 4377).

316. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'un article additionnel à la convention sur les rapports de voisinage et la surveillance des forêts limitrophes, du 23 février 1882, entre la France et la Suisse. Présenté à la Chambre des Députés [6 juillet]. Rapport de M. Graux. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*, au nom de MM. les Ministres des Affaires étrangères, des Finances, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et au sien [12 juillet] (A., t. II, p. 331; J.O., c.r., p. 818; I. 192). — M. Millaud dépose et donne lecture de son rapport. Adoption [12 juillet] (A., t. II, p. 340; J.O., c.r., p. 825, 837; I. 198). — Promulgation (J.O., 15 août, p. 4717).

317. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la répartition par chapitre des crédits ouverts au Ministère de la Guerre pour l'exécution des manœuvres de 1895. Présenté à la Chambre des Députés [25 juin]. Rapport de M. Cavaignac [8 juillet]. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, et au sien [12 juillet] (A., t. II, p. 331; J.O., c.r., p. 818; I. 193). — M. Guérin dépose et donne lecture de son rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption au scrutin [12 juillet] (A., t. II, p. 333; J.O., c.r., p. 819, 837; I. 197). — Promulgation (J.O., 30 juillet, p. 4405).

318. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Yonne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 03). Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Coudreuse [9 juillet]. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [12 juillet] (A., t. II, p. 332; J.O., c.r., p. 819; Fa. 176, n° 396). — M. Dellestable dépose son rapport [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 820; Fa. 182, n° 417). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 846). — Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 4455).

319. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Loire-Inférieure à créer des ressources extraordinaires pour le paiement de subventions allouées en faveur des chemins de fer d'intérêt général. Présenté à la Chambre des Députés [27 mai]. Rapport de M. Disleau [9 juillet]. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [12 juillet] (A., t. II, p. 332; J.O., c.r., p. 819; Fa. 176, n° 397). — M. Dulac dépose son rapport [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 820; Fa. 179, n° 409). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 845). — Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 4454).

320. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Somme à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01) (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [18 mai]. Rapport de M. Berteaux [11 juin]. Adoption [29 juin]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [12 juillet] (A., t. II, p. 332; J.O., c.r., p. 819; Fa. 176, n° 398). — M. Dellestable dépose son rapport [12 juillet] (A., t. II, p. 334; J.O., c.r., p. 820; Fa. 182, n° 418). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 846). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4278).

321. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01) (Chemins de grande communication). Présenté à la Chambre des Députés [9 juillet]. Rapport de M. André Reille. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur*. M. Dellestable dépose son rapport [12 juillet] (A., t. II, p. 332, 334; J.O., c.r., p. 820; Fa. 176, 181, nos 399, 413). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 845). — Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 4455).

322. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 25). Présenté à la Chambre des Députés [9 juillet]. Rapport de M. André Reille. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur*. M. Dellestable dépose son rapport [12 juillet] (A., t. II, p. 332, 334; J.O., c.r., p. 820; Fa. 177, 181, nos 400, 415). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 845). — Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 4455).

323. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à s'imposer extraordinairement (0 fr. 02). Présenté à la Chambre des Députés [9 juillet]. Rapport de M. André Reille. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur*. M. Dellestable dépose son rapport [12 juillet] (A., t. II, p. 332, 334; J.O. c.r. p. 820; Fa. 177, 181, nos 401, 414). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r. p. 845). — Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 4455).

324. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à s'imposer extraordinairement pour le service des enfants assistés (0 fr. 02). Présenté à la Chambre des Députés [9 juillet]. Rapport de M. André Reille. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur*. M. Dellestable dépose son rapport [12 juillet] (A., t. II, p. 332, 334; J.O., c.r., p. 820; Fa. 177, 180, nos 402, 412). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 845). — Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 4455).

325. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à

s'imposer extraordinairement 0 fr. 01 (Chemins vicinaux). Présenté à la Chambre des Députés [9 juillet]. Rapport de M. du Halgouët. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur*. M. Dellestable dépose son rapport [12 juillet] (A., t. II, p. 332, 334; J.O., c.r., p. 820; Fa. 177, 180, n^{os} 403, 411). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362, J.O., c.r., p. 845). — Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 4455).

326. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Marne à s'imposer extraordinairement pour le service de la mendicité (0 fr. 01). Présenté à la Chambre des Députés [9 juillet]. Rapport de M. du Halgouët. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur*. M. Dellestable dépose son rapport [12 juillet] (A., t. II, p. 332, 334; J.O., c.r., p. 820; Fa. 178, 180, n^{os} 404, 410). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 845). — Promulgation (J.O., 1^{er} août, p. 4455).

327. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de l'Aude à modifier partiellement l'affectation de deux impositions extraordinaires et d'un emprunt. Présenté à la Chambre des Députés [9 juillet]. Rapport de M. du Halgouët. Adoption [11 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur*. M. Dellestable dépose son rapport [12 juillet] (A., t. II, p. 332, 334; J.O., c.r., p. 820; Fa. 178, 182, n^{os} 405, 416). — Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 362; J.O., c.r., p. 846). — Promulgation (J. O., 1^{er} août, p. 4453).

328. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification dans le libellé du chapitre 21 du budget des Postes et des Télégraphes, concernant les services maritimes postaux de la France en Algérie, en Tunisie, en Tripolitaine et au Maroc. Présenté à la Chambre des Députés [11 juillet]. Rapport et adoption [12 juillet]. — Déposé par M. André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, et au sien. Rapport verbal de M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*. Discussion immédiate. Adoption [12 juillet] (A. t. II, p. 333; J.O., c.r., p. 819, 836; I. 203, 204). — Promulgation (J.O., 21 juillet, p. 4145).

329. Exposé des motifs et texte d'une proposition de loi relative

à l'organisation de l'assurance et du crédit agricoles. Déposé par M. Calvet [12 juillet] (A., t. II, p. 344; J.O., c.r. p. 828; I. 200).

330. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1895, de crédits supplémentaires s'élevant à 43.000 francs pour l'installation de deux postes consulaires au Siam. Présenté à la Chambre des Députés [18 février]. Rapport de M. Raiberti [8 juillet]. Adoption [12 juillet]. — Déposé par M. Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères* [13 juillet] (A., t. II, p. 363; J.O., c.r., p. 844; I. 205). — Dépôt et lecture du rapport par M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin [13 juillet] A., t. II, p. 365; J.O., c.r., p. 848; I. 211). — Promulgation (J.O., 2 août, 4469).

331. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la trahison et l'espionnage. Présenté à la Chambre des Députés [24 décembre 1894]. Rapport de M. Lauzet [26 juin]. Adoption [6 juillet]. — Déposé par MM. les Ministres de l'Intérieur, de la Justice, de la Guerre et de la Marine [13 juillet] (A., t. II, p. 363; J.O., c.r., p. 845; I. 206).

332. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1895, d'un crédit de 20.000 francs pour secours aux victimes de l'incendie de la rue Rochochouart. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Boucher. Adoption [12 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur*, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, et au sien [13 juillet] (A., t. II, p. 365; J.O., c.r., p. 846; I. 207).

333. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1895, d'un crédit extraordinaire de 1 million pour secours aux victimes des orages et des inondations. Présenté à la Chambre des Députés. Rapport de M. Boucher. Adoption [12 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur*, au nom de M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, et au sien [13 juillet] (A., t. II, p. 365; J.O., c.r., p. 846; I. 208).

334. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention aux départements, inscrit au chapitre 27 du budget général de l'exercice 1896, en exécution de l'article 58, paragraphe 7, de la loi du 10 août 1871. Présenté à la Chambre des Députés [13 juin]. Rapport de M. Boucher [9 juillet]. Adoption [12 juillet]. — Déposé par M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur* [13 juillet] (A., t. II, p. 365; J.O., c.r., p. 846; I. 209). — Dépôt et lecture du rapport par M. Guyot. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [13 juillet] (A., t. II, p. 368; J.O., c.r., p. 848; I. 212). — Promulgation (J.O., 24 juillet, p. 4274).

335. Exposé des motifs et texte d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, sur l'exercice 1895, d'un crédit extraordinaire de 250.000 francs pour la construction d'un monument en l'honneur des morts de la Défense nationale. Présenté à la Chambre des Députés [30 mai]. Rapport de M. Maurice Faure [12 juillet]. Adoption [13 juillet]. — Déposé par MM. les Ministres de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, des Finances, de la Justice, de la Marine, des Travaux publics, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et des Colonies [13 juillet] (A., t. II, p. 371; J.O., c.r., p. 851; I. 214).

LOPERHET. — Surtaxe à son octroi. V. loi 96.

LOT. — Imposition extraordinaire de 11 centimes. V. loi 163. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 218.

LOT-ET-GARONNE. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 217.

LOUBET. Drôme. — Fait un rapport verbal au cours de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir un crédit de 30.000 francs pour venir en aide aux familles des victimes de l'explosion du puits de Sainte-Eugénie à Montcau-les-Mines [8 février] (A., t. I, p. 57; J.O., c.r., p. 50). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1894; l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 1 million au Ministère de la Guerre et l'annulation de la même somme au budget annexe [29 mars] (A. t. I, p. 343; J.O., c.r., p. 287). — Prend part, comme président de la Commission des

finances, à la discussion générale du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 [2 avril] (A., t. I, p. 372; J.O., c.r., p. 309) [3 avril] (A., t. I, p. 397; J.O., c.r., p. 331) [6 avril] (A. t., I, p. 484; J.O., c.r., p. 400). — Répond à M. Girault [9 avril] (A., t. I, p. 589; J.O., c.r., p. 484). — Demande la suspension de la séance pour permettre à la Commission des finances d'examiner l'amendement de M. Franck Chauveau, tendant à restreindre les dépenses pour la création de lignes de chemins de fer d'intérêt secondaire [10 avril] (A., t. I, p. 605; J.O., c.r., p. 501). — Est entendu dans la discussion du budget [12 avril] (A., t. I, p. 640; J.O., c.r., p. 523) [13 avril] (A., t. I, p. 655; J.O., c.r., p. 540). — Parle dans la discussion du règlement de l'ordre du jour et au sujet de la nomination de la Commission des finances [21 mai] (A., t. II, p. 3; J.O., c.r., p. 548). — Président de la Commission des finances J.O., p. 3270; F. 52). — Demande un congé [2 juillet] (J.O., c.r., p. 709). — Membre d'une Commission (F. 51; J.O., p. 3254).

LOURTIES. Landes. — Rapporteur de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion des Expositions de Lyon et d'Anvers (J.O., p. 1892; F. 35). — Dépose les rapports sur les projets de lois relatifs : 1° aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale qui a eu lieu en 1894 à Anvers; 2° aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale qui a eu lieu en 1894 à Lyon; 3° aux récompenses à décerner à l'occasion des Expositions de Lyon et d'Anvers (Beaux-Arts et Arts décoratifs); 4° aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale de culture fruitière et d'arboriculture qui a eu lieu en 1894 à Saint-Petersbourg [5 avril] (A., t. I, p. 471; J.O., c.r., p. 390; I. 79). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner à l'occasion du centenaire de la fondation de l'École normale supérieure [7 avril] (A., t. I, p. 511; J.O., c.r., p. 422; I. 84). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, portant modification aux lois du 21 juillet 1881 et du 2 août 1884, relatives aux ventes et achats d'animaux domestiques [11 juillet] (A., t. II, p. 324; J.O., c.r., p. 811). — Membre de Commissions (F. 14, 15, 35, 43, 47; J.O., p. 833, 937, 1892, 2015, 3003).

LOZÈRE. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 69.

LYON. — Récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale qui a eu lieu en 1894. V. loi 132. — Récompenses à décerner à

l'occasion des Expositions de Lyon et d'Anvers (Beaux-Arts et Arts décoratifs). V. loi 142. — Récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale de culture fruitière et d'arboriculture de Saint-Pétersbourg. V. loi 143. — Récompenses à décerner à l'occasion du centenaire de la fondation de l'École normale supérieure. V. loi 144.

MACHERÉZ. Aisne. — Dépose une pétition des membres du conseil d'administration des hospices et bureau de bienfaisance de Château-Thierry (Aisne) [14 janvier] (J.O., c.r., p. 13). — Secrétaire de la 2^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 956; F. 15). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Nice (Alpes-Maritimes) à emprunter une somme de 1.600.000 francs [1^{er} avril] (A., t. I, p. 351; J.O., c.r., p. 292; Fa. 75, n° 145). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, tendant à établir d'office sur la commune de Simeyrols (Dordogne) une imposition extraordinaire de 40 c. 97; le 2^e, tendant à établir d'office une imposition extraordinaire sur la commune de Bresle (Somme) [11 avril] (A., t. I, p. 616; J.O., c.r., p. 508; Fa. 104, n° 197, 198). — Membre de Commissions (F. 14, 23, 47; J.O., p. 833, 1365, 3003).

MAGNIN. Inamovible. — Élu Vice-Président [10 janvier] (A., t. I, p. 3; J.O., c.r., p. 5). — Préside la séance [29 mars] (A., t. I, p. 331; J.O., c.r., p. 277) [13 juin] A., t. II, p. 63; J.O., c.r., p. 599).

MAINE-ET-LOIRE. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 153. — Imposition extraordinaire. V. loi 208.

MANCHE. — Emprunt. V. loi 108.

MANS (le). — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 92.

MARCÈRE (de). Inamovible. — Propose et soutient un amendement au paragraphe 3 de la loi de finances, relatif aux contestations se rapportant à la taxe des congrégations religieuses [9 avril] (A., t. I, p. 564, J.O., c.r., p. 463). — Membre de Commissions (F. 14, 51; J.O., p. 833, 3254).

MARET. Seine-et-Oise. — Membre d'une Commission (F. 59; J.O., p. 3524).

MARIAGE. — Modifications de dispositions légales dans le but de le rendre plus facile. V. loi 149.

MARNE. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 276. — Imposition extraordinaire de 1 centime pour chemins de grande communication. V. loi 321. — Imposition extraordinaire de 25 centimes. V. loi 322. — Imposition extraordinaire de 2 centimes. V. loi 323. — Imposition extraordinaire de 2 centimes pour le service des enfants assistés. V. loi 324. — Imposition extraordinaire de 1 centime (Chemins vicinaux). V. loi 325. — Imposition extraordinaire pour le service de la mendicité de 1 centime. V. loi 326.

MARNE (HAUTE). — Imposition extraordinaire. V. loi 225.

MARQUIS. Meurthe-et-Moselle. — Dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Merlin et de plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de faire cesser le travail dans les exploitations de l'État et dans les Compagnies de chemins de fer [21 janvier] (A., t. I, p. 18; J.O., c.r., p. 17). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1884 [19 février] (A., t. I, p. 81; J.O., c.r., p. 73; I. 28). Est entendu dans la discussion [4 mars] (A., t. I, p. 132; J.O., c.r., p. 113). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1885 [18 mars] (A., t. I, p. 233; J.O., c.r., p. 196; I. 48). — Parle dans la discussion [25 mars] (A., t. I, p. 293; J.O., c.r., p. 246). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Sarthe, de diverses lignes de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite [28 mars] (A., t. I, p. 313; J.O., c.r., p. 263; I. 52). — Dépose le rapport de la Commission des chemins de fer sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une convention passée entre l'État et la Compagnie du Midi et du canal latéral à la Garonne pour la concession à cette Compagnie du chemin de fer de raccordement des lignes de Bordeaux à la frontière d'Espagne et de Bayonne à Saint-Jean-Pied-de-Port, avec une gare maritime à établir sur les quais de la rive gauche, aux allées Marines, à Bayonne [6 avril] (A., t. I, p. 473; J.O., c.r., p. 391; I. 81). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1886 [14 juin] (A., t. II, p. 81; J.O., c.r., p. 613;

I. 127). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1887 [8 juillet] (A., t. II, p. 256; J.O., c.r., p. 756; I. 167). — Membre de Commissions (F. 4; 10, 14, 47; J.O., p. 198, 615, 833, 3003).

MARTELL. Charente. — Membre de Commissions (F. 3, 14; J.O., p. 168, 833).

MASTIER, *Commissaire du Gouvernement, directeur de l'administration communale et départementale au Ministère de l'Intérieur.* — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'impôt des prestations [28 février] (A., t. I, p. 109; J.O., c.r., p. 95). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1895 du Ministère de l'Intérieur [3 avril] (A., t. I, p. 398; J.O., c.r., p. 331). — Parle dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la durée du mandat des membres des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement [11 juillet] (A., t. II, p. 317; J.O. c.r., p. 806).

MAYENNE. Imposition extraordinaire. V. loi 226. — Imposition extraordinaire (0 fr. 13). V. loi 277.

MAZEAU. Côte-d'Or. — Membre de Commissions (F. 10, 47; J.O., p. 615, 3003).

MARTIN (Félix). Saône-et-Loire. — Demande un congé (J.O., c.r., p. 71): — Demande que le Sénat se réunisse dans ses bureaux, avant la séance, pour nommer la Commission sur les accidents du travail [13 juin] (A., t. II, p. 79; J.O., c.r., p. 612). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [5 juillet] (A. t. II, p. 250; J.O., c.r., p. 744). — Présente et développe deux amendements, mais, sur quelques observations de M. le Rapporteur, les retire pour les représenter dans la discussion en 2^e délibération [8 juillet] (A., t. II, p. 269; J.O., c.r., p. 766). — Membre d'une Commission (F. 43; J.O., p. 2015).

MELUN. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 84. — Approbation d'une convention entre l'État et cette ville en vue de la création de nouvelles casernes. V. loi 190.

MENDE. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 33.

MERLET. Maine-et-Loire. — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes de Brigné et de Saint-Georges-Chatelais (Maine-et-Loire) [8 janvier] (J.O., c.r., p. 2). — Elu secrétaire [10 janvier] (A., t. I, p. 4; p. J.O., c.r., p. 5). — Secrétaire du bureau de l'Assemblée nationale [17 janvier] (A., N., p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes de Chavagnes-les-Eaux, Martigné-Briant, Faveraye-Machelles, Brigné, Chanzeaux, Allençaon, le Champ et Gonnord (Maine-et-Loire) [21 janvier] (J.O., c.r., p. 17). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes de Thouarcé et Fâve (Maine-et-Loire) [4 mars] (J.O., c.r., p. 124). — Est entendu dans la discussion de la proposition, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet, soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par décret impérial, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités [7 mars] (A., t. I, p. 184; J.O., c.r., p. 155). — Dépose une pétition d'un grand nombre d'habitants du département de Maine-et-Loire [30 mai] (J.O., c.r., p. 571). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants de la commune des Rosiers (Maine-et-Loire) [11 juin] (J.O., c.r., p. 598). — Rapporteur de la Commission concernant l'abandon à l'État du canal de la Dive et du Thouet par les concessionnaires (J.O., p. 3338; F. 53). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'abandon à l'État du canal de la Dive et du Thouet par les concessionnaires [4 juillet] (A., t. II, p. 225; J.O., c.r., p. 734; I. 163). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants du Puy-Notre-Dame (Maine-et-Loire) [8 juillet] (J.O., c.r., p. 772). — Membre d'une Commission (F. 52; J.O., p. 3270).

MERLIN. Nord. — Élu membre de la Commission de la Haute Cour de Justice [14 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 12). — Membre d'une Commission (F. 23; J.O., p. 1365). — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [7 avril] (A., t. I, p. 501; J.O., c.r., p. 415).

MESSAGE de M. Casimir-Perier donant sa démission de Président de la République française [16 janvier] (A., t. I, p. 16; J.O., c.r., p. 15). — M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture du Message de M. Félix Faure, élu Président de la République [28 janvier] (A., t. I, p. 25; J.O., c.r., p. 23).

MEURTHE-ET-MOSELLE. — Emprunt, V. loi 60.

MEUSE. — Imposition extraordinaire (0 fr. 12). V. loi 278.

MILLAUD. Rhône. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir un crédit de 30.000 francs pour venir en aide aux familles des victimes de l'explosion du puits Sainte-Eugénie à Montceau-les-Mines [8 février] (A., t. I, p. 55; J.O., c.r., p. 50). — Fait une rectification au procès-verbal [14 juin] (A., t. II, p. 81; J.O., c.r., p. 613). — Dépose une pétition de M. Hippolyte Boisson, ex-gardien de la paix de la ville de Lyon, actuellement garde champêtre de la commune de Craponne (Rhône) [27 juin] (J.O., c.r., p. 692). — Dépôt et lecture du rapport tendant à approuver un article additionnel à la convention du 23 février 1882, passée entre la France et la Suisse, sur les rapports de voisinage et la surveillance des forêts limitrophes [12 juillet] (A., t. II, p. 340; J.O., c.r., p. 825; I. 198). — Membre d'une Commission (F. 10; J.O., p. 615).

MILLIARD. Eure. — Rapporteur de la Commission chargée de l'examen du projet de loi sur l'amnistie (J.O., p. 615; F. 10). — Dépose une pétition, de concert avec MM. Guindey et Parissot, d'un certain nombre d'habitants de 334 communes du département de l'Eure [11 avril] (J.O., c.r., p. 518). — Est entendu dans la discussion générale du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [10 juin] (A., t. II, p. 42; J.O., c.r., p. 580) [11 juin] (A., t. II, p. 56; J.O., c.r., p. 593). — Membre d'une Commission (F. 10; J.O., p. 615).

MINISTÈRE DU 27 JANVIER. — MM. Ribot, *député, Ministre des Finances et Président du Conseil des Ministres*; Trarieux, *sénateur, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*; Leygues, *député, Ministre de l'Intérieur*; Poincaré, *député, Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; Dupuy-Dutemps, *député, Ministre des Travaux publics*; André Lebou, *député, Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*; Gadaud, *sénateur, Ministre de l'Agriculture*; Chautemps, *député, Ministre des Colonies*. L'administration des Cultes est détachée du Ministère de l'Intérieur et rattachée au Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts [28 janvier] (J.O., p. 543, 557). — M. Zurlinden, *général de division*, commandant le 4^e corps d'armée, est nommé *Ministre de la Guerre*; M. Besnard, *vice-amiral*, est nommé *Ministre de la Marine* [29 janvier] (J.O., p. 569).

MIR. Aude. — Demande un congé [31 janvier] (J.O., c.r., p. 27). — Dépose et donne lecture de son rapport sur l'élection de M. Parissot, dans le département de l'Eure [18 février] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 64). — Membre de Commissions (F. 6, 14, 47; J.O., p. 254, 833, 3003).

MONIER. Bouches-du-Rhône. — Rapport de M. Lefèvre sur son élection. Est proclamé sénateur [11 janvier] (A., t. I, p. 8; J.O., c.r., p. 8).

MONIS. Gironde. — Demande un congé [3 avril] (J.O., c.r., p. 347). — Membre d'une Commission (F. 47; J.O., p. 3003).

MONSSERVIN. Aveyron. — Dépose une proposition de loi tendant à modifier la première section du chapitre premier du livre III (art. 77, 78 et 81) du Code pénal [11 janvier] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 9; I. 3). — Demande un congé [25 mars] (J.O., c.r., p. 249). — Est nommé membre de la Commission relative à la proposition de loi de M. Marcel Barthe, sur les conditions d'admission et d'avancement dans les fonctions publiques, en remplacement de M. Lenoël, décédé (J.O., p. 3442; F. 57). — Membre de Commissions (F. 3, 4, 47, 52, 57; J.O., p. 168, 198, 3003, 3270, 3442).

MONTARGIS. — Construction d'un hôtel des postes et des télégraphes. V. loi 288.

MONTÉLIMAR. — Emprunt. V. loi 64.

MORBIHAN. — Emprunt. V. loi 114.

MOREL. Manche. — Élu Secrétaire [10 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Secrétaire du bureau de l'Assemblée nationale [17 janvier] (A. N., p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Rapporteur général de la Commission des finances (J.O., p. 697; F. 12). — Dépose le rapport et en donne lecture, comme rapporteur général de la Commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1895, des crédits provisoires applicables au mois de mars 1895 et montant à 254.929.195 francs; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts indirects et revenus publics [22 février] (A., t. I, p. 83; J.O., c.r., p. 76; I. 30). — Dépose son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 [26 mars] (A., t. I, p. 299; J.O., c.r., p. 251;

I. 49). — Dépose les rapports et en donne lecture : 1° sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1895 des crédits provisoires applicables au mois d'avril 1895 et montant à 393.912.477 francs ; 2° autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts indirects et revenus publics ; 2° sur un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, et concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1894 ; l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos ; l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes ; 2° l'ouverture au Ministère de la Guerre, sur l'exercice 1894, d'un crédit supplémentaire de 1 million et l'annulation au même budget d'une somme égale ; 3° sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministre des Finances, sur l'exercice 1894, un crédit supplémentaire de 55.164 fr. 70 [29 mars] (A., t. I, p. 332 ; J.O., c.r., p. 278 ; I. 56, 57, 58). — Est entendu, comme rapporteur général de la Commission des finances, dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes, de l'exercice 1895 [1^{er} avril] (A., t. I, p. 358 ; J.O., c.r., p. 298) [2 avril] (A., t. I, p. 379 ; J.O., c.r., p. 325) [3 avril] (A., t. I, p. 398 ; J.O., c.r., p. 346) [7 avril] (A., t. I, p. 509 ; J.O. c.r., p. 429). — Répond à M. Biré sur l'article 3 de la loi de finances [8 avril] (A., t. I, p. 548 ; J.O., c.r., p. 450). — Prend part à la discussion sur l'amendement de M. Bernard et répond à M. Thévenet [9 avril] (A., t. I, p. 579 ; J.O., c.r., p. 472) [10 avril] (A., t. I, p. 602 ; J.O., c.r., p. 494). — Dépose le nouveau rapport du budget, renvoyé de la Chambre des Députés, En donne lecture [12 avril] (A., t. I, p. 632 ; J.O., c.r., p. 521 ; I. 95). — Dépose et donne lecture de son rapport sur les nouvelles modifications faites par la Chambre des Députés dans le budget de l'exercice 1895 [12 avril] (A., t. I, p. 651 ; J.O., c.r., p. 537 ; I. 99). — Secrétaire de la Commission des finances (J.O., p. 3270 ; F. 52). — Dépose l'avis de la Commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une convention additionnelle passée le 5 novembre 1894, entre l'État et la Compagnie des Messageries Maritimes, pour le remaniement des parcours et la prorogation de la concession des services maritimes postaux de la Méditerranée, des mers des Indes, de la Chine et du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie, de la côte orientale d'Afrique et de l'Océan indien, et l'introduction de stipulations spéciales au service du Brésil et de la Plata [2 juillet] (A., t. II, p. 207 ; J.O., c.r., p. 715 ; I. 156). — Donne lecture, comme rapporteur général de la Commission des finances, de l'avis de cette Commission portant approbation d'une convention additionnelle entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes

[4 juillet] (A., t. II, p. 230; J.O., c.r., p. 734). — Dépose le rapport sur le projet de loi relatif aux droits à pension militaire des fonctionnaires des services de la trésorerie et des postes aux armées [8 juillet] (A., t. II, p. 257; J.O., c.r., p. 757; I. 170). — Dépose et donne lecture de deux rapports sur deux projets de lois : le 1^{er} portant ouverture, au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'un crédit de 5.000 francs pour l'érection d'une pierre tombale à la mémoire d'Albert, membre du Gouvernement provisoire de 1848; le 2^e, relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1896 [11 juillet] (A., t. II, p. 316; J.O., c.r., p. 805, 809; I. 186, 191). — Est entendu dans la discussion [12 juillet] (A., t. II, p. 342; J.O., c.r., p. 827). — Dépose et donne lecture de deux rapports sur deux projets de lois : le 1^{er} portant ouverture et annulation de divers crédits sur les exercices 1894 et 1895; le 2^e portant ouverture, au Ministre des Affaires étrangères, d'un crédit de 43.000 francs pour l'installation de postes consulaires au Siam [13 juillet] (A., t. II, p. 365; J.O., c.r., p. 846, 848; I. 210, 211). — Membre de Commissions (F. 47, 51; J.O., p. 3003, 3254;).

MORELLET. Ain. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [10 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 6). — Élu membre de la Commission de la Haute-Cour de Justice [14 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 12). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [5 juillet] (A., t. II, p. 247; J.O., c.r., p. 747). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 11 janvier 1892, sur le tarif des douanes. Présente, avec plusieurs de ses collègues, une proposition qui est adoptée [11 juillet] (A., t. II, p. 306; J.O., c.r., p. 797). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 198).

MOUTIERS. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 28.

MUNIER. Rhône. — Demande un congé [1^{er} avril] (J.O., c.r., p. 308). — Est élu membre de la Commission de la Haute-Cour de Justice [27 mai] (A., t. II, p. 5; J.O., c.r., p. 556).

NANTES. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 63. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 300.

NICE. — Emprunt. V. loi 87.

- NIÈVRE.** — Imposition extraordinaire (0 fr. 07). V. loi 145. — Emprunt et imposition extraordinaire (1 c. 21). V. loi 169. — Imposition extraordinaire (2 c. 50). V. loi 258. — Imposition extraordinaires (Assistance des enfants légitimes issus de familles pauvres). V. loi 298.
- NIOCHE.** Indre-et-Loire. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Moutiers (Savoie) [8 février] (A. t. I, p. 57; J.O., c.r., p. 51; Fa. 7, n° 13). — Demande un congé [10 juin] (J.O., c.r., p. 587) [27 juin] (J.O., c.r., p. 691).
- NIORT.** — Emprunt. V. loi 210.
- NORD.** — Imposition extraordinaire. V. loi 194.
- OIE (Section de l').** — Distracte de la commune de Sainte-Florence-de-l'Oie pour être érigée en commune distincte. V. loi 36.
- OLLIVIER.** Côtes-du-Nord. — Élu Secrétaire [10 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Secrétaire du bureau de l'Assemblée nationale [17 janvier] (A. N. p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Dépose les rapports sur trois projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, tendant à autoriser le département de l'Aude à contracter un emprunt de 130.000 francs; le 2^e, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Mende (Lozère); le 3^e, relatif à un échange de terrains entre l'État et la commune de Prémian (Hérault) [11 mars] (A., t. I, p. 189; J.O., c.r., p. 161; Fa. 33, nos 63, 64, 65). — Est entendu dans la discussion de l'interpellation [de M. Couteaux, adressée à M. le Ministre des Travaux publics, sur les résultats des conventions de 1883 [26 mars] (A., t. I; p. 312; J.O., c.r., p. 261). — Membre de Commissions (F. 14, 28; J.O., p. 833, 1543).
- ORAN.** — Emprunt. V. loi 263. — Concession à la Chambre de commerce d'Oran de magasins publics sur des terrains de l'État dépendant du port. V. loi 305.
- ORANGE.** — Changement d'affectation de fonds d'emprunt. V. loi 230.
- OUVRIER.** Aveyron. — Secrétaire de la Commission relative à la convention passée entre la ville de Paris et le Crédit foncier pour la conversion d'emprunts antérieurs (J.O., p. 1672; F. 29). — Secrétaire de la Commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à la pré-

paration, à la vente et à la distribution des sérums thérapeutiques et autres produits analogues (J.O., p. 2015; F. 43). — Membre de Commissions (F. 14, 23, 28, 43, 52; J.O., p. 833, 1365, 1543, 2015, 3270).

PAJOT. Inamovible. — Demande un congé [31 janvier] (J.O., c.r., p. 27) [11 juin] (J.O., c.r., p. 597) [25 juin] (J.O., c.r., p. 679). — Membre d'une Commission (F. 47; J.O., p. 3003).

PALLAIN, *Commissaire du Gouvernement.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 11 janvier 1892, sur le tarif des douanes [11 juillet] (A., t. II, p. 312; J.O., c.r., p. 801).

PANTIN. — Emprunt. V. loi 110.

PARIS. — Changement d'affectation d'une somme de 1.482.500 francs sur l'emprunt de 250 millions. V. loi 81. — Convention passée entre la Ville et le Crédit foncier pour la conversion d'emprunts antérieurs. V. loi 103. — Extension d'affectation d'une imposition extraordinaire. V. loi 106. — Avance de 75.000 francs et taxe de tonnage. V. loi 110.

PARISSOT. Eure. — Dépôt, par M. Mir, de son rapport sur son élection. Est proclamé sénateur [18 février] (A., t. I, p. 70; J.O., c.r., p. 64). — Demande un congé [22 février] (J.O., c.r., p. 87). — Dépose une pétition, de concert avec MM. Milliard et Guindey, d'un certain nombre d'habitants de 334 communes du département de l'Eure [12 avril] (J.O., c.r., p. 518). — Demande un congé [27 mai] (J.O., c.r., p. 556). — Membre d'une Commission (F. 23; J.O., p. 1365).

PARLEMENT. — Service militaire des membres du Sénat et de la Chambre des Députés. V. loi 3. — Obligations des membres du Parlement relatives au service militaire. V. loi 4.

PAULIAC. Lot. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère [22 mars] (A., t. II, p. 268; J.O., c.r., p. 225). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et sur l'organisation de l'assurance obligatoire [13 juin] (A., t. II, p. 65; J.O., c.r., p. 600). — Membre d'une Commission (F. 47; J.O., p. 3003).

PAULIAT. Cher. — Dépose une pétition du Syndicat français de la région de Bizerte [28 janvier] (J.O., c.r., p. 24). — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération de la proposition de loi ayant pour objet de compléter le règlement des abattoirs publics, d'en faciliter la création, surtout dans les petites localités [5 mars] (A., t. I, p. 164; J.O., c.r., p. 139). — Dépose une pétition de M. Donsimoni, à Sainte-Barbe-du-Tlélat (Algérie [21 mai] (J.O., c.r., p. 549). — Dépose une demande d'interpellation au Gouvernement au sujet de gisements de phosphate de chaux existant dans la région de Tébessa (Constantine) et sur la façon irrégulière dont trois de ces gisements ont été concédés [18 juin] (A., t. II, p. 101; J.O., c.r., p. 631). Développe son interpellation [9 juillet] (A., t. II, p. 287; J.O., c.r., p. 781). — Membre d'une Commission (F. 47; J.O., p. 3003).

PAZAT. Landes. — Élu Secrétaire [10 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Secrétaire du bureau de l'Assemblée nationale [17 janvier] (A. N., p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Demande un congé [10 juin] (J.O., c.r., p. 587). — Est nommé membre de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi sur les crimes et délits concernant la défense nationale (J.O., p. 3895; F. 66). — Membre de Commissions (F. 28, 47, 66; J.O., p. 1543, 3003, 3895).

PEAUDECERF. Cher. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 168).

PÉNICAUD. Haute-Vienne. — Membre d'une Commission (F. 59; J.O., p. 3524).

PERRAS. Rhône. — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [4 juillet] (A., t. II, p. 219; J.O., c.r., p. 733). — Membre de Commissions (F. 23, 47, 59; J.O., p. 1365, 3003, 3524).

PÉTITIONS DÉPOSÉES.

Par M. Merlet, d'un certain nombre d'habitants des communes de Brigné et de Saint-Georges-Châtelais (Maine-et-Loire) [8 janvier] (J.O., c.r., p. 2). — Par M. Blavier, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Saint-Aubin-de-Luigné, Melay, Saint-Pierre-

Montlimard, Longué, Lasse, Saint-Saturnin, la Salle-et-Chapelle-Aubry, Savennières et Gée (Maine-et-Loire) [10 janvier] (J.O., c.r., p. 6). — Par M. Macherez, des membres du conseil d'administration des hospices et bureau de bienfaisance de Château-Thierry (Aisne) [14 janvier] (J.O., c.r., p. 13). — Par M. Coste: 1° des membres de la commission des hospices de Sens; 2° de la Société centrale d'agriculture de l'Yonne, à Auxerre, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes: Chavagnes-les-Eaux, Martigné-Briand, Faveraye-Machelles, Brigné, Chanzeaux, Allençon, le Champ et Gonnord (Maine-et-Loire) [21 janvier] (J.O., c.r., p. 17). — Par M. Pauliat, du Syndicat français de la région de Bizerte. Par M. Blavier, d'un certain nombre d'habitants des communes de Chalennes-sur-Loire, Drain et Mûrs (Maine-et-Loire) [28 janvier] (J.O., c.r., p. 24). — Par M. Bizot de Fonteny, d'un certain nombre d'habitants de la commune de Laneuville (Haute-Marne). Par M. Coste, du Comice agricole d'Ancy-le-Franc (Yonne). Par M. Brunet, des membres du conseil d'administration des hospices et bureau de bienfaisance d'Issoudun (Indre) [31 janvier] (J.O., c.r., p. 30). — Par M. Labbé, d'un certain nombre d'habitants de la commune de Mesnil-Bérard (Orne) [5 février] (J.O., c.r., p. 41). — Par M. Gauthier, du sieur L. Peyras, ancien marin, à la Nouvelle (Aude). Par M. Ratier, des Sociétés suivantes: l'Union des Sociétés de chasseurs de France, les Sociétés pour la répression du braconnage, de Dijon, de Moulins, de Niort, de Marseille, de Limoges, du Mans, de Bordeaux, d'Agen, de Toulouse, de Besançon, de Reims, de Commercy, de Mâcon, du Havre, de Condé-sur-Noireau, d'Angoulême, de Saint-Jean-d'Angély, de Montluçon, de Voiron, de Buzançais et de Tonnay-Charente [12 février] (J.O., c.r., p. 61). — Par M. Isaac, de Dinah-Salifou, roi des Nalous [18 février] (J.O., c.r., p. 71). — Par MM. Danelle-Bernardin, Darbot et Bizot de Fonteny, des propriétaires et viticulteurs de la commune d'Ambouville (Haute-Marne) [28 février] (J.O., c.r., p. 103). — Par M. Merlet, d'un certain nombre d'habitants des communes de Thouarcé et Faye (Maine-et-Loire) [4 mars] (J.O., c.r., p. 124). — Par M. Gayot, d'un certain nombre d'habitants et de propriétaires-vignerons de la commune de Noës (Aube). Par MM. Bizot de Fonteny, Darbot et Danelle-Bernardin, d'un certain nombre d'habitants de la commune de Laneuville (Haute-Marne) [7 mars] (J.O., c.r., p. 159). — Par MM. Bizot de Fonteny, Danelle-Bernardin et Darbot, d'un certain nombre de propriétaires et cultivateurs des communes d'Isômes et Montsaugeon (Haute-Marne). Par M. le général Japy, d'un certain nombre de propriétaires demeurant à Pérouse (territoire de Belfort). Par M. Lesouéf, de 3.344 habitants des communes suivantes: Allouville-Bellefosse, Alvimare, Angerville-la-Martel, Angiens, Anglesqueville-la-Bras-Long, Anquetierville, Aureville, Aubevielle-la-Manuel, Angouville-

Aubersbosc, Auzouville-l'Esneval, Baons-le-Comte, Bénésville, Bermonville, Beuzeville-le-Guerard, Blossenville, Bois-Himont, Boudeville, Bourdainville, Bouffrille, Brametot, Bretteville-Saint-Laurent, Cailleville, Canville-les-Deux-Églises, Carville-Pot-de-fer, la Chapelle-sur-Dun, Clasville, Cleuville, Cliponville, Colleville, Contremoulins, Criquetot-le-Mauconduit, Criquetot-sur-Ôuille, Doudeville, Drosay, Ecretteville-sur-Mer, Ectot-l'Auber, Ectot-les-Baons, Eletot, Ermenouville, Etoutteville, Fontaine-le-Dun, la Gaillarde, Gonzeville, Grainville-la-Teinturière, Guferboville, Grémonville, le Hanouard, Harcanville, Hattenville, Hautot-Saint-Sulpice, Hautot-le-Vatois, Héberville, Héricourt-en-Caux, Houdetot, Ingouville, Limpiville, Lindebeuf, Louvetot, Maulévrier, Mesnil-Dürdent, Natteville, Notre-Dame-de-Bliquetuit, Oheville, Onainville, Ouille-l'Abbaye, Paluel, Pleine-Sève, Prétot-Vicquemarc, Reuville, Ricarville, Riville, Rocquefort, Robertot, Saint-Gilles-de-Crétot, Saint-Martin-aux-Arbres, Saint-Martin-aux-Buneaux, Saint-Nicolas-de-Bliquetuit, Saint-Nicolas-de-la-Haie, Saint-Pierre-Lavis, Saint-Pierre-en-Port, Saint-Sylvain, Saint-Valéry-en-Caux, Sainte-Colombe, Sainte-Hélène-Boudeville, Sainte-Marguerite-sur-Faunille, Sainte-Marie-des-Champs, Senneville-sur-Fécamp, Sotteville-sur-Mer, Therouldeville, Touffreville-la-Câble, Theuville-aux-Maillots, Thiergeville, Thiouville, Torpmesnil, Trémauville, Veauville-les-Baons, Veules, Veulettes, Vinemerville, Yvecrique et Ypreville-Biville (Seine-Inférieure). Par M. Blavier, d'un certain nombre d'habitants de la commune de La Menitrié (Maine-et-Loire) [11 mars] (J.O., c.r., p. 176). — Par M. Francoz, des membres de la commission des hospices et bureau de bienfaisance d'Annecy (Haute-Savoie). Par M. Saint-Romme, d'un certain nombre d'employés aux carrières et usines de l'Échaillon (Isère) [12 mars] (J.O., c.r., p. 187). — Par M. Émile Gayot, d'un grand nombre de propriétaires et cultivateurs de la commune de Bucey-en-Othe (Aube) [14 mars] (J.O., c.r., p. 194). — Par M. Savary, des membres de la commission de l'hospice et du bureau de bienfaisance de Quimperlé (Finistère). Par MM. Bizot de Fonteny, Darbot et Danelle-Bernardin, d'un certain nombre de propriétaires-vignerons de la commune de Chatoillenot (Haute-Marne). Par M. Desmons, de la Société scientifique et littéraire d'Alais (Gard) [18 mars] (J.O., c.r., p. 203). — Par MM. Brunet et Darbot, de vétérinaires chefs de service de la garnison de Lunéville (Meurthe-et-Moselle). Par MM. Brunet et Darbot, de M. E. Decroix, président de la réunion des vétérinaires militaires [25 mars] (J.O., c.r., p. 250). — Par M. Brunet, de M. Bruandet, fabricant de cigarettes à façon, rue Auber, 1, à Paris. Par MM. Bizot de Fonteny, Danelle-Bernardin et Darbot, du Comice agricole du canton de Lougeau (Haute-Marne) [29 mars] (J.O., c.r., p. 289). — Par M. Gayot, d'un certain nombre de propriétaires,

cultivateurs et vigneronns de la commune de Moussey (Aube) [4 avril] (J.O., c.r., p. 369). — Par M. Chesnelong, d'un grand nombre d'habitants de Tourcoing (Nord) [5 avril] (J.O., c.r., p. 390). — Par M. Lesouëf, d'un certain nombre d'habitants de la commune de Touffreville-la-Corbeline (Seine-inférieure). Par M. Lesouëf, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Fultot, Manneville-ès-Plains, Néville et Sassetot-le-Mauconduit (Seine-Inférieure) [6 avril] (J.O., c.r., p. 412). — Par MM. Parissot, Milliard et Guindey, d'un certain nombre d'habitants de 334 communes du département de l'Eure [11 avril] (J.O., c.r., p. 518). — Par M. Pauliat, de M. Donsimoni, à Sainte-Barbe-du-Tlélat (Algérie) [21 mai] (J.O., c.r., p. 549). — Par M. Waddington, une pétition de 3.654 habitants des communes suivantes : Caudebec-lès-Elbeuf, Cléon, Freneuse, Lalonde, Sotteville-sous-le-Val, Tourville-la-Rivière, la Houleme, Houppeville, Malaunay, Maromme, Roumare, Saint-Jean-du-Cardonnay, la Vaupalière, Anceaumeville, les Authieux-Ratiéville, le Bocasse, le Bosc-Guérand-Saint-Adrien, Cailly, Claville-Motteville, Clères, Esteville, Fontaine-le-Bourg, Frichemesnil, Grugny, la Houssaye-Béranger, Mont-Cauvaire, Quincampoix, Saint-André-sur-Cailly, Saint-Georges-sur-Fontaine-le-Bourg, Saint-Germain-sous-Cailly, Sierville, Yquebeuf, Épreville-Martainville, Ambourville, Bardouville, Berville-sur-Seine, Duclair, Épinay-sur-Duclair, Hénouville, Heurteauville, Jumièges, Mauny, le Mesnil-sous-Jumièges, Quevillon, Saint-Martin-de-Boscherville, Saint-Paër, Saint-Pierre-de-Varengeville, Sainte-Marguerite-sur-Duclair, le Troit, Villers-Écalles, Yainville, Yville-sur-Seine, Grand-Conronne, Moulineaux, Oissel, Petit-Couronne, Val-de-la-Haye, Beautot, Betteville, Bouville, Butot, Blacquerville, Carville-la-Folletière, Croixmare, Ecalle-Alix, la Folletière, Fresquienne, Fréville, Goupillères, Gueutteville, Limésy, Mesnil-Panneville, Mont-de-l'If, Pavilly, Saint-Austreberthe, Bierville, Bosc-Bordel, Bosc-Édeline, Catenay, Ernemont-sur-Buthy, Estoutteville-Écalles, Longuevue, Saint-Aignant-sur-Rhy, Amfreville-la-Mivoie, les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen, Belbeuf, Boss, la Neuville-Champ-d'Oisel, Fresne-le-Plan, Gouy, le Mesnil-Esmard, Quévreville-la-Poterie, Saint-Aubin-Celloville, Saint-Aubin-Épinay, Saint-Pierre-de-Franqueville et Ymare (Seine-Inférieure) [27 mai] (J.O., c.r., p. 557). — Par M. Buvignier, de M. Labitte, à Thury-sous-Clermont (Oise) [28 mai] (J.O., c.r., p. 565). — Par M. Merlet, d'un grand nombre d'habitants du département de Maine-et-Loire. Par M. Rouland, des membres des bureaux des Sociétés, comices et syndicats agricoles du département de la Seine-Inférieure [30 mai] (J.O., c.r., p. 571). — Par M. Gayot, de M. Paul Meunier, avocat à la Cour d'appel de Paris [31 mai] (J.O., c.r., p. 577). — Par M. Merlet, d'un certain nombre d'habitants de la commune des Rosiers (Maine-et-

Loire). Par M. Richard Waddington, du Syndicat des courtiers de marchandises en gros de la ville et de l'arrondissement de Rouen (Seine-Inférieure) [11 juin] (J.O., c.r., p. 598). — Par M. Blavier, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : la Salle-et-Chapelle-Aubry, Coron, la Chaussaire, Jallais, la Jubaudière, Cerqueux, Mozé, la Tessoualle, le Champ, Louvaines, Rablay, le Fief-Lauvin, Saint-Georges-du-Puy-de-la-Garde, Behuard, le Voide, Cheffes, Armaillé, Chemiré-sur-Sarthe, Thorigné, Saint-Lambert-du-Lattay, Sœurdres, Champigné, Bourgneuf, Andrezé, Chaudron, Quincé, Maulevrier, Saint-Clément-des-Levés, la Séguinière, Saint-Michel-et-Chauveaux, Tout-le-Monde, Saint-Augustin-des-Bois, Villemoisan, Breil, Saint-Barthélemy, Saint-Laurent-de-la-Plaine, Saint-Remy-en-Mauges, Trélazé, Saint-Philbert-en-Mauges, Soulaire-et-Bourg, Saint-Jean-de-la-Croix, Ambillou, Saint-Sauveur-de-Landemont, Chan-teussé, Saint-Ellier, Donée, Chalonnnes, le Tremblay, la Chapelle-Hullin, Grez-Neuville, Tigné, Artannes, Cléré, Grugé-l'Hôpital, Montevrault, Andard, Saint-Hilaire-Saint-Florent, Distré, Coudray-Macouard, Chazé-sur-Argos, Saint-Lambert-la-Potherie, Cornuaille, Sainte-Gemmes-d'Andigné, Courchamps, Cerqueux-sous-Passavant, Méron, Passavant, Avrillé, Tiltiers, Villedieu, la Daguenière, le Mesnil, Baracé, le Nueil et Cernusson (Maine-et-Loire) [11 juin] (J.O., c.r., p. 598). — Par M. Blavier, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : la Jumellière, Somloire, Neuillé, Chacé, Forges, Brion, Soulaines, Miré, Saint-Macaire-du-Bois, Saint-Laurent-du-Mothay, Montilliers, Querré, Brain, Saint-Pierre-Montlimard, la Salle-de-Vihiers, Vergonnes, la Chapelle-Rousselin, la Chapelle-Saint-Elorent et Saint-Germain (Maine-et-Loire) [13 juin] (J.O., c.r., p. 612). — Par MM. Calvet et Combes, d'un certain nombre de viticulteurs des communes suivantes : Courant, Siccq, Lozat, Loulay, Macqueville, Bozanges, le Thou, Touches-de-Périgny, Fontenet, Saint-Martin-de-la-Combe, Voissay, Bagnizeau, Loiré, la Benate, Aulnay (Charente-Inférieure). Par M. Bernot, d'un certain nombre de fabricants français d'hameçons d'Autreau et du Portel (Pas-de-Calais) et d'Ault Somme) [17 juin] (J.O., c.r., p. 629). — Par M. Richard Waddington, d'un certain nombre d'habitants des communes de Préaux et de Saint-Denis-le-Thiboult (Seine-Inférieure). Par MM. Calvet et Combes, d'un certain nombre de viticulteurs des communes suivantes : Ville-neuve, la Chapelle, Poursay-Garnaud, Villers-Couture, Fontaine-Chalandrais, Chantemerle, Saint-Martin-de-Juillers, Nachamps, Torxé, Vараize et Saint-Georges-de-Longuepierre (Charente-Inférieure) [20 juin] (J.O., c.r., p. 650). — Par MM. Calvet et Combes, d'un certain nombre de viticulteurs des communes suivantes : Saint-Denis-du-Pin, Asnières, Saint-Pierre-de-Juillers, les Églises, Dompierre, Salles, Vervant, Contré

et Paillé (Charente-Inférieure) [25 juin] (J.O., c.r., p. 679). — Par M. Le-souëf, d'un certain nombre d'habitants des communes de Sasseville et Veauville-Losquelles (Seine-Inférieure). Par M. Édouard Millaud, de M. Hippolyte Boisson, ex-gardien de la paix de la ville de Lyon, actuellement garde champêtre de la commune de Craponne (Rhône). Par MM. Calvet et Combes, d'un certain nombre de viticulteurs des communes suivantes : Louzignac, Gourvillette, Saint-Loup, Puy-Rolland, Migré, Tonny-Boutonne, la Villedieu, Seigné, Villemorin, Saint-Pierre-de-l'Isle et Saloignes (Charente-Inférieure) [27 juin] (J.O., c.r., p. 692). — Par M. Blavier, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Cizay, Chemillé, la Menitré, Saint-Christophe-du-Bois, Brissac et Saint-Just (Maine-et-Loire) [28 juin] (J.O., c.r., p. 707). — Par M. Blavier, d'un certain nombre d'habitants des communes suivantes : Verrie, Montjean, Chigné et Tancoigné (Maine-et-Loire) [2 juillet] (J.O., c.r., p. 719). — Par M. Blavier, d'un certain nombre d'habitants de Noëllet (Maine-et-Loire) [4 juillet] (J.O., c.r., p. 735). — Par M. Merlet, d'un certain nombre d'habitants du Puy-Notre-Dame (Maine-et-Loire) [8 juillet] (J.O., c.r., p. 772). — Par M. Blavier, d'un certain nombre d'habitants de la commune du Vieil-Baugé (Maine-et-Loire) [9 juillet] (J.O., c.r., p. 792). — Par M. Blavier, d'un certain nombre d'habitants de la commune de la Pouéze (Maine-et-Loire) [11 juillet] (J.O., c.r., p. 813).

PÉTITIONS RAPPORTÉES.

Session extraordinaire 1894. — 7^e Commission (26 octobre): Rapports de M. Hervé de Saisy sur les pétitions : N^o 190 (du 8 octobre 1894). Le sieur Guisset, secrétaire de la mairie, à Las-Illes (Pyrénées-Orientales), prie le Sénat de vouloir bien modifier comme suit l'article 2 du décret du 1^{er} avril 1891, relatif à la revision du traitement des receveurs municipaux : Article 2. Tous les cinq ans, il sera procédé à la revision du traitement des receveurs des communes, hospices ou établissements de bienfaisance. Si la moyenne des revenus ordinaires, pour les cinq derniers exercices, est supérieure ou inférieure d'un dixième à la moyenne des revenus des exercices qui ont servi à fixer la rémunération moyenne du receveur, la modification du traitement sera obligatoire. Renvoi aux Ministres de l'Intérieur et des Finances. N^o 191 (du 10 octobre). Un certain nombre d'habitants de la commune de Saint-Carreuc (Côtes-du-Nord) s'adressent au Sénat pour le prier de vouloir bien appeler la bienveillante attention de M. le Ministre de l'Intérieur, afin que la loi d'assistance médicale aux malades indigents reçoive son application dans les petites communes aussi bien que dans les grandes, à Saint-Carreuc comme dans une ville. Ils sollicitent aussi la haute intervention du

Sénat sur la nécessité d'élargir les droits des communes en matière de création de taxes. Renvoi au Ministre de l'Intérieur. N° 192 (du 12 octobre). M. Paul Vibert, à Paris, se plaint d'avoir été injustement rayé de la liste des électeurs lorsqu'il habitait 116, avenue de Suffren, dans le quinzième arrondissement. Ordre du jour. N° 193 (du 15 octobre). M. le chef de bataillon en retraite Buisson, chevalier de la Légion d'honneur, habitant Paris, adresse au Sénat : 1° une demande de crédit de 60.000 francs destiné à faire des expériences de tir d'attaque; 2° la demande du grade de général de division comme récompense nationale. Renvoi au Ministre de la Guerre et à la Commission de l'armée. N° 194 (du 18 octobre). La Chambre de commerce de Toulon et du Var, à Toulon, par l'intermédiaire de M. Girard, son président, exprime le vœu qu'il soit apporté, dans l'intérêt des créanciers, certaines modifications et restrictions dans les usages qui se sont établis pour la vente des fonds de commerce s'opérant à l'amiable. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. N° 200 (du 9 novembre). Le sieur Marcaggi (Grimaldi), ancien sous-officier, garde forestier en congé à Marseille, sollicite une retraite proportionnelle comme ancien militaire et garde forestier domanial en Algérie. Renvoi aux Ministres de l'Intérieur et des Finances. N° 202 (du 13 novembre), déposée par M. Lesouëf. Un certain nombre d'habitants de Caudebec-en-Caux (Seine-Inférieure) demandent la gratuité des bacs et passages d'eau. Renvoi aux Ministres des Travaux publics et des Finances. N° 203 (du 15 novembre). Le sieur Antoine Dupoux, épicier à Marseille, se plaint de nouveau au Sénat d'être victime de dénis de justice et de séquestration. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — 8^e Commission (26 novembre). Rapport de M. Hervé de Saisy sur la pétition n° 211 (du 26 novembre). Le sieur Degron (Henry), ancien marin, médaillé militaire, chevalier de la Légion d'honneur, propriétaire, demeurant à Crespières (Seine-et-Oise), propose d'élever une statue en argent à S. M. l'Empereur Alexandre III, par voie de souscription en France. Renvoi au Ministre de l'Intérieur [21 janvier] (J.O., c. r., p. 18).

Session ordinaire 1894. — 5^e Commission (28 mai). Rapport de M. Villard sur la pétition n° 143 (du 2 juin 1894). M. l'abbé Labbé, à Monviel (Lot-et-Garonne), signale de nouveau des abus de pouvoir dont il aurait été victime de la part de son évêque, et prie instamment le Sénat de lui faire rendre justice. Renvoi au Ministre de l'Intérieur. — Rapport de M. Benoist sur la pétition n° 144 (du 2 juin). M. Toussaint Boulanger, président honoraire de la Chambre syndicale des marchands bijoutiers, horlogers, joailliers et orfèvres de Paris, appelle la bienveillante attention du Sénat sur les inconvénients qui existent dans toutes

les Sociétés en général à ce que les intérêts des obligataires, qui sont souvent plus considérables que ceux des actionnaires, ne soient pas suffisamment sauvegardés. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — Rapport de M. Villard, sur la pétition n° 145 (du 4 juin). M. A. Pommier, propriétaire à Soulligné-sous-Vallon (Sarthe), signale à la Bienveillante attention du Sénat le mauvais entretien du chemin vicinal entre les communes de Crannes et de Soulligné-sous-Vallon, pour la construction duquel on a sollicité son terrain sur une longue étendue. Renvoi au Ministre de l'Intérieur. — Rapport de M. Baudens sur la pétition n° 149 (du 7 juin), déposée par M. Chovet. Les chefs-cantonniers et cantonniers des ponts et chaussées et du service vicinal de l'arrondissement de Compiègne (Oise) demandent à être assimilés, pour leurs retraites, aux employés de l'État, c'est-à-dire arriver à toucher la moitié de leur traitement après trente ans de services et soixante ans d'âge aux maximum. Renvoi au Ministre des Travaux publics. — Rapport de M. Benoist sur la pétition n° 150 (du 7 juin), déposée par M. Lesouëf. Les greffiers de justice de paix de l'arrondissement d'Yvetot (Seine-Inférieure) demandent l'augmentation de leur traitement et la revision du tarif de 1807. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — Rapport de M. Villard sur la pétition n° 151 (du 7 juin) déposée par M. Lesouëf. Un certain nombre d'habitants de Vatteville, Saint-Nicolas-de-Blicquetuit et Caudebec-en-Caux (Seine-Inférieure) prient le Sénat de vouloir bien leur faire obtenir le passage gratuit d'une rive à l'autre de la Seine. Renvoi au Ministre des Travaux publics. — Rapport de M. Villard sur la pétition n° 152 (du 10 juin). La Ligue des brasseurs, à Lille-Saint-Maurice (Nord) adresse au Sénat une protestation contre la loi dite « au degré-hectolitre », et prie cette Assemblée de vouloir bien adopter la loi belge. Renvoi au Ministre des Finances. — Rapport de M. Baudens sur la pétition n° 155 (du 12 juin). Des habitants des départements des Bouches-du-Rhône, de la Charente, du Finistère, du Gers, de Meurthe-et-Moselle, de l'Oise, de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise demandent une enquête administrative sur les résultats obtenus dans l'enseignement à tous les degrés par la pratique de la sténographie. Renvoi au Ministre de l'Instruction publique. — Rapport de M. Villard sur la pétition n° 157 (du 12 juin). Le sieur Caretti (Jacques), ouvrier maçon, demeurant à Sellières (Jura), prie le Sénat de vouloir bien le faire décharger des droits d'enregistrement sur un testament par lequel sa femme a été instituée légataire universelle. Renvoi au Ministre des Finances. — Rapport de M. Régismanset sur la pétition n° 158 (du 15 juin). M. Delous (Joseph), marchand de bois à Paris, se plaint de nouveau au Sénat d'être victime d'un déni de justice. Ordre du jour. — Rapport de M. Baudens sur la pétition n° 163 (du 19 juin).

Les syndicats ouvriers de Montluçon (Allier) sollicitent la haute intervention du Sénat en faveur d'une législation qui fixerait à huit heures la journée de travail d'un ouvrier avec un minimum de salaire. Dépôt au bureau des renseignements. — Rapport de M. Villard sur la pétition n° 164 (du 20 juin). La Chambre de commerce de Dijon (Côte-d'Or) proteste contre toute disposition de loi qui établirait sur les quittances, et sur les chèques un droit de timbre proportionnel et gradué, et demande le retrait pur et simple de celles qui ont été déposées dans ce sens. — Rapport de M. Baudens sur la pétition n° 166 (du 25 juin), déposée par M. de Sal. Le personnel civil de la manufacture d'armes de guerre de Tulle (Corrèze) prie le Sénat de vouloir bien déposer une proposition de loi ayant pour objet d'assurer une pension de retraite à tous les ouvriers et employés des établissements du département de la guerre. Renvoi au Ministre de la Guerre. Rapport de M. Villard sur la pétition n° 168 (du 3 juillet). Jean Thiéry (Alphonse), de Bricuilles-sur-Meuse, prie le Sénat de vouloir bien examiner de nouveau l'affaire de la succession Jean Thiéry. Ordre du jour. — Rapport de M. Baudens sur la pétition n° 170 (du 3 juillet), déposée par M. Floquet. Des sous-officiers et soldats retraités sous les anciennes lois, domiciliés à Nice (Alpes-Maritimes), informent le Sénat qu'une lacune existe dans le décret de répartition de l'allocation de 3.500.000 francs qui leur fut accordée en 1891, en principe d'unification sur la retraite de 1881, et sollicitent cette unification. Renvoi au Ministre de la Guerre. — Rapport de M. Baudens sur la pétition n° 171 (du 3 juillet), déposée par M. Gauthier. M. Lignon (Michel), domicilié à Narbonne (Aude), prie le Sénat de vouloir bien lui faire obtenir la médaille militaire et une pension de retraite. Renvoi au Ministre de la Guerre. — Rapports de M. Villard sur les pétitions n°s 172 (du 4 juillet.) M. Modard, de Rouen (Seine-Inférieure), se plaint de nouveau d'être victime d'actes arbitraires de la part d'un notaire de Rouen et insiste pour que le Sénat lui fasse justice. Ordre du jour. N° 173 (du 4 juillet). Le nommé Ducos (André), maçon, demeurant à Castelnau-Magnoac (Hautes-Pyrénées), prie le Sénat de vouloir bien appuyer la demande de poursuites qu'il a adressées à M. le Garde des Sceaux contre deux personnes de Castelnau-Magnoac. Ordre du jour. — Rapport de M. Baudens sur la pétition n° 174 (du 4 juillet). M. (Mallet-Chevalier, viticulteur à Saint-Césaire-les-Nîmes (Gard), soumet au Sénat un nouveau procédé destiné à arrêter immédiatement les ravages du négril sur les luzernes. Renvoi au Ministre de l'Agriculture. — 6^e Commission (5 juillet). Rapport de M. Durand-Savoyat sur la pétition n° 181 (du 17 juillet), déposée par M. Taulier. Les habitants de la commune de Noves (Bouches-du-Rhône) protestent contre les entreprises du Syndicat des marais des

Aiguillons, situés sur les communes de Saint-Rémy, Mollèges, Saint-Andiol, etc. Renvoi au Ministre de l'Intérieur.

Session extraordinaire 1894. — 7^e Commission (26 octobre). Rapports de M. Benoist sur les pétitions : N^o 187 (du 31 juillet). M. Rousset (Antoine), à l'Isle-sur-Sorgues (Vaucluse), s'adresse au Sénat pour que le Gouvernement prenne des mesures en vue d'empêcher que les avoués ne fassent payer aux plaideurs des pièces ou des formalités non effectuées et qu'ils ne détruisent les pièces de procédure payées par leurs clients. Ordre du jour. N^o 188 (du 2 août 1894). M. E. Lacroix, artificier à Toulouse (Haute-Garonne), prie le Sénat de vouloir bien voter une fête nationale pour le 22 septembre 1894, en remplacement de la fête du 14 juillet qui n'a pas eu lieu cette année. Ordre du jour. N^o 189 (du 24 septembre). M. R. Clarard, ancien notaire, demeurant à Saint-Étienne (Loire), s'adresse au Sénat pour demander la suppression de la corporation des avoués. Ordre du jour. N^o 196 (du 25 octobre). M. Colas (Jean-Baptiste), demeurant à Paris, présente un ensemble de considérations tendant à la réorganisation sociale. Ordre du jour. N^o 197 (du 26 octobre), déposée par M. Bérenger. M. Oullier (André), habitant la commune de Suze (Drôme), soumet au Sénat un ensemble de considérations tendant à réprimer l'anarchie. Renvoi au Ministre de l'Intérieur. N^o 198 (du 30 octobre). M^{me} veuve Morin, née Rougier, demeurant à Gençay (Vienne), se plaint d'être victime de plusieurs dénis de justice. Ordre du jour. N^o 204 (du 17 novembre). M. Ravenet fils, à Bourbon-l'Archambault (Allier), dans une nouvelle pétition qu'il adresse au Sénat, se plaint d'être victime de dénis de justice et prétend que tous les griefs qu'il a articulés contre la magistrature dans ses précédentes pétitions sont parfaitement fondés. Ordre du jour. N^o 207 (du 22 novembre). Chamuzeau (Alfred), prévenu à la Conciergerie (2^e division, cellule 21), signale à la bienveillante attention du Sénat les mauvais traitements que subissent les condamnés à la Guyane française. Ordre du jour. N^o 208 (du 23 novembre). M. Colas (Jean-Baptiste), demeurant à Paris, formule un ensemble de critiques sur le projet de l'Exposition universelle de 1900 et soumet au Sénat un plan pour la construction du canal des Deux-Mers, de l'Océan à la Méditerranée. Ordre du jour [28 février] (J.O., c.r., p. 103).

Session ordinaire 1894. — 1^{re} Commission (11 janvier). Rapport de M. Gérente sur la pétition n^o 8 (du 19 janvier). M. Gaubert, docteur en médecine, demeurant à Sallèles-d'Aude (Aude), appelle de nouveau la bienveillante attention du Sénat sur une brochure qu'il a faite *l'Hygiène-tétique, ou l'art de prévenir et de guérir les maladies en général, la phthisie*

en particulier. Renvoi au Ministre de l'Intérieur. — 6^e Commission (5 juillet). Rapport de M. Reys sur la pétition n° 180 (du 16 juillet), déposée par M. Velten. M. A.-F. Salgé, capitaine au long cours, demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône), se plaint d'être victime de nombreux dénis de justice. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Session extraordinaire 1894. — 8^e Commission (26 novembre). Rapport de M. Dufoussat sur la pétition n° 217 (du 5 décembre). Les anciens sous-officiers et soldats retraités de Salies-de-Béarn (Basses-Pyrénées) prient le Sénat de vouloir bien voter pour l'année 1895 l'unification des pensions de retraite. Renvoi au Ministre de la Guerre. — Rapport de M. Buvignier sur la pétition n° 218 (du 6 décembre), déposée par M. Trarieux. M. Paul Meunier, avocat à la Cour d'appel de Paris, propose de substituer au paragraphe 2 de l'article 343 du Code d'instruction criminelle le texte suivant : « Nul ne pourra pénétrer dans la chambre des jurés pendant leur délibération, pour quelque cause que ce soit, à peine de nullité ». Ordre du jour. — Rapport [de M. Hervé de Saisy sur la pétition n° 222 (du 11 décembre). Le Syndicat des ouvriers marbriers et l'union des Chambres syndicales ouvrières du département des Bouches-du-Rhône, à Marseille, protestent contre tous les travaux qui sont exécutés dans les prisons et prient le Sénat d'intervenir auprès des Ministres de l'Intérieur et de la Justice. Renvoi au Ministre de l'Intérieur et au Garde des Sceaux [27 mai] (J.O., c.r., p. 558). — Rapport de M. Dufoussat sur les pétitions : N° 230 (du 14 décembre), déposée par M. Gilbert Gaillard. M. Morin, conducteur des ponts et chaussées, en retraite, à Paris, prie le Sénat de vouloir bien faire accorder une pension annuelle de 100 ou 200 francs aux titulaires de la médaille de Crimée. Renvoi au Ministre de la Guerre. N° 245 (du 24 décembre), déposée par M. Saint-Romme. Un certain nombre d'habitants de la commune de Roybon (Isère) demandent que le transport des diverses essences de bois et charbons soit soumis aux mêmes tarifs que ceux établis pour les gares du Jura. Renvoi au Ministre des Travaux publics. — Rapport de M. Hervé de Saisy sur la pétition n° 247 (du 26 décembre). Le sieur Jacot (Charles-Émile), détenu à la maison centrale de Poissy (Seine-et-Oise), demande à être entendu par une Commission parlementaire afin de faire des révélations importantes sur les attentats anarchistes qui ont été commis. Ordre du jour.

Session 1895. — 2^e Commission (12 février). Rapport de M. Demoulin de Riols sur la pétition n° 32 (du 18 février), déposée par M. Ratier. L'union des Sociétés de chasseurs de France, les Sociétés

pour la répression du braconnage de Dijon, de Moulins, de Niort, de Marseille, de Limoges, du Mans, de Bordeaux, d'Agen, de Toulouse, de Besançon, de Reims, de Commercy, de Mâcon, du Havre, de Condé-sur-Noireau, d'Angoulême, de Saint-Jean-d'Angély, de Montluçon, de Voiron, de Buzançais et de Tonnay-Charente demandent que la loi sur la chasse soit également appliquée à tous les citoyens. Renvoi au Ministre de l'Intérieur [28 mai] (J.O., c.r., p. 556).

Session extraordinaire 1894. — 8^e Commission (26 novembre). Rapport de M. Allègre sur la pétition n° 210 (du 26 novembre), déposée par M. Isaac. Un grand nombre d'habitants de Saint-Barthélemy (Guadeloupe) sollicitent la haute et bienveillante intervention du Sénat sur leur triste situation. Renvoi aux Ministres des Colonies, de la Marine, de la Guerre, du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes [18 juin] (J.O., c.r., p. 640).

Session 1895. — 1^{re} Commission (10 janvier). Rapport de M. Benoist sur la pétition n° 1 (du 28 décembre 1894). M. Many, conseiller municipal à la Nouvelle (Aude), se plaint d'être victime d'un déni de justice. Ordre du jour. — Rapports de M. Gauthier sur les pétitions: N° 3 (du 8 janvier). M. Ansault, vigneron à Esvres (Indre-et-Loire), propose au Sénat un nouveau moyen de développer la culture de la vigne. Ordre du jour. N° 4 (du 8 janvier). M. Phelippot, à Alfortville (Seine), prie le Sénat de vouloir bien faire accorder un bureau de tabac à sa sœur, M^{me} Fagnot, veuve d'un receveur-buraliste. Renvoi au Ministre des Finances. N° 6 (du 9 janvier). M. Sabourdin, demeurant à Paris, au nom d'un grand nombre d'actionnaires des différentes banques coloniales, prie le Parlement de vouloir bien renouveler le privilège de ces établissements. Ordre du jour. — Rapport de M. Benoist sur les pétitions: N° 7 (du 9 janvier), M. Colas (Jean-Baptiste), demeurant à Paris, s'adresse au Sénat pour obtenir que le propriétaire d'un immeuble soit tenu de payer les contributions des portes et fenêtres. Ordre du jour. N° 9 (du 14 janvier). M. Maillarbeaux (Auguste), ex-facteur des postes et des télégraphes, à Calmoutier (Haute-Saône) s'adresse au Sénat pour obtenir un secours. Ordre du jour. N° 12 (du 16 janvier). M^{me} veuve Bourné, demeurant à Paris, se plaint d'être victime d'un déni de justice et réclame l'assistance judiciaire. Ordre du jour. N° 13 (du 20 janvier). M. Choumery (Eustache), appariteur à la mairie d'Alfortville (Seine), prie le Sénat de vouloir bien lui faire accorder une recette-buraliste. Renvoi au Ministre des Finances. N° 18 (du 26 janvier). M. Dumazet (Ferdinand), [demeurant à Bessèges (Gard), s'adresse au Sénat pour obtenir un secours. Renvoi au Ministre de la

Guerre.— Rapports de M. Gauthier sur les pétitions : N° 17 (du 28 janvier). Saïd Ali, sultan de la Grande-Comore, exilé à Diégo-Suarez (Madagascar), expose dans un long mémoire les mauvais traitements dont il est l'objet de la part des Français à Diégo-Suarez. Renvoi au Ministre des Colonies. N° 20 (du 28 janvier), déposée par M. Pauliat. Le Syndicat français de la région de Bizerte exprime le vœu que dans le projet de loi relatif à l'exploitation des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie et la Tunisie, la ligne de Marseille-Bizerte-Tunis soit mentionnée au lieu de : ligne de Marseille à Tunis. Renvoi au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. N° 25 (du 31 janvier). M. Claeys, agent administratif de la marine en retraite, à Nice (Alpes-Maritimes), présente un ensemble de considérations sur la convention, votée par la Chambre des Députés, relative aux chemins de fer du Sud de la France. Renvoi au Ministre des Travaux publics). N° 26 (du 4 février). Un certain nombre de commerçants et producteurs de Dellys et des villages voisins (Algérie) prient le Sénat de maintenir le *statu quo* dans les services maritimes postaux entre la France et l'Algérie. Renvoi au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes. — Rapports de M. Benoist sur les pétitions : N° 27 (du 5 février). M. Verry (Clément), demeurant à Mantes (Seine-et-Oise), soumet au Sénat un mémoire ayant pour titre : *L'harmonie sociale ou nouvelles conditions d'existence assurant le bien-être, la dignité et la sécurité à tous les citoyens*. Ordre du jour. N° 29 (du 8 février). M^{me} Louise Girard, veuve Rousson, demeurant à Terrenoire (Loire), se plaint d'être victime d'un déni de justice. Renvoi au Ministre des Finances. — 2^e Commission (12 février 1895). Rapport de M. Folliet sur la pétition n° 31 (du 11 février), déposée par M. Gauthier. Le sieur L. Peyras, ancien quartier-maître de la flotte en retraite, âgé de soixante et un ans, à la Nouvelle (Aude), s'adresse au Sénat pour obtenir sa réhabilitation. Renvoi au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. — Rapport de M. Isaac sur la pétition n° 34 (du 16 février). M. Lefèvre, président du Syndicat agricole de l'arrondissement de Marmande (Lot-et-Garonne), prie le Sénat de vouloir bien prendre l'initiative d'une proposition de loi sur la refonte des monnaies d'or. Renvoi au Ministre des Finances [18 juin] (J.O., c.r., p. 643). — 3^e Commission (12 mars). — Rapport de M. Folliet sur la pétition n° 60 (du 12 mars), déposée par M. Saint-Romme. Un certain nombre d'employés aux carrières et usines de l'Échaillon (Isère) protestent contre la délibération du Conseil municipal de Paris, en date du 31 décembre 1894, sur le nouveau droit d'entrée de 25 francs par mètre cube des pierres dures provenant de l'Échaillon. Renvoi aux Ministres de l'Intérieur et des Finances [18 juin] (J.O., c.r., p. 645).

PEYTRAL. Bouches-du-Rhône. — Dépose et développe, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, un projet de résolution tendant à comprendre dans l'amnistie certains fonctionnaires, membres du Conseil général, qui ont pris part à un vote politique [31 janvier] (A., t. I, p. 32; J.O., c.r., p. 29). — Fait une rectification au procès-verbal [11 avril] (A., t. I, p. 616; J.O., c.r., p. 507). — Est entendu dans la discussion du budget de 1895, adopté par la Chambre des Députés et modifié par le Sénat. Présente, avec plusieurs de ses collègues, un amendement tendant à augmenter le crédit du chapitre 26 du Ministère des Travaux public pour bonifier les pensions de retraite des cantonniers. Cet amendement est adopté [12 avril] (A., t. I, p. 656; J.O., c.r., p. 541). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, à titre transitoire, pendant un an à dater du 1^{er} juillet 1895 [25 juin] (A., t. II, p. 146; J.O., c.r., p. 665). — Membre de Commissions (F. 6, 47, 51; J.O., p. 254, 3003, 3254).

PLOUARZEL. — Surtaxe à son octroi. V. loi 17.

PLOUDALMÉZEAU. — Surtaxe à son octroi. V. loi 52.

PLOUDANIEL. — Surtaxe à son octroi. V. loi 50.

PLOUDIVY. — Surtaxe à son octroi. V. loi 41.

PLOUNÉOUR-TREZ. — Surtaxe à son octroi. V. loi 122.

PLOUGONVELIN. — Surtaxe à son octroi. V. loi 44.

PLOUIGNEAU. — Surtaxes à son octroi. V. loi 139.

PODENSAC. — Imposition extraordinaire. V. loi 10.

POINCARÉ, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.* — Est entendu dans le règlement de l'ordre du jour [28 janvier] (A., t. I, p. 26; J.O., c.r., p. 23). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1895 [4 avril] (A., t. I, p. 427; J.O., c.r., p. 353; [7 avril] (A., t. I, p. 510; J.O., c.r., p. 422). — Parle dans la discussion relative à la formation du Conseil supérieur à créer, destiné à remplacer les conservateurs de nos musées [10 avril] (A., t. I, p. 603; J.O., c.r., p. 497).

POIRRIER (F.-A.). Seine. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la réglementation des Halles centrales. Présente trois amendements sur les articles 1, 16 et 17. Le premier est retiré, le deuxième adopté et le troisième rejeté [4 mars] (A., t. I, p. 135; J.O., c.r., p. 116). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [3 avril] (A., t. I, p. 418, J.O., c.r., p. 347; I. 73). — Prend part à la discussion générale de son rapport sur les accidents de travail des ouvriers [10 juin] A., t. II, p. 40; J.O., c.r., p. 580 [11 juin] (A., t. II, p. 54; J.O., c.r., p. 591) [13 juin] (A., t. II, p. 63; J.O., c.r., p. 599). — Dépose un rapport supplémentaire sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [28 juin] (A., t. II, p. 181; J.O., c.r., p. 695; I. 146). Est entendu dans la discussion [4 juillet] (A., t. II, p. 216; J.O., c.r., p. 723) [5 juillet] (A., t. II, p. 243; J.O., c.r., p. 745) [8 juillet] A., t. II, p. 270; J.O., c.r., p. 766). — Dépose son rapport, et en donne lecture, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'arrangement pour la répression des fausses indications sur la provenance des marchandises, signé à Bucharest, le 11 mars 1895, entre la France et la Roumanie [11 juillet] (A., t. II, p. 321; J.O., c.r., p. 809; I. 190). — Membre de Commissions (F. 4, 10, 28, 47; J.O., p. 198, 615, 1543, 3003).

POIRRIER (Alfred). Marne. — Adresse à M. le Ministre des Finances l'expression d'un vœu relatif à la répartition des contingents des propriétés non bâties (Discussion de la loi de finances. Budget de 1895) [9 avril] (A., t. I, p. 591; J.O., c.r., p. 485). — Membre de Commissions (F. 3, 14, 23, 47, 59; J.O., p. 168, 833, 1365, 3003, 3524).

PONLEVOY (Frogier de). Vosges. — Présente, de concert avec MM. le baron de Lareinty et Leporché, un amendement tendant à unifier les retraites des officiers et sous-officiers antérieures aux lois de 1878 et 1879 [2 avril] (A., t. I, p. 391; J.O., c.r., p. 325). — Membre d'une Commission (F. 35; J.O., p. 1892).

PONT-DE-BEAUVOISIN. — Surtaxe à son octroi. V. loi 54.

PONT-LABBÉ. — Surtaxe à son octroi. V. loi 125.

PORIQUET. Orne. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'agriculture pour l'exercice 1895 [7 avril] (A., t. I, p. 513; J.O., c.r., p. 430). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la durée du mandat des membres des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement [11 juillet] (A., t. II, p. 319; J.O., c.r., p. 808).

PORTIERS-CONSIGNES. — Modification en leur faveur de la loi du 13 mars 1875, relative à la constitution des cadres et effectifs de l'armée. V. loi 237.

POSTES ÉLECTRO-SÉMAPHORIQUES. — Leur détermination et leur conservation. V. loi 189.

POUBELLE, *Préfet de la Seine, Commissaire du Gouvernement*, chargé d'assister M. le Ministre de l'Intérieur dans la discussion du projet de loi tendant à approuver une convention passée entre la ville de Paris et le Crédit foncier pour la conversion d'emprunts antérieurs. Est entendu dans la discussion [8 juillet] (A., t. II, p. 262; J.O., c.r., p. 757, 761).

POULDERGAT. — Surtaxe à son octroi. V. loi 53.

PORT DE SAINT-NAZAIRE. — Déclaration d'utilité publique d'une nouvelle entrée au Sud. V. loi 67.

PRADAL. Ardèche. — Membre de Commissions (F. 47, 52; J.O., p. 3003, 3270).

PRÉMIAN. — Échange de terrains avec l'État. V. loi 58.

PRESSE. — Modification à l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881. V. loi 119. — Modification de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881. V. loi 295.

PRESTATIONS. — Réforme de l'impôt des. V. loi 43.

PREVET. Seine-et-Marne. — Est appelé par son âge à la formation du bureau provisoire, en qualité de Secrétaire, à l'ouverture de la session ordinaire [8 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Secrétaire de la Commission des chemins de fer (J.O., p. 254; F. 6). — Est entendu

dans la discussion de la proposition de loi ayant pour but, soit de compléter le règlement des abattoirs publics, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités [5 mars] (A., t. I, p. 163; J.O., c.r., p. 138) [7 mars] (A., t. I, p. 171; J.O., c.r., p. 145). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier aux abords de Saint-Quentin le tracé du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Quentin au Catelet [6 avril] (A., t. I, p. 473; J.O., c.r., p. 392; I. 80). — Prend part à la discussion de la loi de finances (Budget de 1895, chapitre 31) [9 avril] (A., t. I, p. 591; J.O., c.r., p. 486). — Parle dans la discussion de la loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [13 juin] (A., t. II, p. 66; J.O., c.r., p. 610). — Secrétaire de la Commission relative à la durée du mandat des membres des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement (J.O., p. 3571; F. 61). — Membre de Commissions (F. 4, 47, 59, 60, 61; J.O., p. 198, 3003, 3524, 3558, 3571).

PROCÈS-VERBAUX.

Séance du 8 janvier.

Présidence de M. le comte de Laubespin, Président d'âge. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — M. le Président dit qu'aux termes de l'article premier de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, le Sénat et la Chambre des Députés doivent se réunir, chaque année, le second mardi de janvier et que, en conséquence, il déclare la session du Sénat ouverte pour l'année 1895. M. le Président invite les six plus jeunes sénateurs, MM. de Lamarzelle, Prevet, Dellestable, Gérente, Ratier et Savary, à venir prendre place au bureau pour y remplir les fonctions de secrétaires jusqu'à l'élection du bureau définitif, conformément au règlement. Le bureau est ainsi constitué. M. le Président annonce la mort de M. Decroix, sénateur de la Loire-Inférieure, et prononce une allocution. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — Le Sénat règle son ordre du jour et décide qu'il se réunira jeudi, à une heure et demie, dans les bureaux, et à deux heures en séance publique. Le scrutin pour l'élection du Président sera ouvert à deux heures et fermé à trois heures. La séance est levée à deux heures vingt minutes (J.O., p. 138).

Séance du 10 janvier.

Présidence de M. le comte de Laubespin, Président d'âge. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la der-

nière séance, lu par M. Prevet, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. Demôle. — L'ordre du jour appelle les scrutins pour la formation du bureau définitif du Sénat pour l'année 1895. Il est procédé au tirage au sort de dix-huit scrutateurs et de six scrutateurs suppléants. Il est procédé au scrutin pour l'élection du Président du Sénat. M. Challemel-Lacour est élu par 169 voix, sur 174 suffrages exprimés et 179 votants. Il est procédé au scrutin pour l'élection de quatre Vice-Présidents. Sont élus : MM. Chalamet, 150 voix ; Magnin, 149 voix ; Bérenger, 146 voix, et Combes, 139 voix, sur 153 suffrages exprimés et 153 votants. Il est procédé au scrutin pour l'élection de huit Secrétaires. Sont élus : MM. Morel, 153 voix ; Barrière, 152 voix ; Pazat, 152 voix ; Gadaud, 152 voix ; Ollivier, 151 voix ; Godin, 151 voix ; Merlet, 150 voix, et Maxime Lecomte, 150 voix, sur 154 suffrages exprimés et 154 votants. Il est procédé au scrutin pour l'élection de trois Questeurs. Sont élus : MM. Gayot, 152 voix ; Cazot, 148 voix, et Tolain, 145 voix, sur 153 suffrages exprimés et 153 votants. En conséquence, le bureau définitif du Sénat, pour l'année 1895, est ainsi constitué : M. Challemel-Lacour, *Président* ; MM. Chalamet, Magnin, Bérenger, Combes, *Vice-Présidents* ; MM. Morel, Barrière, Pazat, Antoine Gadaud, Auguste Ollivier, Jules Godin, Merlet, Maxime Lecomte, *Secrétaires* ; MM. Gayot, Cazot, Tolain, *Questeurs*. Conformément au règlement, avis en sera donné à M. le Président de la République et à M. le Président de la Chambre des Députés. — M. le Président règle l'ordre du jour. MM. Audren de Kerdel, Prevet, Morellet, sont entendus. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures, dans les bureaux, et à trois heures et demie en séance publique. La séance est levée à quatre heures quarante minutes (J.O., p. 167).

Séance du 11 janvier.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures trente-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président communique une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés lui notifiant la composition du bureau définitif de la Chambre des Députés pour l'année 1895, telle qu'elle résulte des élections qui ont eu lieu dans les séances des 8 et 10 janvier 1895. M. le Président prononce une allocution. — M. Volland dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu le 30 décembre 1894 dans le département de la Loire. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Audiffred est admis comme sénateur de la Loire. — M. Lefèvre dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu le 30 décembre 1894 dans le

département des Bouches-du-Rhône. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Monier est admis comme sénateur des Bouches-du-Rhône. — L'ordre du jour appelle les scrutins pour la formation de la Haute-Cour pour l'année 1895. Il est procédé au tirage au sort de dix-huit scrutateurs et de six scrutateurs suppléants. Le 1^{er} scrutin pour la nomination de neuf membres de la Commission d'instruction de la Haute-Cour. Le 2^e scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants. Le 3^e scrutin pour la désignation du Vice-Président chargé de présider la Haute-Cour en cas d'empêchement du Président. Le quorum n'étant pas atteint, les scrutins sont nuls. Le 2^e tour de scrutin est renvoyé à la prochaine séance. — M. Monsservin dépose une proposition de loi apportant des modifications à la 1^{re} section du titre premier du livre III du Code pénal. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à quatre heures cinquante minutes (J.O., p. 196).

Séance du 14 janvier.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président annonce la mort de M. Le Mommier, sénateur de la Sarthe, et de M. Griffe, sénateur de l'Hérault, et prononce une allocution. — L'ordre du jour appelle le 2^e tour de scrutin pour la formation de la Haute-Cour. Il est procédé au 2^e tour de scrutin pour la nomination de neuf membres de la Commission d'instruction de la Haute-Cour. Sont élus : MM. Cordelet, 146 voix; Trarieux, 146 voix; Isaac, 146 voix; Franck Chauveau, 146 voix; Dusolier, 145 voix; Cazot, 143 voix; Merlin, 143 voix; Lavertujon, 143 voix; Morellet, 143 voix, sur 147 suffrages exprimés et 156 votants. Il est procédé au 2^e tour de scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Haute-Cour. Sont élus : MM. de Rozière, 125 voix; Tolain, 125 voix; Develle, 125 voix; Chovet, 125 voix; de Verninac, 125 voix, sur 125 suffrages exprimés et 131 votants. Il est procédé au 2^e tour de scrutin pour la désignation du Vice-Président chargé de présider la Haute-Cour en cas d'empêchement du Président. M. Bérenger est élu par 113 voix sur 113 suffrages exprimés et 119 votants. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi ayant pour but soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par un décret impérial en date du 1^{er} août 1864, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités. La discussion est ajournée. — M. le Président règle l'ordre du

jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, en séance publique. — La séance est levée à quatre heures quarante minutes (J.O., p. 253).

Séance du 16 janvier.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une communication par laquelle M. Casimir-Perier, *Président de la République*, donne sa démission. Acte est donné de cette communication qui sera insérée au procès-verbal et déposée aux archives. M. le Président donne lecture de l'article 7 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 et de l'article 3, paragraphe 3, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, sur l'organisation et sur les rapports des pouvoirs publics, en vertu desquels l'Assemblée nationale doit se réunir pour l'élection d'un Président de la République. L'Assemblée nationale se réunira jeudi 17 janvier, à Versailles, à une heure. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à trois heures vingt minutes (J.O., p. 296).

Séance du 21 janvier.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Gadaud, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Audiffred, sénateur du département de la Loire, donne sa démission. M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés portant transmission d'une proposition de loi tendant à modifier l'article 1033 du Code de procédure civile. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Farinole sur la situation judiciaire de la Corse. Sur la demande de M. Farinole et en l'absence d'un Ministère, la discussion est ajournée. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi tendant à la réglementation des Halles centrales de Paris. La discussion est ajournée. — M. Thézard dépose un rapport sur une proposition de loi tendant à modifier l'article 549 du Code de commerce. — M. Marquis, au nom de la 8^e Commission d'initiative parlementaire de 1894, dépose un rapport sommaire sur la proposition de loi relative à l'interdiction des grèves dans les exploitations de l'État et le service des chemins de fer. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à deux heures un quart (J.O., p. 393).

Séance du 24 janvier.

Présidence de M. Chalamet, Vice-Président. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Dauphin dépose un rapport sur la proposition de loi relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère. — M. Dulac, au nom de Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant le département de la Loire, la commune de Podensac (Gironde) et les villes de Saint-Cloud (Seine-et-Oise) et d'Épernay (Marne). — Le Sénat décide de s'en remettre à M. le Président du soin de le convoquer. La séance est levée à trois heures dix minutes (J.O., p. 481).

Séance du 28 janvier.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures quarante minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture d'un message de M. le Président de la République. Acte est donné de la lecture de ce message, qui sera inséré au procès-verbal et déposé aux archives. — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*, est entendu. — Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à deux heures cinquante minutes (J.O., p. 574).

Séance du 31 janvier.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Francoz, au nom du 4^e bureau, dépose et lit le rapport sur l'élection qui a eu lieu, le 20 janvier 1895, dans le département du Calvados. Les conclusions du rapport sont adoptées, et M. Tillaye est admis comme sénateur du département du Calvados. — M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, dépose le projet de loi sur l'amnistie et demande l'urgence. L'urgence, mise aux voix, est prononcée. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, quatre projets de lois d'intérêt local concernant la ville d'Épernay (Marne), l'octroi de Saint-Cloud (Seine-et-Oise), la commune de Podensac (Gironde) et le département de la Loire. — M. Durand-Savoyat, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, dépose une proposition de loi relative aux Chambres de commerce et

aux Chambres consultatives des arts et manufactures. — M. Lecler, au nom de la Commission de comptabilité, dépose un rapport sur le projet de résolution portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1893, et un rapport sur l'apurement des comptes du trésorier du Sénat, en recettes et en dépenses, du 1^{er} janvier au 25 juillet 1894. — M. Tirman, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les octrois de Roscanvel, Tréglonou, l'Hôpital-Camfront et Plouarzel (Finistère). — Le Sénat décide de se réunir immédiatement dans les bureaux pour nommer la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur l'amnistie. La séance, suspendue à trois heures trente-cinq minutes, est reprise à cinq heures vingt minutes. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*, donne sa démission des fonctions de secrétaire du Sénat. — M. Milliard dépose et lit le rapport sur le projet de loi relatif à l'amnistie. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. Dans la discussion générale, M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, est entendu. Le Sénat décide de passer à la discussion des articles. Le paragraphe premier, les 1^o et 2^o de l'article premier sont successivement mis aux voix et adoptés. Sur le 3^o (Matière électorale), sont entendus : MM. Buffet, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Le 3^o est mis aux voix et adopté. Sur le 4^o (Faits de grève), sont entendus : MM. Buffet, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Le 4^o et l'ensemble de l'article premier sont mis aux voix et adoptés. Sur l'article 2, sont entendus : MM. Isaac, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. L'article 2 est adopté. L'ensemble du projet est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 216 voix contre 7, sur 223 votants. — Sur un projet de résolution présenté par M. Peytral et tendant à inviter le Gouvernement à rapporter les mesures disciplinaires prises contre les fonctionnaires et les ministres des différents cultes reconnus par l'État à l'occasion d'actes politiques, sont entendus : MM. Peytral, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Le projet de résolution, accepté par le Gouvernement, est mis aux voix et accepté par assis et levé. — M. le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*, dépose et lit un projet de loi tendant à ouvrir un crédit de 20.000 francs pour les funérailles du maréchal Canrobert, et demande l'urgence. M. Loubet, *Président de la Commission des finances* est entendu. L'urgence est mise aux voix et prononcée. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à six heures vingt minutes (J.O., p. 615).

Séance du 1^{er} février.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de MM. Brunet et Bernard. — M. Bardoux, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de la Guerre un crédit extraordinaire de 20.000 francs pour les funérailles du maréchal Canrobert. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Delpech, Girault, le général Billot, Tolain, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. La discussion générale est close. Le scrutin public à la tribune sur l'article unique du projet de loi est mis aux voix et repoussé par assis et levé. L'article unique est mis aux voix et adopté au scrutin public simple par 145 voix contre 49, sur 194 votants. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi portant modification de l'article 549 du Code de commerce. L'urgence, mise aux voix, est prononcée. L'article unique de la proposition de loi est mis aux voix et adopté. — M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, dépose et lit un projet de loi tendant à modifier la loi du 23 mars 1872 qui désigne les lieux de déportation, et demande l'urgence. L'urgence, mise aux voix, est prononcée. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi tendant à la réglementation des Halles centrales de Paris. La discussion est ajournée. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures et demie, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à quatre heures quinze minutes (J.O., p. 634).

Séance du 5 février.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de MM. Delpech et Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. — Le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi ayant pour objet de modifier aux abords de Saint-Quentin le tracé du chemin de fer d'intérêt local de Saint-Quentin au Catelet. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination d'un Secrétaire du Sénat. Il est procédé au tirage au sort de dix-huit scrutateurs et de six scrutateurs suppléants. M. Durand-Savoyat est élu par 148 voix sur 150 suffrages exprimés et 158 votants. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission d'instruction de la Haute-

Cour, en remplacement de M. Trarieux. Le quorum n'étant pas atteint, le scrutin est déclaré nul. Le 2^e tour de scrutin est renvoyé à la prochaine séance. — M. Silhol dépose deux rapports sur deux projets de lois d'intérêt local concernant la ville d'Ajaccio (Corse) et l'octroi de Locmaria-Plouzané (Finistère). — M. Allègre dépose et lit le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 23 mars 1872, qui désigne les lieux de déportation. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. L'article unique du projet de loi est mis aux voix et adopté. — Sur la mise à l'ordre du jour du projet de loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire, sont entendus : MM. Maxime Lecomte, Bardoux, *président de la Commission*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Blidah (département d'Alger). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures trente minutes (J.O., p. 696).

Séance du 8 février.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Durand-Savoyat, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il y est procédé. — L'ordre du jour appelle le 2^e tour de scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission d'instruction de la Haute-Cour, en remplacement de M. Trarieux. Il est procédé au tirage au sort de dix-huit scrutateurs et de dix scrutateurs suppléants. M. Demôle est élu par 130 voix sur 130 suffrages exprimés et 140 votants. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de résolution, présenté par la Commission de comptabilité, portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1893. M. Hervé de Saisy est entendu. Les articles et l'ensemble du projet de résolution sont successivement mis aux voix et adoptés. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de résolution, présenté par la Commission de comptabilité, portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour la période du 1^{er} janvier au 25 juillet 1894. L'article unique est mis aux voix et adopté. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi ayant pour but soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par un décret impérial en date du 1^{er} août 1864, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités. Dans la dis-

cussion générale, M. Brunet, *rapporteur*, est entendu. La discussion générale est close. Sur le premier paragraphe de l'article premier, M. Brunet, *rapporteur*, est entendu. Le premier paragraphe est mis aux voix et adopté. Sur le second paragraphe de l'article premier, M. Thévenet, auteur d'un amendement, est entendu. Le renvoi de l'amendement à la Commission, demandé par celle-ci, est prononcé. Les articles 2 à 5 sont successivement mis aux voix et adoptés. Sur l'article 6, M. Demôle est entendu. Le renvoi de l'article 6 à la Commission, demandé par celle-ci, est prononcé. Les articles 7 à 10 et dernier sont mis aux voix et adoptés. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Merlin et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les exploitations de l'État et dans les Compagnies de chemins de fer. Sont entendus : MM. Millaud, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Les conclusions du rapport, tendant à la prise en considération de la proposition de loi, sont mises aux voix et adoptées. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Beauvais (Oise). — M. Nioche, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant l'octroi de Moustiers (Savoie). — M. le Ministre de l'Intérieur dépose et lit un projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur un crédit extraordinaire de 30.000 francs destiné à venir en aide aux victimes de l'accident de Montceau-les-Mines, et demande l'urgence. L'urgence est mise aux voix et prononcée. M. Loubet, *président de la Commission des finances*, fait à la tribune le rapport verbal sur le projet de loi. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. L'article unique du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 259 votants. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures et demie, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. — La séance est levée à cinq heures trente minutes (J.O., p. 762).

Séance du 12 février.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Tribert. — M. Tirman dépose un rapport sur le projet de loi tendant à porter de dix-huit à dix-neuf le nombre de conseillers d'État en service extraordinaire. — M. Joseph Fabre dépose un rapport sur les propositions de lois de MM. Maxime Lecomte et Joseph Fabre, relatives au service militaire des membres du Parlement. — Le Sénat adopte

successivement, et sans discussion, deux projets de lois d'intérêt local concernant l'octroi de Locmaria-Plouzané (Finistère) et la ville d'Ajaccio (Corse). — M. le Ministre des Finances dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Brest (Finistère) et de Mende (Lozère). — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi ayant pour but soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par un décret impérial du 1^{er} août 1864, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités. Sur l'amendement de M. Thévenet au second paragraphe de l'article premier, précédemment renvoyé à la Commission, sont entendus : MM. Brunet, *rapporteur*, Darbot, Fresneau, Thévenet, Audren de Kerdel, Le Breton. L'amendement est mis aux voix et rejeté, au scrutin public, par 139 voix contre 91. Le paragraphe 2 (texte de la Commission) et l'ensemble de l'article 2 sont mis aux voix et adoptés. Sur l'article 6, précédemment renvoyé à la Commission, M. Brunet, *rapporteur*, est entendu. L'article 6 est mis aux voix et adopté. Le Sénat décide qu'il passera à une 2^e délibération. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant la commune de Génos (Hautes-Pyrénées) et autorisant la division de la commune de Bricquebec (Manche) en trois municipalités distinctes. — M. Lecler, au nom de la Commission de comptabilité, dépose le rapport sur le projet de résolution portant fixation du budget des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1895. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant la ville de Toulouse (Haute-Garonne) et la commune de Saint-Agnet (Landes). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures quarante minutes (J.O., p. 832).

Séance du 18 février.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Gauthier, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi tendant à distraire de la commune de Sainte-Florence-de-l'Oie (Vendée) la section de l'Oie pour l'ériger en commune distincte. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, cinq projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Roscanvel, de Tréglonou, de l'Hôpital-Camfront, de Plouarzel (Finistère) et de Moutiers (Savoie). — M. Mir, au nom du 5^e bureau, dépose et lit le rapport sur l'élection qui a eu lieu le 10 février dans le département de l'Eure. Les conclu-

sions du rapport sont adoptées et M. Parissot est admis comme sénateur du département de l'Eure. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi tendant à la réglementation des Halles centrales de Paris. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre de l'Intérieur, le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et le Ministère de l'Agriculture, dans la discussion de la proposition de loi, M. Lépine, *Préfet de police*. Dans la discussion générale, M. Camescasse, *rapporteur*, est entendu. Le premier paragraphe de l'article premier est mis aux voix et adopté. Sur le deuxième paragraphe, sont entendus : MM. Le Breton, auteur d'un amendement (Suppression du mot « exceptionnellement »); Lépine, *Préfet de police, Commissaire du Gouvernement*. Le deuxième paragraphe, réserve faite du mot « exceptionnellement », est mis aux voix et adopté. Le mot « exceptionnellement » et l'ensemble de l'article premier sont mis aux voix et adoptés. L'article 2 est adopté. Sur l'article 3, sont entendus : MM. Le Breton, auteur d'un amendement, Lépine, *Commissaire du Gouvernement*. L'article 3 est adopté. L'amendement de M. Le Breton est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 188 voix contre 53, sur 241 votants. Les articles 4 à 16 sont mis aux voix et adoptés. Sur l'article 17, sont entendus : MM. Le Breton, auteur d'un amendement, Blavier, Lépine, *Commissaire du Gouvernement*. L'article 17 modifié, les articles 18 et 19 et dernier sont successivement mis aux voix et adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une 2^e délibération. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur des projets de lois concernant les octrois de Castelsarrazin (Tarn-et-Garonne), de Ploudiry (Finistère), de Rennes (Ille-et-Vilaine), et tendant à distraire de la commune de Saint-Germain-Laprade (Haute-Loire) la section de Blavozy pour l'ériger en commune distincte. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures dix minutes (J.O., p. 956).

Séance du 19 février.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Émile Labiche dépose le rapport sur la proposition de loi relative à la réforme des prestations. — M. Marquis dépose le rapport sur le projet de loi portant règlement définitif de l'exercice de 1884. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion deux projets de lois d'intérêt local concernant la commune

de Saint-Agnet (Landes) et la ville de Toulouse (Haute-Garonne). — Le Sénat adopte sans discussion le projet de résolution, présenté par la Commission de comptabilité, portant : 1° fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1895; 2° évaluation des recettes de la Caisse des retraites des employés du Sénat. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi élevant de dix-huit à dix-neuf le nombre des conseillers d'État en service extraordinaire. L'article unique est mis aux voix et adopté. Le Sénat décide qu'il passera à une 2^e délibération. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur la proposition de loi ayant pour but soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par un décret impérial en date du 1^{er} août 1864, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités. La discussion est ajournée. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur des projets de lois concernant les octrois de Brest, de Plougonvelin et de Scaër (Finistère). — M. Trystram, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur des projets de lois concernant les communes d'Anor et de Haubourdin (Nord). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à trois heures vingt minutes (J.O., p. 970).

Séance du 22 février.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecoq, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Ribot, *Ministre des Finances*, dépose un projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1895, des crédits provisoires applicables au mois de mars 1895 et montant à la somme de 254.929.195 francs; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts directs et revenus publics; trois projets de lois d'intérêt local concernant l'octroi de Villefranche (Alpes-Maritimes) et des échanges de terrains ou d'immeubles entre l'État et les villes ou communes de Besançon (Doubs) et de Premian (Hérault). — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, quatre projets de lois d'intérêt local tendant à ériger en communes distinctes la section de l'Oie, dépendant de la commune de Sainte-Florence-de-l'Oie (Vendée), et la section de Blavozy, dépendant de la commune de Saint-Germain-Laprade (Haute-Loire), et concernant les octrois de Castelsarrazin (Tarn-et-Garonne) et de Rennes (Ille-et-Vilaine). — M. Morel, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1895, des crédits provisoires applicables au mois de mars 1895 et montant à la somme de 254.929.195 francs; 2° autorisation

de percevoir pendant la même période les impôts indirects et revenus publics. L'urgence est mise aux voix et déclarée. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. Les articles du projet de loi sont successivement adoptés. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 271 votants. — M. Guyot, au nom de la Commission des finances, dépose le rapport sur le projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1894, un crédit extraordinaire de 1.500.000 francs destiné à venir en aide aux victimes des orages et des inondations dans la région du Nord et dans toute la France pendant l'année 1894. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose six rapports sur des projets de lois d'intérêt local concernant les communes de Ploudalmézeau, Ploudaniel, Pouldergat, la Roche-Maurice (Finistère), Ernée (Mayenne) et Pont-de-Beauvoisin (Isère). — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi de M. Maxime Lecomte sur le service des membres du Sénat et de la Chambre des Députés; 2^o la proposition de loi de M. Joseph Fabre sur les obligations des membres du Parlement relatives au service militaire. Sont entendus dans la discussion générale : MM. Joseph Fabre, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Girault, Maxime Lecomte. La discussion générale est close. Sur l'article premier sont entendus : MM. Isaac, Maxime Lecomte, auteur d'un amendement (Suppression de l'article, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. L'article premier et les articles 2 à 4 et dernier sont mis aux voix et adoptés. Le Sénat, consulté, décide qu'il passera, à une 2^e délibération. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, douze projets de lois d'intérêt local, concernant les octrois d'Anor et d'Haubourdin (Nord), de Pont-de-Beauvoisin (Isère), d'Ernée (Mayenne), de Brest, de la Roche-Maurice, de Ploudalmézeau, de Plougonvelin, de Ploudiry, de Pouldergat, de Ploudaniel et de Scaër (Finistère). — M. Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, dépose sept projets de lois d'intérêt local, concernant les villes de Chambéry (Savoie), de Montélimar (Drôme), de Nantes (Loire-Inférieure), la commune de Ceyszac (Haute-Loire) et les départements de l'Aude, de la Haute-Loire et de Meurthe-et-Moselle. M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures cinquante minutes (J.O., p. 1016).

Séance du 28 février.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la

1^{re} délibération sur la proposition de loi ayant pour objet la réforme de l'impôt des prestations. M. le Président donne lecture de deux décrets désignant, en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour assister le Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Finances dans la discussion de la proposition de loi, M. Mastier, *directeur de l'Administration départementale et communale*, et M. Boutin, *directeur général des Contributions directes*. Sur une question préjudicielle, sont entendus : MM. Buffet, Émile Labiche, *rapporteur*. Le renvoi de la proposition à l'examen de la Commission des finances, demandé par M. Buffet, est mis aux voix et repoussé. Dans la discussion générale, sont encore entendus : MM. Girault, Émile Labiche, *rapporteur*, Buffet, marquis de Carné, Boutin, *directeur général des Contributions directes, Commissaire du Gouvernement*. La discussion générale est close. Sur l'article premier, sont entendus : MM. Mastier, *directeur de l'Administration départementale et communale, Commissaire du Gouvernement*, Morel, Émile Labiche, *rapporteur*. Les articles 1 à 3 sont mis aux voix et adoptés. Sur l'article 4, sont entendus : MM. Mastier, *Commissaire du Gouvernement*, Émile Labiche, *rapporteur*. L'article 4 est mis aux voix et adopté. Sur l'article 5, sont entendus : MM. de Verninac, auteur d'un amendement, Émile Labiche, *rapporteur*. L'amendement est accepté par la Commission. L'article 5 ainsi modifié et les deux premiers paragraphes de l'article 6 sont mis aux voix et adoptés. Sur le dernier paragraphe de l'article 6, sont entendus : MM. Hervé de Saisy, auteur d'un amendement, Émile Labiche, *rapporteur*, Le Breton, Guyot-Lavaline et Faye. L'amendement de M. Hervé de Saisy, mis aux voix, est adopté. L'ensemble de l'article 6 ainsi modifié, l'article 7 et le premier paragraphe de l'article 8 sont mis aux voix et adoptés. Sur le second paragraphe de l'article 8, sont entendus : MM. Hervé de Saisy, auteur d'un amendement, Émile Labiche, *rapporteur*, de Verninac. L'amendement est retiré. Le second paragraphe et l'ensemble de l'article 8 sont mis aux voix et adoptés. Sur l'article 9, sont entendus : MM. Drouet, Émile Labiche, *rapporteur*, Isaac. Les articles 9 et 10 et dernier sont mis aux voix et adoptés. Une modification au titre de la proposition de loi est mise aux voix et adoptée. Sur l'ensemble de la proposition de loi, M. Hervé de Saisy est entendu. Le Sénat décide qu'il passera à une 2^e délibération. — M. Isaac, au nom de la Commission de l'Algérie, dépose le rapport sur la justice française et musulmane en Algérie. — M. Demôle, au nom de M. Dulac et de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Montélimar (Drôme). — M. le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi ayant pour objet : 1^o la déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'une nouvelle entrée au sud du port de Saint-Nazaire; 2^o l'acceptation des offres de

concours du département de la Loire-Inférieure, de la ville et de la Chambre de commerce de Saint-Nazaire; 3° la création des voies et moyens financiers destinés à assurer la réalisation des offres de concours; et un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Sarthe, de diverses lignes d'intérêt local à voie étroite. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi rendant applicable aux étrangers, en matière commerciale, l'article 166 du Code de procédure civile, relatif à la caution *judicatum solvi*. L'urgence est mise aux voix et déclarée. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Chovet, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, de Sal, Demôle. La discussion générale est close. Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles. Les articles et l'ensemble de la proposition de loi sont mis aux voix et adoptés. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur le projet de loi élevant de dix-huit à dix-neuf le nombre des conseillers d'État en service extraordinaire. L'article unique du projet de loi est mis aux voix et adopté. — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Le Royer est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures quarante minutes (J.O., p. 1148).

Séance du 4 mars.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président annonce la mort de M. de La Sicotière, sénateur de l'Orne, et prononce une allocution. — M. Durand, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Blidah (département d'Alger). — M. le Ministre de l'Intérieur dépose cinq projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Drôme, de la Corrèze, de la Loire, de la Lozère et d'Ille-et-Vilaine. — M. le Ministre des Finances dépose cinq projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Saint-Amand (Nord), de Rambervillers (Vosges), de Saint-Hypolyte-du-Fort (Gard), des Sables-d'Olonne (Vendée) et de Vidauban (Var). — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi tendant à ouvrir au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1894, un crédit extraordinaire de 1.500.000 francs destiné à venir en aide aux victimes des orages et des inondations dans la région du Nord et dans toute la France pendant l'année 1894. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Guyot, *rapporteur*, Xavier Blanc, Baudens, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*. La discussion générale est close. Le Sénat décide de passer à la discus-

sion des articles. Les articles sont mis aux voix et adoptés. Une modification au titre du projet de loi est mise aux voix et adoptée. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 211 votants. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1884. M. le Président donne lecture d'un décret désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre des Finances dans la discussion du projet de loi, M. de Liron d'Airoles, *conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur général de la Comptabilité publique*. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Blavier, Marquis, *rapporteur*, Boulanger. La discussion générale est close. Le Sénat décide de passer à la discussion des articles. Les articles 1 à 18 et dernier sont successivement adoptés. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 205 votants. M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, dépose et lit un projet de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions formées pour suspendre ou faire cesser le travail dans les services de l'État. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur la proposition de loi tendant à la réglementation des Halles centales de Paris. Sur l'article premier, sont entendus : MM. Poirrier (Seine), auteur d'un amendement, Camescasse, *rapporteur*, Le Breton, auteur d'un autre amendement, Lépine, *Préfet de police, Commissaire du Gouvernement*. L'amendement de M. Le Breton est mis aux voix et pris en considération. L'article premier, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté. Sur l'article 2, sont entendus : MM. Le Breton, auteur d'un amendement (addition), Camescasse, *rapporteur*, Lépine, *Commissaire du Gouvernement*. L'article 2 est mis aux voix et adopté. L'amendement (addition) de M. Le Breton est mis aux voix et n'est pas pris en considération. Les articles 3 à 5 sont adoptés. Sur l'article 6, sont entendus : MM. Hervé de Saisy, Camescasse, *rapporteur*. L'article 6 est adopté. Sur l'article 7, sont entendus : MM. Le Breton, Camescasse, *rapporteur*. Les articles 7 à 15 sont adoptés. Sur l'article 16, est entendu : M. Camescasse, *rapporteur*. L'article 16, modifié, est adopté. Sur l'article 17, sont entendus : MM. Le Breton, auteur d'un amendement ; Bérenger, Camescasse, *rapporteur*. La première partie de l'article 17 est adoptée. L'amendement de M. Le Breton, mis aux voix, n'est pas pris en considération. La deuxième partie de l'article 17 est adoptée. Sur un amendement de M. Poirrier (paragraphes additionnels), sont entendus : MM. Poirrier, Lépine, *Commissaire du Gouvernement*. Le premier paragraphe de l'amendement de M. Poirrier est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 147 voix contre 40, sur 187 votants. Le second paragraphe de l'amendement est mis aux voix et repoussé. L'ensemble de l'article 17, les articles 18 et 19 et dernier sont adoptés. L'ensemble de la

proposition de loi est mis aux voix et adopté. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures trente-cinq minutes (J.O., p. 1206).

Séance du 5 mars.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Coste, au nom du 7^e bureau, dépose et lit le rapport sur l'élection qui a eu lieu le 24 février dans le département de la Haute-Vienne. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Teisserenc de Bort est admis comme sénateur de la Haute-Vienne. — Le Sénat adopte sans discussion un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Montélimar (Drôme). — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur : 1^o la proposition de loi de M. Maxime Lecomte sur le service militaire des membres du Sénat et de la Chambre des Députés; 2^o la proposition de loi de M. Joseph Fabre sur les obligations des membres du Parlement relatives au service militaires. Sur l'article premier, sont entendus : MM. Drouhet, Joseph Fabre, *rapporteur*, Isaac, L'article premier est adopté. Sur l'article 2, sont entendus : MM. Delpech, auteur d'un amendement, Joseph Fabre, *rapporteur*, Maxime Lecomte. L'article 2, réserve faite des mots « pendant les sessions », ces mots mêmes et l'ensemble de l'ensemble de l'article 2 sont successivement mis aux voix et adoptés. — Les articles 3 et 4 et dernier et l'ensemble du projet de la proposition de loi sont mis aux voix et adoptés. — M. Grivart dépose le rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 1033 du Code de procédure civile. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant le département des Basses-Alpes. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur la proposition de loi ayant pour but soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par un décret impérial en date du 1^{er} août 1864, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités. Sur l'article premier d'un contre-projet de M. Fresneau, sont entendus : MM. Fresneau, auteur d'un contre-projet, Brunet, *rapporteur*. L'article premier du contre-projet de M. Fresneau est mis aux voix et repoussé. Sur le renvoi du contre-projet à la Commission sont entendus : MM. Fresneau, Trystram, *président de la Commission*. Le renvoi, mis aux voix, n'est pas prononcé. Sur l'article premier de la proposition de loi, sont entendus : MM. Thévenet, Brunet, *rapporteur*. Le premier paragraphe de l'article premier est mis aux voix et adopté. Sur le second paragraphe, sont entendus : MM. Thé-

venet, auteur d'un amendement, Darbot, Brunet, *rapporteur*, Prevet. Pauliat, auteur d'un autre amendement. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures cinquante minutes (J.O., p. 1223).

Séance du 7 mars.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Durand-Savoyat, l'un des secrétaires, est mis aux voix et adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur la proposition de loi ayant pour but soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par un décret impérial en date du 1^{er} août 1864, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités. Sur l'amendement de M. Pauliat au deuxième paragraphe de l'article premier, sont entendus : MM. Prevet, auteur d'un nouvel amendement (Article additionnel), Darbot, au nom de la Commission, Delobcau, co-auteur de l'amendement présenté par M. Thévenet, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*, Pauliat. L'amendement de MM. Thévenet et Delobcau est mis aux voix et repoussé. Le deuxième paragraphe de l'article premier est mis aux voix et adopté. L'amendement de M. Prevet, mis aux voix, n'est pas pris en considération. L'ensemble de l'article premier est adopté. Sur l'article 2, sont entendus : MM. Morlet, Brunet, *rapporteur*. Les articles 2 à 4 sont adoptés. Sur l'article 5, sont entendus : MM. le marquis de Carné, de Verninac, Brunet, *rapporteur*, Boulanger. Le renvoi de l'article 5 à la Commission, demandé par celle-ci, est mis aux voix et adopté. Les articles 6 et 7 sont également renvoyés à la Commission. L'article 8 est adopté. Sur l'article 9, sont entendus : MM. le marquis de Carné, Pauliat, Le Breton, Brunet, *rapporteur*. Le renvoi des articles 9 et 10 est mis aux voix et prononcé. L'article 11 et dernier est mis aux voix et adopté. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Paris. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 1253).

Séance du 11 mars.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morlet, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le

tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — M. Ollivier, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant les communes de Prémian (Hérault) et de Mende (Lozère), et le département de l'Aude. — M. Develle, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Chambéry (Savoie). — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les villes de Beauvais (Oise) et de Nantes (Loire-Inférieure). — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi tendant à autoriser la division en trois municipalités distinctes de la commune de Bricquebec (Manche). — M. Boulanger, au nom du 6^e bureau, dépose et lit le rapport sur l'élection qui a eu lieu le 24 février dans le département des Deux-Sèvres. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Girard est admis comme sénateur du département des Deux-Sèvres. Le Sénat adopte sans discussion un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Blidah (département d'Alger). — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur la proposition de loi ayant pour but soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par un décret impérial en date du 1^{er} août 1864, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités. Sur les articles précédemment renvoyés à la Commission, M. Brunet, *rapporteur*, est entendu. L'article 5, sur la demande de la Commission, est supprimé. Sur l'article 5 nouveau (ancien article 6), sont entendus : MM. de Carné, auteur d'un amendement (Addition); Blavier, Darbot, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*. Le premier paragraphe de l'article 5 est adopté. Le renvoi du deuxième paragraphe à la Commission, mis aux voix, n'est pas prononcé. Le deuxième paragraphe est adopté. L'amendement de M. de Carné, mis aux voix, n'est pas adopté. L'ensemble de l'article 5 nouveau est adopté. L'article 7 ancien, sur la demande de la Commission, est supprimé. Sur l'article 7 nouveau (ancien 9), sont entendus : MM. Le Breton, auteur d'un amendement (Suppression des mots « sauf pour la ville de Paris »), Floquet, Lefèvre, Frédéric Petit. Le renvoi de l'article 7 à la Commission, demandé par M. Floquet, est mis aux voix et prononcé. L'article 8 nouveau (ancien 10), dernier des articles précédemment renvoyés à la Commission, est adopté. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur la proposition de loi ayant pour objet la réforme du régime des prestations. Sur la question préjudicielle (Ajournement de la 2^e délibération), sont entendus : MM. Buffet, Émile Labiche, *rapporteur*. L'ajournement, demandé par M. Buffet, repoussé par la Commission, est mis aux voix et, après une épreuve déclarée douteuse, rejeté, au scrutin public, par 146 voix contre 114, sur 260 vo-

tants. Sur un amendement de M. Hervé de Saisy à l'article premier, sont entendus : MM. Hervé de Saisy, Waddington, au nom de la Commission. L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté. Sur un amendement de M. Girault au même article, sont entendus : MM. Girault, Émile Labiche, *rapporteur*. L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté. Sur un amendement de M. Buffet au même article, sont entendus : MM. Émile Labiche, *rapporteur*, Buffet, Girault. L'amendement de M. Buffet est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 131 voix contre 86, sur 217 votants. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi autorisant la ville du Tréport (Seine-Inférieure) à louer pour trente ans des portions de plage destinées à l'exploitation des bains de mer. M. le Président règle l'ordre du jour. M. Demôle est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à cinq heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 161).

Séance du 12 mars.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté, après des observations de MM. Waddington, Girault et Durand-Savoyat. — M. Lefèvre dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, deux rapports sur deux projets de lois concernant la commune de Génos (Hautes-Pyrénées) et le département de la Haute-Loire. — M. Dulac dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, un rapport sur un projet de loi concernant un échange de terrains entre l'État et la ville de Besançon (Doubs). — L'ordre du jour appelle la suite de la deuxième délibération sur la proposition de loi ayant pour objet la réforme de l'impôt des prestations. Sur l'article premier, sont entendus : MM. Drumel, Waddington, Buffet, Émile Labiche, *rapporteur*, Baudens, auteur d'un amendement, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Séblin, auteur d'un autre amendement. L'amendement de M. Séblin est mis aux voix et est pris en considération. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Joseph Fabre dépose une proposition de loi concernant le fonctionnement parlementaire en temps de guerre. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures cinquante-cinq minutes (J.O., p. 1365).

Séance du 14 mars.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Develle, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant le département de Meurthe-et-Moselle et la ville de Villefranche (Alpes-Maritimes). — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur la proposition de loi ayant pour objet la réforme du régime des prestations. Sur l'article premier et l'amendement s'y rapportant, précédemment renvoyés à la Commission, M. Émile Labiche, *rapporteur*, est entendu. L'ajournement de la discussion, demandé par la Commission, est mis aux voix et prononcé. Sont encore entendus : MM. Buffet, Émile Labiche, *rapporteur*, Leygues, *Ministre de l'Intérieur*. — M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur*, dépose onze projets de lois d'intérêt local concernant les départements du Finistère, de Vaucluse, de l'Yonne, du Var et des Pyrénées-Orientales, les villes ou communes du Mans (Sarthe), de Simeyrols (Dordogne), de Toulouse (Haute-Garonne), de Conca (Corse), de Melun (Seine-et-Marne) et de Nice (Alpes-Maritimes). — M. le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, pour la concession à cette Compagnie du chemin de fer de raccordement des lignes de Bordeaux à la frontière d'Espagne et de Bayonne à Saint-Jean-Pied-de-Port, avec une gare maritime à établir sur les quais de la rive gauche de l'Adour, aux allées marines, à Bayonne. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 1033 du Code de procédure civile. L'urgence, mise aux voix, est prononcée. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Grivart *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Il est procédé par division au vote sur l'article unique. Les différentes parties et l'ensemble de l'article unique de la proposition de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. — M. le Président régle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures cinq minutes (J.O., p. 1404).

Séance du 18 mars.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte successive-

ment six projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Beauvais (Oise), de Nantes (Loire-Inférieure), le département de l'Aude, l'octroi de Mende (Lozère), un échange de terrains entre l'État et la commune de Premian (Hérault), et la ville de Chambéry (Savoie). — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur la proposition de loi ayant pour but soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par un décret impérial en date du 1^{er} août 1864, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités. Sur l'article 7, précédemment renvoyé à la Commission, M. Brunet, *rapporteur*, est entendu. L'ajournement de la discussion, demandé par la Commission, est prononcé. M. Marquis dépose le rapport sur le projet de loi portant règlement définitif de l'exercice 1885. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur: 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés; 2^o la proposition de loi de MM. Demôle et Tolain, relatives aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère. Dans la discussion générale sont entendus: MM. Demôle, Dauphin, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. La discussion générale est close. L'article premier de la proposition de loi de MM. Demôle et Tolain, mis aux voix, est repoussé. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose sept projets de lois d'intérêt local concernant les villes ou communes de Bresle (Somme), de Garcassonne (Aude), du Havre (Seine-Inférieure), de Paris; les départements de l'Ariège, de la Dordogne, de l'Hérault et de Saône-et-Loire. — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi d'intérêt local concernant l'octroi de Loperhet (Finistère). — M. Dulac dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, deux rapports sur deux projets de lois concernant la ville de Melun (Seine-et-Marne) et l'octroi de Saint-Amand (Nord). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat, consulté, décide le renvoi aux bureaux du projet de loi tendant à approuver une convention passée entre la ville de Paris et le Crédit foncier de France. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures dix minutes (J.O., p. 1472).

Séance du 19 mars.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlot, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Rouland, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville du Tréport (Seine-Inférieure). — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, six projets de lois d'intérêt local concernant la division en trois municipalités distinctes de la commune

de Bricquebec (Manche), un échange de terrains entre l'État et la ville de Besançon (Doubs), les départements de la Haute-Loire et de la Meurthe-et-Moselle, et les octrois de Génos (Hautes-Pyrénées) et de Villefranche (Alpes-Maritimes). — M. le Ministre des Affaires étrangères dépose un projet de loi portant modification de l'article 4 de la convention conclue le 18 février 1886 entre la France et l'Espagne pour l'exploitation de la pêche dans la Bidassoa. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose cinq projets de lois d'intérêt local tendant à autoriser la commune de Pantin (Seine) à emprunter 850.000 francs et la ville de Paris à recevoir de ladite commune une avance de 750.000 francs et à percevoir une taxe de tonnage, et concernant les départements de la Haute-Garonne, de la Manche, des Pyrénées-Orientales et de la Seine. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère. M. le Président met en délibération l'article premier de la proposition de loi (texte de la Commission) visant les articles 756 à 765 nouveaux du Code civil. Les articles 756 à 758 sont adoptés. Un paragraphe additionnel à l'article 758 (texte de la Chambre des Députés), supprimé par la Commission d'accord avec le Gouvernement, est mis aux voix et rejeté. Sur l'article 759, sont entendus : MM. Bernard, auteur d'un amendement (suppression de texte), Demôle, Dauphin, *rapporteur*, Trarieux, *Ministre de la Justice*, Tillaye. La première partie de l'article 759, jusques et y compris les mots « des ascendants », est mise aux voix et adoptée, au scrutin public, par 179 voix contre 76, sur 255 votants. Les mots « ou des frères ou sœurs » sont mis aux voix et adoptés, au scrutin public, par 144 voix contre 109, sur 253 votants. Les mots « ou des ascendants légitimes de ces frères ou sœurs » sont mis aux voix et adoptés, au scrutin public, après pointage, par 127 voix contre 111, sur 238 votants. L'ensemble de l'article 759 est adopté. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. La date de la discussion de l'interpellation de M. Couteaux, relative aux conventions des chemins de fer, est fixée au mardi 26 mars. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à quatre heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures cinquante minutes (J.O., p. 1491).

Séance du 21 mars.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à quatre heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*, dépose : le projet de loi portant fixation

du budget général de l'exercice 1895, et deux projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Forcalquier (Basses-Alpes) et de Cauterets (Hautes-Pyrénées). — M. Cordelet, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant le département de l'Yonne. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant la commune de Ceyssac (Haute-Loire) et le département de Saône-et-Loire. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère. Les articles 760 à 765 du Code civil, visés par l'article premier de la proposition de loi (texte de la Commission), sont mis aux voix et adoptés. Un paragraphe additionnel à l'article 765 (texte de la Chambre des Députés), supprimé par la Commission, est mis aux voix et rejeté. L'intitulé et l'ensemble de l'article premier sont mis aux voix et adoptés. L'intitulé de l'article 2, l'article 766 du Code civil, modifié par cet article, et l'ensemble de l'article 2 sont successivement mis aux voix et adoptés. Sur l'article 3, sont entendus : MM. Grivart, Thézard, auteur d'un amendement, Dauphin, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. — La séance est levée à six heures (J.O., p. 1522).

Séance du 22 mars.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion trois projets de lois d'intérêt local concernant l'octroi de Saint-Amand (Nord), la ville de Melun (Seine-et-Marne) et la ville du Tréport (Seine-Inférieure). — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère. Sur l'article 3 (modification de l'article 908 du Code civil), sont entendus : MM. Pauliac, auteur d'un amendement, Grivart, Dauphin, *rapporteur*, Thézard, Drumel, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Thévenet, auteur d'un nouvel amendement. Le paragraphe premier de l'article 3 (texte de la Commission) est mis aux voix et adopté. Sur les autres paragraphes de l'article 3, sont entendus : MM. Dauphin, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Le second paragraphe de l'article 3 est mis aux voix et adopté. L'amendement de

M. Thévenet, mis aux voix, n'est pas adopté. Le troisième paragraphe et l'ensemble de l'article 3 sont mis aux voix et adoptés. Sur l'article 4, sont entendus : MM. Bérenger, Dauphin, *rapporteur*. L'article 4 est adopté. Sur l'article 5, sont entendus : MM. Thézard, Dauphin, *rapporteur*, Grivart, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Le renvoi de l'article 5 à la Commission, demandé par M. Thézard, est mis aux voix et repoussé. L'article 5 est adopté. Sur l'article 6 sont entendus : MM. Thézard, Dauphin, *rapporteur*, Drumel, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Demôle*. Le renvoi de l'article 6 à la Commission, demandé par M. Demôle, est mis aux voix et repoussé. Les articles 6 et 7 sont mis aux voix et adoptés. Un paragraphe additionnel à ce dernier article (texte de la Chambre des Députés), supprimé par la Commission, est mis aux voix et rejeté. Les articles 8 et 9 sont mis aux voix et adoptés. Sur l'article 10 et dernier (Disposition transitoire), M. Demôle est entendu. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose quatre projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Charente-Inférieure, du Morbihan, de Vaucluse et de l'Yonne. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur des projets de lois concernant les villes ou communes de Forcalquier (Basses-Alpes), de Rambervillers (Vosges) et des Sables-d'Olonne (Vendée), et le département du Var. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à trois heures, en séance publique. La séance est évéé à cinq heures vingt minutes (J.O., p. 1543).

Séance du 25 mars.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère. Sur l'article 10, sont entendus : MM. Demôle, auteur d'un amendement, Dauphin, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Il est procédé au vote par division sur l'amendement de M. Demôle. Les diverses parties et l'ensemble de l'amendement sont mis aux voix et repoussés. L'article 10 est mis aux voix et adopté. Un article additionnel présenté par MM. Drouhet et Isaac est mis aux voix et adopté. Le Sénat, consulté, décide qu'il passera à une 2^e délibération. — M. le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi ayant pour objet l'approbation d'un avenant au traité du 10 octobre 1884, passé entre la Compagnie du chemin de fer de Paris à

Lyon et à la Méditerranée et la Compagnie concessionnaire du chemin de fer du Vieux-Port et de la banlieue de Marseille. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur la proposition de loi ayant pour but soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par un décret impérial en date du 1^{er} août 1864, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités. Sur l'article 7, précédemment renvoyé à la Commission, sont entendus : MM. Brunet, *rapporteur*, Le Breton, auteur d'un amendement; Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*, Lefèvre. L'amendement de M. Le Breton, mis aux voix, n'est pas pris en considération. L'article 7 est mis aux voix et adopté. Sur l'ensemble de la proposition de loi, M. Fresneau est entendu. L'ensemble de la proposition de loi et une modification à son titre, demandée par la Commission, sont mis aux voix et adoptés. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose huit rapports sur huit projets de lois concernant les villes ou communes du Mans (Sarthe), de Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard), de Vidauban (Var), les départements des Basses-Alpes, de la Drôme, d'Ille-et-Vilaine, de la Loire et de la Lozère. — M. Marcel Barthe dépose une proposition de loi ayant pour objet de remplacer l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse par des dispositions sauvegardant plus efficacement l'honneur, la dignité, la considération et la sûreté personnelle du Président de la République. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1885. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre des Finances dans la discussion, M. de Liron d'Airoles, *directeur général de la Comptabilité publique*. Sur l'ajournement de la discussion, M. Halgan est entendu. L'ajournement, mis aux voix, n'est pas prononcé. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Boulanger, Trarieux, *Ministre de la Justice*. Halgan, Marquis, *rapporteur*. Les articles 1 à 17 et dernier sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 236 votants. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Farinole, Guibourd de Luzinais, Trarieux, *Ministre de la Justice*, Jacques Hébrard, de Casabianca. La discussion de l'interpellation de M. Farinole sur l'organisation judiciaire de la Corse est fixée à jeudi. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à six heures trente minutes (J.O., p. 1672).

Séance du 26 mars.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Morel, au nom de la Commission des finances, dépose le rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1895. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, trois projets de lois d'intérêt local concernant les octrois des Sables-d'Olonne (Vendée), de Rambervillers (Vosges) et de Forcalquier (Basses-Alpes). — M. Dulac dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, trois rapports sur trois projets de lois concernant la ville de Toulouse, les départements de la Corrèze et du Finistère. — M. Dufoussat dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, deux rapports sur deux projets de lois concernant la ville de Carcassonne (Aude) et l'octroi de Cauterets (Hautes-Pyrénées). — M. Lefèvre dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, un rapport sur un projet de loi autorisant la ville de Paris à changer l'affectation d'une partie de l'emprunt de 250 millions. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Couteaux sur les conventions de 1883. Sont entendus : MM. Couteaux, Buffet, de Freycinet, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, Ollivier. La discussion est close. — M. Bérenger dépose le rapport sur la proposition de loi relative à la prostitution et aux outrages aux bonnes mœurs. M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide que la discussion du budget de 1895 commencera lundi. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 1697).

Séance du 28 mars.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, dépose un projet de loi concernant la ville de Biarritz (Basses-Pyrénées). — M. Marquis dépose, au nom de la Commission des chemins de fer, le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Sarthe, de diverses lignes d'intérêt local à voie étroite. — M. Haulon dépose le rapport sur le projet de loi portant modification de l'article 4 de la convention conclue, le 18 février 1886, entre la France et l'Espagne pour l'exploitation de la pêche dans la Bidassoa. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, quatre projets de lois

d'intérêt local concernant le département de l'Yonne, la commune de Ceyssac (Haute-Loire), les départements de Saône-et-Loire et du Var. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Farinole sur la situation judiciaire de la Corse. Sont entendus : MM. Farinole, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, de Casabianca. La discussion est close. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés portant transmission d'une proposition de loi concernant l'ouverture au Ministre des Finances d'un crédit supplémentaire de 55.164 fr. 70 sur l'exercice 1894. — M. Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*, dépose : sept projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Bourbourg (Nord), de Chantenay-sur-Loire (Loire-Inférieure), Elbeuf et Lillebonne (Seine-Inférieure), de Lannion (Côtes-du-Nord), de Plounéour-Trez et de Pont-l'Abbé (Finistère). Un projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1894 ; 2° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos ; 3° l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget annexe. Un projet de loi portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1895, des crédits provisoires applicables au mois d'avril 1895 ; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts indirects et revenus publics (4^e douzième provisoire). — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant les départements de l'Ariège, de la Charente-Inférieure et de l'Hérault. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à six heures trente minutes (J.O., p. 1761).

Séance du 29 mars.

Présidence de M. Magnin, Vice-Président. — La séance est ouverte à trois heures dix minutes. — M. Pazat, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance. Le procès-verbal est adopté. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, six projets de lois d'intérêt local concernant la ville du Mans (Sarthe), les octrois de Vidouban (Var) et de Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard), la ville de Toulouse (Haute-Garonne), l'octroi de Cauterets (Hautes-Pyrénées) et la ville de Carcassonne (Aude). — M. Morel, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant : 1° ouverture sur l'exercice 1895 des crédits provisoires applicables au mois d'avril 1895 et montant à 393.912.477 francs ; 2° autorisation de percevoir pendant la même période les impôts indirects et revenus publics. L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. Les articles du projet de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. L'en-

semble du projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 257 votants. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les départements de la Dordogne, de la Haute-Garonne, du Morbihan et de Vaucluse. — M. Gravin dépose et lit, au nom du 1^{er} bureau, le rapport sur l'élection qui a eu lieu le 24 mars dans le département de la Sarthe. Les conclusions du rapport sont adoptées, et M. Legludic est admis comme sénateur de la Sarthe. — M. Morel, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministre des Finances un crédit supplémentaire de 55.164 fr. 70 sur l'exercice 1894. L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. L'article unique du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 228 votants. — M. le Président donne lecture d'une demande d'interpellation sur l'administration coloniale, adressée au Gouvernement par M. Isaac. MM. Isaac, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, sont entendus. Le Sénat décide que la discussion de l'interpellation se confondra avec la discussion du budget du Ministère des Colonies. — M. Morel, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi concernant : 1^o l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1894 ; 2^o l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos ; 3^o l'ouverture et l'annulation de crédits au titre des budgets annexes. L'urgence est déclarée. Sur une demande de discussion immédiate, sont entendus : MM. Buffet, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Halgan. La discussion immédiate est mise aux voix et ordonnée. Le renvoi de la discussion à demain, demandé par M. Halgan, est mis aux voix et repoussé. Les articles du projet de loi et les tableaux y annexés sont successivement mis aux voix et adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, par 215 voix contre 1, sur 216 votants. — M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville du Havre (Seine-Inférieure). — M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, dépose deux projets de lois concernant les récompenses à décerner à l'occasion des Expositions internationales qui ont eu lieu en 1894 à Anvers et à Lyon. — M. Waddington, au nom de la Commission des chemins de fer, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France pour la modification des contrats qui lient cette Compagnie à l'État. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures cinquante-cinq minutes (J. O., p. 1795).

Séance du 1^{er} avril.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, sept projets de lois d'intérêt local concernant les départements d'Ille-et-Vilaine, de la Drôme, de la Loire, des Basses-Alpes, de la Lozère, du Finistère et de la Corrèze. — M. Macherez, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Nice (Alpes-Maritimes). — M. Hervé de Saisy, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant le département de Vaucluse. — M. Rouland, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant la ville du Havre (Seine-Inférieure) et l'octroi de Loperhet (Finistère). — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. M. le Président donne lecture de décrets de M. le Président de la République nommant des Commissaires du Gouvernement pour assister les Ministres dans la discussion. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Hugot, Morel, *rapporteur général*, Chesnelong, Bisseuil. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose quatre projets de lois d'intérêt local concernant les départements des Côtes-du-Nord et tendant à distraire la section de Conquèques de la commune de Saint-Christoly-et-Conquèques (Gironde) pour l'ériger en municipalité distincte. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à six heures vingt-cinq minutes (J.O., p. 1860).

Séance du 2 avril.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Durand-Savoyat, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi portant modification de l'article 4 de la convention conclue, le 18 février 1886, entre la France et l'Espagne pour l'exercice de la pêche dans la Bidassoa. Le Sénat adopte l'article unique du projet de loi et décide qu'il passera à une 2^e délibération. — M. de Casabianca dépose et lit, au nom du 2^e bureau, le rapport sur l'élection qui a eu lieu, le 24 mars, dans le département de la Loire-Inférieure. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Le Cour Grandmaison est admis comme sénateur de la Loire-

Inférieure. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Loubet, *président de la Commission des finances*, Dufoussat, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. La discussion générale est close. Le Sénat décide de passer à la discussion des articles. M. le Président donne lecture de l'article premier et met en délibération l'état A y annexé. Les chapitres 1 à 37 du budget du Ministère des Finances sont successivement mis aux voix et adoptés. Sur le chapitre 38, M. Halgan est entendu. Les chapitres 38 à 42 sont mis aux voix et adoptés. Sur le chapitre 43, M. Leporché est entendu. Les chapitres 43 à 64 sont mis aux voix et adoptés. Sur le chapitre 65, M. Morel, *rapporteur général*, est entendu. Les chapitres 65 rectifié et 66 sont adoptés. Sur le chapitre 69, sont entendus : MM. Hervé de Saisy, Boutin, *directeur général des contributions directes, Commissaire du Gouvernement*, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. Les chapitres 67 à 84 sont mis aux voix et adoptés. Sur le chapitre 85, M. Le Breton et M. le Président du Conseil, *Ministre des Finances*, sont entendus. Les chapitres 85 à 109 et dernier du budget du Ministère des Finances sont mis aux voix et adoptés. La suite de la discussion est renvoyée à demain. M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant le département de la Manche, la ville de Biarritz (Basses-Pyrénées) et la commune de Conca (Corse). — M. Saint-Romme dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'une nouvelle entrée au sud du port de Saint-Nazaire ; 2° l'acceptation des offres de concours du département de la Loire-Inférieure, de la ville et de la Chambre de commerce de Saint-Nazaire ; 3° la création des voies et moyens financiers destinés à assurer la réalisation des offres de concours. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mercredi, à une heure trois quarts dans les bureaux, et à deux heures en séance publique. La séance est levée à six heures (J.O., p. 1873).

Séance du 3 avril.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, dépose deux projets de lois concernant les octrois d'Halluin (Nord) et de Plouigneau (Finistère). — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les départements des Hautes-

Alpes et de l'Yonne. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. Le Sénat passe à la discussion du budget du Ministère de la Justice. Les chapitres de ce budget sont mis aux voix et adoptés. Le Sénat passe à la discussion du budget du Ministère de l'Intérieur. Les chapitres 1 à 17 sont mis aux voix et adoptés. Sur le chapitre 18, sont entendus : MM. Godin, Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*. Les chapitres 18 et suivants du budget du Ministère de l'Intérieur sont mis aux voix et adoptés. Sur l'ensemble, sont entendus : MM. Loubet, *président de la Commission des finances*, Mastier, *directeur de l'administration départementale et communale*, *Commissaire du Gouvernement*. Le Sénat passe à la discussion du budget du Ministère de la Guerre. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. le marquis de Carné, le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*. Les chapitres 1 à 17 (1^{re} section) sont mis aux voix et adoptés. Sur le chapitre 18, sont entendus : MM. Darbot, le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*. Les chapitres 18 à 24 sont mis aux voix et adoptés. Sur le chapitre 25, sont entendus : MM. Le Breton, le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*. Les chapitres 26 à 36 sont mis aux voix et adoptés. Sur le chapitre 37, sont entendus : MM. Belle, le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*. Les chapitres 37 à 42 sont mis aux voix et adoptés. Sur le chapitre 43, sont entendus : MM. le marquis de Carné, le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*. Le chapitre 43 est mis aux voix et adopté. Sur le chapitre 44, sont entendus : MM. Baudens, le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*. Les chapitres 44 et suivants de la 1^{re} section et les chapitres de la 2^e section du budget du Ministère de la Guerre sont mis aux voix et adoptés. Sur l'ensemble, sont entendus : MM. Bérenger, le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*, Hervé de Saisy. Le Sénat passe à la discussion du budget du Ministère de la Marine. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Combes, le vice-amiral Besnard, *Ministre de la Marine*, Audren de Kerdel, Bisseuil. La discussion générale est close. — Sur un projet de résolution tendant à l'affichage du discours prononcé par M. Loubet, *Président de la Commission des finances*, dans la séance d'hier, présenté par M. Le Royer, au nom d'un grand nombre de ses collègues et au sien, sont entendus : MM. Le Royer, Wallon, Floquet, Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*. Le projet de résolution de M. Le Royer est mis aux voix et adopté. — Reprise de la discussion du budget du Ministère de la Marine. Les chapitres 1 à 12 sont adoptés. Sur le chapitre 13, sont entendus : MM. Delobeaup, auteur de plusieurs amendements, le vice-amiral Besnard, *Ministre de la Marine*. L'amendement de M. Delobeaup, repoussé par la Commission, est mis aux voix et repoussé. Le chapitre 13 est

adopté. Un amendement de M. Delobeaue sur le chapitre 14, mis aux voix, est repoussé. Les chapitres 14 à 18 sont adoptés. Un amendement de M. Delobeaue au chapitre 19, mis aux voix, est repoussé. Les chapitres 19 à 33 sont adoptés. Sur un amendement de M. Bisseuil, tendant à l'intercalation d'un chapitre 33 *bis*, sont entendus : MM. Bisseuil, le vice-amiral Besnard, *Ministre de la Marine*. L'amendement est retiré. Les articles 34 à 55 et dernier sont adoptés. La suite de la discussion du budget général est renvoyée à demain. — M. Poirrier dépose le rapport sur le projet de loi relatif à la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose le rapport sur le projet de loi tendant à autoriser la commune de Pantin (Seine) à emprunter une somme de 850.000 francs et la ville de Paris à Paris à recevoir une avance de 750.000 francs et à percevoir une taxe de tonnage. — M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, dépose un projet de loi portant approbation d'une convention additionnelle passée, le 5 novembre 1894, entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes, et un projet de loi concernant les récompenses à décerner à l'occasion des Expositions internationales qui ont eu lieu à Anvers et à Lyon en 1894 (Beaux-Arts et arts décoratifs). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à six heures trente-cinq minutes (J.O., p. 1891).

Séance du 4 avril.

Présidence de M. Béranger, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi tendant à la modification de l'article 21 des lois du 15 juillet 1889 et du 6 octobre 1890 sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant le département des Pyrénées-Orientales (emprunt de 135.000 francs) et tendant à ériger en municipalité distincte la section de Conquèques, dépendant de la section de Saint-Christoly-et-Conquèques (Gironde). — L'ordre du jour appelle la suite du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. Le Sénat passe à la discussion du budget du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Les chapitres de la 1^{re} section et les chapitres 1 à 4 de la

2^e section sont mis aux voix et adoptés. Sur le chapitre 5 (Personnel des postes et télégraphes), M. André Lebon, *Ministre du Commerce*, est entendu. Les chapitres 5 (chiffre de la Commission, accepté par le Gouvernement) à 11 sont adoptés. Sur le chapitre 12 (Transport des dépêches postales), sont entendus MM. Hervé de Saisy, André Lebon, *Ministre du Commerce*. Les chapitres 12 et suivants de la 2^e section, les chapitres de la 3^e section et les chapitres des budgets annexes du budget du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sont successivement adoptés. — M. André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, au nom du Ministre des Affaires étrangères, du Ministre de l'Agriculture et au sien, dépose un projet de loi concernant les récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition de culture fruitière et d'arboriculture qui a eu lieu en 1894 à Saint-Petersbourg. — M. Hervé de Saisy, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant le département des Pyrénées-Orientales (Emprunt de 57.200 fr.) et l'octroi de Lannion (Côtes-du-Nord). La discussion du budget général de l'exercice 1895 est reprise. Le Sénat passe à la discussion du budget du Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes. Les chapitres 1 à 6 sont adoptés. Sur le chapitre 7 (Personnel des facultés), M. Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique*, est entendu. Les chapitres 7 (chiffre de la Commission, accepté par le Gouvernement) à 9 sont adoptés. Sur le chapitre 10 (École des hautes études), sont entendus MM. Wallon, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique*. Les chapitres 10 et 11 sont adoptés. Sur le chapitre 12 (Collège de France), sont entendus : MM. Fresneau, auteur d'un amendement (Suppression de la chaire d'histoire générale des sciences), Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique*. Les chapitres 12 (chiffre proposé par la Commission) à 40 sont adoptés. Sur le chapitre 41 (Frais généraux de l'instruction secondaire), sont entendus : MM. Bardoux, *rapporteur*, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique*. Les chapitres 41 à 43 sont adoptés. Sur le chapitre 44 (Collèges communaux de garçons), sont entendus : MM. Maxime Lecomte, auteur d'un amendement (Augmentation du chiffre du chapitre), Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique*. L'amendement de M. Maxime Lecomte est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 167 voix contre 88, sur 255 votants. Sur le même chapitre, sont encore entendus : MM. Joseph Fabre, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique*. Les chapitres 44 (chiffre de la Commission) à 53 sont adoptés. Sur le chapitre 54 (Création d'écoles et d'emplois) M. Bardoux, *rapporteur*, est entendu. Les chapitres 54 à 57 sont adoptés. Sur le chapitre 58 (Enseignement primaire, matériel), sont entendus : MM. Bardoux, *rapporteur*, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique*.

Les chapitres 58 à 69 sont adoptés. Sur le chapitre 70 (Fouilles de Delphes), sont entendus : MM. Hervé de Saisy, Bardoux, *rapporteur*, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique*. Wallon, Liard, *directeur de l'enseignement supérieur, Commissaire du Gouvernement*. Le chapitre 70 et dernier de la 1^{re} section du budget du Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes (Service de l'Instruction publique) est adopté. Dans la discussion générale de la 2^e section (Service des Beaux-Arts du même Ministère), sont entendus : MM. Gomot, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique*. Les chapitres 1 à 33 sont adoptés. Sur le chapitre 34 (Publications et souscriptions aux ouvrages d'art), sont entendus : MM. Bardoux, *rapporteur*, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique*. Les chapitres 34 et suivants de la 2^e section (Beaux-Arts) et les chapitres de la 3^e section (Service des Cultes) du même Ministère sont successivement adoptés. Le Sénat passe à la discussion du budget du Ministère des Colonies. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. de Lamarzelle, Constans. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant le département de la Nièvre. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à six heures trente-cinq minutes (J.O., p. 1904).

Séance du 5 avril.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet. l'un des secrétaires, est adopté. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, trois projets de lois d'intérêt local concernant : une surtaxe à l'octroi de Loperhet (Finistère); le mode d'application des droits établis au port du Havre par la loi du 16 décembre 1807 pour subvenir aux dépenses du magasin de sauvetage, et un emprunt du département de Vaucluse. — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les octrois de Plounéour-Trez (Finistère) et d'Elbeuf (Seine-Inférieure). — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant les octrois de Bourbourg (Nord), de Chatenay-sur-Loire (Loire-Inférieure) et de Pont-l'Abbé (Finistère). — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Isaac, Chautemps, *Ministre des Colonies*, Lavertujon, Drouhet, le baron de Lareinty. La discussion générale est close. Les chapitres 1 à 5 sont

adoptés. Sur le chapitre 6 (Personnel de la Justice), sont entendus : MM. Drouhet, Chautemps, *Ministre des Colonies*. Les chapitres 6 et 7 sont adoptés. Sur le chapitre 8 (Inspection générale de l'instruction publique), sont entendus : MM. Drouhet, Chautemps, *Ministre des Colonies*. Les chapitres 8 à 23 sont adoptés. Sur le chapitre 24 (Annuités à des exploitations agricoles), M. Blavier est entendu. Le chapitre 24 est adopté. Les chapitres 25 à 30 sont adoptés. Sur le chapitre 31 (Exposition permanente des colonies), sont entendus : MM. Dupuy, Chautemps, *Ministre des Colonies*, Demôle. Les chapitres 31 à 39 sont adoptés. Sur le chapitre 40 (Administration pénitentiaire), sont entendus : MM. Hervé de Saisy, Chautemps, *Ministre des Colonies*. Les chapitres 40 et 41 et dernier du budget du Ministère des Colonies sont adoptés. Le Sénat passe à la discussion du budget du Ministère des Affaires étrangères. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. de Lamarzelle, Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*, Dutreil. Les chapitres du budget du Ministère des Affaires étrangères sont adoptés. La suite de la discussion du budget général est renvoyée à la prochaine séance. — M. Lourties dépose quatre rapports sur les quatre projets de lois relatifs aux récompenses à décerner à l'occasion des Expositions internationales d'Anvers, de Lyon et de Saint-Petersbourg. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira samedi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à six heures quinze minutes (J.O., p. 1921).

Séance du 6 avril.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Marquis, au nom de la Commission des chemins de fer, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne, pour la concession à cette Compagnie du chemin de fer de raccortement des lignes de Bordeaux à la frontière d'Espagne et de Bayonne à Saint-Jean-Pied-de-Port avec une gare maritime à établir sur les quais de la rive gauche de l'Adour, aux allées Marines, à Bayonne. — M. Prevet, au nom de la Commission des chemins de fer, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de modifier, aux ahords de Saint-Quentin, le tracé du chemin de fer de Saint-Quentin au Catelet. — M. Hervé de Saisy, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant le département des Côtes-du-Nord (Emprunt). — M. Dulac, au nom de la Commis-

sion d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant les octrois d'Halluin (Nord) et de Plouigneau (Finistère), et le département de la Nièvre. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, quatre projets de lois d'intérêt local concernant les départements de l'Ariège, de l'Hérault, de la Charente et du Morbihan. — M. Benazet, au nom du 8^e bureau, dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu le 10 mars dans le département de la Loire. Les conclusions du rapport sont adoptées et MM. Bourganel et Philippe Blanc sont admis comme sénateurs du département de la Loire. — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant l'octroi de Lillebonne (Seine-Inférieure). — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. Le Sénat passe à la discussion du budget du Ministère des Travaux publics. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Guyot, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, Buffet, Halgan. La discussion générale est close. Les chapitres 1 à 28 sont adoptés. Sur le chapitre 29 (Entretien des chaussées de Paris), sont entendus : MM. de Lamazelle, auteur d'un amendement (Réduction du chiffre du chapitre de 3.400.000 fr. à 3.000.000), Reymond, auteur d'un autre amendement (Même réduction), Barbet, *rapporteur spécial*, Loubet, *président de la Commission des finances*. Sur le chapitre 29, il est procédé au scrutin. Le chiffre de la Commission (3.400.000 fr.) est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, après pointage, par 136 voix contre 133, sur 269 votants. Le chiffre de l'amendement (3 millions) est mis aux voix et adopté. Les chapitres 30 à 31 sont adoptés. Sur le chapitre 36 (Entretien des bâtiments civils), sont entendus : MM. Hervé de Saisy, Comte, *directeur des bâtiments civils*, *Commissaire du Gouvernement*, Boulanger. Les chapitres 36 et 37 sont adoptés. Sur le chapitre 38 (Grosses réparations des bâtiments civils), sont entendus : MM. Wallon, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*. Les chapitres 39 à 49 sont adoptés. Sur le chapitre 50 (Avances aux Compagnies de chemins de fer pour garanties d'intérêt), sont entendus : MM. Boulanger, Reymond. Le chapitre 50 est réservé. Les chapitres 51 à 60 sont adoptés. Sur le chapitre 61 (Amélioration des rivières), sont entendus : MM. Reymond, auteur d'amendements à ce chapitre et au chapitre 62, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, Barbey, *rapporteur spécial*, Belle. Les amendements de M. Reymond sont retirés. Les chapitres 61 et 62 sont adoptés. Sur le chapitre 50, précédemment réservé, sont entendus : MM. Boulanger, Loubet, *président de la Commission des finances*. Le chapitre 50 demeure réservé. Les chapitres 63 à 79 sont adoptés. Sur le chapitre 80 (Frais de concours pour l'installation de la

Cour des comptes et suppression des ruines du quai d'Orsay), sont entendus : MM. Hervé de Saisy, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, Boulanger. Le chapitre 80 et dernier du budget du Ministère des Travaux publics est adopté. Le Sénat passe à la discussion du budget des dépenses de l'Algérie. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Combes, Guichard, Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*, Paul Gèrente. La discussion générale est close. Les chapitres 1 à 4 du Ministère des Finances sont adoptés. Sur le chapitre 5 (Matériel des contributions directes et du cadastre en Algérie), sont entendus : MM. Jacques, auteur d'un amendement (Élévation du chiffre de 325.985 fr. du chapitre à 425.585 fr.), Jean Dupuy, *rapporteur*, Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*. L'amendement est retiré. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. Sur la demande de M. Loubet, *président de la Commission des finances*, le Sénat, consulté, décide de tenir séance demain dimanche. — M. Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*, dépose, au nom du Ministre de l'Intérieur, un projet de loi d'intérêt local concernant le département des Côtes-du-Nord (Imposition extraordinaire). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira dimanche, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à six heures vingt minutes (J.O., p 1940).

Séance du 7 avril.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président annonce au Sénat la mort de M. Merlin, sénateur du département du Nord, et prononce une allocution. M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi tendant à modifier plusieurs dispositions légales relatives au mariage, dans le but de le rendre plus facile. — M. Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*, dépose, au nom du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, du Ministre de la Guerre, du Ministre de la Marine et au sien, un projet de loi tendant à modifier les conditions dans lesquelles le Ministre de la Guerre peut interdire l'exportation des armes, pièces d'armes et munitions de toute espèce. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, quatre projets de lois d'intérêt local concernant les départements de Vaucluse, de la Dordogne, de la Haute-Garonne et la ville de Nice (Alpes-Maritimes). — Le Sénat adopte en 2^e délibération le projet de loi portant modification de l'article 4 de la convention conclue, le 18 février

1886, entre la France et l'Espagne, pour l'exercice de la pêche dans la Bidassoa. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. Le Sénat reprend la discussion du budget des dépenses de l'Algérie (État B). Les chapitres 5 à 25 du Ministère des Finances, les chapitres des Ministères de la Justice et de l'Intérieur, les chapitres 1 à 20 de la 1^{re} section (Instruction publique) du Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, sont adoptés. Sur le chapitre 21 (Subvention pour construction d'écoles indigènes) de ce dernier Ministère, sont entendus : MM. Combes, auteur d'un amendement (Majoration du chiffre porté au chapitre), Jacques, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique*. L'amendement est retiré. Le chapitre 21 est mis aux voix et adopté. — M. Lourties dépose le rapport sur le projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion du centenaire de la fondation de l'École normale supérieure. — M. Hervé de Saisy, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant le département des Côtes-du-Nord (Imposition extraordinaire). — M. Gilbert Gaillard dépose et lit, au nom du 3^e bureau, le rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu le 24 mars dans le département de l'Hérault. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Deandris est admis comme sénateur de l'Hérault. — Le Sénat reprend la discussion du budget des dépenses de l'Algérie (État B). Les chapitres 22 et suivants de la 1^{re} section (Instruction publique), les chapitres de la 2^e section (Beaux-Arts) et le chapitre premier de la 3^e section (Cultes) du Ministère de l'Instruction publique sont adoptés. Sur le chapitre 2 (Allocations aux vicaires généraux), sont entendus : MM. le comte de la Villegontier, Cambon, *Gouverneur général, Commissaire du Gouvernement*. Les chapitres 2 et suivants de la 3^e section du Ministère de l'Instruction publique, les chapitres du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et le chapitre premier du budget du Ministère de l'Agriculture (Algérie), sont adoptés. Sur le chapitre 2 (Personnel de l'enseignement agricole des établissements d'élevage de l'Algérie), sont entendus : MM. Gèrente, auteur d'un amendement, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*. L'amendement est retiré. Les chapitres 2 et suivants du Ministère de l'Agriculture (Algérie) et les chapitres du Ministère des Travaux publics sont adoptés. Le Sénat passe à la discussion du budget du Ministère de l'Agriculture (État A). Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Durand-Savoyat, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique*, Turgis, Théophile Roussel, Poriquet, Morel, *rapporteur général*, Le Breton, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*. La discussion générale est close. Les chapitres 1 à 7 sont adoptés. Sur le chapitre 8 (Subventions à diverses

institutions agricoles), sont entendus : MM. Gomot, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*. Les chapitres 8 à 10 sont adoptés. Sur le chapitre 11 (Prime à la culture du lin et du chanvre) sont entendus : MM. Blavier, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*. Les chapitres 11 à 29 sont adoptés. Sur le chapitre 30 (Remonte des haras), sont entendus : MM. Le Breton, Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*, Durand-Savoyat. Les chapitres 30 à 33 sont adoptés. Sur le chapitre 34 (Études et travaux exécutés par l'État), M. Dupuy, auteur d'un amendement, est entendu. L'amendement est retiré. Les chapitres 34 et suivants du budget du Ministère de l'Agriculture sont adoptés. Sur l'ensemble du budget des dépenses des Ministères (État A), sont entendus : MM. Guibound de Luzinais, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. Sur le chapitre 50 du budget du Ministère des Travaux publics (État A), précédemment réservé, M. Boulanger est entendu. M. le Président donne lecture de l'article 32 de la loi de finances et met en délibération l'état G y annexé (Budgets annexes). Les chapitres du budget annexe du Ministère des Finances et du budget de l'Imprimerie nationale (Annexe du Ministère de la Justice) sont adoptés. Dans la discussion générale du budget de la Légion d'honneur (Annexe du Ministère de la Justice), sont entendus : MM. le marquis de l'Angle-Beaumanoir, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Les chapitres 1 et 2 sont adoptés. Sur le chapitre 3 (Traitement des membres de la Légion d'honneur), sont entendus : MM. Tézenas, auteur d'un amendement (Diminution des crédits portés aux chapitres 3 et 5), le colonel de Chadois, Baduel, *rapporteur spécial*, Boulanger, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. L'amendement de M. Tézenas est mis aux voix et adopté. Le chapitre 3 (rectifié) est adopté. M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, est entendu. Le Sénat décide de modifier le chiffre du chapitre 31 du budget du Ministère des Finances (État A). Les chapitres 4 et 5 (rectifié) et suivants du budget annexe du Ministère de la Justice (Légion d'honneur) sont adoptés. Dans la discussion générale du budget annexe du Ministère de la Marine (Caisse des invalides de la Marine), M. Drouhet est entendu. Les chapitres des budgets annexes des Ministères de la Marine, des Colonies et des Travaux publics sont adoptés. Sur l'article 32 de la loi de finances, M. Morel, *rapporteur général*, est entendu. L'article 32 (rectifié) est mis aux voix et adopté. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à une heure, en séance publique. La séance est levée à six heures cinquante-cinq minutes (J.O., p. 1893).

Séance du 8 avril.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à une heure dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président annonce au Sénat la mort du général marquis d'Andigné, sénateur du département de Maine-et-Loire, et prononce une allocution. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. — Le Sénat reprend la discussion des articles de la loi de finances. L'article 3 du texte voté par la Chambre des Députés, supprimé par la Commission des finances, est mis aux voix et rejeté. M. le Président met en délibération les articles 3 à 10 du texte de la Commission des finances, relatifs au droit d'accroissement. Sur une motion préjudicielle tendant à la disjonction de ces articles, présentée par M. Buffet, sont entendus : MM. Buffet, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. La motion préjudicielle, mise aux voix, est repoussée. Sur l'ensemble des articles relatifs au droit d'accroissement, M. Chesnelong est entendu. Sur l'article 3, sont entendus : MM. Biré, auteur d'un amendement, Hippolyte Morel, *rapporteur général*, Lucien Brun, auteur d'un autre amendement. L'amendement de M. Lucien Brun est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 205 voix contre 52, sur 257 votants. Sur un troisième amendement présenté par M. Grivart, sont entendus : MM. Grivart, Liotard-Vogt, *directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre, Commissaire du Gouvernement*, Lucien Brun. L'amendement de M. Grivart est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 200 voix contre 64, sur 264 votants. Sur un quatrième amendement (premier paragraphe de l'article 3, suppression du mot « brute » et addition d'un alinéa) présenté par M. Baudens, sont entendus : MM. Baudens, Liotard-Vogt, *Commissaire du Gouvernement*. Le premier paragraphe de l'article 3, réserve faite du mot « brute », est adopté. Le mot « brute » est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 193 voix contre 74, sur 267 votants. L'ensemble du premier paragraphe est mis aux voix et adopté. L'alinéa additionnel présenté par M. Baudens, mis aux voix, est repoussé. La suite de la discussion est renvoyée à demain. — M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, dépose un projet de loi relatif à la tenue, par les juges de paix, d'audiences foraines. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose : un projet de loi relatif à la préparation, à la vente et à la distribution des sérums thérapeutiques et autres produits analogues ; six projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), les départements de l'Aude, de l'Aveyron, du Cher, de la Gironde et de Maine-et-Loire. —

M. Hervé de Saisy, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose le rapport sur le projet de loi concernant le département de Maine-et-Loire. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à une heure, en séance publique. La séance est levée à six heures trente minutes (J.O., p. 1872).

Séance du 9 avril.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à une heure dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant la ville de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise) et le département de Loir-et-Cher. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. Le paragraphe 2 de l'article 3 est adopté. Sur le troisième et dernier paragraphe (Condition de l'exemption de taxe) du même article, sont entendus : MM. de Marcère, auteur d'un amendement, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. L'amendement de M. de Marcère est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 192 voix contre 80, sur 272 votants. Le troisième paragraphe est adopté. L'ensemble de l'article 3 est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 213 voix contre 44, sur 257 votants. — M. Tézenas, au nom de la Commission de l'armée, dépose un rapport sur le projet de loi tendant à modifier les conditions dans lesquelles le Ministre de la Guerre peut interdire l'exportation des armes, pièces d'armes et munitions de toute espèce. — La discussion du budget est reprise. Sur l'article 4 (Texte de la Commission, fixation de la taxe au taux unique de 30 centimes 0/0), sont entendus : MM. Bardoux, auteur d'un amendement (Modification de l'assiette de la taxe et atténuation partielle du taux), Liotard-Vogt, *directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre, Commissaire du Gouvernement*. L'amendement de M. Bardoux est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 167 voix contre 106, sur 273 votants. Sur un autre amendement (Rétablissement du texte adopté par la Chambre des Députés, taux de 30 centimes et de 50 centimes 0/0), présenté par M. Bernard, sont entendus : MM. Bernard, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Thévenet, Boulanger, Peytral, Morel, *rapporteur général*. L'amendement de M. Bernard est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 173 voix contre 113, sur 286 votants. L'article 4 est adopté. Des amendements aux articles 5, 6 et 7, présentés par M. Biré, sont retirés. Les articles 5 à 7 sont adoptés. Sur l'article 8, sont entendus : MM. Morel,

rapporteur général, Guibourd de Luzinai, Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*, Buffet, auteur d'un amendement. L'amendement de M. Buffet, mis aux voix, n'est pas pris en considération. Sur le même article, M. Guibourd de Luzinai est entendu. Les articles 8 à 10 sont adoptés. — M. Chautemps, *Ministre des Colonies*, dépose un projet de loi ayant pour objet le règlement provisoire des finances de l'Annam et du Tonkin ; un projet de loi portant ouverture au Ministre des Colonies, sur l'exercice 1895, d'un crédit de 180.000 francs destiné à l'établissement d'un câble sous-marin entre Obock et Djibouti (baie de Tardjourah), et un projet de loi d'intérêt local tendant à distraire de la commune de la Possession (île de la Réunion) la section de la Pointe-des-Gallets, pour l'ériger en commune distincte. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose huit projets de lois d'intérêt local concernant les villes de Brest (Finistère), de Sidi-bel-Abbès (département d'Oran), les départements de l'Ardèche, de la Creuse, d'Ille-et-Vilaine, de la Haute-Garonne, du Lot et de la Nièvre. — La discussion du budget est reprise. Les articles 11 à 13 sont adoptés. Sur l'article 14, M. Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*, est entendu. Les articles 14 à 20 sont adoptés. Sur l'article 21, sont entendus : MM. Hervé de Saisy, Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*. Les articles 21 à 26 sont adoptés. Sur l'article 27 (Contribution des colonies), sont entendus : MM. Godin, auteur d'un amendement (Modifications des chiffres afférents à plusieurs colonies), Morel, *rapporteur général*, Hervé de Saisy. Les articles 27 et 28 sont adoptés. Sur l'article 29, sont entendus : MM. Gérente, Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*. Les articles 29 et 30 sont adoptés. Sur l'article 31 (Voies et moyens), sont entendus : MM. Girault, auteur de plusieurs amendements (Modifications au tableau E annexé à l'article), Loubet, *président de la Commission des finances*, Buffet, le baron de Lareinty, Baudens, auteur d'un amendement (Taxe militaire), Ribot, *Président du Conseil*, *Ministre des Finances*, Alfred Poirrier, Boutin, *directeur général des contributions directes*, *Commissaire du Gouvernement*, Prevet, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Les amendements sont retirés. Sur l'article 31, sont entendus : MM. Morel, *rapporteur général*, Boulanger. L'article 31 est adopté. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mercredi, à neuf heures du matin, en séance publique. La séance est levée à six heures trente minutes (J.O., p. 1986).

Séance du 10 avril.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à neuf heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par

M. Durand-Savoyat, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de MM. Camescasse et Girault. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. Les articles 33 à 42 sont adoptés. Sur l'article 43 (Caisse des dépôts et consignations, conditions de la déchéance), sont entendus : MM. Grivart, auteur d'un amendement, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Morel, *rapporteur général*. Le paragraphe premier de l'article 43 (Texte de la Commission) est adopté. Un paragraphe additionnel (Première partie de l'amendement de M. Grivart) est mis aux voix et, après deux épreuves déclarées douteuses, est repoussé, au scrutin public, par 175 voix contre 98, sur 273 votants. Les trois paragraphes suivants (Texte de la Commission) sont adoptés. Sur la deuxième partie de l'amendement de M. Grivart (Addition au cinquième paragraphe), sont entendus : MM. Grivart, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Morel, *rapporteur général*. Le cinquième paragraphe et la deuxième partie de l'amendement de M. Grivart, acceptée par la Commission d'accord avec le Gouvernement, sont adoptés. Sur le sixième et dernier paragraphe, sont entendus : MM. Buffet, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. Le paragraphe et l'ensemble de l'article 43 sont adoptés. Les articles 44 à 46 sont adoptés. Sur l'article 47 (Fonds du pari mutuel), sont entendus : MM. Hervé de Saisy, auteur d'un amendement, Morel, *rapporteur général*. L'amendement de M. Hervé de Saisy, mis aux voix, n'est pas pris en considération. Les articles 47 à 52 sont adoptés. Sur l'article 53 (Conseil des musées nationaux) sont entendus : MM. Bardoux, Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*. Les articles 53 à 57 sont adoptés. Sur l'article 58 (Indo-Chine) sont entendus : MM. Waddington, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. Les articles 58 à 60 sont adoptés. Sur l'article 61 (Fonds de concours des Compagnies de chemins de fer), sont entendus : MM. Franck Chauveau, auteur d'un amendement (Diminution des chiffres et paragraphe additionnel), Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, Folliet, Morel, *rapporteur général*, Loubet, *président de la Commission des finances*, Buffet. L'amendement de M. Franck Chauveau, mis aux voix, est pris en considération et renvoyé à la Commission. Les articles 62 à 65 sont adoptés. Sur l'article 66 (Surtaxes locales sur les voyageurs et les marchandises), sont entendus : MM. Morel, *rapporteur général*, Calvet, auteur d'un amendement (Suppression de l'article). La disjonction de l'article 66, demandée par la Commission, est prononcée. Sur l'article 67 (Texte de la Chambre des Députés, supprimé par la Commission), M. Morel, *rapporteur général* est entendu. L'article est mis aux voix et rejeté. Les

articles 67 (Texte de la Commission) à 69 et dernier sont adoptés. Le chapitre 50 du budget du Ministère des travaux publics, les articles premier et 2, précédemment réservés, sont successivement adoptés. Sur l'amendement de M. Franck Chauveau à l'article 61, précédemment renvoyé à la Commission, sont entendus : MM. Morel, *rapporteur général*, Franck Chauveau, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, L'article 61, modifié par la Commission d'accord avec le Gouvernement, est adopté. Sur l'ensemble du projet de loi, M. Blavier est entendu. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, par 243 voix contre 36, sur 279 votants. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les villes de Brest (Finistère), de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), et les départements de l'Aveyron et de la Creuse. — M. Constans, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, dépose une proposition de loi ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière de délits et de crimes. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures et demie dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à douze heures dix minutes (J.O., p. 2000).

Séance du 11 avril.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté après des observations de MM. Peytral et Calvet. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose cinq rapports sur cinq projets de lois concernant les départements de l'Ardèche, du Lot, les communes de Bresle (Somme), de Simeyrois (Dordogne), l'érection en municipalité de la section de la Pointe-des-Galets, dépendant de la commune de la Possession (Réunion). — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, vingt-trois projets de lois d'intérêt local concernant les octrois de Lannion (Côtes-du-Nord), de Plounéour-Trez, de Pont-l'Abbé et de Plouigneau (Finistère), d'Elbeuf et de Lillebonne (Seine-Inférieure), de Bourbourg et d'Halluin (Nord), de Chantenay-sur-Loire (Loire-Inférieure), les communes de Biarritz (Basses-Pyrénées), de Conca (Corse), de Pantin (Seine), la ville de Paris, l'érection en municipalité distincte de la section de Conquèques, dépendant de la commune de Saint-Christoly-et-Conquèques (Gironde), les départements de la Manche, de l'Yonne, des Hautes-Alpes, des Pyrénées-Orientales (deux projets), de la Nièvre, des Côtes-du-Nord (deux projets) et de Maine-et-Loire. — Le

Sénat, après en avoir déclaré l'urgence sur la demande de la Commission, d'accord avec le Gouvernement, adopte également le projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale qui a eu lieu en 1894 à Anvers; le projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale qui a eu lieu en 1894 à Lyon; le projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion des Expositions de Lyon et d'Anvers (Beaux-arts et arts décoratifs); le projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion de l'Exposition internationale de culture forestière et d'arboriculture qui a eu lieu en 1894 à Saint-Petersbourg, et le projet de loi relatif aux récompenses à décerner à l'occasion du centenaire de la fondation de l'École normale supérieure. — M. Berthelot dépose et lit le rapport sur le projet de loi relatif à la préparation, à la vente et à la distribution des sérums thérapeutiques et autres produits analogues. L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. — M. Dauphin, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi relatif au règlement provisoire de la situation financière du Protectorat de l'Annam et du Tonkin et des dépenses de l'expédition de Siam. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi tendant à modifier les conditions dans lesquelles le Ministre de la Guerre est autorisé à interdire l'exportation des armes, des pièces d'armes et munitions de toute espèce. L'urgence est déclarée. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Philippe Blanc, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. — Sur la demande de M. Chautemps, *Ministre des Colonies*, le Sénat, consulté, déclare l'urgence sur le projet de loi relatif au règlement provisoire de la situation financière du Protectorat de l'Annam et du Tonkin et des dépenses de l'expédition de Siam. Sur une demande de discussion immédiate, sont entendus : MM. Halgan, Chautemps, *Ministre des Colonies*, Buffet, Wallon. La discussion immédiate est mise aux voix et ordonnée. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Halgan, Dauphin, *rapporteur*, Chautemps, *Ministre des Colonies*, Isaac. L'article unique du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 218 voix contre 10, sur 228 votants. — Le Sénat, après avoir déclaré l'urgence, adopte successivement et sans discussion : le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département de la Sarthe, de diverses lignes de chemins de fer d'intérêt local à voie étroite; le projet de loi ayant pour objet de modifier, aux abords de Saint-Quentin, le tracé du chemin de fer d'intérêt local de

Saint-Quentin au Catelet, et le projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention passée entre l'État et la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne pour la concession à cette Compagnie du chemin de fer de raccordement des lignes de Bordeaux à la frontière d'Espagne et de Bayonne à Saint-Jean-Pied-de-Port, avec une gare maritime à établir sur les quais de la rive gauche de l'Adour, aux allées Marines, à Bayonne. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi relative à la majoration des pensions de la Caisse nationale des retraites. — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les départements de l'Aude et de la Nièvre. — M. Hervé de Saisy, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de lois concernant les départements d'Ille-et-Vilaine et de la Gironde. — M. Hervé de Saisy, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose également et lit un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Sidi-bel-Abbès (département d'Oran). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quinze minutes (J.O., p. 2014).

Séance du 12 avril.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. — M. Morel, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. M. le Président donne lecture de l'article premier de la loi de finances et met en délibération les chapitres de l'état A y annexé, modifiés par la Chambre des Députés. Les chapitres 54 du Ministère de l'Instruction publique et 13 du Ministère du Commerce (Texte de la Chambre des Députés et de la Commission des finances) sont adoptés. Le Sénat passe au Ministère des Travaux publics. Sont entendus : MM. de Lareinty, Wallon, Loubet, *président de la Commission des finances*, Morel, *rapporteur général*. Les chapitres 26, 30, 31, 32 (Chiffres de la Commission) sont adoptés. Sur le chapitre 50 (Avances

pour garantie d'intérêt), M. Morel, *rapporteur général*, est entendu. Le chapitre 50 est réservé. Sur le chapitre 55, M. Morel, *rapporteur général*, est entendu. Le chapitre 55 (Chiffre de la Chambre des Députés et de la Commission) est adopté. Le Sénat revient à la loi de finances. Les articles 1 et 2 sont réservés. Sur l'article 3 du projet de la Chambre des Députés (Patentes), M. Morel, *rapporteur général*, est entendu. La disjonction demandée par la Commission est mise aux voix et prononcée. Sur l'article 4 (Taux du droit d'accroissement), sont entendus : MM. Jules Simon, Bardoux, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. L'amendement précédemment présenté par M. Bardoux, repris par M. Jules Simon, est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 176 voix contre 93, sur 269 votants. Sont encore entendus : MM. Chesnelong, Halgan, de Lareinty, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. L'article 4 (Texte de la Chambre des Députés), accepté par la Commission d'accord avec le Gouvernement, est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 183 voix contre 73, sur 256 votants. Les articles 8, 10, 31 et 56 sont adoptés. Sur l'article 61 (Fonds de concours des Compagnies de chemins de fer pour travaux à exécuter en 1895), sont entendus : MM. Franck Chauveau, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Colson, *directeur général des chemins de fer*, Morel, *rapporteur général*. Le chiffre de 90 millions (Texte de la Chambre des Députés) est mis aux voix et adopté. L'article 61 (Texte de la Chambre des Députés et de la Commission des finances) est adopté. Sur l'article 67 du projet de la Chambre, repoussé par la Commission des finances, M. Morel, *rapporteur général*, est entendu. L'article, mis aux voix, est rejeté. Sur le chapitre 50 (Avances pour garanties d'intérêt), précédemment réservé, du Ministère des Travaux publics, sont entendus : MM. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Morel, *rapporteur général*. Le chapitre 50 (Chiffre de la Commission) est adopté. Les articles 1 et 2 de la loi de finances, précédemment réservés, sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 239 voix contre 38, sur 277 votants.— M. le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*, dépose un projet de loi ayant pour objet : 1° l'ouverture au Ministère de la Guerre, sur la 1^{re} section du budget de l'exercice 1895, de crédits supplémentaires s'élevant à la somme de 2 millions 757.110 fr. 65, et l'application aux travaux de démantèlement de différentes places fortes ; 2° l'annulation, sur l'exercice 1894, de crédits s'élevant à 1.639.980 fr. 66 et représentant le montant des sommes non employées, sur cet exercice, sur les crédits ouverts pour les mêmes travaux, et demande l'urgence et la discussion immédiate. — M. Lefèvre, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose deux rapports sur deux projets de loi concernant les départements du Cher et de la Seine.

— M. Morel, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi concernant des crédits supplémentaires s'appliquant aux travaux de démantèlement des différentes places fortes. L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est ordonnée. Les articles sont successivement adoptés. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 258 votants. M. le marquis de l'Angle-Beumanoir adresse une question à M. le Ministre de la Justice. M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, lui répond. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, quinze projets de lois d'intérêt local concernant le département de Loir-et-Cher, la ville de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), le département de la Creuse, la ville de Brest (Finistère), le département de l'Aveyron, les communes de Simeyrols (Dordogne) et de Bresle (Somme), les départements du Lot et de l'Ardèche, l'érection en municipalité distincte de la section de la Pointe-des-Galets, dépendant de la commune de la Possession (Réunion), la ville de Sidi-bel-Abbès (département d'Oran) et les départements de la Nièvre, de l'Aude, d'Ille-et-Vilaine et de la Gironde. — La séance est suspendue à quatre heures quarante minutes. La séance est reprise à neuf heures dix minutes. — M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec des modifications par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, modifié par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, est entendu. — Le renvoi de la séance à demain est mis aux voix et adopté. M. Loubet, *président de la Commission*, est entendu. — Le Sénat décide qu'il se réunira samedi, à dix heures du matin, en séance publique. La séance est levée à neuf heures quinze minutes (J.O., p. 2037).

Séance du 13 avril.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à dix heures vingt-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Morel, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. M. le Président met en délibération les chapitres, modifiés par la Chambre des Députés, du Ministère des Travaux publics (État A annexé à l'article premier de la loi de finances). Sur le chapitre 26 (Canton-

niers), sont entendus : MM. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Loubet, *président de la Commission des finances*, Peytral, auteur d'un amendement, Morel, *rapporteur général*, Bérenger. L'amendement de M. Peytral, repoussé par la Commission, est mis aux voix et est pris en considération. Sont entendus : MM. le Président, Loubet, *président de la Commission des finances*, Morel, *rapporteur général*. Sur un rappel au règlement, sont entendus : MM. Bérenger, le Président. Sur l'amendement, sont encore entendus : MM. Peytral, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*. L'amendement de M. Peytral est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 204 voix contre 56, sur 260 votants. Les chapitres 30, 31, 32, chiffres de la Commission, sont adoptés. Le chapitre 50 (Garanties d'intérêt), chiffre de la Chambre des Députés et de la Commission des finances, est adopté. Le Sénat revient à la loi de finances. Les articles 1 et 2 (Crédits), modifiés conformément aux votes relatifs à l'état A, sont adoptés. Sur l'article 3 (Patentes). texte de la Chambre des Députés, sont entendus : MM. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Morel, *rapporteur général*. L'article 3, repoussé par la Commission, est mis aux voix et rejeté. Les articles 8, 10, 31 et 57 sont adoptés. Sur l'article 67, M. Morel, *rapporteur général*, est entendu. L'article 67 (Amendement de M. Peytral) est adopté. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 229 voix contre 36, sur 265 votants. — La séance est suspendue à midi dix minutes. La séance est reprise à quatre heures cinq minutes. M. le Président prononce une allocution. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira le 21 mai, à deux heures, en séance publique, s'en remettant à M. le Président de le convoquer en cas d'urgence. La séance est levée à quatre heures dix minutes (J.O., p. 2060).

Séance du 21 mai.

Présidence de M. Combes, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures quinze minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président rappelle la mort de M. Frédéric Petit, sénateur de la Somme, et prononce une allocution. — L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — M. le Ministre des Travaux publics dépose onze projets de lois déclarant d'utilité publique les travaux à effectuer dans les bassins de l'Ardèche moyenne et de l'Ardèche supérieure (Ardèche) ; d'Eygues-Oule et de l'Ouvèze (Drôme) ; de la Pique (Haute-Garonne) ; du Tarn (Lozère) ; de la basse Isère (Isère) ; du Bastan, du Gave de Pau et de la Neste de Louron (Hautes-Pyrénées),

et dans le périmètre de Drac-Bonne (Isère). — M. le Président donne lecture d'une demande d'interpellation sur la direction donnée à la politique extérieure, adressée à M. le Président du Conseil par M. le marquis de l'Angle-Beaumanoir. Sont entendus : MM. Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, le marquis de l'Angle-Beaumanoir. La date de la discussion de l'interpellation sera fixée à la prochaine séance. — M. le Président annonce qu'il a reçu de M. le Ministre de l'Intérieur le compte rendu de l'application, pendant la période comprise entre le 1^{er} juillet 1893 et le 30 juin 1894, de la loi du 25 juin 1890, qui a pour objet de maintenir pendant sept ans aux administrateurs des communes mixtes en territoire civil de l'Algérie le droit de répression, par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'indigénat. — M. le Président règle l'ordre du jour. — M. Garran de Balzan dépose un projet de résolution relatif à la nomination de la Commission des finances. — Sur le règlement de l'ordre du jour, sont entendus : MM. Loubet, Séblin, Waddington, Cochery, Bérenger, Bardoux, Isaac. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à deux heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 2893).

Séance du 27 mai.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un des secrétaires, est adopté. — L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour, en remplacement de M. Merlin, décédé. M. Munier est élu par 153 voix, sur 157 suffrages exprimés et 160 votants. — Le Sénat, après avoir entendu MM. Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*, et le marquis de l'Angle-Beaumanoir, fixe à vendredi la date de la discussion de l'interpellation de M. le marquis de l'Angle-Beaumanoir sur la direction donnée à la politique extérieure de la France. — M. Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, dépose un projet de loi tendant à modifier l'article 174 du Code d'instruction criminelle, relatif à l'appel des jugements de simple police. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose deux projets de lois d'intérêt local, concernant la ville du Puy (Haute-Loire) et la commune de Laruscade (Gironde). — M. Hamel, au nom de M. Isaac et au sien, dépose un projet de résolution tendant à la nomination de trois Commissions spéciales chargées d'étudier respectivement chacune et de formuler en propositions de loi : 1^o la réforme administrative proprement dite; 2^o la réorganisation judiciaire; 3^o la réforme de l'administration fiscale.

— Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, deux projets de lois d'intérêt local concernant les départements du Cher et de la Seine. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Bérenger, relative à la prostitution et aux outrages aux bonnes mœurs. — M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République, désignant, en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre de l'Intérieur dans la discussion, M. Lépine, *Préfet de police*, Sur l'article premier, sont entendus : MM. Bérenger, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Baduel, Le Royer, Cochery. Le Sénat fixe au 6 juin la nomination de la Commission des finances. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quinze minutes (J.O., p. 3002).

Séance du 28 mai.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. de Sal dépose un rapport supplémentaire sur le projet de loi ayant pour objet de compléter la loi du 5 août 1881, relative au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués et huissiers (Art. 7 du projet; liquidation des frais dus aux notaires). — M. Buvignier dépose et lit, au nom du 1^{er} bureau, le rapport sur l'élection qui a eu lieu le 21 avril dans le département de l'Orne. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Paul Fleury est admis comme sénateur du département de l'Orne. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Bérenger, relative à la prostitution et aux outrages aux bonnes mœurs. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Bérenger. M. Tillaye est entendu sur l'article premier. L'article premier est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 141 voix contre 90, sur 231 votants. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures cinq minutes (J.O., p. 3024).

Séance du 30 mai.

Présidence de M. Chalamet, Vice-Président. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance,

lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président annonce la mort de M. Richaud, sénateur du département des Basses-Alpes, et prononce une allocution. — M. le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi concernant l'abandon à l'État du canal de la Dive et du Thouet par les concessionnaires. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Bérenger, relative à la prostitution et aux outrages aux bonnes mœurs. Sur l'article 2, sont entendus : M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, Lépine, *Préfet de police, Commissaire du Gouvernement*, Bérenger, *rapporteur*. L'article 2 est mis aux voix et adopté. Sur l'article 3, sont entendus : MM. Bérenger, *rapporteur*, Lépine, *Commissaire du Gouvernement*, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. L'article 3 est retiré. Sur l'article 4, M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, est entendu. L'article 4 est mis aux voix et adopté. Sur l'article 5, sont entendus : MM. Lépine, *Commissaire du Gouvernement*, Silhol, *président de la Commission*. Sur la demande de M. Bérenger, *rapporteur*, le reste de la proposition de loi est renvoyé à la Commission. — M. le vice-amiral Besnard, *Ministre de la Marine*, dépose un projet de loi concernant la détermination et la conservation des postes électro-sémaphoriques. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à trois heures vingt minutes (J.O., p. 3057).

Séance du 31 mai.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*, dépose un projet de loi tendant à l'approbation d'une convention passée, le 22 novembre 1893, entre l'État et la ville de Melun, en vue de la création de nouvelles casernes, et demande l'urgence. L'urgence, mise aux voix, est prononcée. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. le marquis de l'Angle-Beaumanoir sur la politique extérieure. Sont entendus : MM. le marquis de l'Angle-Beaumanoir, Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*. L'incident est clos. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose dix projets de lois d'intérêt local concernant les départements de l'Aisne, des Basses-Alpes, du Cantal, de la Creuse (deux projets), du Finistère, de l'Indre, du Nord, de Vaucluse et de l'Yonne. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sur la demande de M. Le Royer, le Sénat fixe au 19 juin la date de la nomination de la Commission des finances. M. Buffet est entendu.

Le Sénat, s'en remettant à M. le Président du soin de le convoquer en cas d'urgence, décide qu'il se réunira le 10 juin, à deux heures dans les bureaux et à quatre heures en séance publique. La séance est levée à quatre heures (J.O., p. 3079).

Séance du 10 juin.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à quatre heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations, lui demandant de lui faire connaître le jour où cette Commission, conformément aux lois des 28 avril 1816 et 29 décembre 1888, sera admise à déposer sur le bureau du Sénat le rapport annuel sur la direction morale et la situation matérielle de ces établissements. Le Sénat, consulté, décide que le dépôt sera inscrit en tête de l'ordre du jour de la prochaine séance. — M. Lavertujon dépose le rapport sur le projet de loi concernant la création de compagnies de colonisation. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose neuf projets de lois d'intérêt local concernant les départements de l'Ardèche, du Cher, du Jura, de Maine-et-Loire, de la Savoie, des Deux-Sèvres, de la Somme, et les villes de Laon (Aisne) et de Niort (Deux-Sèvres). — M. Demôle dépose le rapport sur la proposition de loi ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les exploitations de l'État et dans les Compagnies de chemins de fer. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant, en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, dans la discussion, M. Labeyrie, *directeur général de la Caisse d'amortissement et des dépôts et consignations*. Sur l'urgence demandée par le Gouvernement, d'accord avec la Commission, sont entendus : MM. André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Milliard. L'urgence mise aux voix est repoussée. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Poirrier (Seine), *rapporteur*, Floquet. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Isaac dépose sur le bureau du Sénat une demande d'interpellation adressée au Ministre des Colonies. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures dans les bureaux, et à deux heures et demie en

séance publique. La séance est levée à six heures quinze minutes (J.O., p. 3254).

Séance du 11 juin.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures trente minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Ollivier, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Cochery dépose le rapport sur le projet de loi concernant l'établissement des conducteurs d'énergie électrique autres que les conducteurs télégraphiques et téléphoniques. — L'ordre du jour appelle le dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1894 de ces deux établissements. Les membres de la Commission sont introduits. M. Gouin dépose, au nom de la Commission, le rapport sur le bureau du Sénat. Acte est donné du dépôt de ce rapport. — M. Thévenet adresse une question à M. le Ministre de la Justice. M. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, lui répond. L'incident est clos. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Dans la discussion générale, M. Blavier est entendu. La discussion générale est close. Sur l'article premier, sont entendus : MM. Blavier, Poirrier, *rapporteur*, Milliard, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Le Breton, Lucien Brun, Bardoux, *président de la Commission*, Silhol, Drumel, Séblin, Buffét, Bérenger. Le renvoi à la Commission de l'article premier (Texte de la Chambre des Députés accepté par la Commission) est mis aux voix et prononcé. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Ministre de la Guerre dépose un projet de loi relatif aux règles à établir pour la mise en route des recrues. — Le Sénat, après avoir entendu M. le Ministre du Commerce, fixe au 17 la discussion de l'interpellation adressée par M. Isaac à M. le Ministre des Colonies. — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Guindey est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures trente-cinq minutes (J.O., p. 3269).

Séance du 13 juin.

Présidence de M. Magnin, Vice-Président. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de

M. Silhol. — M. le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*, dépose le compte rendu des opérations du recrutement de l'armée pendant l'année 1894. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Sur l'article premier (Texte de la Chambre des Députés), précédemment renvoyé à la Commission, sont entendus : MM. Poirrier, *rapporteur*, Blavier, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, Pauliac, Ratier, Girault, Tillaye, Volland, Séblin, Bérenger, Buffet, Floquet, Drumel, Prevet, Waddington, Bardoux, *président de la Commission*. Le renvoi de l'article premier à la Commission, demandé par M. Le Royer et plusieurs de ses collègues, repoussé par la Commission, est mis aux voix et prononcé. M. Poirrier, *rapporteur*, est entendu. — M. le Président règle l'ordre du jour. MM. Waddington et Félix Martin sont entendus. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 3338).

Séance du 14 juin.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Édouard Millaud. — M. Joseph Fabre, au nom de la Commission d'initiative parlementaire, dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi de M. Joseph Fabre, relative au fonctionnement parlementaire en temps de guerre. — M. Marquis dépose le rapport sur le projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1886. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant le département de la Haute-Garonne. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Bérenger, relative à la prostitution et aux outrages aux bonnes mœurs. M. Bérenger, *rapporteur*, est entendu. L'article 3 est mis aux voix et adopté. Sur l'article 4, sont entendus : MM. Lépine, *Préfet de police, Commissaire du Gouvernement*, Bérenger, Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Le renvoi de l'article 4 à la Commission, demandé par le Gouvernement, est mis aux voix et prononcé. L'article 5 est mis aux voix et adopté. Sur l'article 6, sont entendus : MM. Trarieux, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, Bérenger. Les articles 4, précédemment renvoyé à la Commission, et 6 à 10 et dernier, sont successivement mis aux voix et adoptés. Le Sénat décide qu'il passera à une 2^e délibération. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose quatre

projets de lois d'intérêt local concernant les départements de Loir-et-Cher, de la Loire, du Lot et de Lot-et-Garonne. — M. le Ministre des Travaux publics dépose un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Hautes-Pyrénées, de deux chemins de fer d'intérêt local, à voie de un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails et à traction électrique, de Pierrefitte à la Raillère par Cauterets, et de Pierrefitte à Luz-Saint-Sauveur. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira lundi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures cinq minutes (J.O., p. 3363).

Séance du 17 juin.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté. — M. André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, dépose un projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, et un projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1895, d'un crédit supplémentaire de 510.000 francs pour l'exécution des services postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose neuf projets de lois d'intérêt local concernant les départements du Calvados, de la Charente-Inférieure, de la Corrèze, de la Haute-Marne, de la Mayenne, des Basses-Pyrénées, de la Seine-Inférieure, de la Haute-Vienne et la Ville d'Orange (Vaucluse). — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Isaac sur divers faits se rapportant à la situation du Sénégal et du Soudan. Sont entendus : MM. Isaac, Chautemps, *Ministre des Colonies*, Allègre, Godin. Un ordre du jour motivé, présenté par M. Godin, est mis aux voix et adopté. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi ayant pour-objet d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France, pour la modification des contrats qui lient cette Compagnie à l'État. La discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. Tézenas dépose, au nom de la Commission de l'armée, le rapport sur le projet de loi relatif aux règles à établir pour la mise en marche des recrues. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Bardoux, *président de la Commission* chargée d'examiner le projet de loi relatif à la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des*

Finances. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures quinze minutes (J.O., p. 3394).

Séance du 18 juin.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Durand-Savoyat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi relative à l'application du service militaire à l'île de la Réunion. — M. le Président donne lecture d'une demande d'interpellation adressée au Gouvernement par M. Pauliat, au sujet des gisements de phosphate de chaux existant dans la région de Tébessa (département de Constantine) et sur la façon irrégulière dont trois de ces gisements ont été déjà concédés. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France pour la modification des contrats qui lient cette Compagnie à l'État. M. le Président donne lecture de deux décrets de M. le Président de la République, désignant, en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour assister les Ministres des Travaux publics et des Finances dans la discussion, M. Colson, *directeur des chemins de fer*, et M. Vuarnier, *directeur du contrôle des administrations financières de l'inspection générale et de l'ordonnancement*. Dans la discussion générale sont entendus : MM. Blavier, Anglès, Waddington, *rapporteur*, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*. L'ajournement de la discussion, demandé par M. Anglès, est mis aux voix et prononcé, au scrutin public, par 127 voix contre 85, sur 212 votants. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Châlons-sur-Marne (Marne). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quinze minutes (J.O., p. 3407).

Séance du 20 juin.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Hugot. — M. le Président donne lecture de deux lettres de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission des

propositions de lois suivantes : une proposition de loi tendant à modifier l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, en ce qui touche les obligations militaires des étudiants en médecine et en pharmacie et des candidats au grade de docteur en droit, et une proposition de loi relative à la durée du mandat des membres des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement. — M. le Président annonce qu'il a reçu de M. Camescasse une lettre dans laquelle il l'informe qu'il désire poser à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative à la police sanitaire. — Le Sénat adopte sans discussion un projet de loi d'intérêt local concernant le département de la Haute-Garonne. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant l'établissement des conducteurs d'énergie électrique autres que les conducteurs télégraphiques et téléphoniques. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour assister le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. de Selves, *directeur général des postes et des télégraphes*, et M. Raymond, *administrateur des postes et des télégraphes*. Sur la demande de M. Cochery, *rapporteur*, d'accord avec le Gouvernement, le Sénat, consulté, prononce l'urgence. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Joseph Favre sur le fonctionnement parlementaire en temps de guerre. Les conclusions de la Commission d'initiative, tendant à la prise en considération de la proposition de loi, sont mises aux voix et adoptées. — M. Poincaré, *Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes*, dépose un décret portant retrait du projet de loi relatif à la création d'Universités. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président du Conseil, informant le Sénat que M. le Président de la République et les Ministres se rendront au Panthéon le 24 juin, à l'occasion de l'anniversaire de la mort de M. le Président Carnot. M. le Président annonce que le bureau se rendra à cette cérémonie et invite MM. les Sénateurs à se joindre à lui. Il propose de décider qu'il n'y aura pas séance le lundi 24 juin. Cette proposition est adoptée. M. Chalameat propose qu'une couronne soit, au nom du Sénat, portée au Panthéon. Cette proposition est adoptée. — M. Camescasse a la parole pour poser à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative à la police sanitaire. M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*, lui répond. L'incident est clos. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à trois heures quarante minutes (J.O., p. 3441).

Séance du 21 juin.

Présidence de M. Bérenger, Vice-Président. — La séance est ouverte à trois heures.— Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Durand-Savoyat, l'un des secrétaires, est adopté. L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux. Il est procédé à cette opération. — M. le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*, dépose le projet de loi tendant à modifier en faveur des portiers-consigne la loi du 13 mars 1875, relative à la constitution des cadres et effectifs de l'armée. — M. Dufoussat, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les départements des Deux-Sèvres et de la Creuse (deux projets), et la ville de Niort (Deux-Sèvres). — Le Sénat adopte, après en avoir déclaré l'urgence, le projet de loi relatif aux règles à établir pour la mise en route des recrues. — M. Boulanger, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, et sur le projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1895, d'un crédit supplémentaire destiné à pourvoir à l'exécution de ces services. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur : 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère ; 2^o la proposition de loi de MM. Demôle et Tolain, ayant le même objet. M. le Président met en délibération l'article premier de la proposition de loi visant les articles 756 à 765 modifiés du Code civil. Les articles 756 à 765 sont adoptés. Sur l'article 759, sont entendus : MM. Bernard, auteur d'un amendement (Suppression de la seconde partie de l'article), Dauphin, *rapporteur*. La première partie de l'article est adopté. La seconde partie est mise aux voix et adoptée, au scrutin public, par 182 voix contre 77, sur 259 votants. L'ensemble de l'article 759, les articles 760 à 765, le paragraphe initial et l'ensemble de l'article premier de la proposition de loi sont successivement adoptés. Sur l'article 2, M. Dauphin, *rapporteur*, est entendu. L'article 2 est adopté. Sur l'article 3, sont entendus : MM. Grivart, auteur d'un amendement (Addition au premier paragraphe), Dauphin, *rapporteur*. Le premier paragraphe est adopté. Il est procédé au scrutin public sur l'amendement de M. Grivart. M. Combes, *Vice-Président*, remplace M. Bérenger au fauteuil. L'amendement de M. Grivart est repoussé par 135 voix contre 65, sur 200 votants. Les paragraphes suivants et l'ensemble de l'article 3, les paragraphes et l'ensemble de l'article 4 et l'article 5 sont successivement mis aux voix et adoptés. Sur un amendement de M. Léopold Thézard (Paragraphe additionnel à l'article 5), sont entendus :

MM. Thézard, Dauphin, *rapporteur*. L'amendement de M. Thézard est mis aux voix et, après une épreuve déclarée douteuse, repoussé, au scrutin public, par 148 voix contre 89, sur 237 votants. Les articles 6 à 9 sont successivement mis aux voix et adoptés. Sur un amendement (Article additionnel) de M. Franck Chauveau, sont entendus : MM. Franck Chauveau, Dauphin, *rapporteur*. Sur la demande de la Commission, l'amendement lui est renvoyé. L'article 10 et dernier est adopté. — M. Godin, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose dix rapports sur dix projets de lois concernant les départements de l'Aisne, des Basses-Alpes, du Cantal, du Finistère, de l'Indre, du Nord, de Vaucluse, de l'Yonne, la ville du Puy (Haute-Loire) et la commune de Laruscade (Gironde). — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Buffet, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. — La mise à l'ordre du jour du projet de loi tendant à interdire les coalitions dans les exploitations de l'État et dans les Compagnies de chemins de fer, demandée par M. Buffet, est mise aux voix et, après une épreuve déclarée douteuse, repoussée, au scrutin public, par 139 voix contre 92, sur 231 votants. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures et demie dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à cinq heures cinquante minutes (J.O., p. 3460).

Séance du 25 juin.

Présidence de M. Combes, Vice-Président. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Morel, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président annonce la mort de M. Sébire, sénateur de la Manche, et prononce une allocution. — M. Dufoussat, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant la ville de Châlons-sur-Marne (Marne), les départements de la Charente-Inférieure et de Lot-et-Garonne. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Tulle (Corrèze) et le département du Calvados. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, à titre provisoire, pendant une année à dater du 1^{er} juillet 1895. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant, en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. de Selves, *directeur général des postes et des télégraphes*, et M. Ansault, *administrateur des postes et des télégraphes*. Sur l'urgence, demandée par M. Boulanger, *rapporteur*, au nom de la Commission, d'accord avec le

Gouvernement, sont entendus : MM. Peytral, Boulanger, *rapporteur*, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. L'urgence, mise aux voix, est prononcée. Sur l'article unique, M. Vilar est entendu. La clôture de la discussion est demandée. Sur la clôture, sont entendus : MM. Jacques, le Ministre du Commerce, Arago. Le renvoi de la discussion à jeudi, demandé par M. Arago, mis aux voix, n'est pas prononcé. Le renvoi à demain, également mis aux voix, n'est pas prononcé. La clôture de la discussion est mise aux voix et, après deux épreuves déclarées douteuses, n'est pas prononcée. Sur l'article unique, sont encore entendus : MM. Jacques, Arago. Sur la réclamation de M. Jacques, et consulté par M. le Président, le bureau déclare à l'unanimité que le Sénat est en nombre. L'article unique du projet de loi est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 241 voix contre 25, sur 266 votants. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, sur l'exercice 1895, d'un crédit supplémentaire de 510.000 francs pour assurer l'exécution des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. L'article unique du projet de loi est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 231 voix contre 3, sur 234 votants. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures et demie dans les bureaux, et à trois heures en séance publique. La séance est levée à six heures vingt minutes (J.O., p. 3523).

Séance du 27 juin.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière, lu par M. Barrière, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Thézard, au nom de la Commission d'initiative, dépose le rapport sommaire sur la proposition de loi de MM. Constans et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière de crimes et délits. — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1894, l'ouverture de crédits sur l'exercice 1895, l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés, et l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes, et un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Dijon (Côte-d'Or). — M. Boulanger dépose le rapport sur le projet de loi portant approbation d'une convention additionnelle passée, le 5 novembre 1894, entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes, pour le remaniement des parcours et la prorogation de la concession des services maritimes postaux de la Méditerranée, des mers des Indes, de la Chine

et du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie, de la côte orientale d'Afrique et de l'Océan Indien, et l'introduction de stipulations spéciales au service du Brésil et de la Plata. — M. Anglès, au nom du 1^{er} bureau, dépose et lit le rapport sur l'élection qui a eu lieu le 23 juin dans le département du Nord. Les conclusions du rapport sont adoptées, et M. Depreux est admis comme sénateur du département du Nord. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, quatorze projets de loi d'intérêt local concernant la ville de Niort (Deux-Sèvres), les départements des Deux-Sèvres, de la Creuse (deux projets), la ville du Puy (Haute-Loire), la commune de Laruscade (Gironde), les départements du Finistère, de l'Indre, du Nord, de Vaucluse, de l'Yonne, de l'Aisne, des Basses-Alpes et du Cantal. — L'ordre du jour appelle la suite de la 2^e délibération sur : 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère; 2^o la proposition de loi de MM. Demôle et Tolain ayant même objet. Le premier paragraphe de l'article 9, précédemment renvoyé à la Commission, est mis aux voix et adopté. Sur un deuxième paragraphe (Disposition transitoire), présenté par la Commission, sont entendus : MM. Franck Chauveau, auteur d'un amendement précédemment renvoyé à la Commission, Dauphin, *rapporteur*. L'amendement de M. Franck Chauveau est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 178 voix contre 87, sur 265 votants. Le paragraphe 2 de l'article 9, l'ensemble de l'article 9 et l'ensemble de la proposition de loi sont successivement adoptés. — M. Gauthier a la parole pour poser une question à M. le Ministre des Travaux publics, relativement aux canaux du Midi. M. Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, lui répond. L'incident est clos. — M. Guérin, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant abrogation de la loi du 4 août 1887, qui a substitué le nécessaire individuel du système dit « Bouthéon » aux ustensiles collectifs de campement et à la gamelle individuelle pour l'infanterie et les autres troupes à pied. L'urgence est déclarée; la discussion immédiate est ordonnée. Les articles du projet de loi sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 250 votants. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose dix projets de lois concernant la ville de Rouen (Seine-Inférieure), les départements de l'Ain, de l'Ariège, d'Eure-et-Loir, de la Haute-Loire, de la Haute-Savoie (deux projets), des Deux-Sèvres, du Var et de la Vendée. — M. le Ministre des Finances dépose un projet de loi portant approbation d'une transaction passée entre l'État et les époux Marcellus. — L'ordre du jour appelle la 2^e délibération sur la proposition de loi de M. Bérenger concernant la prostitution et les outrages

aux bonnes mœurs. Sur les articles précédemment renvoyés à la Commission, sont entendus : MM. Berenger, *rapporteur*, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*. Les articles 1 à 10 et dernier et l'ensemble de la proposition de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. — L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport fait, au nom de la 4^e Commission des pétitions, sur les pétitions n^{os} 96 et 102 d'habitants d'un certain nombre de communes du département de la Seine. M. Le Breton, *rapporteur*, est entendu. La discussion est renvoyée à une prochaine séance. Sur la demande de M. Pauliat, d'accord avec le Gouvernement, la date de la discussion de son interpellation est fixée au 9 juillet. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Buffet, Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Chovet. Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures trente minutes (J.O., p. 3552).

Séance du 28 juin.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures trente-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Poirrier dépose un rapport supplémentaire sur le projet de loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et sur l'assurance obligatoire. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, trois projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Châlons-sur-Marne (Marne) et les départements de la Charente-Inférieure et de Lot-et-Garonne. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1886. Les articles du projet de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité de 228 votants. — M. Benoist, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose cinq rapports sur cinq projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Laon (Aisne), les départements de l'Ardèche, du Calvados, de Maine-et-Loire et de la Savoie. — M. Calvet dépose un rapport sur onze projets de lois déclarant d'utilité publique les travaux à effectuer, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagnes dans les bassins de l'Ardèche moyenne et de l'Ardèche supérieure (Ardèche), d'Eygues-Oule et de l'Ouvèze (Drôme), de la Pique (Haute-Garonne), du Tarn (Lozère), de la basse Isère (Isère), du Bastan, du Gave de Pau et de la Neste de Louron (Hautes-Pyrénées), et dans le périmètre de Drac-Bonne (Isère). — M. Delpech, au nom de la Commission de l'armée, dépose le rapport sur le projet de loi por-

tant modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères. — M. Labbé, au nom de la Commission de l'armée, dépose le rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, en ce qui touche les obligations militaires des étudiants en droit, en médecine et en pharmacie. — M. Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, dépose un projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer d'Étampes à Beaune-la-Rolande. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose neuf projets de lois d'intérêt local concernant la ville d'Oran (Algérie), les départements de la Charente-Inférieure (deux projets), de la Corse, de la Dordogne, de la Nièvre, des Hautes-Pyrénées (deux projets) et de la Sarthe. — Sur le projet de loi concernant : 1° l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1894; 2° l'ouverture de crédits sur l'exercice 1895; 3° l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés; 4° l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes, sont entendus : MM. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Boulanger, Buffet. M. Boulanger, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur ce projet de loi. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant, en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre des Finances dans la discussion, M. Vuarnier, *directeur général de la comptabilité publique*. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Blavier, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*. La discussion générale est close. Le Sénat décide de passer à la discussion des articles. Les articles du projet de loi et les états y annexés sont successivement mis aux voix et adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, par 168 voix contre 1, sur 169 votants. — M. le Président règle l'ordre du jour. Sont entendus : MM. Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, Anglès. L'inscription à l'ordre du jour de la séance de mardi du projet de loi relatif aux chemins de fer du Sud de la France, demandée par le Ministre des Travaux publics, est ordonnée. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à quatre heures quarante minutes (J.O., p. 3570).

Séance du 2 juillet.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant

transmission d'une proposition de loi portant modification aux lois du 21 juillet 1881 et du 2 août 1884, relatives aux ventes et échanges d'animaux domestiques. — M. Benoist, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les départements de la Haute-Marne, de la Mayenne, de la Seine-Inférieure et de la Somme. — M. Dellestable dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Tulle (Corrèze). — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France pour la modification des contrats qui lient cette Compagnie à l'État. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, Anglès. — M. le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*, dépose un projet de loi relatif au droit à pension militaire des fonctionnaires du service de la trésorerie et des postes aux armées, et demande l'urgence. L'urgence, mise aux voix, est prononcée. — M. Tézénas dépose, au nom de la Commission de l'armée, le rapport sur le projet de loi relatif au service militaire à l'île de la Réunion. — M. Morel, au nom de la Commission des finances, dépose l'avis de cette Commission sur le projet de loi portant approbation d'une convention additionnelle, passée le 5 novembre 1894 entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes, pour le remaniement des parcours et la prorogation de la concession des services maritimes postaux de la Méditerranée, des mers des Indes, de la Chine et du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie, de la côte orientale d'Afrique et de l'océan Indien, et l'introduction de stipulations spéciales au service du Brésil et de la Plata. — M. Lefèvre dépose le rapport sur le projet de loi tendant à approuver une convention passée entre la ville de Paris et le Crédit foncier pour la conversion d'emprunts antérieurs. — Est reprise la discussion générale sur le projet de loi ayant pour objet d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France. Sont encore entendus : MM. Trarieux, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, Jean Dupuy, La discussion générale est close. L'article premier est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 155 voix contre 30, sur 185 votants. L'article 2 est adopté. Le Sénat décide qu'il passera à une 2^e délibération. — M. Chautemps, *Ministre des Colonies*, dépose un projet de loi ayant pour objet de porter de 10 à 15 millions le fonds de roulement du protectorat de l'Annam et du Tonkin. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose quinze projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Libourne (Gironde), les départements de l'Aisne, de l'Ardèche, de l'Aube (deux projets), du Cher, de la Loire-

Inférieure, de la Marne, de la Mayenne, de la Meuse, de Seine-et-Marné, de la Sarthe, de la Somme, de la Vendée et de l'Yonne. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi relative aux obligations parlementaires des membres du Parlement. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à trois heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quinze minutes (J.O., p. 3740).

Séance du 4 juillet.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à trois heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Dellestable, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose cinq rapports sur cinq projets de lois concernant les départements de l'Ariège, de la Haute-Loire, du Var, de la Vendée et la ville de Rouen (Seine-Inférieure). — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant l'approbation d'une transaction passée entre l'État et les époux Marcellus, la ville de Dijon (Côte-d'Or) et le département du Calvados. — M. Thézard dépose le rapport sur la proposition de M. Wallon, ayant pour objet de modifier l'article 269 du Code d'instruction criminelle. — M. André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Montargis (Loiret). — M. le Ministre de l'Intérieur dépose cinq projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Charente-Inférieure, des Basses-Pyrénées, de la Seine-Inférieure, la ville de Saint-Lô (Manche) et la commune de Saint-Nicolas Haute-Vienne). — L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Constans et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière de délits et de crimes. Les conclusions du rapport fait au nom de la Commission d'initiative tendant à la prise en considération, sont mises aux voix et adoptées. — M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. Baudens demande à interpeller le Ministre des Travaux publics sur le fonctionnement du service des ponts et chaussées dans le département des Alpes-Maritimes. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République, désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister

le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes dans la discussion, M. Bouquet, *directeur de la prévoyance et de l'assistance sociales*. Sur l'article premier (Nouvelle rédaction de la Commission), sont entendus : MM. Salomon, Teisserenc de Bort, Blavier, Poirrier, *rapporteur*, Waddington, Béranger, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. L'amendement de M. Béranger, repoussé par la Commission d'accord avec le Gouvernement, est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 158 voix contre 99, sur 257 votants. — M. Silhol, au nom de la Commission des chemins de fer, dépose le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Hautes-Pyrénées, de deux chemins de fer d'intérêt local, à voie de un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails et à traction électrique, de Pierrefitte à la Raillère par Cauterets et de Pierrefitte à Luz-Saint-Sauveur. — M. Merlet dépose le rapport sur le projet de loi concernant l'abandon à l'État du canal de la Dive et du Thouet par les concessionnaires. — M. Laurens, au nom de la Commission de la Marine, dépose le rapport sur le projet de loi concernant la détermination et la conservation des postes électro-sémaphoriques. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville de Bône (département de Constantine). — La discussion du projet de loi sur la responsabilité des accidents est reprise. Sur l'article premier, sont encore entendus : MM. Silhol, Blavier, Buffet, Poirrier, *rapporteur*, Maxime Lecomte. La première et la seconde partie du premier paragraphe, l'ensemble de ce paragraphe et le deuxième paragraphe sont adoptés. Sur le troisième paragraphe, sont entendus : MM. Girault, Baudens, Perras, Maxime Lecomte, Poirrier, *rapporteur*. Un amendement de M. Teisserenc de Bort, mis aux voix, est repoussé. Les troisième et quatrième paragraphes (Réserve faite du chiffre porté à celui-ci) sont adoptés. Le chiffre 5 (Amendement de M. Baudens au quatrième paragraphe) est adopté. L'ensemble de l'article premier est adopté. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Boulanger est entendu. — M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, donne lecture de l'avis de cette Commission sur le projet de loi concernant une convention additionnelle passée avec la Compagnie des Messageries maritimes. avis précédemment déposé. — Le Sénat décide qu'il se réunira vendredi, à deux heures et demie, en séance publique. La séance est levée à six heures dix minutes (J.O., p. 3805).

Séance du 5 juillet.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures trente-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Perras. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, cinq projets de lois d'intérêt local concernant le département de la Savoie, la ville de Laon (Aisne), les départements de Maine-et-Loire, du Calvados et de l'Ardèche. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 24 de la loi du 25 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, en ce qui touche les obligations militaires des étudiants en droit, en médecine et en pharmacie. L'urgence est déclarée. Sur l'article unique, sont entendus : MM. Maxime Lecomte, le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*. L'article unique du projet de loi est adopté. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi portant modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relativement au service des deux frères. L'urgence est déclarée. Sur l'article unique, sont entendus : MM. Delpech, *rapporteur*, le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*. L'article unique du projet de loi est adopté. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi portant application du service militaire à l'île de la Réunion. L'urgence est déclarée. Sur l'article premier, sont entendus : MM. Drouhet, auteur d'un amendement, Tèzenas, *rapporteur*, le général Billot, *président de la Commission de l'armée*. L'amendement de M. Drouhet, mis aux voix, est repoussé. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont adoptés. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi portant approbation d'une convention additionnelle passée, le 5 novembre 1894, entre l'État et la Compagnie des Messageries maritimes pour le remaniement des parcours et la prorogation de la concession des services maritimes postaux de la Méditerranée, des mers des Indes, de la Chine et du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Calédonie, de la côte orientale d'Afrique et de l'Océan Indien, et l'introduction de stipulations spéciales au service du Brésil et de la Plata. — M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes dans la discussion, MM. de Selves, *directeur général des postes et des télégraphes*, et Ansault, *administrateur de l'exploitation postale*. Sur la demande de la Commission, d'accord avec le Gouvernement, l'urgence est déclarée. Sur l'article premier, sont entendus :

MM. Godin, Boulanger, *rapporteur*, André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. L'article premier est adopté. Sur le même article, sont encore entendus: MM. Isaac, Boulanger, *rapporteur*. L'article 2 et l'ensemble du projet de loi sont adoptés. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose trois projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Haute-Garonne, de l'Hérault et d'Indre-et-Loire. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Sur l'article 2, sont entendus : MM. Félix Martin, Poirrier, *rapporteur*. L'article 2 est réservé. Sur l'article 3, sont entendus : MM. Blavier, Poirrier, *rapporteur*, Morellet, Rattier, Félix Martin, Silhol. Le premier paragraphe de l'article 3 est adopté. Sur le deuxième paragraphe, sont entendus : MM. Silhol, auteur d'un amendement, Poirrier, *rapporteur*, André Lebon, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. L'amendement de M. Silhol est mis aux voix et, après une épreuve déclarée douteuse, repoussé, au scrutin public, par 144 voix contre 81, sur 225 votants. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose cinq rapports sur cinq projets de lois concernant les départements de l'Ain, d'Eure-et-Loir, des Deux-Sèvres et de la Haute-Savoie (deux projets). — M. Labrousse, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois, concernant les départements du Cher, de la Corrèze, de Loir-et-Cher et du Lot. — M. Haulon, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Montargis (Loiret). — La discussion du projet de loi sur les responsabilités des accidents est reprise. Sur l'article 3, sont encore entendus : MM. Félix Martin, Blavier, Poirrier, *rapporteur*. Le deuxième paragraphe (1^o) est adopté. Sur le troisième paragraphe (2^o), sont entendus : MM. Blavier, Cordelet, Poirrier, *rapporteur*, Félix Martin, André Lebon, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. Le troisième paragraphe (2^o) est adopté. Un amendement de M. Blavier au quatrième paragraphe (3^o), repoussé par la Commission, d'accord avec le Gouvernement, est mis aux voix et rejeté, au scrutin public, par 173 voix contre 52, sur 225 votants. Le quatrième paragraphe de l'article 3 est adopté. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — Sur la demande de M. le Ministre des Travaux publics, la discussion de l'interpellation de M. Baudens, sur le fonctionnement du service des ponts et chaussées dans les départements des Alpes-Maritimes, est fixée à mardi. — M. Cordelet dépose le rapport sur la proposition de loi relative à la durée du mandat des membres des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide

qu'il se réunira lundi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures cinquante minutes (J.O., p. 3826).

Séance du 8 juillet.

- *Présidence de M. Challemel-Lacour.* — La séance est ouverte à deux heures dix minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Drouhet. — M. le Président fait une communication relative à la revue du 14 juillet. — M. Bisseuil, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les départements de l'Ardèche et de la Charente-Inférieure (trois projets). — M. Marquis dépose le rapport sur le projet de loi portant règlement définitif de l'exercice 1887. — M. Legludic, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les départements de Seine-et-Marne, de la Sarthe (deux projets), et la commune de Saint-Nicolas (Haute-Vienne). — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose onze rapports sur onze projets de lois concernant les départements de la Dordogne, de la Nièvre, de la Seine-Inférieure, du Cher, les villes de Libourne (Gironde), de Saint-Lô (Manche), d'Oran et de Bône (Algérie). — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, cinq projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Seine-Inférieure, de la Somme, de la Mayenne, de la Haute-Marne et la ville de Tulle (Corrèze). — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant la détermination et la conservation des postes électro-sémaphoriques. L'urgence est déclarée. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont adoptés. — M. Morel, au nom de la Commission des finances, dépose le rapport sur le projet de loi relatif au droit à pension militaire des fonctionnaires du service de la trésorerie et des postes aux armées. — M. Guyot, au nom de la Commission des finances, dépose le rapport sur la proposition de loi relative à la majoration des pensions de la Caisse nationale des retraites. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi tendant à approuver une convention passée entre la ville de Paris et le Crédit foncier de France pour la conversion d'emprunts antérieurs. — M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement pour assister le Ministre de l'Intérieur dans la discussion, M. Poubelle, *Préfet de la Seine*. L'urgence est déclarée. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Lefèvre, *rapporteur*, Blavier, Poubelle, *Préfet de la Seine*, Commissaire du Gouvernement, Buffet. L'article unique du projet

de loi est mis aux voix et adopté. M. André Lebou, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, dépose le projet de loi portant approbation de l'arrangement pour la répression des fausses indications sur la provenance des marchandises, signé à Bucharest, le 11 mars 1895, entre la France et la Roumanie. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant le département de l'Indre. — M. Haulon, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose six rapports sur six projets de lois concernant les départements de l'Aisne, de la Corse, de la Meuse, des Basses-Pyrénées et des Hautes-Pyrénées (deux projets). — M. Dufoussat, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les départements du Jura, de la Loire, des Basses-Pyrénées et de la Haute-Vienne. — M. Philippe Blanc, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose trois rapports sur trois projets de lois concernant les départements de la Marne, de la Mayenne et de la Somme. — L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur le projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Des amendements de MM. Félix Martin, Blavier, au paragraphe 5 de l'article 3, sont retirés par leurs auteurs pour être représentés lors de la 2^e délibération. Sur le cinquième paragraphe de l'article 3, sont entendus : MM. Cordelet, auteur d'un autre amendement, Poirrier, *rapporteur*. L'amendement de M. Cordelet, accepté par la Commission, et le cinquième paragraphe motivé sont adoptés. Sur le sixième paragraphe, sont entendus : MM. Poirrier, *rapporteur*, Félix Martin, auteur d'un amendement, Waddington, Labeyrie, *directeur de la Caisse des dépôts et consignations*, Commissaire du Gouvernement, Buffet, Demôle. Le sixième paragraphe, modifié par la Commission, et le septième et dernier paragraphe sont adoptés, ainsi que l'ensemble de l'article 3. Sur l'article 4, sont entendus : MM. Buffet, Poirrier, *rapporteur*, Silhol, auteur d'un amendement. La première partie de l'article 4 est adoptée. L'amendement de M. Silhol à la seconde partie de l'article 4 est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 156 voix contre 69, sur 225 votants. Les deuxième, troisième et dernière parties sont adoptées, ainsi que l'ensemble de l'article 4. La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, portant transmission d'une proposition de loi tendant à rendre l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse applicable aux journaux publiés en France en langue étrangère. Le Sénat, consulté, prononce l'urgence. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira mardi, à deux heures, dans les

bureaux, et à deux heures et demie, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 3863).

Séance du 9 juillet.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures trente-cinq minutes. Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté. — M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés portant transmission d'une proposition de loi sur l'interdiction du cumul de l'indemnité législative des sénateurs avec des traitements de l'État. — M. André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, dépose le projet de loi portant modification de la loi du 11 janvier 1892 (Tarif des douanes). Le Sénat, consulté, déclare l'urgence. — M. Philippe Blanc, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant le département de l'Yonne. — Sur la demande de M. Morel, au nom de la Commission des finances d'accord avec le Gouvernement, le Sénat, après en avoir déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate, adopte le projet de loi relatif au droit à pension militaire des employés de la trésorerie et des postes aux armées. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, dix-huit projets de lois d'intérêt local concernant la ville de Dijon (Côte-d'Or), une transaction entre l'État et les consorts Marcellus, le département du Calvados, la ville de Rouen (Seine-Inférieure), les départements de la Vendée, du Var, de la Haute-Loire, de l'Ariège, des Deux-Sèvres, de l'Ain, de la Haute-Savoie (deux projets), d'Eure-et-Loir, de la Corrèze, du Lot, du Cher, de Loir-et-Cher et la ville de Montargis (Loiret). — Le Sénat adopte également, après en avoir déclaré l'urgence, onze projets de lois déclarant d'utilité publique des travaux à effectuer, en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne, dans les bassins de l'Ardèche moyenne (Ardèche), de l'Ardèche supérieure (Ardèche), de l'Ouvèze (Drôme), d'Eygues-Oule (Drôme), de la Pique (Haute-Garonne), de la basse Isère-Isère, de la Bonne (Isère), du Tarn (Lozère), du Bastan (Hautes-Pyrénées), du Gave de Pau (Hautes-Pyrénées) et de la Neste de Louron (Hautes-Pyrénées). — M. le Ministre de l'Intérieur dépose cinq projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Nièvre, de Seine-et-Marne, les villes de Nantes (Loire-Inférieure), de Tulle (Corrèze), de Tourcoing (Nord). — M. le Ministre des Finances dépose deux projets de lois d'intérêt local concernant des échanges de terrains entre l'État et MM. Lecler et Sallé. — M. Darbot dépose et lit le rapport sur la proposition de loi portant modification

aux lois des 21 juillet 1881 et 2 août 1884, relatives aux ventes et échanges d'animaux domestiques. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Pauliat au sujet des gisements de phosphate de chaux existant dans la région de Tébessa (département de Constantine). M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre de l'Intérieur dans la discussion, M. Cambon, *Gouverneur général de l'Algérie*. Sont entendus : MM. Pauliat, Cambon, *Gouverneur général de l'Algérie*, *Commissaire du Gouvernement*, Leygues, *Ministre de l'Intérieur*, Barbey. Un ordre du jour motivé, présenté par M. Barbey, est mis aux voix et adopté. — M. Joseph Fabre dépose le rapport sur la proposition de loi relative au fonctionnement parlementaire en temps de guerre. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville d'Oran (Algérie). — M. Dellestable, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose un rapport sur un projet de loi concernant la ville de Tulle (Corrèze). — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose huit rapports sur huit projets de lois concernant les départements de la Vendée, de la Haute-Garonne, de l'Indre, d'Indre-et-Loire, de l'Hérault, les villes d'Oran (deux projets) et de Bône (Algérie). — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira jeudi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 3894).

Séance du 11 juillet.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Pazat, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Labrousse dépose, au nom de la Commission d'intérêt local, le rapport sur le projet de loi concernant la ville d'Orange (Vaucluse). — Le Sénat, après en avoir déclaré l'urgence, adopte les deux projets de lois suivants : le projet de loi ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Hautes-Pyrénées, des deux chemins de fer d'intérêt local, à voie de un mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails et à traction électrique, de Pierrefitte à la Raillère par Cauterets, et de Pierrefitte à Luz-Saint-Sauveur, et le projet de loi concernant l'abandon à l'État du canal de la Dive et du Thouet par les concessionnaires. — Le Sénat adopte également, en 2^e délibération, le projet de loi ayant pour objet d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France pour la modification des contrats qui lient cette Compagnie à l'État. — M. le Ministre

des Finances dépose le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1896 (Contributions directes et taxes y assimilées), et le projet de loi concernant la réforme de l'impôt des boissons. Le Sénat décide de renvoyer aux bureaux ce dernier projet. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose un projet de loi d'intérêt local concernant la ville d'Avignon (Vaucluse). — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les départements de la Nièvre, de Seine-et-Marne et les villes de Nantes (Loire-Inférieure) et de Tourcoing (Nord). — M. Haulon, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose et lit le rapport sur le projet de loi concernant la ville d'Avignon (Vaucluse). La discussion immédiate est demandée et ordonnée. M. Buffet est entendu. Le Sénat décide que la discussion aura lieu demain. — M. Dauphin, au nom de la Commission des douanes, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant modification de la loi du 11 janvier 1892 (Tarif des douanes). Sur la demande de la Commission, d'accord avec le Gouvernement, l'urgence est déclarée. Sur une demande de discussion immédiate, sont entendus : MM. Buffet, Dauphin, Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*, Fresneau. La discussion immédiate est ordonnée. La fixation de la discussion à demain, demandée par M. Buffet, est mise aux voix et repoussée. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant en qualité de Commissaires du Gouvernement, pour assister les Ministres des Finances, des Affaires étrangères, du Commerce et de l'Industrie et de l'Agriculture dans la discussion : MM. Pallain, *directeur général des douanes*, Bompard, *directeur des consulats et des affaires commerciales*, Chandèze, *directeur du commerce extérieur*, et Tisserand, *directeur de l'agriculture*. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Morellet, Francoz, Lucien Brun, Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*. Une motion de MM. Morellet, Goujon, Francoz et Folliet, relative au pays de Gex, est mise aux voix et adoptée. M. le Président donne lecture de l'article unique du projet de loi et met en délibération le tableau y annexé des numéros modifiés du tarif des douanes. Le numéro 33 *ter* est adopté. Sur le n° 36 (Fromages), sont entendus : MM. Bernard, Pallain, *directeur général des douanes*, *Commissaire du Gouvernement*. Les n°s 36, 293, 380, 407, 411, 419, 443, sont adoptés. Sur le n° 449 (Tissus et foulards de soie), sont entendus : MM. Reymond, Hanotaux, *Ministre des Affaires étrangères*. Les n°s 449, 459 *bis*, 497, 498, 499, 500, 500 *bis*, 500 *ter*, 501, 501 *bis*, 501 *ter*, 501 *quater*, 503, sont adoptés. Sur le n° 503 *bis* (Boîtes de montres), sont entendus : MM. Bernard, Pallain, *Commissaire du Gouvernement*. Le n° 503 *bis* et les numéros suivants, ainsi que le libellé de l'article unique, sont successivement mis aux voix et adoptés. L'ensemble du projet de loi est

adopté, au scrutin public, par 253 voix contre 2, sur 255 votants. — M. Franck Chauveau, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi ayant pour objet de porter de 10 à 15 millions le fonds de roulement du protectorat de l'Annam et du Tonkin. L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est ordonnée et fixée à demain. — M. de Casabianca dépose et lit le rapport sur la proposition de loi tendant à rendre l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse applicable aux journaux publiés en France en langue étrangère. L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est ordonnée. L'article unique de la proposition de loi est adopté. M. Bérenger, *Vice-Président*, remplace M. le Président au fauteuil. M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, sur l'exercice 1895, d'un crédit de 5.000 francs pour la pose d'une pierre tombale à la mémoire d'Albert, membre du Gouvernement provisoire de 1848. L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est ordonnée et fixée à demain. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi relative à la durée du mandat des membres des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement. L'urgence est déclarée. — M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre de l'Intérieur dans la discussion, M. Mastier, *directeur de l'administration départementale et communale*. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Mastier, *Commissaire du Gouvernement*, Cordelet, *rapporteur*, Poriquet, Leporché. L'ajournement, demandé par M. Poriquet, mis aux voix, n'est pas prononcé. Sur l'article premier, sont entendus : MM. Séblin, Cordelet, *rapporteur*. L'article premier (Texte de la Commission), mis aux voix, est, après une épreuve déclarée douteuse, repoussé par assis et levé. L'article premier (Texte voté par la Chambre des Députés) est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 207 voix contre 42, sur 249 votants. — M. le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, dépose les deux projets suivants : un projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, d'un crédit supplémentaire de 10.000 francs sur le chapitre 7 (1^{re} section du budget de l'exercice 1895), et annulation d'une somme égale sur le chapitre 60, même exercice, et un projet de loi portant fixation de la rétribution à verser par les étudiants pour les conférences dans les Facultés de droit. — M. le Ministre de l'Intérieur dépose trois projets de lois concernant les départements de l'Hérault, des Landes et de l'Aude. — M. Poirrier dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant approbation de l'arrangement pour

la répression des fausses indications sur la provenance des marchandises, signé à Bucharest, le 11 mars 1895, entre la France et la Roumanie. L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est ordonnée. L'article unique du projet de loi est mis aux voix et adopté. — M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1896 (Contributions directes et taxes y assimilées). L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est ordonnée et fixée à demain. — L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi portant modification aux lois des 21 juillet 1881 et 2 août 1884, relatives aux ventes et échanges d'animaux domestiques. Dans la discussion générale, M. Lourties est entendu. Le Sénat décide de passer à la discussion des articles. Les articles et l'ensemble de la proposition de loi sont successivement mis aux voix et adoptés. — M. le Président règle l'ordre du jour. M. Bardoux est entendu. Le Sénat décide qu'il se réunira demain, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à cinq heures quarante-cinq minutes (J.O., p. 3961).

Séance du 12 juillet.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures vingt-cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Maxime Lecomte, l'un des secrétaires, est adopté. — M. Choquet, au nom du 3^e bureau, dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu le 7 juillet dans le département de Maine-et-Loire. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. le comte de Blois est admis comme sénateur du département de Maine-et-Loire. — M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, dépose le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1895. — M. Gaudaud, *Ministre de l'Agriculture*, dépose le projet de loi portant approbation d'un article additionnel à la convention sur les rapports de voisinage et la surveillance des forêts limitrophes, du 23 février 1882, entre la France et la Suisse. — M. le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*, dépose le projet de loi tendant à modifier la répartition par chapitres des crédits ouverts au Ministre de la Guerre pour l'exécution des manœuvres de 1895. — M. Bisseuil, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant fixation de la rétribution à verser par les étudiants pour les conférences dans les Facultés de droit. M. le Rapporteur, au nom de la Commission, d'accord avec le Gouvernement, demande l'urgence. L'urgence est déclarée et la discussion immédiate ordonnée. — M. Bisseuil, au nom de la Commission des finances, dépose le rapport sur le projet de loi portant ouver-

ture au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, d'un crédit supplémentaire de 10.000 francs sur le chapitre 7 (1^{re} section du budget de l'exercice 1895), et annulation d'une somme égale sur le chapitre 60, même exercice. M. le Rapporteur, au nom de la Commission, d'accord avec le Gouvernement, demande l'urgence. L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est demandée et ordonnée. — M. André Lebon, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, dépose un projet de loi tendant à modifier le libellé du chapitre 21 du budget de 1895 du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes (Postes et télégraphes), et dix projets de lois d'intérêt local concernant les départements de l'Aude, de la Loire-Inférieure, de la Marne (six projets), de la Somme et de l'Yonne. — M. Morel, au nom de la Commission des finances, fait à la tribune le rapport verbal sur le projet de loi tendant à modifier le libellé du chapitre 21 du budget de 1895 du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes (Postes et télégraphes). L'urgence est déclarée. La discussion immédiate est ordonnée. — M. Guérin, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rapport sur le projet de loi tendant à modifier la répartition par chapitres des crédits ouverts au Ministre de la Guerre pour l'exécution des manœuvres de 1895. L'urgence est déclarée et la discussion immédiate ordonnée. — M. Dulac, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose quatre rapports sur quatre projets de lois concernant les départements de l'Aube, des Landes, de la Loire-Inférieure et de l'Hérault. — M. Isaac, au nom du 2^e bureau, dépose et lit le rapport sur l'élection sénatoriale qui a eu lieu le 30 juin dans le département de la Somme. Les conclusions du rapport sont adoptées et M. Froment est admis comme sénateur du département de la Somme. — M. Dellestable, au nom de la Commission d'intérêt local, dépose neuf rapports sur neuf projets de lois concernant les départements de la Marne (six projets), de l'Aude, de l'Yonne, de la Somme. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, trente-cinq projets de lois d'intérêt local concernant les départements de la Charente-Inférieure (trois projets), de l'Ardèche, de la Seine-Inférieure, de l'Aube (premier projet), du Cher, la ville de Libourne (Gironde), le département de l'Aube (deuxième projet), la ville de Saint-Lô (Manche), les départements de la Dordogne, de la Nièvre, de la Loire-Inférieure, de la Sarthe (premier projet), de Seine-et-Marne, de la Sarthe (deuxième projet), la commune de Saint-Nicolas (Haute-Vienne), les départements de la Meuse, des Basses-Pyrénées (premier projet), de l'Aisne, des Hautes-Pyrénées (deux projets), de la Corse, de la Haute-Vienne, des Basses-Pyrénées (deuxième projet), du Jura, de la Loire, de la Somme, de la Marne, de la Mayenne, la Chambre de commerce d'Oran (Algérie)

les villes de Tulle (Corrèze), de Bône (Constantine), d'Oran (Algérie) et le département de l'Hérault. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi tendant à autoriser la ville d'Avignon (Vaucluse) à emprunter une somme de 8 millions et à s'imposer extraordinairement. Sur l'article premier, sont entendus : MM. Buffet, Haulon, *rapporteur*. Les articles et l'ensemble du projet de loi sont adoptés. — M. Édouard Millaud dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant approbation d'un article additionnel à la convention sur les rapports de voisinage et la surveillance des forêts limitrophes, du 23 février 1882, entre la France et la Suisse. L'urgence est déclarée et la discussion immédiate ordonnée. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1896. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre des Finances dans la discussion, M. Boutin, *directeur général des contributions directes*. Les articles 1 à 15 sont adoptés. Sur l'article 16, sont entendus : MM. Boutin, *Commissaire du Gouvernement*, Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, Barbey, *vice-président de la Commission des finances*. Les articles 16 (Texte voté par la Chambre des Députés et accepté par la Commission des finances) et 17 sont adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 247 votants. — M. Calvet dépose une proposition de loi relative à l'organisation de l'assurance et du crédit agricoles. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Baudens, relative aux travaux publics et aux expertises qui ont eu lieu dans le département des Alpes-Maritimes. Sont entendus : MM. Baudens, Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*. L'incident est clos. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi ayant pour objet de porter de 10 à 15 millions le fonds de roulement du protectorat de l'Annam et du Tonkin. L'article unique du projet de loi est adopté, au scrutin public, par 182 voix contre 22, sur 204 votants. — Un projet de résolution relatif à la liquidation de la situation financière de l'Annam et du Tonkin, présenté par la Commission des finances, est mis aux voix et adopté. — M. Chalamet, *Vice-Président*, remplace M. le Président au fauteuil. — L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, sur l'exercice 1895, d'un crédit de 5.000 francs pour la pose d'une pierre tombale à la mémoire d'Albert, membre du Gouvernement provisoire de 1848. L'article unique de la proposition de loi est mis aux voix et adopté, au scrutin public, par 196 voix contre 7, sur 203 votants. — L'ordre du jour appelle la 1^{re} déli-

bération sur la proposition de loi relative aux obligations militaires des membres du Parlement. L'urgence est déclarée. L'article premier est adopté. Sur l'article 2, sont entendus : MM. Garran de Balzan, le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*, Maxime Lecomte, Joseph Fabre. L'article 3, réserve faite des mots « en temps de paix », est mis aux voix et adopté. Les mots « en temps de paix », l'ensemble de l'article 2 et les articles 3 et 4 sont adoptés. L'ensemble de la proposition de loi est adopté. — L'ordre du jour appelle la discussion des projets de lois pour lesquels le Sénat a déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate. Le Sénat adopte, au scrutin public, par 217 voix contre 5, sur 222 votants, le projet de loi portant fixation de la rétribution à verser par les étudiants pour les conférences dans les Facultés de droit. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, d'un crédit supplémentaire de 10.000 francs sur le chapitre 7 (1^{re} section du budget de l'exercice 1895), et annulation d'une somme égale sur chapitre 60, même exercice. M. le Président donne lecture d'un décret de M. le Président de la République désignant en qualité de Commissaire du Gouvernement, pour assister le Ministre de l'Instruction publique dans la discussion, M. Liard, *directeur de l'enseignement supérieur*. Dans la discussion générale, sont entendus : MM. Franck Chauveau, Thézard, Bisseuil, *rapporteur*, Liard, *Commissaire du Gouvernement*, Barbey, *vice-président de la Commission des finances*. L'ajournement, demandé par M. Franck Chauveau, est mis aux voix et repoussé, au scrutin public, par 178 voix contre 62, sur 240 votants. Les articles du projet de loi sont successivement adoptés. L'ensemble du projet de loi est adopté, au scrutin public, par 184 voix contre 37, sur 221 votants. — Le Sénat adopte successivement et sans discussion : le projet de loi tendant à modifier le libellé du chapitre 21 du budget de 1895 du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes (Postes et Télégraphes); au scrutin public, à l'unanimité de 221 votants, le projet de loi tendant à modifier la répartition par chapitres des crédits ouverts au Ministre de la Guerre pour l'exécution des manœuvres de 1895; le projet de loi portant approbation d'un article additionnel à la convention sur les rapports de voisinage et la surveillance des forêts limitrophes, du 23 février 1882, entre la France et la Suisse. — Le Sénat adopte également, après en avoir déclaré l'urgence et ordonné la discussion immédiate, trois projets de lois d'intérêt local concernant la ville d'Orange (Vaucluse), les départements de l'Yonne et de l'Indre. — M. le Président règle l'ordre du jour. Le Sénat décide qu'il se réunira samedi, à deux heures, en séance publique. La séance est levée à six heures quarante minutes (J.O., p. 3990).

Séance du 13 juillet.

Présidence de M. Challemel-Lacour. — La séance est ouverte à deux heures cinq minutes. — Le procès-verbal de la dernière séance, lu par M. Godin, l'un des secrétaires, est adopté après une observation de M. Isaac. — M. le Président annonce la mort de M. Drouillard, sénateur du département du Finistère. Il est procédé au tirage au sort d'une délégation chargée d'assister aux obsèques de M. Drouillard. — Le Sénat adopte successivement, et sans discussion, dix-neuf projets de lois d'intérêt local concernant les départements d'Indre-et-Loire, de la Haute-Garonne, la création d'un troisième canton à Tourcoing (Nord), la ville de Nantes (Loire-Inférieure), les départements de Seine-et-Marne, de la Nièvre, des Landes, de l'Aude (deux projets), de l'Hérault, de la Loire-Inférieure, de la Marne (six projets), de la Somme et de l'Yonne. — M. le Ministre des Affaires étrangères dépose un projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1895, de crédits supplémentaires s'élevant à 43.000 francs pour l'installation de deux postes consulaires au Siam. M. le Ministre donne lecture de l'exposé des motifs et demande l'urgence. Le Sénat, consulté, déclare l'urgence. — MM. les Ministres de la Justice, de l'Intérieur, de la Guerre et de la Marine déposent le projet de loi sur la trahison et l'espionnage. — M. Leygues, *Ministre de l'Intérieur*, dépose un projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit de 20.000 francs pour secours aux victimes de l'incendie de la rue Rochecouart; un projet de loi portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit de 1 million pour secours aux victimes des orages et inondations, et le projet de loi portant répartition du fonds de subvention aux départements, inscrit au chapitre 27 du budget général de l'exercice 1896, en exécution de l'article 58, paragraphe 7, de la loi du 10 août 1871. M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1895. L'urgence est déclarée et la discussion immédiate ordonnée. Les articles du projet de loi sont successivement adoptés. L'ensemble est adopté, au scrutin public, par 206 voix contre 1, sur 207 votants. — M. Morel, *rapporteur général de la Commission des finances*, dépose et lit le rapport sur le projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères, sur l'exercice 1895, de crédits supplémentaires s'élevant à 43.000 francs pour l'installation de deux postes consulaires au Siam. L'urgence est déclarée et la discussion immédiate ordonnée. Les articles du projet de loi sont adoptés. L'ensemble est adopté, au scrutin public, à l'unanimité de 193 votants. — M. Guyot, au nom de la Commission des finances, dépose et lit le rap-

port sur le projet de loi portant répartition du fonds de subvention aux départements, inscrit au chapitre 27 du budget général de 1896, en exécution de l'article 58, paragraphe 7, de la loi du 10 août 1871. L'urgence est déclarée et la discussion immédiate ordonnée. L'article unique est mis aux voix et adopté. — Sur les projets de lois relatifs aux crédits à ouvrir pour secours aux victimes des orages et des inondations et aux victimes de l'incendie de la rue Rochechouart, sont entendus : MM. Guyot, au nom de la Commission des finances, Leygues, *Ministre de l'Intérieur*, Peytral, Maxime Lecomte. L'ajournement des projets de lois, demandé par M. Guyot, au nom de la Commission des finances, est mis aux voix et prononcé. — M. le Ministre des Colonies donne lecture d'un décret portant retrait du projet de loi portant ouverture au Ministre des Colonies, sur l'exercice 1895, d'un crédit de 180.000 francs destiné à l'établissement d'un câble sous-marin entre Obock et Djibouti (baie de Tadjourah). — La séance est suspendue à trois heures trente-cinq minutes et reprise à cinq heures trente minutes. — M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*, dépose un projet de loi relatif à la construction d'un monument en l'honneur des morts de la Défense nationale. — M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, donne lecture d'un décret de M. le Président de la République prononçant la clôture de la session ordinaire de 1895 du Sénat et de la Chambre des Députés. Acte est donné de la lecture de ce décret. Le procès-verbal de la présente séance, lu par M. Merlet, l'un des secrétaires, est adopté. La séance est levée à cinq heures trente-cinq minutes (J.O., p. 4016),

PROJETS DE RÉSOLUTIONS. — 1° Portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1893 ; 2° portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour la période du 1^{er} janvier au 25 juillet 1894. Déposés par M. Lecler, au nom de la Commission de comptabilité [31 janvier] (A., t. I, p. 29 ; J.O., c.r., p. 26 ; I. 12, 13). Discussion : MM. Hervé de Saisy, le Président. Adoption [8 février] (A., t. I, p. 48 ; J.O., c.r., p. 43). — 1° Portant fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1895 ; 2° évaluation des recettes de la Caisse des retraites des employés du Sénat. M. Lecler dépose le rapport, au nom de la Commission de comptabilité [12 février] (A., t. I, p. 67 ; J.O., c.r., p. 61 ; I. 25). Discussion du rapport de la Commission. Adoption [19 février] (A., t. 1, p. 82 ; J.O., c.r., p. 73). — M. Peytral dépose et développe, au nom de plusieurs de ses collègues et au sien, un projet de résolution tendant à comprendre dans l'amnistie certains fonctionnaires, membres du Conseil général, qui ont pris part à un vote politique. Sont entendus : MM. Peytral, Trarieux,

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Adoption [31 janvier] (A., t. I., p. 32; J.O., c.r., p. 29). — De M. Le Royer, concernant l'impression et l'affichage du discours de M. Loubet, *président de la Commission des finances*: MM. Le Royer, Wallon, le Président, Floquet, Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances.* Adoption [3 avril] (A., t. I., p. 414; J.O., c.r., p. 344). — Présenté par M. Garran de Balzan, tendant à exclure de la Commission des finances les sénateurs qui émargent au budget des Compagnies de chemins de fer. Cette proposition est renvoyée à la Commission d'initiative parlementaire [21 mai] (A., t. II, p. 3; J.O., c.r., p. 548). — Déposé par MM. Hamel et Isaac, tendant à la nomination par le Sénat de trois Commissions spéciales chargées d'étudier : la 1^{re}, la réforme administrative proprement dite; la 2^e, la réorganisation judiciaire; la 3^e, la réforme de l'administration fiscale. Renvoyé à la Commission d'initiative parlementaire [27 mai] (A., t. II, p. 6; J.O., c.r., p. 551).

PROSTITUTION ET OUTRAGES aux bonnes mœurs. V. loi 120.

PUY (1^e). — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 186.

PYRÉNÉES (BASSES). Imposition extraordinaire. V. loi 227. — Imposition extraordinaire (0 fr. 03). V. loi 285.

PYRÉNÉES (HAUTES). — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 256. — Imposition extraordinaire pour les chemins vicinaux. V. loi 257.

PYRÉNÉES ORIENTALES. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 91. — Emprunt de 57.200 francs. V. loi 107.

QUESTIONS. — Adressée par M. Guibourd de Luzinai, à M. Ribot, *Président du Conseil, Ministre des Finances*, pour le prier de faire étudier, de concert avec tous les Ministères, dans quelle mesure il sera tenu compte aux fonctionnaires publics entrés dans les divers services avant d'être appelés sous les drapeaux, du temps qu'ils y auront passé, et ce, afin de constituer leur droit à l'avancement ou à l'ancienneté [7 avril] (A., t. I, p. 525; J.O., c.r., p. 434). — Adressée à M. Trarieux, *Ministre de la Justice, Garde des Sceaux*, par M. de l'Angle-Beaumanoir, tendant à savoir s'il existe une loi, un décret, ou un article des statuts de la Légion d'honneur, conférant aux anciens Présidents de la République le droit de porter les insignes de grand-croix, lorsqu'ils ont quitté leurs fonctions. M. Trarieux dé-

veloppe sa réponse [12 avril] (A., t. I, p. 643; J.O., c.r., p. 530). — Posée à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, par M. Thévenet, relative à un article paru dans un journal du matin, qui citait son nom comme ayant été mêlé aux affaires de la Compagnie du chemin de fer du Sud de la France [11 juin] (A., t. II, p. 51; J.O., c.r., p. 589). — Adressée et développée à M. le Ministre de l'Agriculture, par M. Camescasse, sur l'arrivage de moutons d'Amérique atteints de maladies contagieuses et quelles mesures il compte prendre pour empêcher l'introduction en France d'animaux qui peuvent être funestes à notre élevage. M. Gadaud, *Ministre de l'Agriculture*, lui répond [20 juin] (A., t. II, p. 123; J.O., c.r., p. 648). — Adressée et développée par M. Gauthier, à M. le Ministre des Travaux publics, sur la situation des canaux du Midi. M. Dupuy-Dutemps, *Ministre des Travaux publics*, lui répond [27 juin] (A., t. II, p. 171; J.O., c.r., p. 686).

RAMBERVILLERS. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 77.

RANC. Seine. — Membre de Commissions (F. 14, 47; J.O., p. 833, 3003).

RATIER. Indre. — Est appelé par son âge à la formation du bureau provisoire, en qualité de secrétaire, à l'ouverture de la session ordinaire [8 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Secrétaire de la Commission de comptabilité (J.O., p. 254; F. 6). — Dépose une pétition des Sociétés suivantes : l'Union des Sociétés de chasseurs de France, les Sociétés pour la répression du braconnage, de Dijon, de Moulins, de Niort, de Marseille, de Limoges, du Mans, de Bordeaux, d'Agen, de Toulouse, de Besançon, de Reims, de Commercy, de Mâcon, du Havre, de Condé-sur-Noireau, d'Angoulême, de Saint-Jean-d'Angély, de Montluçon, de Voiron, de Buzançais et de Tonnay-Charente [12 février] (J.O., c.r., p. 61). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Merlin et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'interdire les coalitions formées dans le but de suspendre ou de cesser le travail dans les exploitations de l'État et dans les Compagnies de chemins de fer (J.O., p. 956; F. 15). — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi portant modification de plusieurs dispositions légales relatives au mariage, dans le but de le rendre plus facile (J.O., p. 3003; F. 47). Rapporteur de la même Commission (J.O., p. 4017; F. 1, sess. extr.). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et sur l'organisation obligatoire. Présente sur l'article premier

un amendement qui est renvoyé, avec cet article, à la Commission [13 juin] (A., t. II, p. 65; J.O., c.r., p. 601, 608). — Membre de Commissions (F. 3, 4, 6, 14, 47, 48; J.O., p. 168, 198, 254, 833, 3003, 3024).

RECOUVREMENT DES FRAIS dus aux notaires, avoués et huissiers. V. loi 187.

RECRUTEMENT DE L'ARMÉE. — M. le général Zurlinden, *Ministre de la Guerre*, dépose le compte rendu sur le recrutement de l'armée pendant l'année 1894 [13 juin] (A., t. II, p. 63; J.O., c.r., p. 599). — Mise en route des recrues. V. loi 213. — Modification de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889, concernant les obligations militaires des étudiants en droit, en médecine et en pharmacie. V. loi 234.

RÉGISMANSET. Seine-et-Marne. — Secrétaire de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi tendant à modifier l'article 1033 du Code civil (J.O., p. 697; F. 12). — Membre de Commissions (F. 3, 10, 47; J.O., p. 168, 615, 3003).

RENNES. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 39.

RÉPARTITION du fonds de subvention aux départements, en conformité de la loi du 10 août 1871. V. loi 334.

RÉUNION (1a). — Érection en commune de la Pointe-des-Galets. V. loi 161. — Loi militaire applicable à l'île de. V. loi 232.

REY. Isère. — Membre d'une Commission (F. 23; J.O., p. 1365).

REYMOND. Loire. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget du Ministère des Travaux publics. Présente un amendement qui n'est pas adopté [6 avril] (A., t. I, p. 481; J.O., c.r., p. 398). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 11 janvier 1892 sur le tarif des douanes [11 janvier] (A., t. II, p. 311; J.O., c.r., p. 801). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 198).

RIBOT, *Président du Conseil, Ministre des Finances.* — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministère de la Guerre un crédit extraordinaire pour les funérailles du maréchal Canrobert [1^{er} février] (A., t. I, p. 39; J.O., c.r., p. 36). — Dépose le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des

dépenses et des recettes de l'exercice 1895 [21 mars] (A., t. I, p. 257; J.O., c.r., p. 217). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1894; l'ouverture d'un crédit supplémentaire de un million au Ministère de la Guerre et l'annulation de la même somme au budget [29 mars] (A., t. I, p. 343; J.O., c.r., p. 286). — Parle dans la discussion générale du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 [2 avril] (A., t. I, p. 385; J.O., c.r., p. 315). — Prend part à la discussion du budget du Ministère de l'Intérieur et du projet de résolution proposé par M. Le Royer, tendant à l'impression et à l'affichage du discours prononcé par M. Loubet, *président de la Commission des finances*, au cours de la discussion générale du budget [3 avril] (A., t. I, p. 415; J.O., c.r., p. 331, 345). — Est entendu dans la discussion du budget du Ministère de l'Algérie [6 avril] (A., t. I, p. 491; J.O., c.r., p. 405, 412). — Répond à M. Guibourd de Luzinai que le Ministre étudie en ce moment dans quelle mesure il pourra être tenu compte aux fonctionnaires publics entrés dans les divers services avant d'être appelés sous les drapeaux, du temps qu'ils y auront passé, afin de réserver leurs droits à l'avancement [7 avril] (A., t. I, p. 525; J.O., c.r., p. 434). — Est entendu sur le paragraphe 2 de la loi de finances (Impôts et revenus autorisés) [8 avril] (A., t. I, p. 537; J.O., c.r., p. 442). — Répond à MM. de Marcère, Bardoux, Camescasse, Hervé de Saisy, Gérente, Baudens, etc., au cours de la discussion de la loi de finances (Budget de 1895) [9 avril] (A., t. I, p. 567; J.O., c.r., p. 466). — Répond à M. Grivart à propos de son amendement sur les sommes déposées à la Caisse des dépôts et consignations [10 avril] (A., t. I, p. 598; J.O., c.r., p. 493). — Répond à la question de M. Bardoux sur ce qu'il entend par le mot « collectivité » [12 avril] (A., t. I, p. 635; J.O., c.r., p. 524). — Fait un appel à la concorde pour l'adoption et le vote définitif du budget de l'exercice 1895 [12 avril] (A., t. I, p. 653; J.O., c.r., p. 538). — Exprime sa satisfaction à M. Bardoux, qui a annoncé que la Commission du travail retire la démission qu'elle avait donnée et qu'elle est prête à reprendre ses travaux [17 juin] (A., t. II, p. 100; J.O., c.r., p. 629). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant annulation de crédits sur l'exercice 1894, l'ouverture de crédits sur l'exercice 1895, l'ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés, ainsi que l'ouverture de crédits au titre des budgets annexes [28 juin] (A., t. II, p. 185; J.O., c.r., p. 698). — Prend part à la discussion relative aux contributions directes et aux taxes y assimilées sur l'exercice 1896 [12 juillet] (A., t. II, p. 341; J.O., c.r., p. 828).

RICHAUD. Basses-Alpes. — Demande un congé [28 février] (J.O., c.r., p. 102) [22 mars] (J.O., c.r., p. 233). — M. le Président annonce son décès et prononce son éloge funèbre [30 mai] (A., t. II, p. 27; J.O., c.r., p. 567). — Membre de Commissions (F. 3, 4, 10; J.O., p. 168, 198, 615).

RINGOT. Pas-de-Calais. — Membre de Commissions (F. 3, 10; J.O., p. 168, 615).

ROGER. Dordogne. — Demande un congé [10 juin] (J.O., c.r., p. 587). — Membre de Commissions (F. 3, 4, 14, 47, 59; J.O., p. 168, 198, 833, 3003, 3524).

ROSCANVEL. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 14.

ROUEN. — Engagement de la ville de. V. loi 252.

ROULAND. Seine-Inférieure. — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la location à la ville du Tréport (Seine-Inférieure), pour une durée de trente années, des portions de la plage destinées à l'exploitation de bains de mer [19 mars] (A., t. I, p. 243; J.O., c.r., p. 205; Fa. 47, n° 93). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés: le 1^{er}, relatif au mode d'application des droits établis au port du Havre par la loi du 16 septembre 1807, pour subvenir aux dépenses du magasin de sauvetage; le 2^e, portant création de surtaxe à l'octroi de Loperhet (Finistère) [1^{er} avril] (A., t. I, p. 251; J.O., c.r., p. 292; Fa. 72, 73, n° 142, 143). — Dépose une pétition des membres des bureaux des Sociétés, Comices et Syndicats agricoles du département de la Seine-Inférieure [30 mai] (J.O., c.r., p. 571). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 23; J.O., p. 168, 254, 1365).

ROUMANIE. — Arrangement pour la répression des fausses indications sur la provenance des marchandises. V. loi 293.

ROUSSEL (Théophile). Lozère. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1895 [7 avril] (A., t. I, p. 520; J.O., c.r., p. 430).

ROZIÈRE (de). Lozère. — Élu membre suppléant de la Commission de la Haute-Cour de Justice [14 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 12).

SABLES-D'OLONNE. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 78

SAINT-AGNET. — Imposition extraordinaire. V. loi 30.

SAINT-AMAND. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 76.

SAINT-CLOUD. — Prorogation de surtaxes à son octroi. V. loi 9.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 154.

SAINT-HIPPOLYTE-DU-FORT. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 75.

SAINT-LO. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 286.

SAINT-NAZAIRE. — Nouvelle entrée du sud du port. V. loi 67.

SAINT-NICOLAS. — Imposition extraordinaire d'office. V. loi 287.

SAINT-PRIX. Ardèche. — Membre de Commissions (F. 47, 51; J.O., p. 3003, 3254).

SAINT-ROMME. Isère. — Dépose une pétition d'un certain nombre d'employés aux carrières et usines de l'Échaillon (Isère) [12 mars] (J.O., c.r., p. 187). — Secrétaire de la Commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet la construction d'une nouvelle entrée au sud du port de Saint-Nazaire; l'acceptation des offres de concours du département de la Loire-Inférieure, de la ville et de la Chambre de commerce, et de la création des voies et moyens financiers (J.O., p. 1473; F. 25). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° la déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'une nouvelle entrée au sud du port de Saint-Nazaire; 2° l'acceptation des offres de concours du département de la Loire-Inférieure, de la ville et de la Chambre de commerce de Saint-Nazaire; 3° la création des voies et moyens financiers destinés à assurer la réalisation des offres de concours [2 avril] (A., t. I, p. 393; J.O., c.r., p. 327; I. 72). — Membre de Commissions (F. 10, 14, 23; J.O., p. 615, 833, 1365).

SAISY (Hervé de). Inamovible. — Est entendu dans la discussion du projet de résolution portant règlement définitif du compte des recettes

et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1893 [8 février] (A., t. I, p. 48; J.O., c.r., p. 43). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'impôt des prestations. Présente deux amendements, dont le premier est adopté et le second retiré [28 février] (A., t. I, p. 111; J.O., c.r., p. 97). — Parle dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la réglementation des Halles centrales [4 mars] (A., t. I, p. 137; J.O., c.r., p. 119). — Prend part à la discussion en 2^e délibération de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'impôt des prestations. Présente un amendement qui n'est pas adopté [11 mars] (A., t. I, p. 203; J.O., c.r., p. 172). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Vaucluse à contracter un emprunt de 2.057.508 fr. 66 [1^{er} avril] (A., t. I, p. 351; J.O., c.r., p. 292; Fa. 74, n^o 144). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation des dépenses et des recettes de l'exercice 1895 [2 avril] (A., t. I, p. 392; J.O., c.r., p. 325) [3 avril] (A., t. I, p. 404; J.O., c.r., p. 336). — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, portant création de surtaxe à l'octroi de Lannion (Côtes-du-Nord); le 2^e, tendant à autoriser le département des Pyrénées-Orientales à contracter un emprunt de 57.200 francs. Prend part à la discussion du budget du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes pour l'exercice 1895 [4 avril] (A., t. I, p. 421; J.O., c.r., p. 350, 352, 357; Fa. 83, 84, n^{os} 160, 161). — Parle dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1895 [5 avril] (A., t. I, p. 450; J.O., c.r., p. 386). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Côtes-du-Nord à contracter un emprunt de 121.200 francs. Est entendu dans la discussion du budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1895 [6 avril] (A., t. I, p. 474; J.O., c.r., p. 391, 401; Fa. 89, n^o 171). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département des Côtes-du-Nord à s'imposer extraordinairement (0 fr. 03) [7 avril] (A., t. I, p. 560; J.O., c.r., p. 422; Fa. 92, n^o 174). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de Maine-et-Loire à contracter un emprunt de 2.817.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 fr. 01) [8 avril] (A., t. I, p. 560; J.O., c.r., p. 460; Fa. 97, n^o 181). — Prend part à la discussion de la loi de finances (Budget de 1895, art. 21) [9 avril] (A., t. I, p. 583; J.O., c.r., p. 479). — Présente et déve-

loppe, sur l'article 47 (Pari mutuel), un amendement qui n'est pas pris en considération [10 avril] (A., t. I, p. 601; J.O., c.r., p. 495). — Dépose les rapports sur les projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, tendant à autoriser : le 1^{er}, le département d'Ille-et-Vilaine à contracter un emprunt de 650.000 francs et à s'imposer extraordinairement (0 c. 85); le 2^e, le département de la Gironde à contracter un emprunt de 51.500 francs; le 3^e, la ville de Sidi-bel-Abbès (département d'Oran) à emprunter une somme de 1.871.048 fr. [11 avril] (A., t. I, p. 627; J.O., c.r., p. 517; Fa. 106, 107, n^{os} 203, 204, 205). — Membre de Commissions (F. 3, 23; J.O., p. 168, 1365).

SAL (de). Corrèze. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, rendant applicable aux étrangers en matière commerciale l'article 166 du Code de procédure civile, relatif à la caution *judicatum solvi* [28 février] (A., t. I, p. 119; J.O., c.r., p. 102). — Dépose un rapport supplémentaire sur le projet de loi ayant pour objet de compléter la loi du 5 août 1881, relative au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués et huissiers (art. 7 du projet) [28 mai] (A., t. II, p. 17; J.O., c.r., p. 559; I. 115). — Demande un congé [30 mai] (J.O., c.r., p. 571). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 198).

SAONE-ET-LOIRE. — Emprunt. V. loi 99.

SARTHE. — Imposition extraordinaire pour l'assistance médicale. V. loi 255. — Emprunt. V. loi 281.

SAVIGNY DE MONCORPS (Comte de). Nièvre. — Membre de Commissions (F. 23, 59; J.O., p. 1365, 3524).

SAVARY. Finistère. — Est appelé par son âge à la formation du bureau provisoire, en qualité de secrétaire, à l'ouverture de la session ordinaire [8 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Dépose une pétition des membres de la Commission de l'hospice et du bureau de bienfaisance de Quimperlé (Finistère) [18 mars] (J.O., c.r., p. 203).

SAVOIE. — Imposition extraordinaire. V. loi 204.

SAVOIE (Haute). — Imposition extraordinaire (0 fr. 06) (Routes départementales). V. loi 247. — Imposition extraordinaire. V. loi 248.

SCAER. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 45.

SCRÉPEL. Nord. — Membre de Commissions (F. 14, 23; J.O., p. 833, 1365).

SÉBIRE. Manche. — M. le Président annonce son décès et prononce son oraison funèbre [25 juin] (A., t. II; p. 145; J.O., c.r., p. 665).

SÉBLINE. Aisne. — Est entendu dans la discussion en 2^e délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la réforme du régime des prestations. Présente un amendement qui est pris en considération et renvoyé à l'examen de la Commission [12 mars] (A., t. I, p. 217; J.O., c.r., p. 183). — Parle dans la discussion du règlement de l'ordre du jour, et notamment à la nomination de la Commission des finances [21 mai] (A., t. II, p. 3; J.O., c.r., p. 549). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [11 juin] (A., t. II, p. 58; J.O., c.r., p. 596). Présente, sur l'article premier du même projet de loi, un amendement tendant à étendre à l'agriculture les mêmes responsabilités lorsqu'elle emploie des machines à moteur inanimé [13 juin] (A., t. II, p. 69; J.O., c.r., p. 604). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la durée du mandat des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement [11 juillet] (A., t. II, p. 318; J.O., c.r., p. 808). — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 168).

SEINE. — Imposition extraordinaire. V. loi 106.

SEINE-ET-MARNE. — Imposition extraordinaire (0 fr. 02) pour les chemins vicinaux. V. loi 273. — Imposition extraordinaire (1 c. 68) (Chemin de fer d'intérêt local). V. loi 299.

SEINE-INFÉRIEURE. — Imposition extraordinaire. V. loi 228. — Ressources extraordinaires en vue de contribuer aux travaux d'amélioration du port du Havre et de la basse Seine. V. loi 283.

SELVES (de), Commissaire du Gouvernement. — Demande l'urgence dans la discussion du projet de loi concernant l'établissement des conducteurs d'énergie électrique autres que les conducteurs télégraphiques et téléphoniques [20 juin] (A., t. II, p. 122; J.O., c.r., p. 647).

SÉRUM THÉRAPEUTIQUE. — Vente et distribution du. V. loi 151.

SERVICE DE LA TRÉSORERIE et des postes aux armées, relatif au droit à pension militaire de ces fonctionnaires. V. loi 266.

SERVICES MARITIMES. — Exploitation entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, à titre transitoire, pendant un an à dater du 1^{er} juillet 1895. V. loi 220. — Modification dans le libellé du chapitre 21 du budget des Postes et des Télégraphes, concernant les services maritimes postaux de la France en Algérie, en Tunisie, en Tripolitaine et au Maroc. V. loi 328.

SERVICE MILITAIRE DES MEMBRES DU PARLEMENT. — V. loi 4.

SESSION ORDINAIRE. — Son ouverture [8 janvier] (A., t. I, p. 1; J.O., c.r., p. 1). — Décret prononçant la clôture [13 juillet] (A., t. II, p. 371; J.O., c.r., p. 851).

SÈVRES (Deux). — Imposition extraordinaire. V. loi 209. — Imposition extraordinaire. V. loi 246.

SIDI-BEL-ABBÈS. — Emprunt. V. loi 163.

SILHOL. Gard. — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : le 1^{er}, tendant à autoriser la ville d'Ajaccio (Corse) à emprunter une somme de 312.000 francs et à s'imposer extraordinairement; le 2^e, portant prorogation de surtaxe à l'octroi de Loc-Maria-Plouzané (Finistère) [5 février] (A., t. I, p. 44; J.O., cr., p. 39; Fa. 4, nos 9, 10). — Fait une rectification au procès-verbal [13 juin] (A., t. II, p. 63; J.O., c.r., p. 599). — Est nommé membre de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Marcel Barthe, ayant pour objet de prévenir les conflits entre le Sénat et la Chambre des Députés, en remplacement de M. Lenoël, décédé (J.O., p. 3442; F. 57). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement, dans le département des Hautes-Pyrénées, de deux chemins de fer d'intérêt local, à voie de 1 mètre de largeur entre les bords intérieurs des rails et à traction électrique, de Pierrefitte à la Raillière par Cauterets et de Pierrefitte à Luz-Saint-Sauveur. Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [4 juillet] (A., t. II, p. 226; J.O., c.r., p. 731) [5 juillet] (A., t. II, p. 247; J.O., c.r.

p. 748). Présente et développe sur l'article 4 un amendement qui est rejeté au scrutin de liste [8 juillet] (A., t. II, p. 273; J.O., c.r., p. 769). — Membre de Commissions (F. 3, 4, 23, 28, 56, 59, 66; J.O., p. 168, 198, 1365, 1543, 3407, 3524, 3895).

SIMEYROLS. — Imposition extraordinaire (40 c. 97). V. loi 93.

SIMON (Jules). Inamovible. — Reprend l'amendement de M. Bardoux, tendant à fixer à 0 fr. 30 pour 0 fr. 50 la taxe sur les immeubles qui ne sont pas assujettis à la taxe de mainmorte. Cet amendement est rejeté au scrutin [12 avril] (A., t. I, p. 641; J.O., c.r., p. 524).

SOMME. — Imposition extraordinaire. V. loi 205. — Imposition extraordinaire (3 c. 48). V. loi 272. — Imposition extraordinaire pour chemins vicinaux. V. loi 320.

SUBVENTION destinée à venir en aide aux départements pour l'exercice 1896. V. loi 334.

SUCCESSIONS. — Voy. **Enfants naturels.**

TASSIN. Loir-et-Cher. — Membre d'une Commission (F. 3; J.O., p. 168).

TAULIER. Vaucluse. — Secrétaire de la 1^{re} Commission d'intérêt local (J.O., p. 198; F. 4). — Secrétaire de la Commission de la marine (J.O., p. 394; F. 7). — Membre de Commissions (F. 3, 6, 12, 47, 59; J.O., p. 168, 254, 697, 3003, 3524).

TEISSERENC DE BORT. Haute-Vienne. — Rapport de M. Coste sur son élection [5 mars] (A., t. I, p. 149; J.O., c. r., p. 127). — Demande un congé [17 juin] (J.O., c.r., p. 629). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire. Présente un amendement qu'il ne maintient pas [4 juillet] (A., t. II, p. 215; J.O., c.r., p. 722). — Membre d'une Commission (F. 23; J.O., p. 1365).

TERRAINS EN MONTAGNE. — Restaurations : dans le bassin de l'Ardèche moyenne. V. loi 173. — Dans le bassin de l'Ardèche supérieure. V. loi 174. — Dans le bassin de l'Ouvèze (Drôme). V. loi 175. — Dans le bassin de l'Eygues-Oule (Drôme). V. loi 176. — Dans le bassin de

la Pique (Haute-Garonne). V. loi 177. — Dans le bassin de la basse Isère. V. loi 178. — Dans le périmètre de Dracbonne (Isère). V. loi 179. — Dans le bassin du Tarn (Lozère). V. loi 180. — Dans le bassin du Bastan (Hautes-Pyrénées). V. loi 181. — Dans le bassin du Gave de Pau (Hautes-Pyrénées). V. loi 182. — Dans le bassin de la Neste de Louron (Hautes-Pyrénées). V. loi 183.

TÉZENAS. Aube. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de la Légion d'honneur pour l'exercice 1895. Présente sur l'article 3, relatif au traitement de la Légion d'honneur, un amendement qui est adopté [7 avril] (A., t. I, p. 526; J.O., c.r., p. 435). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les conditions dans lesquelles le Ministre de la Guerre est autorisé à interdire l'exportation des armes, pièces d'armes et munitions de toute espèce [9 avril] (A., t. I, p. 569; J.O., c.r., p. 468; I. 87). — Rapporteur du projet de loi relatif aux règles à établir pour la mise en route des recrues [14 juin] (J.O., p. 3362; F. 54). Dépose le rapport [17 juin] (A., t. II, p. 100; J.O., c.r., p. 629; I. 131). — Dépose le rapport sur la proposition de loi portant application du service militaire à l'île de la Réunion [2 juillet] (A., t. II, p. 207; J.O., p. 3588; I. 155). Parle dans la discussion [5 juillet] (A., t. II, p. 238; J.O., c.r., p. 639). — Membre de Commissions (F. 6, 14, 61; J.O., p. 697, 1365, 3524, 3895).

THÉRY. Inamovible. — Président de la 3^e Commission des pétitions (J.O., p. 1404; F. 24). — Membre d'une Commission (F. 23; J.O., p. 1365).

THÉZARD. Vienne. — Dépose le rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 549 du Code de commerce [21 janvier] (A., t. I, p. 17; J.O., c.r., p. 17). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi relative aux droits des enfants naturels [21 mars] (A., t. I, p. 261; J.O., c.r., p. 220). Présente sur l'article 3 un amendement qui n'est pas adopté [22 mars] (A., t. I, p. 270; J.O., c.r., p. 229). Présente et développe sur l'article 5 une disposition additionnelle qui est rejetée au scrutin [21 juin] (A., t. II, p. 137; J.O., c.r., 659). — Rapporteur de la Commission relative à la modification des articles 33, 75, 156, 269, 317 et 332 du Code d'instruction criminelle (J.O., p. 3524; F. 59). — Dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Constans et plusieurs de ses collègues, ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction

préalable en matière de délits et de crimes [27 juin] (A., t. II, p. 166 ; J.O., c.r., p. 681 ; I. 143). — Dépose le rapport sur la proposition de loi de M. Wallon, ayant pour objet de modifier les articles 33, 75, 156, 269, 317 et 332 du Code d'Instruction criminelle [4 juillet] (A., t. II, p. 214 ; J.O., c.r., p. 721 ; I. 161). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture d'un crédit de 10.000 francs et annulation de la même somme sur le chapitre 60 de l'exercice 1895 [12 juillet] (A., t. II, p. 350 ; J.O., c.r., p. 833). — Membre de Commissions (F. 12, 23, 59, 66 ; J.O., p. 697, 1365, 3524, 3895).

THÉVENET. Rhône. — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, en 1^{re} délibération, ayant pour but soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par un décret impérial, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités. Présente sur le paragraphe 2 de l'article premier un amendement qui est renvoyé à l'examen de la Commission [8 février] (A., t. I, p. 53 ; J.O., c.r., p. 48) [12 février] (A., t. I, p. 65 ; J.O., c.r., p. 59) [5 mars] (A., t. I, p. 161 ; J.O., c.r., p. 137). Présente, sur l'article 6, un amendement qui n'est pas pris en considération [7 mars] (A., t. I, p. 178 ; J.O., c.r., p. 155). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère. Présente un amendement qui n'est pas adopté [22 mars] (A., t. I, p. 271 ; J.O., c.r., p. 228). — Prend part à la discussion de la loi de finances (Budget de 1895. Taxe de 0 fr. 30 sur les congrégations religieuses) [9 avril] (A., t. I, p. 578 ; J.O., c.r., p. 475). — Pose une question à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, relative à un article paru dans un journal du matin, citant son nom comme ayant été mêlé dans les affaires de la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France [11 juin] (A., t. II, p. 51 ; J.O., c.r., p. 589). — Membre de Commissions (F. 3, 10, 47 ; J.O., p. 168, 615, 3003).

TILLAYE. Calvados. — Rapport de M. Francoz sur son élection. Est proclamé sénateur [31 janvier] (A., t. I, p. 28 ; J.O., c.r., p. 25). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère [19 mars] (A., t. I, p. 252 ; J.O., c.r., p. 206). — Prend part à la discussion de la proposition de loi sur la prostitution et l'outrage aux bonnes mœurs [28 mai] (A., t. II, p. 23 ; J.O., c.r., p. 563). — Parle dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et sur l'organi-

sation de l'assurance obligatoire [13 juin] (A., t. II, p. 66; J.O., c.r., p. 601). — Membre de Commissions (F. 52, 60; J.O., p. 3270, 3558).

TIRMAN. Ardennes. — Dépose les rapports sur quatre projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant : le 1^{er}, prorogation de surtaxe à l'octroi de Roscanvel (Finistère); le 2^e, prorogation de surtaxe à l'octroi de Tréglonou (Finistère); le 3^e, prorogation de surtaxe à l'octroi de l'Hôpital-Camfront (Finistère); le 4^e, création d'une surtaxe à l'octroi de Plouarzel (Finistère) [31 janvier] (A., t. I, p. 29; J.O., c.r., p. 26; Fa. 3, n^o 5, 6, 7, 8). — Dépose le rapport sur le projet de loi élevant de dix-huit à dix-neuf le nombre des conseillers d'État en service extraordinaire [12 février] (A., t. I, p. 59; J.O., c.r., p. 55; I. 24). — Demande un congé [25 juin] (J.O., c.r., p. 679). — Membre d'une Commission (F. 47; J.O., p. 3003).

TOLAIN. Seine. — Élu Questeur du Sénat [10 janvier] (A., t. I, p. 4; J.O., c.r., p. 5). — Élu membre supplémentaire de la Commission de la Haute-Cour de justice [14 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 12). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir au Ministère de la Guerre un crédit extraordinaire pour les funérailles du maréchal Canrobert [1^{er} février] (A., t. I, p. 38; J.O., c.r., p. 36).

TONKIN ET PROTECTORAT DE L'ANNAM. — V. loi 159. — Augmentation du fonds de roulement. V. loi 282.

TOULOUSE. — Emprunt. V. loi 31. — Approbation d'un engagement pris par la ville. V. loi 94.

TOURCOING. — Création d'un troisième canton. V. loi 304.

TRAHISON ET ESPIONNAGE. — V. loi 331.

TRANSACTION entre l'État et les consorts Marcellus. V. loi 253.

TRARIEUX. Gironde. — Élu membre de la Commission de la Haute-Cour de Justice [14 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 12). — Est nommé Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (J.O., 27 janvier, p. 513). — Donne lecture du Message de M. le Président de la République [28 janvier] (A., t. I, p. 25; J.O., c.r., p. 23). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés,

sur l'amnistie. Prend part à la discussion relative au projet de résolution déposé par M. Peytral et plusieurs de ses collègues, tendant à comprendre dans l'amnistie certains fonctionnaires, membres du Conseil général, ayant pris part à un vote politique [31 janvier] (A., t. I, p. 30; J.O., c.r., p. 27). — Donne, sur la demande de M. Delpéch, une explication sur le procès-verbal [5 février] (A., t. I, p. 45; J.O., c.r., p. 39). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir un crédit de 30.000 fr. pour venir en aide aux familles des victimes de l'explosion du puits Sainte-Eugénie à Montceau-les-Mines [8 février] (A., t. I, p. 56; J.O., c.r., p. 50). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi sur les obligations des membres du Parlement relatives au service militaire [22 février] (A., t. I, p. 91; J.O., c.r., p. 81). — Parle dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, rendant applicable aux étrangers, en matière commerciale, l'article 166 du Code de procédure civile, relatif à la caution *judicatum solvi* [28 février] (A., t. I, p. 116; J.O., c.r., p. 101). — Prend part à la discussion en 2^e délibération, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la réforme du régime des prestations [12 mars] (A., t. I, p. 220; J.O., c.r., p. 186). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 1033 du Code de procédure civile [14 mars] (A., t. I, p. 227; J.O., c.r., p. 192). — Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs père et mère [18 mars] (A., t. I, p. 240; J.O., c.r., p. 202) [19 mars] (A., t. I, p. 250; J.O., c.r., p. 210) [21 mars] (A., t. I, p. 259; J.O., c.r., p. 217) [22 mars] (A., t. I, p. 271; J.O., c.r., p. 228). — Parle dans les discussions des propositions et projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés : 1^o relativement aux enfants naturels dans la succession de leurs père et mère; 2^o dans la discussion du projet de loi portant règlement du budget définitif de l'exercice 1885; 3^o dans le règlement de l'ordre du jour [25 mars] (A., t. I, p. 290; J.O., c.r., p. 238, 249). — Répond à l'interpellation de M. Farinole sur la situation judiciaire en Corse [28 mars] (A., t. I, p. 322; J.O., c.r., p. 270). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget de la Légion d'honneur, pour l'exercice 1895. [7 avril] (A., t. I, p. 511; J.O., c.r., p. 434). — Répond à M. Prevet au cours de la discussion (Chapitre 31) [9 avril] (A., t. I, p. 569; J.O., c.r., p. 486). — Répond à la question de M. le marquis de l'Angle-Beaumanoir, tendant à voir s'il existe une loi, un décret, ou un article des statuts de la Légion d'honneur conférant aux anciens Présidents de la République le droit de porter

les insignes de grand'croix lorsqu'ils ont quitté leurs fonctions [12 avril] (A., t. I, 643; J.O., c.r., p. 530). — Parle : 1° sur la fixation du jour pour la discussion de l'interpellation adressée par M. le marquis de l'Angle-Beumanoir à M. le Président du Conseil; 2° sur le règlement de l'ordre du jour [21 mai] (A., t. II, p. 4; J.O., c.r., p. 548). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi de M. Bérenger sur la prostitution et l'outrage aux bonnes mœurs [27 mai] (A., t. II, p. 7; J.O., p. 556) [28 mai] (A., t. II, p. 17; J.O., c.r., p. 559) [30 mai] (A., t. II, p. 37; J.O., c.r., p. 567). — Répond à une question de M. Thévenet relative à un article paru dans un journal du matin, qui citait son nom comme ayant été mêlé dans les affaires de la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France [11 juin] (A., t. II, p. 52; J.O., c.r., p. 589). — Prend part à la discussion de la proposition de loi sur la prostitution et l'outrage aux bonnes mœurs [14 juin] (A., t. II, p. 84; J.O., c.r., p. 615) [27 juin] (A., t. II, p. 177; J.O., c.r., p. 690). — Est entendu dans la discussion de la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France pour la modification des contrats qui lient cette Compagnie à l'État [2 juillet] (A., t. II, p. 207; J.O., c.r., p. 716).

TRÉGLONOU. — Prorogation de surtaxe à son octroi. V. loi 15.

TRÉPORT (le) — Location des portions de la plage destinées à l'exploitation des bains de mer. V. loi 82.

TRIBERT. Inamovible. — Fait une rectification au procès-verbal [12 février] (A., t. I, p. 59; J.O., c.r., p. 55).

TRYSTRAM. Nord. — Dépose les rapports sur deux projets de lois, adoptés par la Chambre des Députés, portant prorogation de surtaxes : le 1^{er}, à l'octroi d'Anor (Nord); le 2^e, à l'octroi d'Haubourdin (Nord) [19 février] (A., t. I, p. 82; J.O., c.r., p. 74; Fa. 14, n^{os} 25, 26). — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 833).

TULLE. — Emprunt. V. loi 239. — Emprunt. V. loi 301.

TURGIS. Calvados. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1895 [7 avril] (A., t. I, p. 518; J.O., c.r., p. 428). — Membre de Commissions (F. 14, 23; J.O., p. 833, 1365).

UNIVERSITÉS. — Constitution des. V. loi 236.

VAR. — Emprunt. V. loi 90. — Imposition extraordinaire. V. loi 243.

VAUCLUSE. — Emprunt. V. loi 88. — Emprunt. V. loi 115. — Imposition extraordinaire. V. loi 193.

VELTEN. Bouches-du-Rhône. — Membre de Commissions (F. 6, 28; J.O., p. 254; 1543).

VENDEE. — Imposition extraordinaire. V. loi 245. — Imposition extraordinaire. V. loi 267.

VERNINAC (de). Lot. — Élu membre suppléant de la Commission de la Haute-Cour de Justice [14 janvier] (A., t. I, p. 13; J.O., c.r., p. 12). — Est entendu dans la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'impôt des prestations. Présente, sur l'article 5, un amendement qui est adopté [28 février] (A., t. I, p. 111; J.O., c.r., p. 97). — Élu membre de la Commission relative aux crimes et délits concernant la défense nationale (J.O., p. 1148; F. 18). — Prend part à la discussion en 2^e délibération de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet soit de compléter le règlement des abattoirs publics autorisés par décret impérial, soit de faciliter la création d'abattoirs publics, surtout dans les petites localités [7 mars] (A., t. I, p. 185; J.O., c.r., p. 155). — Membre de Commissions (F. 6, 18, 23; J.O., p. 254, 1148, 1365).

VIDAUBAN. — Surtaxe à son octroi. V. loi 74.

VIENNE (HAUTE). — Imposition extraordinaire. V. loi 229.

VIGNANCOUR. Basses-Pyrénées. — Président de la Commission des congés (J.O., p. 3553; F. 60). — Est nommé membre de la Commission relative à la vente et aux échanges d'animaux domestiques, en remplacement de M. de La Sicotière, décédé (J.O., p. 3827; F. 64). — Membre de Commissions (F. 47, 59, 60, 64; J.O., p. 3003, 3524, 3558, 3827).

VILAR. Pyrénées-Orientales. — Secrétaire de la 3^e Commission d'initiative parlementaire (J.O., p. 1404; F. 24). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre la France, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, à titre transitoire, pendant un an à dater du 1^{er} juillet 1895 [25 juin] (A., t. I,

p. 154; J.O., c.r., p. 672). — Membre de Commissions (F. 23, 47; J.O., p. 1365, 3003).

VILLARD. Creuse. — Membre de Commissions (F. 23, 55, 59; J.O., p. 1365, 3394, 3524).

VILLEFRANCHE. — Surtaxe à son octroi. V. loi 56.

VILLEGONTIER (comte de la). Ille-et-Vilaine. — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget du Gouvernement de l'Algérie pour l'exercice 1895 [7 avril] (A., t. I, p. 511; J.O., c.r., p. 423). — Membre d'une Commission (F. 47; J.O., p. 3003).

VISSAGUET. Haute-Loire. — Membre d'une Commission (F. 14; J.O., p. 833).

VOLLAND. Meurthe-et-Moselle. — Dépose et donne lecture du rapport sur l'élection de M. Audiffred dans le département de la Loire [11 janvier] (A., t. I, p. 9; J.O., c.r., p. 8). — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [13 juin] (A., t. II; p. 67; J.O., c.r., p. 602). — Membre de Commissions (F. 4, 47, 52; J.O., p. 198, 3003, 3270).

WADDINGTON. Seine-Inférieure. — Est nommé rapporteur du projet de loi relatif à la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France (J.O., p. 1272; F. 21). — Prend part à la discussion en 2^e délibération de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la réforme de l'impôt des prestations [11 mars] (A., t. I, p. 204; J.O., c.r., p. 172). — Fait une rectification au procès-verbal. Parle sur la réforme de l'impôt des prestations [12 mars] (A., t. I, p. 214; J.O., c.r., p. 179, 181). — Dépose le rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France pour les modifications des contrats qui lient cette Compagnie à l'État [29 mars] (A., t. I, p. 345; J.O., c.r., p. 288; I. 61). — Fait quelques observations sur les nouvelles lignes de chemins de fer à créer en Indo-Chine, dont les dépenses ne devront être autorisées que par les Chambres [10 avril] (A., t. I, p. 603; J.O., c.r., p. 497). — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [21 mai]

(A., t. II, p. 4; J.O., c.r., p. 549). — Dépose une pétition de 3.654 habitants de diverses communes de la Seine-Inférieure [27 mai] (J.O., c.r., p. 557). — Dépose une pétition du Syndicat des courtiers de marchandises en gros de la ville et de l'arrondissement de Rouen (Seine-Inférieure) [11 juin] (J.O., c.r., p. 598). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire, et sur le règlement de l'ordre du jour [13 juin] (A., t. II, p. 77; J.O., c.r., p. 610). — Parle, comme rapporteur, dans la discussion de la loi tendant à approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France pour la modification des contrats qui lient cette Compagnie à l'État [18 juin] (A., t. II, p. 106; J.O., c.r., p. 635). — Dépose une pétition d'un certain nombre d'habitants des communes de Préaux et de Saint-Denis-le-Thiboult (Seine-Inférieure) [20 juin] (J.O., c.r., p. 650). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et l'organisation de l'assurance obligatoire [4 juillet] (A., t. II, p. 216; J.O., c.r., p. 727) [8 juillet] (A., t. II, p. 269; J.O., c.r., p. 767). — Membre d'une Commission (F. 4; J.O., p. 198).

WALLON. Inamovible. — Parle sur le règlement de l'ordre du jour [2 avril] (A., t. I, p. 394; J.O., c.r., p. 327). — Est entendu dans la discussion du projet de résolution proposé par M. Le Royer, tendant à l'impression et l'affichage du discours de M. Loubet, *président de la Commission des finances*, au cours de la discussion générale du budget de l'exercice 1895 [3 avril] (A., t. I, p. 414; J.O., c.r., p. 344). — Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget du Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, pour l'exercice 1895 [4 avril] (A., t. I, p. 423; J.O., c.r., p. 352, 359) [6 avril] (A., t. I, p. 486; J.O., c.r., p. 401). — Parle sur le règlement provisoire de la situation financière du protectorat de l'Annam et du Tonkin et des dépenses de l'expédition du Siam [11 avril] (A., t. I, p. 622; J.O., c.r., p. 515). — Demande au Président de vouloir bien préciser, au moment du vote, les modifications apportées par la Chambre des Députés au budget de l'exercice 1895 [12 avril] (A., t. I, p. 642; J.O., c.r., p. 523).

YONNE. — Emprunt. V. loi 89. — Emprunt et imposition extraordinaire. V. loi 116. — Imposition extraordinaire. V. loi 192. — Imposition extraordinaire (0 fr. 66) pour chemin de fer d'intérêt local. V. loi 279. — Imposition extraordinaire. V. loi 318.

ZURLINDEN (général), *Ministre de la Guerre*. — Est entendu dans la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de son Ministère pour l'exercice 1895 [3 avril] (A., t. I, p. 399; J.O., c.r., p. 332). — Dépose le compte rendu du recrutement de l'armée pendant l'année 1894 [13 juin] (A., t. II, p. 63; J.O., c.r., p. 599). — Prend part à la discussion de deux projets de lois : le 1^{er}, tendant à modifier l'article 24 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, en ce qui touche les obligations militaires des étudiants en droit, en médecine et en pharmacie; le 2^e, portant modification de l'article 21 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, relativement au service de deux frères [5 juillet] (A., t. II, p. 234; J.O., c.r., p. 737). — Parle dans la discussion relative aux obligations militaires des membres du Parlement [12 juillet] (A., t. II, p. 348; J.O., c.r., p. 831).